

Région, régionalisme et développement régional

Les Cahiers du GRIDEQ sont publiés par le Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec de l'Université du Québec à Rimouski.

DACTYLOGRAPHIE

Lise BLANCHETTE

CONCEPTION GRAPHIQUE

Richard FOURNIER

DISTRIBUTION

GRIDEQ

300, Avenue des Ursulines

Rimouski G5L 3A1

Tél.: (418) 724-1440

INFORMATION

Jean LARRIVÉE, 724-1441

ISBN 2-920270-26-5

Tous droits réservés

Copyright 1984, Université du Québec à Rimouski

Dépôt légal, 1er trimestre 1984

TEXTES DE :

Greg ALLAIN,	sociologue à l'Université de Moncton
Micheline BONNEAU*,	sociologue à l'Université du Québec à Rimouski
Serge COTE*,	sociologue à l'Université du Québec à Rimouski
Hugues DIONNE*,	sociologue à l'Université du Québec à Rimouski
Lizette JALBERT,	sociologue à l'Université du Québec à Montréal
Bruno JEAN*,	sociologue à l'Université du Québec à Rimouski
Juan Luis KLEIN,	géographe à l'Université du Québec à Chicoutimi
Jean-Guy LACROIX,	sociologue à l'Université du Québec à Montréal
Danielle LAFONTAINE*,	sociologue à l'Université du Québec à Rimouski
Paul LAROCQUE*,	historien à l'Université du Québec à Rimouski
Jean LARRIVEE*,	agent de recherche GRIDEQ
Antonio LECHASSEUR*,	historien à l'Université du Québec à Rimouski
Jacques LEMAY*,	historien à l'Université du Québec à Rimouski
Benoît LEVESQUE*,	sociologue à l'Université du Québec à Montréal
Orlando PEÑA,	géographe à l'Université du Québec à Chicoutimi
Nicole THIVIERGE*,	historienne à l'Université du Québec à Rimouski

* membres du GRIDEQ

R E M E R C I E M E N T S

Nous sommes reconnaissants envers les personnes nombreuses, en particulier madame Johanne BOISJOLY, qui, via leurs critiques, nous ont permis d'améliorer la présentation et le contenu de ce numéro et notamment envers le Comité des publications du GRIDEQ qui a patiemment revu tous les manuscrits soumis.

Il faut également souligner le travail de madame Lise Blanchette qui a dactylographié plusieurs fois les textes ici rassemblés, et celui de M. Jean LARRIVEE qui a revu, pour fin d'impression, le manuscrit final.

S O M M A I R E

	Page
PRESENTATION	1
Bruno JEAN et Danielle LAFONTAINE	
<hr/>	
Pour une théorie non-positiviste de l'espace	11
Danielle LAFONTAINE	
<hr/>	
La pénétration du capitalisme dans l'Est du Québec ..	29
Serge COTE	
La déprise agricole: notes sur le développement inégal d'une agriculture régionale	55
Bruno JEAN	
Capitalisme et régionalisme en milieu rural: réflexions sur l'Est du Québec (1900-1950)	77
Paul LAROCQUE	
<hr/>	
Impacts régionaux d'une multinationale canadienne: le cas de Noranda Mines	95
Juan Luis KLEIN et Orlando PENA	
<hr/>	
Le mouvement populaire en milieu rural: un certain parcours	137
Hugues DIONNE	
L'Etat et les organismes régionaux de "participation" au Québec et au Nouveau-Brunswick	171
Greg ALLAIN et Serge COTE	
Développement régional et développement coopératif: vers la reconnaissance d'une nouvelle culture politique	209
Micheline BONNEAU	

	Page
La question régionale dans le développement du capitalisme au Canada	225
Benoît LEVESQUE, Lizette JALBERT et Jean-Guy LACROIX	
La dimension "régionale" de la consommation des mass média et de la connaissance de l'information	259
Benoît LEVESQUE	

NOTES DE RECHERCHE

Du développement communautaire au développement régional: le cas du B.A.E.Q.	291
Hugues DIONNE	
Le répertoire des populations municipales et paroissiales de l'Est du Québec	301
Antonio LECHASSEUR	
Pour une nouvelle histoire du Québec - Le Bas-Saint-Laurent et les histoires régionales	307
Antonio LECHASSEUR	
Le Conseil d'orientation économique du Bas Saint-Laurent et les stratégies de développement régional .	313
Jacques LEMAY	
Technologies, travail et travailleurs	325
Nicole THIVIERGE	

ANNEXE

Les thèses de maîtrise en développement régional	337
Jean LARRIVEE	

Présentation

Bruno Jean
Danielle Lafontaine

Le GRIDEQ célèbre cette année son dixième anniversaire. C'est en 1974, en effet, que prend initialement forme ce groupe de recherche, lequel recevait cinq ans plus tard sa reconnaissance institutionnelle de l'Université du Québec à Rimouski.

Un tel événement méritait d'être souligné et la présente publication, du moins nous l'espérons, y contribuera en offrant l'occasion à plusieurs membres du groupe de mettre en commun leurs réflexions autour du thème, toujours central, du développement régional.

Le fait de regrouper dans un ouvrage collectif des écrits des membres du GRIDEQ ne constitue pas, en lui-même, il faut le dire, une première. A différentes reprises, en effet, dans le passé, plusieurs chercheurs(euses) ont eu l'occasion de réaliser ensemble des rapports de recherche, voire même de rassembler leurs écrits, à l'occasion, notamment, de la publication des Actes du colloque de 1975 et de 1978 consacrés à la problématique du développement en milieu rural, puis aux entreprises communautaires et coopératives.

Toutefois, jamais auparavant n'avait-on réuni les textes des membres dans ce principal instrument de diffusion que constituent, pour le GRIDEQ, ses Cahiers.

REGION, REGIONALISME ET DEVELOPPEMENT REGIONAL: LE CAS DE L'EST DU QUEBEC rassemble dix articles, cinq notes de recherche et une annexe rédigés par seize personnes oeuvrant, pour la plupart, au GRIDEQ.

Figurent parmi les rédacteurs, dix membres du GRIDEQ, cinq sociologues: Micheline BONNEAU, Serge COTE, Hugues DIONNE, Bruno JEAN, Danielle LAFONTAINE et cinq historiens(ne): Jean LARRIVEE, Paul LAROCQUE, Antonio LECHASSEUR, Jacques LEMAY et Nicole THIVIERGE. Y ont également participé, deux anciens membres du GRIDEQ: Benoît LEVESQUE, sociologue, aujourd'hui à l'Université du Québec à Montréal, Juan Luis KLEIN, géographe, maintenant à l'Université du Québec à Chicoutimi. Apparaissent également dans cet ouvrage des articles issus de la collaboration entre Greg ALLAIN, sociologue à l'Université de Moncton, Orlando PEÑA, géographe à l'Université du Québec à Chicoutimi, Lisette JALBERT et Jean-Guy LACROIX, sociologues à l'Université du Québec à Montréal, et certains membres actuels ou passés du GRIDEQ.

Seize collaborateurs(trices) - trois femmes et treize hommes-de formations disciplinaires variées: on compte parmi eux (elles) neuf sociologues, cinq historiens(ne) et deux géographes, ont donc joint leurs efforts pour préparer ce numéro essentiellement consacré à l'Est du Québec.

Tous les articles et notes de recherche, à l'exception de celui de KLEIN et PENA sur le rôle de la multinationale Noranda Mines en Abitibi et au Nicaragua - elle est aussi présente à Murdochville, d'où l'intérêt de l'article dans ce numéro - tous les textes font donc de près ou de loin, référence à l'Est du Québec. La quasi-totalité des articles sont en outre directement issus de projets de recherche déjà réalisés ou en voie de l'être au sein du Groupe.

La structure du numéro est la suivante: d'abord les dix articles de fond regroupés suivants deux blocs: l'un comportant trois articles consacrés aux rapports de production et aux structures économiques de l'Est du Québec, l'autre,

consacré aux rapports sociaux, aux structures politiques et comportant cinq articles. Entre ces deux blocs, nous avons intercalé le texte de KLEIN et PEÑA sur les impacts régionaux de la multinationale Noranda-Mines. Nous avons fait précéder ces neufs articles d'un texte de Danielle LAFONTAINE dans lequel celle-ci formulait plusieurs questions épistémologiques et théoriques importantes. Ces dix articles, de longueur variable, sont suivis de cinq notes de recherche auxquelles nous avons cru intéressant d'ajouter une annexe concernant les thèses en développement régional complétées, déposées, ou en préparation à l'Université du Québec à Rimouski. La réalisation de cette annexe fut confiée à Jean LARRIVEE, secrétaire-exécutif du GRIDEQ depuis de nombreuses années.

Si les dix articles de fond diffèrent beaucoup les uns des autres tant par leur style que par leur contenu, tous, à leur manière, malgré la variété des thèses défendues, témoignent d'un effort bien perceptible pour penser le développement régional à partir de bases conceptuelles plus explicites, mieux établies et donc mieux en mesure d'expliquer la façon dont se sont structurées les réalités socio-historiques propres à ce territoire tantôt désigné par l'appellation "Est du Québec" tantôt appelé "Bas Saint-Laurent-Gaspésie" ou "Bas du Fleuve", "Gaspésie", "Iles-de-la-Madeleine".

On ne retrouvera pas ici un seul contenu ou un seul type de raisonnement sous lequel ranger l'ensemble des travaux présentés. Pas de super-théorie à partir de laquelle pourrait être analysé sous tous leurs aspects synchroniques et diachroniques, l'ensemble des phénomènes humains et sociaux, propres à l'Est du Québec. Car si l'effort de rationalisation apparaît manifeste, il se révèle, du même coup, fragile, incertain de ses assises comme de la possibilité que cet effort conduise rapidement à une connaissance profonde et surtout utile de cette "région" à propos de laquelle, les chercheurs du B.A.E.Q., un peu présomptueusement sans doute, avaient cru dire l'essentiel. Or, les "problèmes" du développement régional apparaissent aujourd'hui, à mesure que le travail de recherche progresse, plus difficiles à expliquer, que certains ne l'avaient évalués au point de départ.

L'existence de différences dans la répartition territoriale de la "croissance" de la production ou de son envers: le sous-développement, le chômage, la misère, exige des cher-

cheurs(euses) qui veulent comprendre à fond ce phénomène, qu'ils réfléchissent sur l'ensemble des "facteurs", "processus", "conditions", "agents", "structures", politiques, culturelles, psychologique, démographiques, ou bio-physiques associées au maintien ou à la transformation des réalités humaines et sociales. Quel est, par exemple, le "moteur" du développement socio-historique? L'activité économique? Les investissements? La demande? L'innovation technologique? Les exportations? L'entrepreneurschip? La ville polarisante? L'Etat? Les mouvements sociaux?

A quels contenus conceptuels a-t-on recours pour désigner ces phénomènes dont l'influence précise sur l'amélioration réelle des conditions de vie est de toute façon loin d'être claire? Comment étudie-t-on au juste "l'investissement" en région ou l'"entrepreneurschip" local?

Nous avons là présenté de manière, il est vrai un peu schématique, plusieurs problèmes de fond. Trois au moins, problème d'identification des "facteurs" du développement, deuxièmement, problème des liens que nous entrevoyons entre ces "facteurs" - quoi donc "détermine", "conditionne", "influence" quoi, au juste? - problème enfin de rendre opérationnelles, mesurables et véritablement "testables" ces notions et les hypothèses les concernant, et cela, en admettant qu'elles fussent d'abord construites et spécifiées. Non qu'il faille, à tout prix, exiger que tout concept ait sa contrepartie "empirique", ainsi que le stipulaient les tenants d'une épistémologie logico-positiviste stricte (type "Cercle de Vienne"), aujourd'hui dépassée. Certaines tentatives d'opérationnalisation peuvent être tentées, alors que d'autres indispensables essais de théorisation demeureront davantage centrés sur le travail de construction proprement dit.

Quelle que soit la direction des efforts consentis, c'est sur un travail d'élaboration et de rationalisation croissant que pourra seulement être édifiée une connaissance approfondie des réalités humaines et historiques. Sur ce travail d'abord, puis, sur une nécessaire confrontation entre des "explications" souvent divergentes. Peu à peu apprendrons-nous à reconnaître ce que nous partageons, comme ce qui différencie les discours que nous pouvons tenir, de ceux élaborés par nos collègues.

La tâche, on s'en doute, est loin d'être simple. Les sciences sociales et humaines sont en émergence. Leur vocabulaire de base est loin d'être unifié ou complet. Si certaines contributions théoriques - celle de MARX et FREUD, en particulier - apparaissent plus en mesure que d'autres de nous guider vers certaines hypothèses intéressantes, le mode d'existence des réalités humaines et sociales "concrètes" demeure, quant à lui, encore extrêmement mal compris.

Si, depuis divers champs du savoir associés aux sciences humaines et sociales, plusieurs chercheurs(euses) soutiennent un pareil travail d'élaboration, ceux et celles "en" développement régional sont de manière toute spéciale, confronté(e)s aux problèmes mentionnés plus haut. Car le champ de connaissance "en" développement régional auquel, institutionnellement, subjectivement, mais surtout conceptuellement ils (elles) se rattachent, ne se structure pas à partir d'un "objet" spécifique empiriquement répérable, un "objet" sensible dont l'existence justifierait celle du champ. Le champ de connaissance en développement régional ne prend pas forme autour d'un objet mais plutôt autour de "questions" ou si l'on veut de "problèmes". Quels problèmes? Ceux des "écarts", des "différences", des "inégalités", des "disparités" quant à la "répartition", "localisation", "concentration", "dispersion" de la "croissance", "des richesses", "de l'activité économique". Peu importe ici les termes utilisés qui peuvent varier selon les chercheurs(euses). Ces "problèmes" essentiels auxquels le champ de connaissance "en" développement régional doit son existence sont quant à eux bien réels et spécifiques. Spécifiques aux yeux des intellectuels(les), mais "préoccupants", "urgents", aux yeux des gouvernements ou des mouvements sociaux pour qui la "question régionale" - quelle réduction sémantique, compte-tenu du programme...! demeure également posée. On pressent ici les rapports complexes qui lient la connaissance que l'on voudrait "complètement" scientifique, aux idéologies qui nourrissent généralement l'action. La situation est d'autant plus délicate que les enjeux apparaissent confusément, mais perceptiblement importants, inextricablement liés qu'ils sont au devenir même des sociétés industrielles avancées.

Dans un tel contexte, on le voit, les chercheurs(euses) sont loin d'avoir le monopole de la Question, ce qui n'est pas forcément "mauvais", mais les oblige à un incessant travail de clarification.

Les textes présentés dans ce numéro des Cahiers consacré à l'Est du Québec, tentent donc, chacun à leur manière, de faire progresser la connaissance des réalités sociales et humaines du territoire compris entre La Pocatière et les Îles-de-la-Madeleine. Dans un premier texte intitulé "Pour une théorie non-positiviste de l'espace", Danielle LAFONTAINE nous met d'abord en garde contre le discours technocratique sur le développement régional, discours considéré, à cause de sa prégnance et de son caractère approximatif comme un obstacle épistémologique au développement de la recherche dans ce secteur de la connaissance. Après avoir souligné l'importance de rompre avec ce discours, elle se demande, à quelles bases conceptuelles rattacher une théorie non-positiviste, non "sensualiste" de l'espace, puis nous présente une tentative non-positiviste de conceptualisation de l'espace où le concept de "rapports sociaux" occupe une place centrale. Les trois textes subséquents, ceux de Serge COTE intitulé "La pénétration du capitalisme dans l'Est du Québec, de Bruno JEAN, "La déprise agricole: notes sur le développement d'une agriculture régionale" et de Paul LAROCQUE, "Capitalisme et régionalisme en milieu rural: réflexions sur l'Est du Québec (1900-1950)", tentent, chacun de manière particulière, de mettre en lumière certains aspects des structures économiques de l'Est du Québec, et cela dans une perspective diachronique.

Dans son texte, Serge COTE analyse les mouvements généraux d'accumulation et les processus de salarisation et de centralisation du capitalisme dans l'Est du Québec. Tout en exposant certains résultats tirés d'une importante recherche à plusieurs volets à laquelle lui et les membres de l'équipe collaborent activement, l'auteur discute en outre de la dépendance du petit producteur par rapport aux mouvements du capital, ainsi que dans ce qu'il appelle leur semi-prolétarianisation.

Autour du thème éminemment suggestif de ce qu'il nomme "la déprise agricole", étudiée de 1940 à nos jours, Bruno JEAN nous parle également de la soumission de la petite production agricole régionale à la régulation marchande, ainsi que du développement inégal de cette agriculture régionale dont il nous aura préalablement exposé la forme sociale contemporaine et le procès de travail. Dans "Capitalisme et régionalisme en milieu rural", Paul LAROCQUE, après nous avoir présenté ses réflexions concernant certains

aspects structuraux de l'économie de l'Est du Québec, laquelle est qualifiée de "structurellement stable", tente d'évaluer l'impact du régionalisme sur les représentations collectives.

Dans un quatrième texte, le seul ne faisant pas référence à l'Est du Québec, Juan Luis KLEIN et Orlando PENA analysent le rôle des multinationales telle la Noranda Mines, dans les rapports centre-périphérie. Dans "Impacts régionaux d'une multinationale canadienne: le cas de Noranda Mines", KLEIN et PENA brossent, à grands traits, le portrait de l'évolution de la Noranda Mines, et étudient ses rapports avec les appareils d'Etat des pays où elle s'implante. L'influence d'un tel type d'entreprise sur ce que les auteurs appellent "la structuration des espaces régionaux" est ensuite analysée à l'aide des exemples de l'Abitibi et du Nicaragua. On aborde également la question du rôle des régions ressources dans une nouvelle division internationale du travail.

Les cinq textes suivants sont consacrés à l'analyse des rapports sociaux régionaux et plus particulièrement à celle des mouvements sociaux, principalement mais non exclusivement, sous l'angle des interrelations entre ces derniers et l'Etat.

Hugues DIONNE étudie d'abord la spécificité d'un mouvement populaire de l'arrière-pays de l'Est du Québec. Dans son texte "Le mouvement populaire en milieu rural: un certain parcours", il examine les différences et les similitudes entre divers organismes de développement communautaire. Dans "L'Etat et les organismes régionaux de "participation" au Québec et au Nouveau-Brunswick", Greg ALLAIN et Serge COTE analysent certains phénomènes de participation politique découlant de la mise sur pied des conseils régionaux de développement (C.R.D.) néo-brunswickois et québécois. Les deux auteurs retracent également l'évolution des conceptions étatiques du développement régional, ainsi que celle des rapports entre l'Etat et les régions.

Micheline BONNEAU associe, pour sa part, l'apparition d'une nouvelle culture politique à celle d'une région coopérative. Le phénomène de la coopération est mis en rapport avec l'évolution des conjonctures politico-économiques. S'interrogeant, par ailleurs, sur les dynamismes locaux, l'auteure se demande s'il faut, à leur propos, parler d'"opportunisme politique" ou "de planification douce".

Le texte rédigé par Lisette JALBERT, Jean-Guy LACROIX et Benoît LEVESQUE de l'Université du Québec à Montréal et intitulé "La question régionale dans le développement du capitalisme au Canada" est centré sur l'analyse des phénomènes d'homogénéisation et d'unification mais aussi de différenciation et de fragmentation via lesquels prendraient forme les espaces régionaux. Les auteurs discutent en particulier des effets homogénéisants ou différenciateurs de la consommation des mass média au Canada, au Québec et dans l'Est du Québec.

Le dernier article accorde une large place à l'analyse des habitudes culturelles au centre - Longueuil - et à la périphérie québécoise - Rimouski -. Commentant les résultats d'une vaste enquête sur la consommation des mass média et l'information, Benoît LEVESQUE tente de spécifier la dimension proprement régionale de ces phénomènes. Dans son texte, intitulé "La dimension "régionale" de la consommation des mass média et de la connaissance de l'information", l'auteur discute en outre des problèmes méthodologiques liés à l'opérationnalisation du concept de "classe sociale", dans une recherche où plusieurs facteurs de différenciation - sexe - classe - localisation - étaient simultanément pris en considération.

Dans les cinq notes de recherche qui suivent les articles, quatre membres du GRIDEQ font état de recherches déjà réalisées ou en voie de l'être par eux-mêmes ou par l'équipe à laquelle ils collaborent. Hugues DIONNE nous livre certains résultats d'une étude en cours sur le B.A.E.Q. Antonio LECHASSEUR nous parle du Répertoire des populations dans l'Est du Québec réalisé avec Jacques LEMAY, ainsi que du Projet d'histoire du Bas Saint-Laurent auquel il collabore. Jacques LEMAY nous présente également certaines conclusions de sa recherche sur le Conseil d'orientation économique du Bas Saint-Laurent (COEB). La dernière note de recherche "Technologie, travail et travailleurs", rédigée par Nicole THIVIERGE, propose quelques résultats d'une enquête en cours dans l'industrie des pâtes et papier.

Enfin, Jean LARRIVÉE nous présente, dans une annexe spécialement réalisée pour ce numéro, un bilan des thèses de maîtrise en développement régional à l'Université du Québec à Rimouski.

Voilà pour l'essentiel le contenu de ce Cahier du GRIDEQ, que nous soumettons à l'attention des personnes que la "question régionale", - dont nous n'avons pas, rappelons-le, le monopole! - préoccupe.

REGION, REGIONALISME ET DEVELOPPEMENT REGIONAL: LE CAS DE L'EST DU QUEBEC avait, lors de sa conception première, en 1981, été pensé par l'équipe des sociologues de l'UQAR, comme devant éventuellement donner lieu à la publication d'un numéro thématique de la revue québécoise "Recherches sociographiques". Pour diverses raisons ce projet ne s'est pas réalisé. Quoi qu'il en soit, nous sommes heureux d'être en mesure de livrer aujourd'hui, via la modeste forme de nos Cahiers, cet ouvrage au public.

Avril 1984.



Pour une théorie non-positiviste de l'espace

Danielle Lafontaine

PREAMBULE

Le texte qui suit fut rédigé à l'automne 1979. Il devait être lu lors d'une conférence prononcée à l'UQAR, le 18 février 1980. Plusieurs raisons m'ont incitée à accepter qu'il figure dans cet ouvrage collectif parmi lesquelles l'intérêt suscité à l'époque chez certains collègues par ma modeste tentative de rupture d'avec le jargon technocratique sur les "régions périphériques" et peut-être plus encore le rôle tout à fait capital de cet essai dans la genèse de mes idées actuelles sur les réalités socio-historiques. J'amorçais alors, avec ce texte d'abord polémique intitulé "La Région n'existe pas", un travail de remise en question des évidences sur lesquelles s'appuyaient la plupart des discours régionalistes, travail qui devait m'amener à concevoir sous un angle complètement nouveau, tant le mode d'existence des réalités sociétales que le problème de la production du discours scientifique les concernant. Sans aller très loin sur la voie d'une théorisation que je voulais non-positiviste de l'espace, je tentais tout de même d'opérer une certaine distanciation critique d'avec ce que j'appellais les discours régionalistes technocratiques, discours dont je soulignais le caractère "approximatif". Pour des raisons épistémologiques complexes, je manifestais le souci de me rattacher à l'horizon du marxisme-marxien dont je soulignais par ailleurs le côté "inachevé". J'étais en somme à la recherche d'un cadre théorique unifié et suffisamment élaboré pour me permettre d'expliquer le phénomène

des différenciations sociales et spatiales. Je croyais qu'une pareille théorie serait à la fois pensable à partir de bases conceptuelles existantes, en même temps qu'hyper nécessaire à la légitimation des études en développement régional que l'absence d'une telle théorie rendait selon moi extrêmement fragiles et perméables aux discours régionalistes d'inspiration technocratique .

Désireuse de produire une théorie non-positiviste des réalités sociales mais encore très fortement influencée par une approche logico-positiviste de la connaissance stipulant que toute "science" doit, pour mériter d'être considérée comme tel, reposer sur des bases théoriques axiomatisables en même temps que vérifiables, je "cherchais la théorie" - et le vrai, et le réel! - sans me douter des problèmes auxquels ce rationalisme intégral ou intégrant en émergence, allait devoir se confronter.

Des efforts de rationalisation certes il y avait, mais combien contradictoires les uns avec les autres, combien empreints de sensualisme et d'empirisme, combien pétris de métaphores anthropomorphiques douteuses... Fallait-il dans un tel contexte rechercher à tout prix l'ancrage au "meilleur" cadre théorique existant ou au contraire opter pour une discontinuité? Accepter de changer de point de vue? Dans le texte présenté ici ce choix n'était pas clair pour moi. Je tentais de penser une théorie non-positiviste de l'espace sans mesurer à quel point, ce faisant, j'optais pour une rupture extrêmement profonde d'avec les manières d'en-trevoir jusqu'ici l'existence des "faits sociaux". A mon insu, je quittais une terre familière pour une contrée où rien n'irait de soi, où la mobilisation permanente devrait peu à peu se substituer au savoir statique.

D.L., 18 février 1984.

INTRODUCTION

Dans cet article, nous tenterons de présenter certains éléments conceptuels à partir desquels pourrait être élaborée une théorie non-positiviste de l'"espace" et plus globalement, des réalités sociétales. Dans un premier temps

nous repérerons ces autres discours dont il s'agit de nous démarquer, soit les discours technocratiques sur les "déséquilibres" ou les "problèmes" régionaux. Il s'agira ici de souligner le caractère approximatif de ces idéologies, de même que leur influence sur les discours des autres acteurs sociaux - les intellectuels (les) en particulier - pour bien faire ressortir le besoin d'une construction théorique des concepts nécessaires à la compréhension des réalités socio-historiques. Dans un deuxième temps, nous discuterons d'un rattachement possible à une grille ou à un horizon conceptuel existant, en admettant qu'un tel horizon existe, puis présenterons une tentative de conceptualisation de l'"espace" où les concepts de rapports sociaux occupent une place décisive.

1. L'importance des discours technocratiques comme obstacle épistémologique au développement de la recherche en développement régional

Les discours gouvernementaux concernant le problème des déséquilibres économiques régionaux sont dans les pays industriels avancés (U.S.A., France, Allemagne, Canada, Québec) d'origine assez récente. Au Québec en particulier, ils ne s'imposent qu'à partir de la révolution tranquille. Aux U.S.A., le premier projet d'aménagement "régional" d'envergure prend la forme du Tennessee Valley Authority (T.V.A.). Le projet appliqué durant la crise des années trente vise à pallier aux soi-disant "déséquilibres" générés par une économie à bout de souffle. Toutefois, les véritables offensives pour pallier aux "problèmes régionaux" prennent un côté systématique à partir de 1961 avec le Area Development act. Des régions désignées - les Appalaches, la Nouvelle-Angleterre et d'autres - seront considérées comme des lieux d'intervention étatique privilégiés. Le discours régionaliste étatique américain, comme le discours régionaliste canadien qui s'en est fortement inspiré, demeure largement "économiste". Les politiques de développement régional mises de l'avant visent à compenser les variations géographiques observées en ce qui a trait à "l'ampleur des progrès économiques" des différentes "régions" de l'ensemble national. On parle de combler ces disparités économiques régionales, d'harmoniser la croissance de tout l'ensemble national américain ou canadien.

Au Canada on met sur pied, à partir des années soixante, une série de programmes destinés à consolider les bases d'une "croissance viable dans les régions en retard". Des transferts de fonds de rattrapage seront faits aux régions les plus en retard parmi lesquelles figurent les quatre provinces de l'Atlantique, l'Ontario du Nord, le nord des Prairies et l'Est du Québec. En 1969, le Ministère fédéral de l'Expansion Economique régionale (MEER) est créé afin de parvenir à moyen terme à solutionner ce qu'on appelle déjà le "problème du développement régional". La région en retard apparaît ici comme une pathologie à combattre au moyen d'instruments politiques appropriés: les politiques économiques. Ces politiques "d'incitations" au développement régional prendront la forme de subventions aux entreprises désireuses de s'établir dans les "régions", de programmes de prêts sans intérêt, de subvention favorisant la modernisation ou l'expansion d'installations industrielles en région, ainsi que celle "d'ententes cadre" (ECD) entre l'administration fédérale et les administrations provinciales en vue d'une action coordonnée dans les régions désignées.

Le discours étatique canadien sur la région reproduit à quelques variantes près celui de la plupart des pays de l'O.C.D.E. depuis la fin des années cinquante. A cette époque, les économistes libéraux commencent à s'interroger sur les effets de l'accélération de la tendance à la concentration industrielle. L'Etat apparaît comme un instrument d'intervention privilégié et nécessaire pour "harmoniser" le développement des différentes régions les unes avec les autres, en palliant aux effets, perçus comme négatifs, d'un développement économique concentré. L'élaboration des politiques et des discours sur les régions coïncident donc avec l'expansion planétaire des grandes entreprises monopolistes, ils traduisent les préoccupations des états nationaux devant le pouvoir des entreprises "multinationales" la plupart du temps a-patrides.

C'est au moment où les effets dits "négatifs" de cette concentration deviennent pleinement "visibles" et que la subordination des territoires à cette logique apparaît inéluctable que les discours "interventionnistes" gouvernementaux sur la région se font le plus systématiques. L'Etat canadien intervient ainsi au moment où son cadre national est

déjà étroitement subordonné aux puissances économiques internationales, son rôle se bornant à harmoniser des intérêts souvent contradictoires avec ses objectifs nationaux.

Plusieurs auteurs ont noté l'ambiguïté générale du concept de "région", la confusion entourant son utilisation, mais surtout les "contradictions" apparentes entre le discours étatique canadien sur le développement régional et celui sur la planification et l'aménagement du territoire qui émerge au Québec à partir de la Révolution tranquille.

Le discours provincial sur la région ne serait pas comme le discours fédéral empreint de fatalisme et de résignation. On pourrait parler de "projet régionaliste" tant l'option qui sous-tend les réformes législatives et administratives des années soixante paraîtrait généreuse, impérative. Dans le contexte de la "Révolution tranquille" où elle apparaît, la question régionale demeure étroitement liée à la question nationale. Le projet de planification économique qui accompagne la volonté d'aménagement du territoire coïncide avec l'effort de "régionalisation" des structures administratives. Même s'il rejette le nationalisme traditionnel de l'époque duplessiste, le discours régionaliste étatique québécois des années soixante est, il est vrai, un discours nationaliste qui lie l'essor des "régions" à l'effort global de "rattrapage" du Québec et à sa "reprise en main" des leviers essentiels de son développement.

Quoi qu'il en soit, ces "régions", jalons essentiels du projet nationalitaire québécois, ne sont pas bien précises et le point de départ de la réforme régionale souhaitée consistera à diviser la province en dix régions et vingt-cinq sous-régions administratives dotées de capitales régionales pourvues des services publics et privés requis par la population et l'industrie. Le postulat de base du projet "régionaliste" étatique québécois repose sur cette affirmation que la régionalisation des structures administratives constitue une étape indispensable au développement industriel des régions, le développement industriel régional étant lui-même une condition du développement global. L'expérience du Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec (B.A.E.Q.) servirait de laboratoire d'expérimentation pour la réforme régionale québécoise. L'expérience, on le sait, rencontrera paraît-il

beaucoup "d'obstacles" difficiles à surmonter... Elle fera notamment s'interroger les planificateurs sur les réactions des "régionalisés" aux interventions régionalistes ainsi que sur le fondement précis de toute la stratégie de développement axé sur la région. Aussi, après l'"échec" du B.A.E.Q., le discours étatique québécois sur la région passe-t-il d'une dominante "économiste" à une dominante "culturaliste". On abandonne les thèmes du rattrapage et de la modernisation pour ceux des "régions d'appartenances" et des "solidarités de base". L'utopie est plutôt personnaliste que communautaire; elle défend l'initiative individuelle, la convivialité (Illich), le particularisme. Le discours culturaliste étatique sur la région se fait volontiers nostalgique, folklorique, quasi moraliste. A partir de la fin des années soixante-dix le discours étatique sur la région propose une vision de l'homme et de la société locale ou provinciale à développer ou à restaurer selon le cas. Ce discours est préceptif, il sous-tend un message, une visée, c'est un discours finaliste, un quasi programme politique. Il renvoie à une tâche politique jugée essentielle: intervenir, restaurer, agir en "profondeur" ou "partout", au niveau "local", au ras du sol, au niveau des "appartenances régionales". La région dont il est ici question est une unité spatio-culturelle; elle désigne un "espace" délimité où un groupe humain développe une organisation sociale, des coutumes, un vocabulaire, une culture particulière, une identité propre. Le territoire de la région c'est celui des "appartenances" à sauvegarder ou à promouvoir.

Posée en termes culturalistes, la région désigne un lieu mythique (la communauté primitive) ou le lieu des échanges relationnels, lieu des besoins concrets, pressants, élémentaires, dirons les auteurs du livre blanc sur le développement culturel... Son fondement serait d'abord culturel ou prioritairement culture. Ce discours dynamisé par l'écologisme invite au rapprochement d'avec le micro-social, le naturel; le concept de région-naturelle y apparaît comme une désignation d'un lieu non contaminé par la raison, la politique. Le discours se fait utopique quand il ne frôle par l'exhortation à l'"égoïsme régional", égoïsme fondé sur le droit naturel des populations "locales" à disposer des ressources "localisées" sur leur territoire.

Or ce discours étatique régionaliste québécois, à y regarder de près, est un discours approximatif. Il indique des processus - des "appartenances", à des territoires - mais laisse entier le problème des échelles. Cette région d'appartenance locale ou régionale commence-t-elle et finit-elle quelque part? Peut-on parler de superposition de régions? Ces questions peuvent paraître triviales, elles ne sont même pas abordées dans le discours régionaliste culturaliste québécois. Elles ne le sont pas parce que le but n'est pas de "construire" ou de théoriser un concept de région mais d'entraîner le lecteur dans le discours-région, de l'inviter à construire ou restaurer ce quelque chose que le régional désigne. Bref, le discours-région est un discours idéologique par excellence. Il interpelle le citoyen, le convie au projet. En un sens le discours régionaliste masque le besoin d'une théorie de la région puisqu'il parvient à fonctionner sans elle. De fait, les idées régionalistes renvoient bien davantage aux projets décentralisateurs - ou centralisateurs - de gauche ou de droite - et donc à l'Etat et aux mouvements sociaux - qu'à un savoir constitué sur la "région".

L'Etat interventionniste de type welfare-state, en voulant pallier aux "inégalités" économiques, a pris en charge la thématique "régionale" bien avant les intellectuels... bien avant que l'opinion publique elle-même ne soit réceptive aux "problèmes régionaux". Le gouvernement québécois a créé des frontières administratives, des régions administratives, des institutions "régionales" (CRD, etc), un Ministère de l'Expansion Economique "régionale", des commissions scolaires "régionales" et enfin des municipalités "régionales" de comtés. Ces "régions" sont devenues une "réalité" par décrets administratifs. Elles désignent en fait le cadre où des programmes, des décrets sont mis en oeuvre et un "territoire" spécifique à l'intérieur duquel elle, la "région", se déploie. D'inspiration technocratique, ces régions administratives enferment des portions de territoire au découpage bizarre. Elles contribuent à soutenir le mythe des "régions" comme totalité homogène douée d'une unité interne certaine, que cette unité soit tantôt ramenée à des caractéristiques économiques, culturelle, bio-physique, etc. L'Etat fournit aux intellectuels une occasion d'attaquer sans délai ce "plein" régional, cette substance qui deviendra "un champ" de spécialisation aussi noble qu'un autre... C'est comme si

l'Etat définissait l'objet - "la région administrative 01" - avant que le travail ne commence... L'intellectuel qui s'intéresse au "développement régional" n'a plus qu'à observer à l'intérieur du cadre régional tracé d'avance...

Certains ne voient même pas le problème, ils ne sont jamais contraints de remettre en question le discours régionaliste: ils se contentent de choisir "un morceau", un objet à l'intérieur de la "région" administrative désignée. On fera l'histoire de telle coopérative alimentaire, de telles institutions régionales, d'un diocèse. On décrira tel village, tel réseau routier, etc. Jusque là, aucun problème. La problématique du développement régional n'est même pas effleurée! On peut ainsi faire un certain travail intellectuel dans le champ du développement régional sans problématiser véritablement le concept de région et sans remettre en question la notion de région popularisée par l'Etat. Plus l'objet d'analyse est micro-social, plus le travail est descriptif et moins on aura de questions à se poser. Encore une fois, on peut très bien se passer d'une théorie de la région... en se contentant de considérer cette dernière comme un "lieu méthodologique" tout en reconnaissant que celui-ci ne "devrait pas être plus arbitraire que la région-plan" quand il ne se confondra pas avec elle. Lieu méthodologique soit, lieu provisoire, lieu aussi arbitraire, ou idéologique et non scientifique que "la région" pensée par l'Etat.

En ce sens le discours technocratique sur la région constitue bel et bien une "idéologie dominante", une idéologie à la mode qui s'impose d'elle-même aux acteurs sociaux et que l'on se presse d'accepter sans autre examen. Une idéologie au-dessus de tout soupçon mais une idéologie tout de même. Or, à moins de tenir à se faire l'écho des modes de son temps quel(le) intellectuel(le) sérieux(se) refuserait de tenter de s'en distancier?

2. La quête d'une théorie des faits sociaux permettant la rupture d'avec les idéologies technocratiques

Le discours étatique sur la région est, comme on l'a vu, un discours approximatif mêlant les rationalisations dictées par des impératifs politiques avec une approche souvent

sensualiste et descriptive de la région "plan", dans la terminologie du Québec ou de la région "désignée" dans celle d'Ottawa. Cette pensée véhiculée par de nombreux intellectuels qui s'en servent comme "à priori" commode - Bachelard voit dans ces à-priorismes un obstacle permanent, parmi d'autres, à la production de la connaissance - est par essence une pensée volontariste. La "région" y apparaît comme une construction approximative commode. Sa réalité profonde n'est pas questionnée telle quelle, ni les lois objectives qui pourraient commander son développement.

Or la "région", si elle existe et si on veut la connaître, impose de reprendre un par un les problèmes théoriques et méthodologiques que pose la connaissance des sociétés et de leur histoire. Et ces phénomènes sociaux quels qu'ils soient ne sont pas immédiatement connaissables par nos sens. Pour les comprendre, il faut découvrir derrière le masque des apparences, les structures économiques, politiques, culturelles; il faut parvenir à une connaissance de ces logiques pour pouvoir, à partir de là, comprendre les mécanismes de reproduction et de transformation des structures sociales. Découvrir, par la pensée, les logiques de développement des systèmes sociaux, fussent-ils "régionaux", voilà la tâche essentielle à laquelle on ne peut échapper si l'on choisit de tenter de rompre avec la pensée technocratique sur la région.

Cette démarche de rupture avec la pensée technocratique, suivie de la recherche d'outils conceptuels appropriés pouvant guider la construction de l'objet d'étude, est une démarche de notre temps. C'est donc sur ce chemin, plus déductiviste qu'empiriste, qu'il faut s'engager pour connaître "la région" et rompre avec le discours régionaliste. Mais comment faut-il s'y engager? avec quels outils? Ceux fournis par Marx pour peu qu'on ne les fétichise pas, pour peu qu'on les considère comme des "clefs" susceptibles de guider la recherche (Sartre)¹ appartiennent-ils à cet "horizon épistémologique" de notre époque selon l'expression de Maurice Godelier? D'autres outils conceptuels pourraient-ils être découverts ou élaborés en cours de route? Ces outils seraient de toute manière résolument conceptuels, théoriques. En aucun cas ils ne pourraient être assimilés aux notions spontanées d'issues souvent technocratiques par lesquelles les membres d'une société se représentent l'univers, ou confondus avec la notion

pragmatique, sensualiste et technocratique étatique de "région". Cela dit, il faut maintenant chercher à découvrir le sens que pourrait avoir le concept de "région" dans un univers théorique précis; il faut préciser si à cette notion correspond bien une réalité conceptuelle ou s'il ne faut pas au contraire s'en débarrasser une fois pour toute en l'excluant du discours scientifique.

2.1 A quelles bases conceptuelles se rattacher pour construire une théorie de la région?

A moins de recourir à des principes d'explication, empiristes non scientifiques et même pré-dix neuvième siècle, on doit admettre que le rapport immédiat, direct, entre le chercheur et la réalité sociale - fusse-t-elle "régionale" - est impossible. Cela ne veut pas dire qu'elle soit impossible à connaître mais que la connaissance produite devra être construite à partir de bases conceptuelles et non pragmatiques ou empiristes.

A quelles bases conceptuelles se rattacher alors pour comprendre les sociétés humaines? C'est au fond la question posée par Sartre dans son célèbre essai "Questions de méthode" paru en 1957, où ce dernier tente de clarifier les rapports entre cette "indépassable philosophie de notre temps" que serait la pensée de Marx, et l'existentialisme. Sartre distingue depuis le seizième siècle trois moments seulement de création intellectuelle et philosophique; il y aurait eu le "moment" de Descartes et de Locke, celui de Kant et de Hegel, enfin celui de Marx. A ce sujet Sartre écrit:

Ces trois philosophies deviennent, chacune à son tour, l'humus de toute pensée particulière et l'horizon de toute culture, elles sont indépassables tant que le moment historique dont elles sont l'expression n'a pas été dépassé. Je l'ai souvent constaté, un argument "antimarxiste" n'est que le rajeunissement apparent d'une idée prémarxiste.²

Dans la lutte qu'elle mène contre la philosophie marxiste, la pensée scientifique dominante, indique Sartre, prendra appui

sur Kant et même sur Descartes, cela en dépit d'une "perte de confiance" récente dans la valeur d'une démarche de type positiviste, quant aux analyses de la réalité sociale, conduites à partir de ces mêmes bases, celles-ci seront soit prémarxistes, soit résolument baignées, et cela de manière même inconsciente, dans l'humus marxien. Ainsi, le marxisme, quoi qu'en disent les chasseurs de sorcières, offre sans doute toujours un certain nombre de "clefs" indépassables pour amorcer l'étude de la réalité sociale; le marxisme-marxien, celui de Marx et pas nécessairement celui de ses prétendus continuateurs (Althusser, Poulantzas, etc) constitue-t-il déjà un savoir plein, précis, univoque?

L'effort de rationalisation fournit, il est vrai, des matériaux d'analyse pour l'élaboration de plusieurs concepts théoriques utiles: ainsi "mode de production" "infrastructure économique" "rapports de production" "pouvoir" "idéologie" etc. Nous avons là un ensemble théorique de départ susceptible de guider l'exploration concrète des groupes humains historiques et d'orienter la formulation d'une série d'hypothèses scientifiques intéressantes les concernant. Dans cet ensemble, la production de la vie matérielle et les rapports que les hommes nouent entre eux au moment de la production occupent une place décisive. Ces rapports de production dans lesquels les êtres humains s'insèrent indépendamment de leur volonté délimitent l'appartenance de ceux-ci à des classes distinctes. Le schéma théorique de départ affirme donc essentiellement la réalité des structures et des rapports sociaux, et cela, au delà des apparences visibles que ces rapports peuvent revêtir en surface et des formes sous lesquelles ils peuvent apparaître dans la conscience des individus. Sans cesse remodelées, déformées, travesties, les propositions de Marx conservent sans doute aujourd'hui toute leur valeur en particulier lorsqu'il s'agit de rejeter un empirisme à la fois superficiel et conservateur, tout à fait prisonnier des apparences et des idéologies.

Ces propositions constituent probablement le référentiel indépassable de notre époque et, s'il n'est pas souhaitable de les fétichiser, il apparaît encore plus insensé de songer à se priver de leur fécondité. Cela dit, nous sommes loin de posséder une théorie complète et intégrée des phénomènes sociaux à laquelle rattacher une théorie de la région. Les

concepts de rapports sociaux à partir desquels nous croyons que pourrait être élaborée une problématique scientifique et non phénoménologiste (sensualiste) du "régional", demeurent à vrai dire encore assez vagues. En effet, malgré l'éclaircissement minimum apporté par ces concepts, la nature de la complexité qu'ils désignent est encore très conjecturale.

Que seraient ces "rapports sociaux" déterminant la physiologie des sociétés? Essentiellement, ces rapports en seraient de propriété, de pouvoir, d'échange faisant apparaître des réseaux objectifs complexes qui, aggrégés, formeraient des ensembles sociaux spécifiques. Ces rapports seraient dotés d'une objectivité certaine, quelles que soient les formes sensibles, concrètes, sous lesquelles ils pourraient apparaître; ces rapports seraient donc "réels" sans que leur réalité soit synonyme de "substance" saisissable par les sens.

Plusieurs auteurs ont utilisé les concepts de "rapports sociaux" d'une façon suggestive, pour se démarquer des empiristes par exemple, sans nécessairement contribuer à les affiner de manière satisfaisante. De manière générale, ces concepts sont utilisés pour éclairer certains types de rapport dont on peut se demander s'ils englobent bien tous les rapports sociaux fondamentaux... On parle, ainsi surtout, des "rapports" homme-femme, des "rapports" "capitalistes", des "rapports" dominant-dominé. Si certaines formules, telle la formule "rapport dominant-dominé", apparaissent à vrai dire exagérément vagues, le fait de les ramener à des expressions plus circonscrites " - rapports de production - " " - rapports de pouvoir - " n'entraîne pas automatiquement les clarifications nécessaires. Il est bien évident que tous ces rapports sociaux fondamentaux, dont on postule l'existence objective, doivent être davantage théorisés et que cette tâche est loin d'être "spéculative" ou superflue.

Qu'entend-on au juste par rapport social? L'expression recouvre deux séries d'interrogations différentes, une sur les pôles que le rapport est sensé unir, l'autre sur la dimension proprement relationnelle du rapport. Ainsi dans l'expression "rapport homme-femme" tel que le terme (A) "femme" est uni au terme (B) "homme", on peut distinguer les catégories ("homme", "femme") que le rapport unit, d'avec les caractéristiques même de ce rapport, sa spécificité propre. Dans l'expression "rapport

de propriété" tel que le terme (A) "propriétaire" est uni au terme (B) "non propriétaire", ces éléments font, du fait de leur mise en rapport, surgir une spatialité qui n'est rien d'autre que l'espace (objectif mais non "sensible") du rapport lui-même. "Propriétaire" et "non propriétaire" des moyens de travail sont ici dans un rapport objectif dont la spatialité n'a à ce niveau absolument rien à voir avec cet "espace" de la perception subjective où l'on ne "perçoit" jamais, à vrai dire, que de la matière imprégnée "informée", par les échanges successifs que les hommes ont noués avec elle.

2.2 Quelques remarques sur l'"espace" de la perception subjective: cet "espace" symboliquement construit

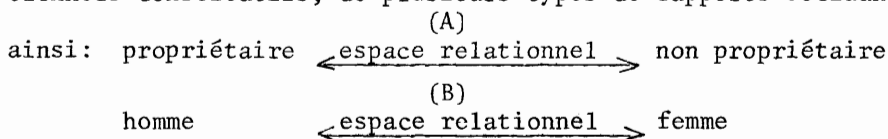
La façon dont cette matière objective se transforme en chose perçue par nous a déjà été considérablement clarifiée par Jean Piaget³. Ce dernier a réfuté, comme on le sait, les présupposés de l'empirisme traditionnel selon lesquels l'information cognitive émanait "spontanément" de la matière ("du réel") vers le sujet, l'observateur, et selon lesquels le Monde nous "renseignait" directement sur sa nature⁴.

Piaget s'est également opposé aux positions des innéistes⁵ voulant que le sujet soit muni au point de départ de connaissances qu'il imposerait aux objets. Pour Piaget, la connaissance n'est ni prédéterminée dans les structures internes du sujet, ni dans les caractères préexistants de l'objet. Elle résulte d'une construction continue, d'une médiation grâce à laquelle les objets sont connus c'est-à-dire construits symboliquement. Le développement des opérations logico-mathématiques ou des représentations du monde des êtres humains est, comme le montre Piaget, parallèle à l'expérience de la causalité physique du monde, lequel devient progressivement une extériorité, un "plein", une sorte de toile de fond relativement fixe du moins tel qu'elle apparaît dans la représentation toujours "totalisante" des observateurs humains.

S'appuyant sur les découvertes de la micro-physique et de la psychologie génétique, Piaget nous démontre que le réel perçu n'est pas autre chose qu'un réel construit, une représentation synthétique du monde, et non le monde, la nature ou la société dans leur essence objective, laquelle doit être problématisée.

2.3 Une tentative de conceptualisation de l' espace

Plus haut, au point 2.1, une première définition conceptuelle d'un espace relationnel irréductible à l'espace vécu a été esquissée, on peut même dire de plusieurs espaces relationnels constitutifs, de plusieurs types de rapports sociaux:



Bien que les 2 concepts de l'espace relationnel soient ici assez rudimentaires et puissent donner lieu à des constructions théoriques beaucoup plus précises et intéressantes⁶, ils laissent entrevoir l'a- spatialité profonde des rapports sociaux - lesquels existent bel et bien, mais pas sous la forme d'une spatialité physique comme certains auteurs ont pu le laisser croire. Leur objectivité n'étant pas directement physique, pas immédiatement "sensible", on ne peut, par conséquent, prétendre "les localiser dans l'espace".

La complexité que définit l'enchevêtrement, sans doute hiérarchique, de plusieurs types d'espaces relationnels, inséparables d'autant de rapports sociaux, n'est, il va sans dire, ni physique, ni sensible en elle-même. Il est donc erroné de considérer l'"espace" comme un "produit social" (Klein⁷), car dire que "l'espace" est déterminé par les rapports sociaux c'est, premièrement, méconnaître la dimension spatiale intrinsèque de ces rapports (dimension non sensible, mais réelle) et c'est, deuxièmement, laisser dans le flou le terme "d'espace", qui, dans ce cas, désigne en fait la matière à laquelle les rapports sociaux impriment une organisation. En disant que les rapports sociaux produisent "l'espace", on confond la dimension spatiale intrinsèque des rapports sociaux avec l'effet de ces derniers sur la matière; on confond une dimension, la spatialité relationnelle non-sensible mais réelle des rapports sociaux, avec leurs effets sur la matière. Et cela, par défaut d'une construction théorique suffisante du concept d'espace. Dire "la société produit l'espace" peut, à première vue, paraître "sociologique". Toutefois, à y regarder de plus près, le mot "espace" est encore cependant ici utilisé de manière positiviste.

Car, "l'espace", répétons-le, n'est pas une substance mais la dimension d'un rapport, dimension qui n'a pas d'équivalent "visible" ou sensible direct . Ces rapports existent objectivement, ils ne se "matérialisent" pas en "espace", "l'espace" devenant ainsi une "émanation" des rapports sociaux. Les expressions "inégalité spatiale", "espace urbain" et "rural", "espaces dominés" nous apparaissent relever d'une même perspective résolument positiviste. Les rapports sociaux orientent profondément les échanges que les hommes nouent entre eux et avec la matière et la nature, ils ne sont pas en eux-mêmes directement "physiques". C'est par une série de traits successifs qu'ils façonnent le visage du monde. En informant la matière, ils expliquent les "pleins" ici, les "vides" ailleurs et la spécificité de ceux-ci. Ces "pleins" et ces "vides", plus ou moins pleins plus ou moins vides, ne sont rien d'autre que des accumulations de matière oeuvrée par l'espèce humaine dans la poursuite de ses échanges avec le monde.

Ce qu'il est tout à fait crucial de préciser, c'est le caractère forcément non-homogène des concentrations de matière ainsi façonnées, à partir d'une série de rapports sociaux dotés de leur spatialité relationnelle propre, et conséquemment, ne se superposant pas nécessairement dans un "espace" sensible unitaire, comme le suggère la notion pragmatique de "région".

Bien entendu, les "configurations" de matière oeuvrée sont susceptibles d'être analysées en propre. Ces dépôts ont probablement une cohérence, un mode d'existence qu'il est important de préciser. On peut même songer à les étudier "à l'échelle" d'un "quartier", à l'échelle de la "région" ou de la "nation". "Quartier", "ville", "région", "nation" sont ici utilisés comme notions pour indiquer une quantité de matière à soumettre à l'investigation scientifique: ces termes n'ont évidemment aucune utilité théorique. Ils ne désignent aucune réalité objective, aucun objet réel, "région", "ville", "nation", aucun "plein objectif", aucun "contenant" doté d'une existence objective. La réalité profonde de ce que ces termes recouvrent, la réalité objective à laquelle ils font référence est en effet bien différente de ce que ces notions laissent

entrevoir. Suite à cet essai délibérément anti-positiviste de construction de "l'espace", nous pourrions conclure que la "région" n'existe pas. Nous dirons plutôt que cette notion ne peut probablement pas être introduite avec profit dans l'outillage conceptuel des sciences sociales.

CONCLUSION

La notion de "région": s'en méfier oui... s'en passer, c'est une autre affaire

Dans son remarquable ouvrage Illness as Metaphor, Susan Sontag suggère que le Cancer n'existe pas, que cette notion recouvre en fait plusieurs réalités ("maladies") différentes et nous serions presque tentés de faire certains rapprochements entre les usages sociaux des deux notions "Cancer" et "Région".

Cancer et Région fonctionnent en effet tous deux à la manière de "pleins idéologiques" sur-utilisés par les acteurs sociaux. Cancer et Région déterminent tous deux quantité d'enjeux politiques et sociaux lorsqu'ils sont pris en charge par l'Etat ou les pouvoirs constitués (dont le pouvoir médical) et les mouvements sociaux. Les deux notions laissent entrevoir les rapports complexes qui lient la connaissance scientifique à la connaissance commune, la Science à l'Idéologie. Jusqu'à quel point la connaissance scientifique parvient-elle à se débarrasser des a priori non rigoureux qui la contaminent? Jusqu'à quel point cette contamination est-elle révélatrice des "manques de savoirs", au coeur même des savoirs disciplinaires cantonnés à l'intérieur de frontières inutilement limitatrices?

Bref, s'il s'avère indispensable d'identifier certains "pleins idéologiques", certaines notions chargées d'a priori, il est sans doute beaucoup plus difficile de les évacuer une fois pour toutes du langage scientifique. Plus une notion "fonctionne" comme a priori, plus elle s'immisce dans la pratique scientifique et plus elle camouffle les manques de connaissances auxquelles elle renvoie. Si une notion comme "région" s'avère si populaire c'est qu'elle supplée aux manques de savoirs dans un discours très approximatif. Pourquoi ces approximations sont-elles acceptées? Pourquoi les discours

positivistes et sensualistes sur les "ensembles régionaux" sont-ils si répandus, si spontanément acceptés?

Ce sont là des questions que la réflexion épistémologique et théorique en développement régional contribuera sans doute à clarifier.

D.L., décembre 1979.

NOTES

1. SARTRE, Jean-Paul. *Critique de la raison dialectique: précédé de question de méthode*. Paris, Gallimard, 1960.
2. *Ibid.*, p. 17
3. PIAGET, Jean. *La construction du réel chez l'enfant*. Neuchatel: Delachaux et Niestlé, 1977, 342 p.
4. Positions des behavioristes, gestaltistes et environmentalistes.
5. Dont Konrad LORENZ.
6. Pour ce qui est du rapport général homme-femme, on pourrait penser à tout un travail de clarification des rapports mère-fils, épouse-mari, père-fille.
7. KLEIN, Juan Luis dans "Le matérialisme et l'espace" GREDIN, Laval 1978. Klein reprend en cela la terminologie de Castells, dans son célèbre ouvrage *La question urbaine*. Paris, Maspéro, 1973.

La pénétration du capitalisme dans l'Est du Québec

Serge Côté

L'appareil productif des régions périphériques est généralement organisé autour d'un nombre limité d'activités économiques. Typiquement, l'on retrouve un secteur primaire fondé sur quelques spécialités régionales et un secteur secondaire peu diversifié, voué principalement à la première transformation des matières extraites ou récoltées dans la région. Cette description s'applique tout à fait à la région de l'Est du Québec¹. Depuis environ trois ans, une équipe de recherche en sciences humaines de l'UQAR², regroupée autour du projet intitulé "La pénétration du capitalisme dans l'Est du Québec (1896-1980)"³, s'intéresse à l'évolution particulière qu'a connue l'appareil productif de la région. Nous livrerons ici quelques résultats, globaux et généraux, de cette recherche. Ces résultats ne rendent compte que d'une partie des travaux effectués et n'ont rien de définitif puisqu'il reste encore quelques années de travail avant que l'équipe n'atteigne le terme de ce projet de recherche.

Le titre qui fut donné à la recherche peut entraîner une certaine confusion sur les intentions et le travail concret de l'équipe de recherche. En effet, l'usage des

termes "pénétration du capitalisme" peut laisser croire qu'au tournant du siècle le capitalisme n'avait pas (ou peu) pénétré dans la région à l'étude, ce qui manifestement est faux. L'Est du Québec⁴, à aucune époque de son histoire depuis l'arrivée des blancs, n'a été une zone exempte de l'influence structurante du capitalisme. Les premiers établissements temporaires des Européens à l'époque de la colonie française ont été suscités par les comptoirs et les pêcheries mis en place par le capital marchand de la métropole. Plus tard, les entreprises des commerçants de poisson et des commerçants de bois ont été déterminantes dans l'ouverture de certains espaces à un peuplement plus permanent.

Il ne faut donc pas prendre le terme "pénétration" pour signifier l'arrivée du capitalisme dans la région. Etudier la pénétration du capitalisme signifie plutôt examiner les modalités de l'approfondissement des rapports capitalistes. Ces modalités sont de deux ordres. Premièrement, le mode de production capitaliste possède une dynamique propre qui mène à une transformation constante des conditions sociales et économiques dans lesquelles l'accumulation se déroule. Comment les mécanismes généraux de l'accumulation capitaliste affectent-ils la région? Jusqu'à quel point peuvent-ils rendre compte des changements que l'on peut constater dans la région? Deuxièmement, il faut prendre en considération le fait que le capitalisme ne s'empare jamais de toute la production et qu'il laisse des formes de production non spécifiquement capitalistes, telles la "petite production", occuper certains champs d'activités. Pourquoi? Comment? Pendant combien de temps? A quelles conditions? C'est en abordant la réponse à ce genre de questions qu'il devient possible de dresser le portrait de la pénétration du capitalisme dans un milieu donné. Nous traiterons donc des deux ordres de questions dont nous venons de parler. Dans une première partie, nous verrons les mouvements généraux de l'accumulation du capital dans l'Est du Québec et, dans une deuxième partie, nous examinerons les rapports entre la "petite production" et la production capitaliste dans l'Est du Québec.

1. Les mouvements généraux de l'accumulation

La production capitaliste, dont la raison d'être est l'accumulation, comporte une certaine dynamique qui se concrétise dans ce que l'on pourrait appeler les mouvements généraux de l'accumulation du capital. Ces mouvements vont de pair avec l'approfondissement des rapports capitalistes. Mentionnons comme exemples de tels mouvements la progression du salariat, la création et l'entretien d'une armée de réserve, l'augmentation de la composition organique du capital, la centralisation du capital. Tous ces mouvements sont modulés par la nature cyclique de l'accumulation, c'est-à-dire par la succession de phases d'expansion et de phases de crise. Les données que nous avons pu recueillir montrent que ces mouvements se sont effectivement concrétisés dans la région de l'Est du Québec. Ils constituent autant d'indices d'un approfondissement graduel des rapports capitalistes et donc d'une pénétration accrue du capitalisme dans la région. Nous illustrerons ce processus de pénétration en livrant ici une partie des données que nous avons compilées. L'état des sources secondaires fait que, malheureusement, les périodes pour lesquelles les renseignements sont disponibles ne sont pas les mêmes pour tous les phénomènes que nous avons documentés.

Auparavant, toutefois, nous croyons nécessaire de faire deux mises en garde. Premièrement, aucun des mouvements que nous avons mentionnés ne peut être considéré comme l'expression d'un loi absolue de la progression de l'accumulation. Il s'agit tout au plus de tendances susceptibles de souffrir des exceptions ou même d'être renversées pour des périodes plus ou moins longues. Deuxièmement, la plupart de ces mouvements se produisent à une échelle qui déborde le cadre régional. Même si les observations sont effectuées sur une région donnée, il faut souvent considérer un univers plus considérable que la région (le pays, l'économie mondiale) pour arriver à une compréhension satisfaisante du processus étudié.

1.1 Progression du salariat

La progression du salariat est un processus complexe,

qui ne peut être réduit à une seule de ses dimensions. Evidemment, les rapports capitalistes ne peuvent gagner du terrain sans une extension du salariat, extension qui s'effectue, entre autres, aux dépens des travailleurs et travailleuses à leur compte. Cependant, l'emploi dans les entreprises capitalistes n'est pas la seule et peut-être pas la plus importante source d'augmentation du travail salarié, puisque le salariat se pratique également dans un certain nombre d'autres secteurs non proprement capitalistes tels que la fonction publique et parapublique. Même la "petite production" a parfois recours au travail salarié. Il n'en reste pas moins que le salariat, dans une société dominée par le capitalisme, devient un mécanisme universel qui tend à s'appliquer à tous les types de main-d'oeuvre. Dans cette mesure, son extension peut être vue comme l'indice d'une progression des rapports capitalistes. Or les données disponibles indiquent une progression très nette du salariat dans l'Est du Québec. Pour s'en tenir aux années où la comparaison est possible, les recensements décennaux montrent que la proportion des salariés dans la main-d'oeuvre active est passée de 41% en 1941 à 58% en 1951, puis à 73% en 1961 et à 82% en 1971. Pour l'ensemble de la région, il s'agit d'un doublement en trente ans. On constate la même situation de base dans tous les coins du territoire, le portrait variant assez peu d'un comté à l'autre. Partout, l'on passe d'une situation où les salariés sont minoritaires dans l'ensemble de la main-d'oeuvre à une situation où ils sont fortement majoritaires.

1.2 Existence d'une armée de réserve

Le fonctionnement d'une économie de type capitaliste a pour corollaire la présence d'une armée de réserve. Cette armée est formée des chômeurs et chômeuses et des personnes inactives aptes au travail, ce qui inclut une part importante des gens vivant de l'assistance sociale. Nous avons relevé quelques données globales relatives aux taux de chômage, au nombre des assistés sociaux et au taux d'activité dans la région de l'Est du Québec et nous avons comparé ces chiffres avec les données qui décrivent la situation pour l'ensemble du Québec.

L'Est du Québec est la région qui détient le championnat du chômage au Québec. Son taux de chômage est de 60% à 120% plus élevé que celui du Québec dans son ensemble (voir tableau 1).

TABLEAU I
COMPARAISON DU TAUX DE CHOMAGE
ENTRE L'EST DU QUEBEC ET L'ENSEMBLE DU QUEBEC
ANNEES CHOISIES

	1961	1971	1976	1979
EST DU QUEBEC	8,3	16,0	19,1	16,6
ENSEMBLE DU QUEBEC	4,4	10,1	8,7	9,6
RATIO EST DU QUEBEC/ QUEBEC	1,88	1,58	2,19	1,73

SOURCE: 1961 et 1971: OPDQ, *Les caractéristiques sectorielles inter-régionales*.

1976 et 1979: Statistique-Canada, *Enquête sur la population active*.

L'Est du Québec connaît une incidence beaucoup plus élevée de l'assistance sociale que le Québec dans son ensemble, avec des taux dépassant de 85% à 150% ceux que l'on constate pour le Québec (voir tableau 2). Environ 70% des assistés sociaux en âge de travailler peuvent être considérés comme membres potentiels de l'armée de réserve. Il faut en effet exclure les 30% de bénéficiaires affectés d'inaptitude permanente au travail. Le chiffre de 70% est établi en additionnant les bénéficiaires aptes au travail (40%) et les bénéficiaires frappés d'inaptitude temporaire (30%).

C'est dans la région de l'Est du Québec que le taux d'activité⁵ est le plus bas au Québec. La moyenne des années 1975 à 1980, selon les enquêtes sur la population active de Statistique-Canada, est de 51,8% pour l'Est du Québec alors

TABLEAU 2

COMPARAISON DE L'INCIDENCE (NOMBRE ABSOLU ET TAUX)
DE L'ASSISTANCE SOCIALE ENTRE LA REGION ADMINISTRATIVE
DE L'EST DU QUEBEC ET L'ENSEMBLE DU QUEBEC
ANNEES CHOISIES

	1971	1974	1980
EST DU QUEBEC			
- nombre de bénéficiaires	49 256	31 200	33 266
- population	232 598	228 392*	223 629
- taux d'assistance sociale	21,2%	13,7%	14,9%
ENSEMBLE DU QUEBEC			
- nombre de bénéficiaires	515 270	400 936	511 925
- population	6 027 764	6 234 445*	6 326 405
- taux d'assistance sociale	8,5%	6,4%	8.1%
RAPPORT ENTRE TAUX DE L'EST DU QUEBEC ET TAUX DE L'ENSEMBLE DU QUEBEC	2,49	2,14	1,84

* Population pour l'année 1976.

SOURCE: Ministère des Affaires sociales, *Service de la statistique*.

Bureau de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques* (pour les données sur la population)

que cette même moyenne est de 59,4% pour l'ensemble du Québec. Une partie de cette différence est attribuable à la pyramide des âges dans la région, mais ce facteur ne peut expliquer la totalité de la différence. Le lien entre un taux de chômage élevé et un taux d'activité bas est établi depuis longtemps. Il signifie que proportionnellement moins de personnes qu'ailleurs prennent la peine de se chercher un emploi, à cause évidemment du manque plus flagrant d'emplois qu'ailleurs. Même si les statistiques officielles n'incluent pas dans la main-d'oeuvre le surcroît de personnes inactives dans l'Est

du Québec, il n'y a aucune raison pour ne pas considérer ce surcroît comme faisant partie de l'armée de réserve, car on peut de façon très plausible faire l'hypothèse qu'un grand nombre de ces personnes, présentement repliées dans les activités d'autosubsistance ou confinées au travail domestique, se réinséreraient sur le marché du travail si des occasions propices se présentaient.

Les données que nous venons de voir pour l'Est du Québec laissent deviner que l'armée de réserve, en termes relatifs du moins, y est importante. Ce réservoir de main-d'oeuvre a une double fonction: il agit comme réserve interne, mais aussi comme réserve pour l'extérieur de la région. En effet, comme nous le verrons plus loin, l'émigration est une caractéristique démographique importante de l'Est du Québec. Une partie de la main-d'oeuvre originaire de la région a toujours dû en sortir pour trouver à s'employer.

1.3 Augmentation de la composition organique du capital

Dans une économie capitaliste, la quantité des moyens de production employés a tendance à augmenter proportionnellement plus vite que la somme de force de travail nécessaire pour les mettre en oeuvre. Ce phénomène, que l'on désigne comme l'augmentation de la composition organique du capital, va dans le sens d'un approfondissement des rapports capitalistes, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, à terme, cette augmentation permet d'accroître, sous forme de plus-value relative, l'extraction de plus-value que le capital est capable d'effectuer auprès de la main-d'oeuvre. Deuxièmement, en élevant les barrières à l'entrée dans une branche industrielle donnée, elle permet d'atteindre un double résultat: d'une part, elle consacre la mainmise du capital sur les moyens de production et rend plus difficile le retour à la propriété artisanale des moyens de production; d'autre part, elle améliore la position concurrentielle des entreprises qui adoptent le plus rapidement les nouvelles méthodes de produire et favorise de la sorte, par le processus d'élimination des "canards boiteux", la centralisation du capital.

L'augmentation de la composition organique du capital ne peut être mesurée directement pour la simple raison que les

données de base qui le permettraient n'existent pas dans la comptabilité habituelle sur laquelle sont fondées les statistiques courantes. Nous devons donc procéder à des estimations. L'output physique par travailleur donne une indication, très indirecte certes, mais tout de même éloquente de l'augmentation de la composition organique, augmentation qui se traduit par l'accroissement de la mécanisation de la production. Ainsi, entre 1946 et 1978, la production de l'industrie du sciage, industrie typique de la région s'il en est, passait de 51 500 p.m.p. par employé à 129 500 p.m.p. par employé dans l'Est du Québec (voir tableau 3). Le gain de productivité que cette progression dénote ne peut être attribué entièrement à l'introduction de nouvelles machineries, mais ce facteur y est certainement pour beaucoup étant donné que, pendant le même laps de temps, le nombre de scieries chutait de 70% et que l'output physique par scierie triplait.

TABLEAU 3

STATISTIQUES DE L'INDUSTRIE DU SCIAGE
DANS L'EST DU QUÉBEC, 1946 ET 1978

	NOMBRE DE SCIERIES	NOMBRE D'EMPLOIS	PRODUCTION EN MILLIONS DE P.M.P.	NOMBRE DE P.M.P. PAR EMPLOYE	NOMBRE DE P.M.P. PAR SCIERIE
1946	462	7 178	370	51 500	800 865
1978	139	2 540	329	129 500	2 366 900
Variation	-70%	-65%	-11%	+151%	+196%

SOURCE: Tableau fait à partir du tableau I de l'article de Jean SAINTONGE et Oleg STANEK, "L'évolution de la structure industrielle de l'Est du Québec: quelques hypothèses", dans les *Actes du colloque sur le redéploiement industriel et l'aménagement de l'espace*, tenu par l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal en septembre 1983.

1.4 Centralisation du capital

La centralisation du capital, ce qu'on désigne couramment par l'expression "concentration de la production", est une tendance bien connue de la production capitaliste. Elle fait en sorte que l'appareil productif d'un territoire donné soit contrôlé par un nombre de plus en plus restreint d'individus qui détiennent la propriété des moyens de production. On ne peut d'aucune manière considérer la centralisation comme un processus inéluctable, linéaire et irréversible. Selon les conditions qui prévalent à une époque ou dans une production données, des tendances inverses au fractionnement du capital ou à l'entrée en fonction de nouveaux capitaux peuvent se manifester.

La centralisation, lorsqu'elle atteint un certain niveau, se traduit en général par la suprématie d'un petit nombre de firmes de taille plus importante que les autres et qui acquièrent de ce fait un pouvoir de marché dont elles se servent pour exercer une influence sur d'autres firmes de la même branche industrielle ou de branches connexes. C'est le fondement, entre autres, du système de sous-traitance. L'état d'avancement de nos travaux ne nous permet pas pour l'instant de mesurer l'ampleur du phénomène de sous-traitance dans l'Est du Québec.

Les données concernant l'ensemble de l'industrie manufacturière ne portent pas sur les entreprises, mais sur les établissements. Elles permettent toutefois de cerner le processus de centralisation. Selon les chiffres de Statistique Canada (cat. 31-209), le nombre des établissements manufacturiers dans l'Est du Québec est passé de 825 en 1946 à 284 en 1976, soit une diminution de 66%. Pendant ce temps, la diminution observable à l'échelle de l'ensemble du Québec n'était que de 17%. Toujours pendant la même période, la taille moyenne de l'établissement industriel passait de 9 employés à 27 employés dans l'Est du Québec (hausse de 200%), tandis qu'à l'échelle du Québec la taille moyenne variait beaucoup moins (de 33 à 55 employés, soit une hausse de 67%). A la lumière de ces indices, on peut dire que la production manufacturière s'est concentrée dans l'Est du Québec et ce à une vitesse plus grande que dans l'ensemble du Québec.

Les principales branches de l'industrie manufacturière de l'Est du Québec, soit la transformation du bois, les produits laitiers et la transformation du poisson, se signalent par une centralisation prononcée du capital sur le plan régional, ce qui n'implique pas nécessairement que ces mêmes activités économiques connaissent une concentration élevée au niveau national. Ces trois industries étant très liées aux ressources de base de la région, leur évolution caractérise particulièrement bien les changements de l'appareil productif régional⁶. La transformation du bois, qui regroupe en fait deux industries distinctes, soit le sciage et le papier, constitue en fait le principal secteur industriel de la région. Dans le sciage, la centralisation, comme nous l'avons vu plus haut (tableau 3), s'est effectuée par la diminution du nombre des scieries et l'augmentation concomitante de leur capacité productive.

Dans l'industrie papetière, le nombre des établissements est toujours resté relativement restreint et la concentration a pris une forme particulière. Ce que les capitalistes du papier concentraient entre leurs mains n'était pas formellement leur propriété, mais n'en constituait pas moins un actif productif de première importance. Cet actif particulier était le droit d'accès à la forêt publique, incarné par le régime des concessions forestières. Ce régime, fonctionnant sous l'égide de l'Etat, réservait à certains usagers un droit exclusif à une quote-part de la richesse publique que les concessionnaires administraient comme s'il s'agissait de leur propriété privée. Le boom papetier du début du siècle amène une concentration sans précédent des concessions forestières: une dizaine de grands concessionnaires, la plupart papetiers exportant le bois coupé à l'extérieur de la région, en viennent à contrôler 70% à 90% de la superficie de la forêt publique de la région⁷. Cette situation, qui perdurera jusqu'à la révocation des concessions forestières dans les années soixante-dix, contribuera à maintenir l'industrie du sciage dans une sorte de carcan, puisque l'accès aux approvisionnements de matière première se trouvait ainsi en bonne partie contrôlé par l'industrie papetière. C'est un exemple de dépendance du capital non monopoliste (ici, le sciage) par rapport au capital monopoliste (ici, le papier), dépendance qui a été soulignée par de nombreux observateurs⁸. Même lorsque les concessions forestières auront été révoquées,

l'industrie papetière trouvera le moyen de maintenir cette dépendance en fixant les conditions dans lesquelles s'effectue le commerce des résidus du sciage⁹.

Dans les industries de la transformation du lait et du poisson, la centralisation du capital a été effectuée en bonne partie par le capital coopératif. Dans chacun des deux domaines une grande coopérative à vocation régionale a émergé¹⁰ et a acquis une position dominante sur la scène régionale, selon un modèle présentant certaines similitudes. Dans les premières années du siècle, les deux industries se caractérisaient par la présence d'une myriade de petites unités de production, beurreries et fromageries¹¹, ateliers de salage ou de séchage du poisson, avec en plus dans la pêche un petit nombre d'entreprises plus importantes. Ces petites unités de production étaient assimilables davantage à des ateliers artisanaux qu'à des entreprises capitalistes. Le capital privé, étant donné la faible rentabilité de ces industries, a eu tendance à s'en retirer (cas de la pêche) ou à ne s'y aventurer que sur une base restreinte (cas des laiteries).

La formule coopérative, comme moyen de regroupement des productions primaires, a été soutenue par le clergé aussi bien dans l'agriculture que dans la pêche. Les premières expériences, mises en place dans les années vingt, tournèrent à l'échec lorsque survint la crise des années trente. Le climat plus propice de la Deuxième Guerre mondiale, où la demande de denrées était très forte, permit à une deuxième génération de coopératives de se maintenir. L'époque de l'après-guerre fut marquée premièrement par une aide importante de l'Etat qui achetait les surplus de beurre aux coopératives agricoles ou qui finançait la modernisation des installations des coopératives de pêcheurs et deuxièmement par un mouvement vigoureux de regroupement des coopératives, signe tangible d'une centralisation du capital coopératif.

Dans la pêche, c'est l'acquisition des actifs des coopératives locales par la structure fédérative (Pêcheurs-Unis) qui allait parachever la centralisation du capital. Dans l'agriculture, c'est par l'absorption graduelle et l'intégration des différentes coopératives par l'une d'entre elles, la coopérative du Bic, que le processus allait être complété. Ce processus conduit à une présence dans presque tous les produits du lait: lait nature, beurre, crème glacée, lait en poudre.

Dans la pêche, la rentabilité de l'entreprise reste faible. Au cours des années soixante-dix, de nouvelles entreprises entrent dans la transformation du poisson, mais Pêcheurs-Unis garde toujours la première place. On assiste donc à une réduction de la centralisation dans cette industrie particulière. En 1983, les difficultés financières assaillent Pêcheurs-Unis et l'entreprise est techniquement en faillite. Le démantèlement probable de la fédération signifierait une réduction encore plus grande de la centralisation.

Dans l'agriculture, la C.A.B.S.L. achète ou fait disparaître, dans son territoire, tous ses concurrents privés, sauf un. Elle porte ainsi la centralisation du capital au dehors de la sphère coopérative proprement dite. En achetant une entreprise privée du nord du Nouveau-Brunswick ainsi que deux entreprises privées de la ville de Québec, elle porte de plus la centralisation au dehors de son aire d'implantation.

Les deux industries du lait et du poisson donnent l'exemple de l'occupation d'un champ productif donné par le capital coopératif. Dans les deux cas, le capital coopératif prend une place laissée vacante par l'entreprise privée. Son maintien dans des industries somme toute peu profitables se mesure à sa capacité d'y réaliser la centralisation du capital. Dans le cas du lait, la centralisation est poussée à des niveaux toujours plus élevés. Dans le cas du poisson, non seulement la centralisation est-elle moins complète que dans le lait, mais elle est en régression par rapport au niveau antérieurement atteint, ce qui menace la survie même de l'entreprise coopérative. Dans une économie marquée par les mouvements propres à l'accumulation du capital, l'adage "qui n'avance pas recule" garde toute sa validité.

2. Les rapports entre la petite production et la production capitaliste

La place relative qu'occupe la petite production dans l'appareil productif d'une région constitue l'une des caractéristiques qui différencient les régions entre elles. Par petite production, nous entendons cette forme d'exploitation où le producteur et sa famille immédiate possèdent leurs propres moyens de production qu'ils mettent eux-mêmes en

oeuvre sans avoir recours aux services de travailleurs salariés sur une base régulière ou de façon importante. Par opposition, la forme capitaliste de production est fondée sur le salariat et sur le fait que les individus qui mettent les moyens de production en oeuvre n'en sont pas les propriétaires.

La part de la petite production dans l'ensemble de l'activité économique est variable aussi bien selon les régions que selon les époques et les secteurs d'activité considérés. Par exemple, elle est répandue dans l'Est du Québec, tandis qu'on la retrouve peu sur la Côte-Nord; elle est omniprésente en agriculture, alors qu'elle coexiste avec les rapports de production capitalistes dans la pêche (pêche côtière et grande pêche) et dans l'exploitation forestière. Dans cette dernière activité, les coupes en forêt privée sont exécutées par les petits producteurs indépendants propriétaires de leurs lots boisés, tandis que celles en forêt publique le sont par des bûcherons salariés travaillant pour le compte des compagnies forestières. De façon générale, on peut dire que les relations entre la petite production et la production capitaliste se modifient constamment et que cette évolution n'est pas linéaire, mais multiforme et jusqu'à un certain point réversible. L'articulation de la petite production et de la production capitaliste est l'une des questions fondamentales que l'on doit se poser lorsque l'on veut étudier la pénétration du capitalisme dans une région comme celle de l'Est du Québec.

La relation entre petite production et production capitaliste a fait l'objet de plusieurs théorisations. Certaines analyses mettent en évidence l'irréductibilité de ces deux formes de production, d'autres insistent sur leur intime imbrication et sur le passage continu de la petite production au capitalisme. Parmi les premières analyses, celle de TCHAYANOFF fait figure de classique. Pour cet auteur, la petite production, ou dans ses termes l'économie paysanne, possède une logique de fonctionnement qu'on ne peut absolument pas assimiler à celle du capital. Par exemple, en face d'une baisse de revenu dans une production donnée, le capitaliste désengagera ses capitaux et les transférera vers un autre secteur tandis que le petit producteur intensifiera son effort de production afin d'obtenir un volume supérieur de

produit qui lui permette par la suite de réaliser un revenu total équivalent à celui qu'il faisait auparavant¹².

Parmi les tenants de la théorie de la succession, mentionnons LENINE et Rosa LUXEMBURG. Le premier écrit: "Les faits montrent on ne peut plus clairement que la petite production marchande tend (et il s'agit là de sa tendance fondamentale) au développement du capitalisme"¹³. Quant à la seconde, elle reconnaît à la petite production un rôle historique dans le développement du capitalisme, soit celui de servir de vecteur à l'économie marchande dans les zones et domaines où est présente l'économie naturelle (c'est-à-dire non monétaire et non marchande). Toutefois, dès que la petite production marchande est en place, "le capital lui déclare la guerre; /.../ à présent, le capitalisme se donne pour but de séparer le petit producteur de marchandises de ses moyens de production"¹⁴ et donc de s'annexer les domaines de production encore aux mains de la petite production. C'est la thèse bien connue de la dissolution progressive de la petite production.

Cette thèse ne saurait être acceptée de façon absolue: sans aucun doute, une tendance à la dissolution se manifeste dans l'évolution de la petite production, mais il est plus juste de parler d'articulation de la petite production à la production capitaliste. Le concept d'articulation permet de comprendre à la fois la disparition de la petite production de certains secteurs d'activité et son maintien dans d'autres. Ce maintien toutefois se fait au prix d'une soumission aux conditions imposées par le capital. A travers le processus d'articulation, la petite production voit parfois ses effets se réduire, mais pas toujours ni de façon nécessairement uniforme dans l'espace et dans le temps. Lorsqu'elle se maintient, elle ne peut le faire qu'en se transformant pour s'adapter aux exigences du capital. Pour certains auteurs d'ailleurs, la petite production n'a pas, à l'époque contemporaine, d'existence autonome et ne saurait être pensée en dehors de ses liens avec le capital. Ainsi, Wallace CLEMENT affirme: "Une société fondée sur la production marchande indépendante sans la présence du capitalisme est impossible à concevoir"¹⁵.

Lorsque l'on considère les liens de la production capitaliste avec la petite production, la pénétration du

capitalisme, au sens toujours d'un approfondissement des rapports capitalistes, peut se manifester de diverses façons. Nous allons maintenant présenter un certain nombre de ces manifestations en les regroupant sous quatre rubriques: dépendance des petits producteurs par rapport aux exigences du capital, transposition des mouvements propres du capital dans la petite production, semi-prolétarianisation des petits producteurs et constitution à même la petite production d'une réserve de main-d'oeuvre.

2.1 Dépendance des petits producteurs par rapport aux exigences du capital

Le capital ne s'empare pas de tous les domaines de la production parce que certaines activités sont difficilement "industrialisables" à cause des particularités du procès de travail ou pour d'autres raisons¹⁶. Cela peut créer un espace permettant à la petite production d'exister. Les produits de l'activité des petits producteurs sont quand même accessibles au capital: pour ce faire, toutefois, il doit pratiquer l'échange marchand avec la petite production. Les conditions dans lesquelles se fait cet échange déterminent le degré d'indépendance dont jouit le petit producteur par rapport au capital. Ce degré d'indépendance a tendance à se réduire comme l'illustre l'évolution de l'agriculture dans la région de l'Est du Québec.

Un premier facteur intervient et c'est celui de l'insertion dans la division nationale et internationale du travail, fixée par le fonctionnement général du mode de production capitaliste qui assigne à certaines zones des spécialités productives en rapport avec leur potentiel physique certes, mais selon une attribution qui n'est pas le fruit d'une répartition au hasard. C'est ainsi que l'Est du Québec se spécialisera dans la production de lait et l'élevage de bovins de boucherie. On assistera même à une spécialisation sous-régionale puisque, en Gaspésie, à partir des années cinquante et soixante, la production laitière sera en régression alors qu'elle se consolidera dans le Bas Saint-Laurent. Cette progression de la spécialisation a diverses conséquences, comme celle de réduire notablement la part d'auto-suffisance dans la production agricole et, par conséquent, de rendre les

agriculteurs plus dépendants des conditions du marché. Plusieurs ne sont pas capables de suivre l'évolution de ces conditions du marché, notamment l'élévation du niveau de mécanisation que cela suppose, et sont par le fait même éjectés de l'agriculture. Pour la région de l'Est du Québec, ce mouvement de sortie de l'agriculture a été particulièrement marqué à partir de 1951 (voir tableau 4 plus loin).

Un autre facteur influence l'indépendance et la capacité de maintien des petits producteurs agricoles: il s'agit de ce qu'il est convenu d'appeler la soumission du travail au capital. Dans la production capitaliste, le travail est soumis au capital dans la mesure où le travailleur, n'ayant pas la propriété des moyens de production, ne dispose pas librement du produit de son travail (soumission formelle) ou même souvent n'a pas le contrôle sur le procès de travail (soumission réelle). Dans la petite production agricole, la propriété juridique des moyens de production appartient à l'agriculteur, mais il arrive souvent que le contrôle sur le procès de travail soit accaparé au moins partiellement par le capital.

C'est ce qui s'est produit dans le cas de la coopération agricole. Dans un premier temps, les coopératives (non encore fusionnées) suivaient les orientations de leurs sociétaires: les fonctions des coopératives étaient une extension des activités productives des membres¹⁷. Avec le temps, et surtout à partir du moment où les dirigeants et les cadres de la coopérative (maintenant fusionnée) optent résolument pour la spécialisation laitière et débordent le cadre du marché régional, ce sont les membres qui doivent s'ajuster aux activités productives de la coopérative. Ce "retournement des règles"¹⁸ produit différents effets, dont celui de soumettre le travail agricole aux impératifs du capital. Pour en donner un exemple concret, la fin du ramassage du lait en bidons, qui date pour la Coopérative agricole du Bas Saint-Laurent de 1974, contraint plusieurs agriculteurs soit à acheter de nouveaux équipements de manutention du lait, soit à quitter la production laitière. Par ce moyen parmi tant d'autres, le capital exerce une emprise de plus en plus étroite sur le procès de travail agricole lui-même, en fixant les conditions auxquelles il faut répondre pour avoir la capacité de se maintenir en tant que petite exploitation agricole.

2.2 Transposition des mouvements propres du capital dans la petite production

Certains mouvements propres au capital, tels le recours au travail salarié, l'augmentation du parc de machines et d'instruments et la concentration de la production, sont aussi à l'oeuvre dans la petite production. En fait, ces mouvements sont "importés" de la production capitaliste, induits par elle et constituent autant d'indices d'une pénétration des rapports capitalistes dans la petite production. Nous illustrerons ces mouvements en puisant certains exemples dans l'agriculture de l'Est du Québec¹⁹.

Tant que le petit producteur continue à mettre en oeuvre lui-même ses moyens de production, l'embauche de main-d'oeuvre salariée n'en fait pas pour autant un capitaliste. Cependant, on peut voir dans ce fait une acclimatation à des formes capitalistes de production. Le recours au travail salarié, aussi bien permanent que temporaire, était le fait de 16% des fermes de l'Est du Québec en 1941 pour une moyenne de 2,6 semaines par an. En 1976, ce pourcentage passe à 39% des fermes pour une moyenne annuelle de 8,1 semaines. On peut donc dire que la progression du travail salarié à la ferme est importante pendant cette période.

Des années quarante aux années soixante-dix, la mécanisation a progressé sur les fermes de l'Est du Québec. L'élément "machinerie" dans la valeur totale des fermes passe de 13% à 28% entre 1941 et 1976. La valeur de la machinerie exprimée en dollars courants progresse pendant le même temps de 617%, alors que celle des terrains et bâtiments augmente de 114% et celle du cheptel de 316%. La machinerie est donc l'élément de l'actif agricole qui augmente le plus vite. Cette mécanisation ne peut être vue comme strictement identique à une élévation de la composition organique dans la production capitaliste, mais elle produit un effet équivalent car elle permet une augmentation sensible de l'output physique par unité de main-d'oeuvre. De plus, l'agriculteur qui a dû s'endetter pour acquérir de la machinerie est astreint à un calcul économique beaucoup plus serré qu'auparavant s'il veut préserver les conditions de "rentabilité" de son exploitation.

La concentration de la production prend le même aspect dans l'agriculture que dans la production capitaliste: diminution du nombre des unités de production et augmentation de leur taille. Les 19 000 fermes de l'Est du Québec au début du siècle avaient une superficie moyenne de 90 acres tandis que les 4 200 fermes encore en exploitation en 1981 avaient une superficie moyenne de 267 acres.

2.3 Semi-prolétarianisation des petits producteurs

Pour se soumettre aux exigences du capital, le petit producteur, dans son échange marchand avec le capital, doit nous l'avons vu, se spécialiser. Cette spécialisation fait régresser les activités de subsistance. Pour une partie des producteurs, qu'il s'agisse d'agriculteurs, de pêcheurs côtiers ou de propriétaires de lots boisés, le revenu tiré de leur exploitation primaire n'est pas suffisant pour subvenir aux besoins de leur ménage. Le revenu complémentaire peut être trouvé dans le travail salarié du producteur hors de son exploitation²⁰. Cette combinaison de la participation à la petite production et de la participation au travail salarié, que nous appelons ici la semi-prolétarianisation²¹, se retrouve dans l'agriculture à temps partiel, dans le travail saisonnier sur son lot boisé, dans la pratique occasionnelle de la pêche côtière, etc. La mesure du phénomène n'est certes pas facile à réaliser²², mais nous pouvons croire que ce mode d'existence est caractéristique de certaines régions périphériques et constitue une forme de maintien des franges les moins prospères de la petite production.

Dans l'agriculture, selon les recensements du Canada, si l'on considère l'ensemble des producteurs qui travaillent hors de leur exploitation, la proportion de ceux qui travaillent plus de 157 jours par année hors exploitation passe de 16% en 1941 à 27% en 1976. Ce mouvement accompagne une baisse du taux général du travail hors exploitation de 52% à 31% des agriculteurs. La "professionnalisation" des meilleurs agriculteurs les amène à délaisser le travail hors exploitation, tandis que ceux qui réussissent moins bien se voient contraints d'augmenter leur participation au salariat.

Dans la pêche, selon les données de Statistique Canada (cat 24-206), le nombre des pêcheurs est passé dans l'Est du Québec de 1 810 en 1961 à 3 657 en 1976. Les "intermittents" qui comptaient pour 30% du total en 1961 forment 71% des effectifs en 1976. Là aussi, il y a eu extension du phénomène du travail non régulier, ce qui constitue une mesure indirecte du phénomène de semi-prolétarisation.

2.4 La petite production comme réserve de main-d'oeuvre

Nous avons vu plus haut que la région de l'Est du Québec disposait d'une importante réserve de main-d'oeuvre. Nous aurons l'occasion de préciser maintenant qu'historiquement une part de cette réserve a trouvé à se nicher et à se reproduire au sein de la petite production. Pour ce faire, nous examinerons brièvement ce qui s'est passé dans l'agriculture et la pêche pendant la crise des années trente et pendant la période de prospérité qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale.

Dans l'agriculture d'abord, le nombre de fermes qui était en croissance depuis le début du siècle a crû plus rapidement de 1931 à 1941 que durant la période antérieure (voir tableau 4). Cette forte poussée s'explique par le fait que la petite production agricole a servi de refuge pendant la crise à une masse rurale qui n'avait pas d'autre débouché. Cette avancée quantitative, contemporaine du dernier mouvement de colonisation qu'a connu la région, s'est accompagnée d'une inversion des tendances qui avaient marqué l'agriculture jusqu'alors. C'est ainsi qu'au cours de cette décennie on a connu une diminution de la superficie des fermes, une régression de la mécanisation et un ralentissement de l'utilisation de main-d'oeuvre salariée²³. Dans la période de prospérité qui a suivi (1951-1971), le nombre de fermes s'est mis à tomber en chute libre et les tendances "normales" de l'évolution de l'agriculture dans un contexte capitaliste ont repris leur cours: augmentation de la superficie des fermes, progression de la mécanisation et recours plus fréquent à la main-d'oeuvre salariée.

Dans la pêche, la crise des années trente amena là aussi un gonflement important des effectifs. Plusieurs Gaspésiens, notamment ceux mis à pied dans l'industrie forestière, y

TABLEAU 4

VARIATIONS DANS LE NOMBRE DES FERMES DE RECENSEMENT
DANS L'EST DU QUEBEC, 1901-1981

ANNEE	NOMBRE DES FERMES	VARIATION PAR RAPPORT A LA DECENNIE PRECEDENTE	
		Nombre absolu	Pourcentage
1901	18 498		
1911	20 330	1 832	+ 9,9%
1921	20 557	227	+ 1,1%
1931	21 336	779	+ 3,8%
1941	27 433	6 097	+28,6%
1951	23 669	- 3 764	-13,7%
1961	13 278	-10 391	-43,9%
1971	7 066	- 6 212	-46,8%
1981	4 219	- 2 847	-40,3%

SOURCE: Recensements décennaux du Canada.

trouvent une activité s'assimilant, en raison des très faibles revenus monétaires qu'elle procure, à une production d'autosubsistance. La pêche devient un secteur refuge. Avec le retour pendant la guerre de possibilités d'emplois autres, il y a un dégonflement rapide des effectifs. La période d'après-guerre est témoin d'une diminution graduelle du nombre des pêcheurs, et ce jusqu'en 1964, après quoi le nombre des pêcheurs se remet à grimper²⁴.

Les chiffres présentés ici montrent comment les activités de petite production ont été dans le passé sensibles aux mouvements de contraction et d'expansion du capital. Dans

les phases cycliques de crise du capitalisme, la petite production a tendance à faire le plein de ses effectifs. Dans les phases de prospérité, elle a tendance à se vider de ses effectifs pour fournir des bras au marché du travail capitaliste. Ce mouvement de la petite production se fait en sens inverse de celui du capital, mais accompagne, sans qu'il s'agisse d'une simultanéité parfaite, les changements démographiques dans la région. Pendant la crise, période de croissance démographique, les effectifs de la petite production glonflent. Durant l'après-guerre, alors qu'une émigration d'abord modeste puis importante touche la région, les effectifs de la petite production décroissent. La conjonction de ces mouvements avec la contraction et l'expansion du capital montre bien le rôle de réservoir de force de travail que joue la petite production dans une région comme celle de l'Est du Québec.

L'illustration que nous venons de faire colle particulièrement bien à la période 1930-1970. Pour ce qui est de la crise que nous vivons depuis la fin des années soixante-dix, il n'apparaît pas évident qu'elle s'accompagne d'une recrudescence marquée de la place de la petite production. A la rigueur, le diagnostic pourrait s'appliquer à la pêche côtière (effectifs en croissance par rapport à 1970), mais apparemment pas à l'agriculture (effectifs en baisse depuis 1971). Dans ce dernier cas toutefois, si l'on examine attentivement ce qui s'est passé entre 1971 et 1981, on constate que, des 2 847 fermes "perdues" durant cette période, 65% (soit 1 857) l'ont été entre 1971 et 1976 et 35% seulement (soit 990) l'ont été entre 1976 et 1981. On peut parler à tout le moins d'un ralentissement majeur dans le rythme de décroissance des fermes. La crise aurait eu pour effet dans ce cas-ci non de provoquer une progression des effectifs de la petite production, mais de freiner le rythme de leur diminution. La petite production jouerait toujours le rôle de réserve de main-d'oeuvre, mais sur une échelle moins prononcée qu'auparavant. La question de la différence entre la crise des années trente et celle des années quatre-vingts nécessite une réponse nuancée que l'état de nos travaux ne nous permet pas de formuler pour l'instant.

CONCLUSION

La pénétration du capitalisme, au sens d'un approfondissement des rapports capitalistes, nous semble bien avoir marqué la région de l'Est du Québec depuis le début de ce siècle. Que nous considérions les mouvements généraux de l'accumulation du capital ou que nous examinions l'articulation de la petite production avec la production capitaliste, nous arrivons à la conclusion que les rapports de production capitalistes ont structuré toujours davantage l'évolution de l'appareil productif de la région de l'Est du Québec. Dans la suite de nos travaux, ce constat très global aura besoin d'être affiné, d'être davantage étayé et documenté. Entre autres, lors de l'étude de procès de production particuliers, il sera nécessaire de bien identifier les limites et les reculs éventuels que le processus de pénétration aura pu connaître. Le présent texte peut facilement laisser croire que la pénétration du capitalisme est un mouvement implacable, qui ne connaît pas de halte. Nous croyons au contraire que le mouvement est porteur de contradictions multiples que la poursuite de notre recherche devrait nous permettre de mieux cerner.

NOTES

1. Elle convient également à d'autres régions du Québec, telles le Nord-Ouest, la Côte-Nord, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et l'Outaouais. Malgré cette identité structurelle profonde, les régions périphériques québécoises n'en constituent pas moins un ensemble fort hétérogène. En effet, ces diverses régions se distinguent par leurs spécialités productives, par les rythmes différents de leur peuplement, par les modalités particulières de la mise en valeur de leurs ressources, etc.
2. L'équipe est actuellement composée de Benoît BEAUCAGE, Serge COTE, Paul LAROCQUE, Marie-France PARADIS, Jean

SAINTONGE, Oleg STANEK et Nicole THIVIERGE. La recherche est subventionnée par le CRSHC et l'UQAR.

3. La problématique de la recherche a été publiée en tant que troisième chapitre de l'ouvrage collectif sous la direction de Serge COTE, Benoît LEVESQUE et Juan-Luis KLEIN, *Industrie manufacturière et développement inégal des régions du Québec*, Rimouski, UQAR-GRIDEQ, (Coll.: Les Cahiers du GRIDEQ, no 9), janvier 1982, pp. 65-90.
4. L'Est du Québec, pour les fins de notre recherche, comprend les comtés de recensement suivants: Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-Est, Gaspé-Ouest et Bonaventure.
5. Taux d'activité =
$$\frac{\text{emploi} + \text{chômage}}{\text{population de 15 ans et plus}}$$
6. Cette évolution est décrite de façon assez détaillée dans l'ouvrage collectif *Portrait d'ensemble de la région de l'Est du Québec (1896-1980)*, rapport de la première étape de la recherche intitulée "La pénétration du capitalisme dans l'Est du Québec (1896-1980)", Rimouski, GRIDEQ, juin 1983, 388 p. et annexes.
7. *Ibid.*, p. 131.
8. MINVILLE, Esdras et collaborateurs, *La forêt*, Montréal, Fides, 1944; RISI, Joseph et collaborateurs, *Inventaire des ressources naturelles et industrielles*, Québec, Ministère du Commerce, 1937; PEPIN, Pierre-Yves, *La mise en valeur des ressources naturelles de la région Gaspésie-Rive-Sud*, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1961; LEGENDRE, Camille, "Le développement et les organisations: le destin des entrepreneurs forestiers", *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, vol. 17, no 13, août 1980, pp. 246-262.

9. C'est la thèse que défend Jean SAINTONGE dans son ouvrage *Les interrelations entre les industries des pâtes et papiers et du sciage et le développement économique de l'Est du Québec de 1950 à 1980*, Rimouski, UQAR-GRIDEQ, (Coll.: Cahiers du GRIDEQ, no 10), 1982, 164 p.

10. Une monographie de Pêcheurs-Unis a été écrite par Paul LAROCQUE, (*Pêche et coopération au Québec*, Montréal, Jour, 1979) et une étude de la stratégie d'expansion de la Coopérative agricole du Bas Saint-Laurent (C.A.B. S.L.) a été réalisée par Alain COTE, *La C.A.B.S.L.: un agent de développement*, Rimouski, Cahier du GRIDEQ no 12, 1983).

11. L'Est du Québec comptait 120 fabriques de beurre et de fromage en 1911 selon le *Recensement du Canada*.

12. TCHAYANOFF, Alexandre, "Pour une théorie des systèmes économiques non capitalistes", *Analyse et prévision*, tome XIII (1972), no 1, pp. 19-51.

13. LENINE, *Le développement du capitalisme en Russie*. Paris, Editions sociales, p. 504.

14. LUXEMBURG, Rosa, *L'accumulation du capital*, Paris, Maspéro, 1976, tome 2, p. 75. Voir aussi pp. 89 et 196.

15. CLEMENT, Wallace, *Class, Power and Property: Essays on Canadian Society*, Toronto, Methuen, 1983, p. 243.

16. Il serait trop long d'examiner ici cette question en détail. Mentionnons toutefois que des travaux ont déjà été faits en ce sens par d'autres auteurs. Pour l'agriculture, voir Claude SERVOLIN, "L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste", dans

L'univers politique des paysans, Paris, Armand Colin (Cahier de la Fondation des sciences politiques), 1972. Pour la pêche, voir Gene BARRETT, *Inshore Fishermen in Nova Scotia*, communication au congrès annuel de l'Association des sociologues et anthropologues de l'Atlantique, Université Dalhousie, mars 1983.

17. COTE, Alain, *op. cit.*
18. *Ibid.*, p. 93.
19. Tous les chiffres viennent de l'ouvrage collectif *Portrait d'ensemble...*, *op. cit.*, et sont tirés des recensements canadiens.
20. Il peut aussi être trouvé dans les paiements de transfert et dans le travail salarié d'un autre membre du ménage, par exemple le conjoint. Ces deux cas ne seront pas discutés ici, mais il ne faut pas oublier qu'ils sont susceptibles de se combiner eux aussi avec la petite production.
21. Nous présentons ici la semi-prolétarianisation des petits producteurs comme une conséquence possible pouvant apparaître au terme d'un processus de spécialisation de la petite production elle-même. Cette spécialisation s'accompagne d'un recul des activités d'autosubsistance, recul qui est habituellement propice à l'augmentation du travail salarié hors exploitation. Si l'on peut croire que ce processus est effectivement à l'oeuvre depuis deux ou trois décennies, historiquement toutefois la semi-prolétarianisation a trouvé à s'enraciner dans des situations où la petite production était à la fois peu spécialisée et largement axée sur l'autosubsistance. C'est le cas de ce qu'on a appelé le "système agro-forestier" au Québec où, jusqu'aux années soixante, toute une partie des agriculteurs québécois passaient l'hiver à la coupe du bois dans les chantiers des grandes

compagnies et cultivaient la terre en été dans des conditions qui n'assuraient qu'une très basse productivité. Voir Normand SEGUIN, *La conquête du sol au 19e siècle*, Boréal Express, 1977, plus particulièrement, pp. 49-56.

22. Une étape ultérieure de notre projet de recherche devrait nous en apprendre plus long sur le sujet puisque nous avons mené une enquête par questionnaire auprès d'un échantillon représentatif de petits producteurs de l'Est du Québec. Les données de cette enquête ne sont pas encore analysées.
23. Voir *Portrait d'ensemble... op. cit.*, chapitre I.
24. Le nombre des pêcheurs dans l'Est du Québec passe de 4 450 en 1929 à 7 100 en 1932 et retourne à 4 475 en 1945. Après la guerre, le nombre des pêcheurs (1 374 pêcheurs) pour y grimper par la suite jusqu'en 1976 (3 600 pêcheurs). *Ibid.*, chapitre 4.

La déprise agricole : notes sur le développement inégal d'une agriculture régionale

Bruno Jean

Depuis une trentaine d'années, la région de l'Est du Québec a été l'objet d'une histoire qui est celle des tentatives étatiques de planification régionale et d'aménagement du territoire; mais cette région est, depuis encore plus longtemps, le sujet d'une histoire qui est celle des couches sociales rurales pour maintenir la continuité de leur expérience dans cet espace¹. C'est le redéploiement spatial des activités productives induit par la croissance capitaliste qui génère la revendication régionaliste. Comme les programmes de "développement régional" tentent généralement d'accélérer la pénétration de la régulation marchande dans la production agricole et proposent alors une gestion raisonnée de l'exode rural, ils mettent en cause et le mode de produire et le mode de se reproduire des petits agriculteurs autonomes. Dans les sociétés industrielles avancées, la question régionale est constitutive de ce dispositif de "modernisation" à l'agriculture.

Les Etats canadien et québécois se sont d'abord dotés de politiques de réduction des disparités régionales,

disparités mesurables par les "indicateurs sociaux" de l'aisance économique des populations locales ou régionales. Evidemment ces politiques de redistribution de la richesse collective pour uniformiser un tant soit peu la participation des membres de la collectivité nationale à la production et à la consommation apparaîtront vite très limitées dans leur action visant des individus alors que le problème en est un de développement de l'espace socio-économique où ils vivent. On assiste alors à un glissement dans le discours technocratique: la question des disparités régionales devient la question du développement régional. Il s'agit alors de mettre au point un dispositif de traitement étatique de ces problèmes dits de "développement régional". L'incapacité de ces programmes de développement socio-économiques à opérer un rattrapage - lequel devait rendre les indicateurs sociaux des régions périphériques comparables à ceux des régions centrales - allait donner lieu à une réaction populaire des collectivités régionales, notamment celle de l'Est du Québec, populisme qui oppose à la marginalisation croissante et non résolue par une implication de l'Etat dans l'aménagement du territoire, une volonté d'auto-détermination locale ou micro-régionale du développement².

L'absence de cette fameuse étape du décollage, le "take-off" de W. ROSTOW, donne à penser que les choses n'arrivent pas toujours ainsi et que le processus de développement du sous-développement mis à jour dans le cas des relations entre les formations sociales centrales et les formations périphériques pourrait peut-être servir à caractériser une situation du même ordre dans le système des rapports entre les régions centrales et les régions périphériques d'une même formation sociale. Il est vite apparu que l'organisation économique de ces régions périphériques, basée sur l'exploitation des matières premières (forêt, mines, agriculture, pêche) et un gonflement artificiel du tertiaire (emplois du secteur public), alimentait un développement qui se faisait ailleurs, réalité devenue encore plus apparente au tournant des années 1970 lorsque les orientations étatiques du développement régional allaient définir ces espaces comme des "régions-ressources".

Ces programmes de développement régional - et celui du Bas Saint-Laurent/Gaspésie, appelé "Plan de développement de l'Est du Québec" paru en 1966 - se représentent le

développement comme une modernisation de l'appareil de production pour obtenir une distribution des activités productives comparables à celle des pays avancés, c'est-à-dire une industrialisation et une urbanisation des territoires qui, malgré l'ambiguïté du concept, sont des espaces ruraux, c'est-à-dire avec une forte proportion de la main-d'oeuvre dans les activités du secteur primaire et une vaste dispersion de cette population sur un territoire alors faiblement peuplé. Aussi, la question du "développement rural" des régions périphériques apparaît au coeur du problème régional. Alain LIPIETZ examinant le cas français arrive au même diagnostic: "La question de l'articulation de la petite production marchande agricole au capitalisme est sans doute le fond de la question régionale en France"⁵. Au Canada, la loi votée au début des années 1960, loi qui allait donner une impulsion aux préoccupations des gouvernements provinciaux pour leurs régions périphériques, est déjà très révélatrice par son titre: "Aménagement rural et développement agricole". C'est donc dire qu'il y a eu, au niveau de l'Etat, une volonté d'instituer une pratique de développement rural.

Une prise de conscience s'est faite assez rapidement dans la population de cette région bénéficiant d'un programme d'aménagement rural à l'effet que les interventions qu'on y menaient - notamment la fermeture de paroisses dites marginales - n'avaient pas tellement l'allure d'une politique de développement rural. De là l'idée, vite répandue, que ce Plan de développement est une concoction de sociologues et d'économistes, eux-mêmes du milieu urbain, s'inspirant d'un modèle de développement urbain qui n'a rien à voir avec les réalités et les aspirations de la région. En 1975, les universitaires de la jeune université régionale - Université du Québec à Rimouski - tiennent un colloque sur les problèmes auxquels est confrontée la région, problèmes auxquels l'Université ne veut pas rester indifférente. Or, le titre même de ce colloque est très évocateur: "La problématique du développement en milieu rural". Bien que les travaux du colloque furent intéressants, surtout en inspirant une recherche qui a cours encore aujourd'hui, la réponse à la question posée est restée bien vague; si la plupart des participants s'entendaient pour dire que le développement rural ne devait pas être à la remorque du développement urbain, donc que le

développement rural devait s'organiser selon une logique propre, tout le monde est resté muet quant à ce modèle de développement à instituer en régions périphériques, modèle qui aurait la caractéristique d'être "rural". Pour nous, le modèle contemporain de développement rural est le produit d'un certain style de développement résultant de l'action des rapports de production capitalistes. Le sous-développement rural, c'est-à-dire la marginalisation de certains espaces agricoles, la déprise agricole ou le maintien d'une fraction de la population dans une production agricole sous-développée n'est pas tant un effet pervers d'une croissance économique bonne pour tous qu'une réalité structurelle dont l'explication nous renvoie à l'étude de toute la société. Mais avant d'étudier l'histoire agricole de l'Est du Québec, il faut comprendre la forme sociale sous laquelle se présente l'activité agricole dans nos sociétés dites modernes.

1. Agriculture ou procès de travail agricole: la forme sociale contemporaine de la production agricole

Les rapports de production capitalistes pénétreront toutes les sphères de la production sociale, y compris l'agriculture: telle était l'hypothèse de travail de K. MARX⁴. Une forme d'agriculture capitaliste existait dans l'Angleterre de son temps; il en a fait une étude qui garde toute sa valeur. Malheureusement, ses héritiers, à commencer par Karl KAUTSKY⁵ ont voulu appliquer cette analyse à une réalité qu'elle ignore, les formes d'agriculture non capitalistes. L'analyse marxienne ne peut alors rendre compte de la petite production autonome, dont le producteur doit alors cumuler trois types de revenus; à titre de propriétaire foncier, une rente; en tant que capitaliste, un profit, et comme ouvrier, l'équivalent d'un salaire qu'il s'attribue à lui-même⁶. A l'évidence, c'est la société entière qui tire trois types de gain dans ses rapports avec la petite production agricole; elle ne touche pas la rente foncière absolue⁷, doit renoncer au profit capitaliste et doit concéder une rémunération à peine suffisante pour assurer sa reproduction simple. A ces conditions, la petite production peut se reproduire dans des formations sociales dominées par les rapports de production capitalistes. Sa soumission au capitalisme a signifié une croissance importante de la composition organique du capital des exploitations

agricoles mais cela ne signifie pas que ce capital y fonctionne comme un rapport social; le procès de travail agricole s'organise selon des rapports sociaux de production qui sont, à proprement parler non capitalistes.

Dans les analyses contemporaines de la question agraire, il s'agit toujours de ramener cette réalité sociale inconnue à une autre maîtrisée dans l'ordre de la théorie. La forme sociale de la production agricole est alors renvoyée, soit au mode de production simple des marchandises, une survivance d'un mode de production antérieur⁸, soit, à l'inverse, à une forme déguisée du rapport salarial, les petits producteurs constituant une variante d'une forme sociale connue, le prolétariat. Dans le premier courant, cette petite bourgeoisie traditionnelle qui va s'opposer à la lutte d'émancipation de la classe ouvrière doit être neutralisée dans le débat politique; mieux, comme elle n'a plus d'avenir dans l'histoire, il faut lui montrer son annexion prochaine dans les rangs des deux grandes classes antagoniques. Les luttes sociales de cette classe sont, par définition, équivoques et erratiques⁹ car elle serait incapable d'identifier les enjeux qui la confrontent. Dans le second courant, derrière les illusions du réel, la propriété formelle, se cache un producteur qui n'a plus de contrôle sur son travail et les fruits de ce dernier; l'intégration de la petite production à la sphère agro-alimentaire capitaliste lui commande un surtravail et capte son surproduit¹⁰; il est dépendant, dominé, exploité comme l'ouvrier salarié. Dans ces deux démarches opérant selon un dispositif épistémologique réducteur, la forme sociale que prend la production agricole dans le capitalisme avancé ne peut être reconnue. La validation par le mouvement historique réel de ces théories prenait du temps à venir, la généralisation du capitalisme agraire par l'expropriation des petits producteurs modernisés d'un côté, ou le renforcement de l'alliance paysans-travailleurs de l'autre. Par exemple, dans le cas des grèves des employés des usines laitières, les petits producteurs, simples propriétaires formels pourtant, ne se solidarisent pas avec les ouvriers pour dénoncer leur commune exploitation. La réalité ne se montrant pas à la hauteur des théories, au lieu d'invoquer l'aliénation paysanne ou les erreurs de stratégie, il fallait revoir ces théories. La petite production agricole autonome constitue une forme sociale dominante dans l'organisation des activités producti-

ves agricoles même si elle est dominée dans ses rapports avec la sphère agro-alimentaire. Il ne s'agit pas vraiment d'une survivance d'un mode de production antérieur mais d'un produit du développement même du capitalisme. Si ce mode de produire "s'est développé et modifié sous l'emprise et le commandement du capital", on peut le définir, d'après Claude SERVOLIN, en inversant les termes de l'analyse des rapports de production capitalistes.

La petite production agricole réalise l'unité de tous les éléments nécessaires à la production et à sa reproduction:

- l'objet de travail: la terre;
- les moyens de travail;
- la force de travail et la famille comme unité de consommation et de reproduction de la force de travail;
- le patrimoine familial comme cadre de reproduction de la famille et de l'exploitation.

L'unité de ces différents éléments constitue le principe même de cette forme de production.

Le capitalisme, au contraire, repose sur une séparation sans cesse plus complète de ces éléments: séparation de la propriété de la terre et des autres moyens de production, séparation de la propriété du capital et de la gestion de l'entreprise, séparation du travail de préparation et du travail d'exécution, séparation de la vie privée et de la vie productive.

A notre avis, la pérennité de cette forme de production tient moins aux difficultés d'établissement d'un procès de travail industriel en agriculture, même si ces obstacles technologiques sont réels, qu'aux vertus spécifiques du procès de travail agricole au sein d'une société capitaliste. Contrairement aux formes productives capitalistes, la petite production agricole possède cette singulière qualité du pouvoir mettre en oeuvre un travail familial, dont la majeure partie des coûts n'est pas comptabilisée dans le processus de validation du travail social agricole par l'échange marchand. Et dans cette validation, le seul travail qui est reconnu est celui qui donne lieu à une production marchande. En conséquence, une partie de l'activité agricole, celle qui vise à

produire et à reproduire les ressources naturelles, les écosystèmes agraires, est "tenue comme nulle et non avenue"¹².

Marcel JOLLIVET parlait déjà de l'irrationalité de la rente foncière comme mode de gestion des ressources naturelles "puisque la rente foncière mesure la valeur du travail social à l'aune de la seule partie immédiatement marchande de son produit, elle reporte tout le coût du travail sur celle-ci et fait intégralement dépendre d'elle la rémunération du travail"¹³. Le procès de travail agricole assure alors la reproduction de la nature, travail plus ou moins grand selon les conditions écologiques locales; si les petits producteurs acceptent de fournir gratuitement ce travail - leur reproduction en dépend - ils auront naturellement tendance à adopter des systèmes productifs agricoles intensifs pour accroître la partie marchande de leur travail, seule base de leur rémunération. Lorsque l'échange marchand devient le mode de validation sociale du travail agricole, celui-ci tend donc à disparaître des zones où la production agricole nécessite des travaux d'entretien de la fertilité naturelle des sols plus considérables qu'ailleurs. On comprend aussi que la petite production se devait d'adopter les pratiques culturelles modernes et s'en remettre aux applications des sciences agronomiques; ce système des petites exploitations, réalisant de spectaculaires gains de productivité, apparaît le plus intensif de l'histoire de l'humanité. Il importe alors de reconnaître cette irréductibilité du procès de travail agricole qui opère, dans les formations sociales concrètes, avec deux autres grands procès de travail: le procès de travail industriel (sur lequel s'est portée toute l'attention) et le procès de travail domestique, ignoré tant par l'économie que les critiques de l'économie politique et pourtant essentiel à la reproduction du procès de travail industriel comme du procès de travail agricole.

Il ressort de cette analyse que l'intégration des petits producteurs agricoles aux rapports de production dominants ne peut s'analyser comme l'aboutissement d'une seule dynamique extérieure: il faut tenir compte des forces endogènes au secteur agricole, autrement dit, des rapports sociaux propres à l'agriculture et des formes d'intégration et de résistance qui se manifestent lorsque la régulation marchande pénètre cette forme de la production sociale. Comme le note K. MARX pour

le cas de la colonisation en Amérique du Nord, le système capitaliste ne peut contrôler toutes les activités dans les espaces de colonisation et des formes de production autonome peuvent alors s'y développer.

Dans les colonies, il en est tout autrement. Là, le mode de production et d'appropriation capitaliste se heurte partout contre la propriété, corollaire du travail personnel, contre le producteur qui, disposant des conditions extérieures au travail, s'enrichit lui-même au lieu d'enrichir le capitaliste (...). La première condition de la production capitaliste, c'est que la propriété du sol soit déjà arrachée d'entre les mains de la masse. L'essence de toute colonie libre consiste, au contraire, en ce que la masse du sol y est encore la propriété du peuple et que chaque colon peut s'en approprier une partie qui lui servira de moyen de production individuel, sans empêcher par là les colons qui arriveront après lui d'en faire autant¹⁴.

Les pressions démographiques, la volonté politique d'arrêter un fort courant d'exode vers les U.S.A., et la vision idéologique d'une nation de petits producteurs indépendants stimuleront l'établissement d'une large classe de petits agriculteurs dans les régions périphériques où, souvent établis dans des zones agricoles au potentiel faible ou nul, ces producteurs doivent se semi-prolétarianiser en vendant une partie de leur force de travail aux compagnies forestières. Mais il n'en reste pas moins que, dès le départ, se constitue une vaste classe, différenciée certes, de petits producteurs agricoles autonomes. Faire l'histoire agraire de ces régions, c'est comprendre la dynamique de ces petits producteurs, dynamique interne des mouvements de résistance et d'intégration, face à la pénétration de la régulation marchande dans l'agriculture.

2. Le développement inégal d'une agriculture régionale

Une histoire du développement rural et agricole d'une région comme celle de l'Est du Québec doit d'abord considérer les processus sociaux impliqués dans l'occupation humaine de

ce territoire, autrement dit, la question de la colonisation. Le peuplement de cette région, comme celui des autres régions périphériques, est relativement récent. Cette marche du peuplement se réalise, pour l'essentiel, au XIXe siècle avec une dernière vague de colonisation dans les années 1930 où on assiste à la fondation d'une cinquantaine de paroisses dans la zone forestière à l'intérieur de la péninsule, dans cet "arrière-pays" bas-laurentien et gaspésien. Il nous est apparu que si nous voulions comprendre le développement d'une telle société régionale, de même que d'évaluer tout paramètre de l'état de son agriculture, il fallait faire l'hypothèse que nous sommes en présence non pas d'un seul mais de trois modes d'occupation du sol. Ces types de peuplement s'inscrivent dans autant d'espaces et définissent autant d'agricultures ayant une certaine unité dans leurs manifestations et leurs lois de développement.

2.1 Formation de l'espace régional d'une société rurale: les modes d'occupation du sol

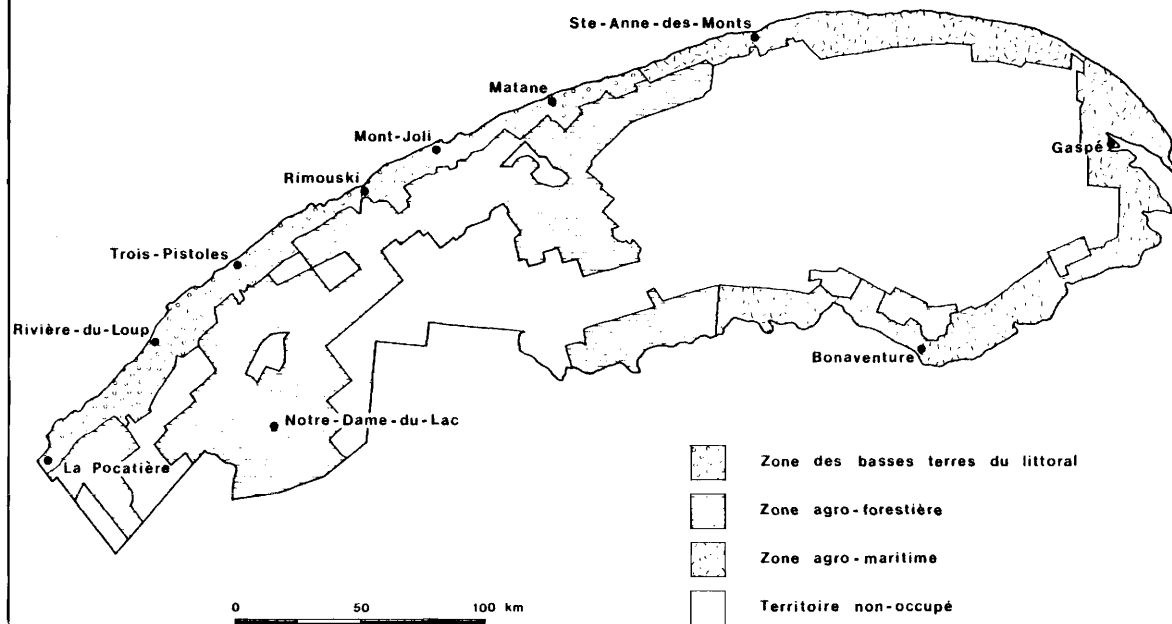
Les trois modes d'occupation du sol caractérisant l'histoire de l'Est du Québec prennent forme à des moments différents et apparaissent comme le résultat de processus socio-historiques affectant l'ensemble de la société québécoise. Le plus important de ces modes de peuplement, quoiqu'il ne soit pas le plus ancien, consiste dans ce que nous appelons l'expansion du territoire agricole québécois sur les basses terres du littoral qui va de Sainte-Anne-de-la-Pocatière à Matane, et qui recouvre la façade maritime des comtés de recensement de Kamouraska, Rivière-du-Loup, Rimouski et Matane. Ce peuplement se déroule pour l'essentiel au XIXe siècle sur un espace déjà délimité par les seigneuries. Au début du XXe siècle, cette zone est entièrement occupée; les exploitations agricoles qui s'y trouvent suivent assez bien le rythme des transformations de l'agriculture québécoise au point qu'au début des années 1960, malgré un état de crise qui suscite les grandes études du B.A.E.Q. (Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec), on parle des municipalités d'agriculture prospère du Bas Saint-Laurent¹⁵.

Pendant ce temps et avant même, puisqu'elle remonte au Régime français, il se fait une occupation humaine sur le

pourtour de la péninsule gaspésienne. Dans ce cas, nous pouvons parler d'un processus de colonisation agro-maritime. En effet, des marchands installent des postes de pêche et y attirent une main-d'oeuvre qui ne peut survivre qu'en s'adonnant à une double activité, celle de la pêche combinée à la production agricole. Il s'agit toutefois d'une agriculture d'auto-subsistance largement tournée vers l'auto-consommation qui assure ainsi la reproduction de cette force de travail. Pratiquement toutes les familles possèdent une petite terre sur un domaine cultivable au demeurant très restreint. La production sert d'abord les besoins familiaux et les maigres excédents alimentent un marché local évidemment très limité.

Finalement, en plein XXe siècle, nous assistons à la mise en place d'un troisième mode d'occupation du sol dans l'Est du Québec; il s'agit de la colonisation agro-forestière de "l'arrière-pays", c'est-à-dire ces municipalités de l'intérieur dont la plupart seront considérées comme des "paroisses marginales" dans les études du B.A.E.Q. L'ouverture au peuplement de cet espace s'explique par l'action réciproque d'un certain nombre de facteurs. D'abord, le domaine agricole des basses terres du Saint-Laurent est rempli et il faut trouver un moyen d'occuper la main-d'oeuvre excédentaire produite par ce type d'exploitation agricole. D'un autre côté, de grandes firmes forestières étrangères ont commencé à mettre en valeur la forêt qui recouvre ce territoire; il se développe alors une colonisation agricole en symbiose avec l'exploitation forestière. L'industrie forestière se dote ainsi d'une force de travail dont elle n'a pas à assurer tous les coûts de reproduction et elle offre ainsi des débouchés à la main-d'oeuvre excédentaire de la zone agricole littorale. Finalement, avec la crise des années trente, le mécanisme traditionnel de l'exode rural est bloqué ce qui aboutit à une accélération spectaculaire de cette colonisation agricole de l'arrière-pays. De fait, quarante-huit paroisses de colonisation sont ouvertes après 1930¹⁶. Le nombre d'exploitations agricoles passent de 21 336 à 27 432 de 1931 à 1941 selon les recensements pour l'Est du Québec; le solde net de 6 096 exploitations apparaissant à la fin de la période se retrouve principalement dans cette zone et correspond à 30% du solde net observé à l'échelle du Québec pour la même période. Cet espace connaît donc l'implantation du système agro-forestier tel que l'a analysé Normand SEGUIN pour une autre région périphérique¹⁷.

LES MODES D'OCCUPATION DU SOL DE L'EST DU QUÉBEC



La comparaison de l'évolution réciproque de certains paramètres mesurés à l'échelle du Québec et de la région manifeste un apparent paradoxe, soit le développement d'une société rurale dans l'Est du Québec au moment même où la société québécoise devient une société urbaine. Du début du siècle aux années quarante, la répartition rurale-urbaine de la population québécoise manifeste un renversement complet des tendances, phénomène qu'on a désigné comme l'industrialisation et l'urbanisation de cette société. Pendant cette même période, que se passe-t-il dans l'Est du Québec? Nous sommes en pleine phase de formation d'une société rurale; le nombre d'exploitations agricoles recensées passe de 18 498 à 27 432; les superficies défrichées passent de 263 562 ha à 422 843 ha; aussi, les fermes qui détenaient 15,8% du territoire en 1901, en occupent alors 26,3% en 1941. Cependant, cette date marque une rupture dans l'histoire de la région car de ce moment à nos jours, nous assistons à une désarticulation de cette société rurale.

L'explication de cet apparent paradoxe nous renvoie à l'analyse de l'articulation de cette société rurale au reste de l'espace social nord-américain. Les familles rurales agricoles étant nombreuses, cette force de travail est employée pour l'activité agricole proprement dite qui est "labor-intensive"; une fraction trouve à s'employer dans le système agroforestier combinant des activités forestières et agricoles et il reste encore une fraction de cette main-d'oeuvre qui doit s'exiler, quitter la région. Mais justement à cette période, le développement des grands centres urbano-industriels réclame des bras et pendant que ce mouvement d'exode assure la formation de la classe ouvrière québécoise, la société rurale peut retrouver un équilibre qui tient à cette croissance industrielle se faisant ailleurs. On comprend alors les effets locaux de la récession économique de 1930, soit un blocage de l'exode et une réaffectation de ses effectifs excédentaires vers la colonisation agricole de l'arrière-pays. Mais cette colonisation agricole qui ne pourra survivre qu'avec les activités complémentaires en forêt, se fait donc à la hâte, sur un territoire dont on peut douter des potentialités à générer et à maintenir des activités spécifiquement agricoles. Les économies locales se fondent surtout sur les activités forestières et c'est alors avec l'épuisement de cette ressource que ces collectivités locales en viennent à être définies comme des

"paroisses marginales" pour lesquelles les experts du BAEQ considèrent qu'il n'y a plus de ressources naturelles susceptibles d'assurer une occupation humaine permanente.

2.2 La soumission de la production agricole régionale à la régulation marchande

L'histoire de l'agriculture régionale, c'est l'histoire de sa soumission progressive à la régulation marchande. L'extension des rapports marchands, nous l'avons signalé plus haut, va changer le mode de validation sociale de l'activité agricole. En ne sanctionnant le travail social agricole qu'à partir de sa partie visible, la marchandise, la régulation marchande va impulser une restructuration spatiale de la production agricole en fonction de la dynamique des rentes différentielles. Il en résultera une désertification de certains territoires et la concentration de la production dans d'autres. Soumise à cette dynamique, la production agricole régionale manifesterà sa vulnérabilité; il en résultera une forte déprise agricole. Avant d'en mesurer les effets, il nous faut d'abord montrer l'extension des rapports marchands.

A cet effet, considérons les données relatives à la structure du revenu des exploitations agricoles que donne le recensement de l'agriculture de 1941; il s'agit de la seule année où ce genre de données est disponible.

TABLEAU 1: DISTRIBUTION POURCENTUELLE DES COMPOSANTES DU REVENU DES FERMIERS, QUÉBEC, EST DU QUÉBEC, DIVISIONS DE RECENSEMENT, 1941

	Gaspé- Est	Gaspé- Ouest	Iles de la Madeleine	Bona- venture	Matane	Matapédia	Rimouski	Riv.-du- Loup	Témis- couata	Kamou- rakka	Est du Québec	Québec
Valeur des produits auto-consommés	36.5%	29.8%	38.2%	36.3%	26.8%	29.9%	27.9%	24.1%	31.6%	23.8%	29.5%	19.2%
Revenus extérieurs	44.7%	31.9%	57.3%	33.6%	20.1%	31.1%	13.8%	11.4%	21.6%	14.1%	25.7%	13.0%
Vente de produits agricoles	19.8%	48.3%	4.9%	30.1%	49.9%	33.0%	58.7%	64.5%	46.8%	62.1%	44.9%	67.8%

L'agriculture québécoise prise dans son ensemble apparaît, en 1941, comme une activité soumise à la logique de la régulation marchande; et cette activité est principalement

marchande: la vente des produits agricoles compte pour 67,8% du revenu total de l'exploitation agricole moyenne, le reste provenant des revenus tirés des activités extérieures à l'exploitation (13%) et de la valeur estimée de la production auto-consommée (19,2%). Quelle est la situation prévalant dans l'Est du Québec? Il apparaît d'abord que la moyenne calculée sur l'ensemble du territoire occulte un développement inégal de l'agriculture régionale qui nous renvoie aux trois dynamiques d'occupation du sol identifiées plus haut. L'agriculture des basses terres du Saint-Laurent, correspondant à la partie frontale des divisions de recensement de Kamouraska à Matane, semble se caractériser par un état de développement similaire à celui caractérisant l'agriculture québécoise. A cette date, l'agriculture de cette zone est déjà régie par la régulation marchande, l'auto-consommation et les revenus extérieurs devenant une composante secondaire du revenu total de l'exploitation moyenne. Par contre, l'agriculture de la zone agro-maritime (Gaspé-Est, Gaspé-Ouest, Iles-de-la-Madeleine, Bonaventure en partie) n'apparaît pas comme une activité prioritairement marchande: les revenus extérieurs et la valeur des produits auto-consommés sont plus importants que la vente de la production agricole dans la composition du revenu de ces exploitations agricoles.

Malheureusement, il est difficile d'identifier avec justesse les zones agro-forestières à partir du découpage des divisions de recensement. On peut toutefois soutenir que les résultats de la division de Matapédia en constitue un bon indice. L'examen des proportions révèle bien l'existence du système agro-forestier qui se caractérise par une absence de spécialisation, les exploitations agricoles survivant et se reproduisant grâce à la fois à la pluri-activité agricole et forestière et certaines formes d'auto-consommation.

Pour se donner une image plus fidèle de la réalité, nous pouvons considérer la typologie des fermes selon la principale source de revenu, typologie disponible dans le seul recensement agricole de 1941 (Voir Tableau 2). Comme il ne s'agit plus d'une moyenne mais d'une classification de chaque exploitation, le tableau permet une évaluation plus précise de l'état de développement des rapports marchands dans l'agriculture régionale. Au premier abord, c'est la profonde différenciation

(1)
TABLEAU 2: TYPE DE FERMES DÉTERMINÉ PAR LA PRINCIPALE SOURCE DE REVENU. QUÉBEC, EST DU QUÉBEC, RÉGION DE MONTREAL, 1941

	Gaspé	Bona- venture	Matane	Mata- pédia	Rimouski	Riv.-du- Loup	Témis- cuyata	Kamou- raska	Est du Quebec	Région de Montreal ⁽²⁾	Quebec
N. Fermes	6,089	4,698	2,168	3,400	3,695	2,647	2,494	2,242	27,432	9,292	154,669
Fermes de subsistance ⁽³⁾	3,545	3,215	989	1,556	1,790	1,397	1,384	1,131	14,984	1,561	61,937
Fermes à temps partiel ⁽⁴⁾	1,749	831	259	757	300	93	314	132	4,415	190	12,828
Fermes forestières ⁽⁵⁾	317	176	461	181	526	152	332	76	2,221	-	8,768
Fermes agricoles à dominante marchande ⁽⁶⁾	478	476	459	906	1,079	1,005	464	903	5,812	7,541	71,136
En pourcentage											
Fermes de subsistance	58.2%	68.4%	45.6%	45.8%	48.4%	52.6%	54.7%	50.4%	54.6%	18.2%	40.0%
Fermes à temps partiel	28.7%	17.7%	11.9%	22.3%	8.1%	3.5%	12.6%	5.8%	16.1%	2.2%	8.3%
Fermes forestières	5.2%	3.7%	21.3%	5.3%	14.2%	5.7%	13.3%	3.4%	8.1%	-	5.6%
Fermes agricoles à dominante marchande	7.9%	10.2%	21.2%	26.6%	29.3%	38.2%	19.4%	40.4%	21.3%	79.6%	46.1%

1. Selon une typologie où les types sont mutuellement exclusifs.
2. Il s'agit ici de la constitution arbitraire d'une zone d'agriculture prospère en région centrale. Nous avons retenu quelques divisions de recensement de la région métropolitaine: Montréal et Île Jésus, Beauharnois, Châteauguay, L'Assomption, Saint-Jean, Richelieu, Saint-Hyacinthe.
3. Ferme où "la valeur des produits consommés ou employés par la famille du cultivateur s'élève à 50% ou plus du revenu brut".
4. Ferme où 50% et plus du revenu brut provient de l'extérieur de l'exploitation agricole.
5. Ferme où 50% et plus du revenu brut provient de la vente des produits forestiers.
6. Il s'agit des fermes qui n'appartiennent pas aux trois catégories identifiées plus haut, c'est-à-dire les fermes dont le revenu provient principalement de la vente de leur production agricole.

spatiale de ce processus qui nous frappe. Dans la région de Montréal, 79,6% des exploitations sont des fermes dont la majorité des revenus provient de la vente de leur production; dans l'Est du Québec, ce type de ferme atteint seulement 21,3% des cas avec une grande variation intra-régionale. L'auto-consommation y apparaît encore comme une caractéristique majeure: 54,6% des exploitations réalisent une production auto-consommée à plus de 50%. Le processus d'intégration de la production agricole aux rapports marchands, déjà accompli dans la région de Montréal, est peu avancé dans l'espace régional, sauf dans la zone frontale du littoral bas-laurentien où la proportion des fermes à dominante marchande est comparable à celle du Québec pris globalement.

2.3 La déprise agricole de 1940 à nos jours

A partir des années 1940, nous assistons à une désarticulation de la société rurale qui s'était mise en place dans l'Est du Québec; ce phénomène de récession de l'activité agricole, cette déprise agricole consécutive à l'extension des rapports marchands dans l'agriculture régionale se manifeste dans plusieurs paramètres de la production agricole. Par exemple, le nombre de fermes recensées passe de 27 432 en 1941 à 4 219 en 1981; aussi, l'Est du Québec qui comptait sur son territoire 17,7% des fermes québécoises en 1941 n'en compte plus que 8,8% en 1981. Pendant cette période, les superficies défrichées passent de 422 843 à 183 626 hectares. Mais le mouvement de déprise agricole est inégal; il est beaucoup plus accentué en Gaspésie. Cette zone agro-maritime compte 10 787 fermes en 1941; le recensement de 1976 dénombrait 539 fermes et celui de 1981, 716 exploitations agricoles. Cette remontée récente est sans doute l'effet de la politique agricole régionale qui, avec le Plan de relance de l'agriculture en Gaspésie, a tenté de soutenir un certain niveau d'activité agricole dans cette zone ne serait-ce que pour le maintien de la qualité du paysage habité utile au développement touristique.

Au cours des quarante dernières années, l'agriculture régionale s'est concentrée dans le Bas Saint-Laurent; cette zone qui comptait 39,9% des fermes de l'Est du Québec en 1941 en compte 63,5% en 1981. C'est dans cette sous-région

qu'ont été concentré les efforts de la politique de modernisation agricole mise de l'avant par le Plan de développement de l'Est du Québec; cette zone voit se généraliser la production laitière sur la base d'un système productif mettant en valeur les herbages et d'une réorganisation du marché laitier par l'implantation d'une grande coopérative agricole¹⁸. Dans le langage de l'économie agricole, on parle d'une consolidation de l'agriculture dans le Bas Saint-Laurent. Cette modernisation de l'agriculture bas-laurentienne n'a pas empêché une marginalisation progressive de l'agriculture régionale dans l'agriculture québécoise. Par exemple, en 1941, la valeur estimée des terres agricoles de l'Est du Québec, en pourcentage du total québécois, était de 11%; en 1981, ce pourcentage n'atteint plus que 5,1%. L'agriculture régionale qui touchait 11,5% du revenu total des agriculteurs québécois en 1941 n'en touche plus que 5,5% en 1981. Il n'est pas possible d'évaluer les composantes du revenu des exploitations agricoles en 1981 comme nous l'avons fait en 1941. Mais les données sur le nombre de fermes dites "commerciales" nous donnent une bonne idée de l'extension des rapports marchands. Le pourcentage des "fermes commerciales" de l'Est du Québec passe de 27,6% en 1951 à 75,8% en 1981, proportion voisine du 79,3% de fermes commerciales au Québec.

Par ailleurs, une telle déprise agricole questionne le modèle de développement agricole productiviste à la base de la politique agricole; on assisterait aujourd'hui à une sous-utilisation du potentiel agricole reconnu. L'O.P.D.Q. reconnaît qu'il existe 290 120 hectares où l'agriculture est possible dans l'Est du Québec. Dans l'étude du BAEQ, on parlait de 273 600 hectares cultivables dans cette même région. Or, d'après le recensement de 1981, l'agriculture régionale ne met en valeur que 183 626 hectares. Les agronomes et les économistes agricoles de la région commencent à reconnaître que le mode de gestion des activités productives dans l'espace selon les lois de la régulation marchande, c'est-à-dire la recherche des meilleures combinaisons productives sur un espace donné pour accroître les profits, ou la rente, produisent des effets négatifs en regard du développement régional et menacent même l'atteinte des objectifs de la politique agricole québécoise. Ils identifient trois types d'effets: 1) une diminution de l'auto-suffisance alimentaire corrélative à la spécialisation des fermes; 2) une concentration de l'activité agricole dans les zones de plus fortes rentabilités

3) une diminution du territoire agricole mis en valeur¹⁹. Au regard de notre analyse précédente de l'évolution de l'agriculture, ces observateurs de premier plan de la scène agricole régionale ont bien saisi les conséquences visibles du processus dominant de développement agricole. Sans faire référence aux théories de l'échange inégal, ils montrent que cette évolution de l'agriculture régionale est le résultat d'une politique nationale d'aménagement du territoire qu'ils désignent comme l'option de la concentration. Cette option découle d'une politique économique recherchant une croissance économique maximum.

En résumé, l'option de concentration est une option de croissance maximale du produit national. Elle entraîne une augmentation de la valeur ajoutée au secteur agricole mais une perte de cette valeur en région. D'où un accroissement des disparités entre les régions du centre et celles de la périphérie. Elle ne permet guère d'améliorer le degré d'auto-suffisance du Québec et par conséquent ne permet pas d'atteindre l'objectif d'utilisation optimale de la ressource agricole ²⁰.

Il est difficile de mesurer la marche de cette déprise agricole dans la zone agro-forestière étant donné l'inadéquation des bases statistiques. Mais, on peut penser qu'elle est tout aussi importante qu'ailleurs. Il apparaît maintenant évident que l'extension de la colonisation agricole dans cette zone avant les années quarante est dû au fait que l'activité agricole qu'on pouvait y observer s'inscrit dans une logique qui n'est pas celle qui préside à l'organisation de l'agriculture aujourd'hui. C'est bien parce qu'il s'agissait d'un travail autonome, ou alors, d'un travail autonome en symbiose avec un travail forestier saisonnier que l'agriculture a pu prendre pied dans ce territoire et contribuer à l'établissement et au maintien d'une population.

Mais c'est la perspective pour le paysan de pouvoir tirer un revenu d'appoint de son travail en forêt durant l'hiver qui justifie l'ouverture des nouvelles terres et rend possible la survie de celui-ci sur les fronts pionniers à l'écart des principaux axes de communication et des grands centres de consommation. La constitution d'une économie rurale mixte

*fondée sur la liaison du travail forestier en saison froide et du travail de la terre en saison chaude, ce que nous avons nommé le système agro-forestier, devient alors l'une des formes de reproduction de la paysannerie québécoise en périphérie et de résistance de celle-ci à sa propre disparition... On peut affirmer que le système agro-forestier pousse au peuplement maximal du domaine agricole*²¹.

L'intégration de l'agriculture à l'économie de marché n'est pas un processus qui se répand uniformément dans le temps et dans l'espace. Et il s'agit d'un long processus qui se réalise, dans les régions centrales, de 1880 à 1920 environ. Notre analyse de la situation régionale où nous avons montré qu'il n'existe pas une mais trois agricultures renvoyant à des espaces agraires homogènes montre que cette intégration s'y réalise essentiellement au XXe siècle et surtout à partir des années quarante sauf pour la zone des basses terres du Saint-Laurent. La déprise agricole que nous avons tenté d'illustrer est bien à la mesure de cette extension des rapports marchands. A terme, ce processus devait amener la disparition pure et simple de l'agriculture dans l'arrière-pays bas-laurentien et en Gaspésie; une telle tendance apparaissait "naturelle" aux économistes du BAEQ qui se convinrent de l'encourager. En effet, on ne voyait guère des possibilités d'instaurer des productions agricoles commerciales susceptibles d'offrir des avantages comparatifs et donc des rentes différentielles qui en découlent étant donné que c'est ce critère qui gère la distribution des activités productives dans les espaces agricoles intégrés à l'économie marchande. Mais cette stratégie de développement régional qui met l'accent sur la croissance agricole et agro-industrielle allait causer, à moyen terme, des problèmes de sous-développement rural. Au milieu des années soixante-dix et plus encore avec la crise actuelle, on s'est rendu compte des problèmes engendrés par un tel modèle de développement qui menace l'existence même de l'agriculture dans de vastes espaces périphériques; et on mesure mieux toute l'importance du maintien d'un certain niveau d'activités agricoles dans ces espaces. Face à une pareille déprise agricole, les petits producteurs agricoles ne sont pas restés inactifs; un vaste mouvement social rural s'est implanté²² dans l'Est du Québec au cours de deux dernières décennies en réaction à une stratégie de développement régional qui remettait en cause l'occupation humaine de ces territoires.

Au plan agricole, cela a pris la forme de l'institution de nouvelles formes de pluri-activité, d'agriculture à temps partiel ou encore, de l'organisation d'entreprises agricoles de type communautaires²³ qui tentent d'expérimenter un autre modèle de développement agricole dans une région périphérique basé sur de nouveaux systèmes productifs agricoles et de nouveaux rapports sociaux de production. Aussi, il apparaît aujourd'hui nécessaire et urgent de définir les voies d'un développement rural alternatif pour les espaces ruraux des sociétés industrielles avancées.

NOTES

1. JEAN, Bruno, "Pour une régionalisation du développement", *Le Devoir*, 28 mai 1980, p. 13.
2. JEAN, Bruno, "Développement endogène en région périphérique, l'exemple de l'Est du Québec", *Archives des Sciences Sociales de la Corporation et du développement*, 49, 1979, pp. 49-64.
3. LIPIETZ, Alain, *Le capital et son espace*, Paris, Maspéro, 1977, p. 31.
4. "Nous partirons de l'hypothèse que l'agriculture, tout comme l'industrie manufacturière, est soumise au mode capitaliste de production..." dans *Le Capital*, Livre III, Chap. XXXVIII, Ed. Sociales, 1976, p. 565.
5. *La question agraire*, Paris, Giard et Brière, 1900 (Reproduction Maspéro).

6. D'après l'analyse de Kostas VERGOPOULOS; voir "La marginalisation de l'agriculture contemporaine" dans C. ARROYO (dir.), *Les firmes transnationales et l'agriculture en Amérique Latine*, Paris, Anthropos, 1981, pp. 57-66.

7. AMIR, Samin en fait la démonstration; voir "Le capitalisme et la rente foncière" dans *L'impérialisme et le développement inégal*, Paris, Ed. de Minuit, 1976, p. 71 et suivantes.

8. Grâce à une théorie de l'articulation des modes de production de P.P. REY, *Les Alliances de classes*, Paris, Maspéro, 1973.

9. Selon l'expression de Michel GUTELMAN dans *Structures et réformes agraires*, Paris, Maspéro, 1974, p. 65.

10. Dans cette perspective, voir MOLLARD, Amédée, *Paysans exploités*, Grenoble, P.U.G., 1977 et FAURE, Claude, *Agriculture et capitalisme*, Paris, Anthropos, 1978.

11. SERVOLIN, Claude et Henri NALLET, "Le statut juridique du paysan. Du Code Civil à la tutelle réglementaire", *Sociologie du travail*, 23 (1), 1981, p. 21.

12. PALLOIX, Christian, *De la socialisation*, Paris, Maspéro, 1981, p. 115.

13. JOLLIVET, Marcel, "Rente foncière et gestion des ressources naturelles", *Etudes rurales* (77-78), 1978, p. 262.

14. MARX, Karl, *Le Capital*, Livre I, chap. XXIII, Paris, Editions Sociales, 1976, pp. 559 et 561.

15. BERNARD, Jean-Marc, "Observations sur sept municipalités d'agriculture prospère du Bas du Fleuve", *Recherches sociographiques* 8 (1), 1967, pp. 49-68.
16. BEAULIEU, Jean-Guy, "L'Est du Québec se rappelle le mouvement de colonisation des années '30", *Revue d'histoire du Bas Saint-Laurent*, 6 (2/3), 1979, pp. 18-30.
17. SEGUIN, Normand, *La conquête du sol au XIXe siècle*, Sillery, Boréal Express, 1977, 295 p.
18. Sur cette réorganisation coopérative, voir: COTE, Alain, "Coopérative agricole du Bas Saint-Laurent: un agent de développement", *Cahiers du Grideq*, (12), 1983, 125 p.
19. L'équipe de la région agricole 01, *Schémas régionaux de développement et d'aménagement*, Phase III: Les Options, sans lieu, ni date, 17 p.
20. *Ibid.*, p. 8.
21. SEGUIN, Normand, "Genèse de la marginalité rurale au Québec, 19e et 20e siècles", Texte d'une communication présentée au Colloque franco-québécois d'histoire rurale comparée, Rochefort, 5-8 juillet 1982, p. 9.
22. Voir à ce sujet l'article d'Hugues DIONNE dans le présent *Cahier du Grideq* et Bruno JEAN, "La dualité de la production agricole dans l'Est du Québec", *Interventions Économiques*, (9), 1982, pp. 131-141.
23. Nous comptons analyser plus longuement ces nouvelles formes sociales de la production agricole dans un livre à paraître aux Presses de l'Université du Québec au cours de la prochaine année.

Capitalisme et régionalisme en milieu rural : réflexions sur l'Est du Québec (1900-1950)

Paul Larocque

Les recherches sur le passé des régions progressent rapidement au Québec grâce aux diverses équipes de travail qui se sont constituées et mises à l'oeuvre aux quatre coins du territoire. Un groupe rimouskois a amorcé une vaste enquête, il y a moins de deux ans après avoir élaboré un projet qui a pour titre "La pénétration du capitalisme dans l'Est du Québec au vingtième siècle". Sa tâche consiste surtout à examiner les formes de production tant capitalistes que non capitalistes sur lesquelles a reposé l'économie de la région. L'équipe se propose d'évaluer en diachronie l'importance réciproque et les interactions de ces divers champs d'activité, leurs facteurs de localisation et leur distribution spatiale, ainsi que leur dynamique interne à travers les rapports et mouvements sociaux qu'ils ont introduits ou entretenus. La démarche devra simultanément inscrire dans l'espace régional, par coupes successives, des variables aussi essentielles que l'évolution démographique, l'extension de l'oekoumène et la progression des voies de communication. Au total, plusieurs opérations distinctes de cueillette¹ devront être effectuées. Elles se traduiront par une série de rapports d'étapes dont la fusion des principaux éléments

devrait déboucher d'ici trois ans sur la production d'un premier ouvrage de synthèse.

Le présent essai, qui a été commenté et corrigé par tous les membres du groupe de recherche, poursuit des objectifs moins ambitieux. Il découle simplement de la mise en ordre de réflexions souvent collectives inspirées par les dépouillements initiaux, le tracé des premières courbes, la confection des premiers tableaux. Il couvre surtout la première moitié du vingtième siècle, longue période transitoire qui correspond à la fois au développement de la petite production marchande et à une ultime poussée colonisatrice qui délimite avec de plus en plus de netteté l'espace agro-forestier. En faisant volontairement abstraction d'une masse de données chiffrées, il présente quelques lignes de force au début d'un parcours qui s'annonce ardu et susceptible de les infléchir. Aussi convient-il de signaler son caractère encore très général et hypothétique, même si le ton employé est souvent affirmatif.

1. Une économie structurellement stable

Ce n'est pas d'hier qu'on parle de "retard" économique pour désigner la situation économique de l'Est du Québec, à partir du comté de Kamouraska jusqu'à celui de Gaspé. De Raoul Blanchard à l'Office de Planification et de Développement du Québec, en passant par Huet MASSUE, Maurice LAMONTAGNE, Pierre-Yves PEPIN, Clermont DUGAS² et la vaste production écrite du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, les principales caractéristiques retenues ont été essentiellement les mêmes: 1. On a toujours associé l'économie de la région à l'extraction de quelques ressources naturelles dont celles de la mer, exploitées depuis les origines, et celles de la forêt, dont la coupe intensive remonte au dernier tiers du XIXe siècle. 2. Une extraversion marquée a limité dans l'Est les effets multiplicateurs de l'exploitation des ressources et les taux d'industrialisation et d'urbanisation ont en conséquence été et demeurent bien en deça de la moyenne québécoise. 3. Sauf lors des crises généralisées les plus sévères - la récession actuelle en est une - le taux de croissance réelle de la population a été très inférieur à celui de son accroissement naturel, témoignant d'exodes presque continus vers

les régions pourvoyeuses d'emplois.

L'Est n'est donc pas entré dans l'orbite continentale par la grande porte, mais au contraire en empruntant une voie dérobée, celle propre aux économies à base de ressources naturelles. Sa fonction économique n'a pas été chambardée ou amplifiée au même titre que l'Outaouais, la Mauricie, le Saguenay-Lac Saint-Jean, la moyenne Côte Nord, l'Estrie ou les Bois-Francs par l'implantation d'activités de transformation associées à la mise en valeur des ressources du Bouclier Canadien et de la zone appalachienne septentrionale avant la crise des années trente³. Depuis ce temps, il n'a en revanche pas connu les désindustrialisations brutales ou les recyclages accélérés que le redéploiement du capital a imposé depuis environ un quart de siècle à ces régions en mêlant et redistribuant les cartes économiques. En fait l'examen rétrospectif des activités industrielles dans l'Est, avant les années cinquante, laisse entendre que les investissements ont été peu considérables et diversifiés, ainsi que relativement continus, peu sujets aux métamorphoses subites. La prééminence et la durabilité de secteurs traditionnels comme la pêche (qui atteint des sommets provinciaux en Gaspésie) et l'industrie du sciage (le Bas Saint-Laurent occupera le premier rang en ce domaine du premier conflit mondial aux années cinquante) y ont prolongé le contexte industriel propre aux régions périphériques québécoises au tournant du vingtième siècle. Les techniques de conditionnement du poisson sont partout demeurées artisanales jusqu'en 1954, tandis que les scieurs n'ont guère généré d'emplois salariés en aval d'une production semi-finie. La thèse rostowienne du décollage n'y trouve pas son compte, non plus que les analyses bien connues d'Harold Innis (la croissance en spirale provoquée par quelques produits généra-teurs), de John Dales, d'Albert Faucher ou d'André Raynauld, qui s'accordent à dire que la transition décisive vers l'industrialisation et la continentalisation économique est essentiellement complétée au Québec à la fin des années vingt, même si la périodisation exacte du phénomène ne fait pas encore l'unanimité.

Au cours des années soixante, en proposant, l'un, la modernisation des secteurs de base traditionnels de la région, et l'autre, une polarisation générale des activités économiques provinciales autour de la région motrice de Montréal, les

rapports du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec et du trio HIGGINS-MARTIN-RAYNAULD⁴ ont dégagé une série de déterminismes affectant négativement les régions périphériques. Il est certain que l'Est a été desservi par son éloignement des centres métropolitains, par un potentiel hydro-électrique décevant, par un sous-sol aux ressources peu conformes aux attentes de l'industrie minière, hormis le cuivre, exploité depuis la création tardive (1952) du complexe de Murdochville. Mais on peut croire également, suivant par exemple le schéma élaboré par Alain LIPIETZ à propos de la hiérarchie spatiale dessinée en fonction des prix de revient du capital monopoliste⁵, que la stratégie des entreprises ancrées dans la région a pesé lourd sur son statu quo économique.

Déterminismes écologiques et choix entrepreneuriaux: si un départage rigoureux des causalités reste à faire, il apparaît déjà que l'industrie papetière, la mieux placée sans doute pour investir massivement, a jeté son dévolu ailleurs en considérant à la fois ces deux facteurs. L'intérêt manifesté par des banquiers de Philadelphie (et plus tard par le New-York Times) est à l'origine de la seule implantation industrielle considérable avant les années soixante, celle de Chandler sur le littoral sud de la Gaspésie (1915)⁶. Les autres firmes papetières en région se sont contentées d'accaparer - surtout en Gaspésie, le mouvement est très perceptible avant les années trente - la quasi totalité des vastes concessions forestières non réclamées, vendues ou évacuées par les scieurs. Celles qui ont pratiqué la coupe d'intensité très variable répondant le mieux aux fluctuations du marché ont réduit au minimum leurs dépenses d'infrastructures en sollicitant plus qu'ailleurs la production des boisés de fermes. Elles ont acheminé leur bois de pâte à l'extérieur de la région via la Baie des Chaleurs (vers Campbellton, Dalhousie et Bathurst), la frontière du Maine (en face d'Edmundston) et le fleuve Saint-Laurent (vers Trois-Rivières, Québec, les Grands Lacs, etc.). D'autres ont préféré constituer de vastes réserves, condamnant une partie appréciable de la forêt au vieillissement. En Gaspésie, la médiocrité du service ferroviaire et des installations portuaires, le relief accusé du pays de l'intérieur et la proximité du Nouveau-Brunswick⁷ ont sans doute ralenti la coupe et détourné plusieurs investisseurs potentiels. Moins éloigné et mieux équipé au chapitre des communications, le Bas Saint-Laurent a d'abord été une région

vouée au sciage. Trois futurs papetiers - Price (Matane, Priceville et Rimouski) et Fraser (d'abord un peu partout dans le Témiscouata puis à Cabano principalement) et Brown (Trois-Pistoles) y ont initialement manifesté leur présence par la création d'un réseau de moulins à scie important. Comme bien d'autres scieurs, ils ont vu très tôt leurs domaines - moins vastes que ceux des papetiers en Gaspésie - des comtés de Matane, Matapédia, Rimouski et Témiscouata circonscris par l'expansion colonisatrice et appauvris par une surexploitation dénoncée par plusieurs observateurs dont Raoul BLANCHARD, Esdras MINVILLE et deux générations de missionnaires-colonisateurs. Ces témoignages concordent bien avec la thèse du pillage que l'historien Arthur LOWER a développé à propos du Canada oriental⁸. Les difficultés pressenties au chapitre de l'approvisionnement auraient ainsi fait reculer tous les papetiers à l'exception de deux, qui ont aménagé des moulins d'envergure modeste aux alentours de Rivière-du-Loup.

Dans ce contexte, on comprend mieux l'à-propos du titre que le géographe Clermont DUGAS a récemment donné à une thèse de doctorat consacrée à l'Est: *Un pays de distance et de dispersion*⁹. Il a fallu attendre le développement considérable des services para-étatiques depuis vingt ans avant de voir quelques petites et moyennes villes se détacher du peloton des agglomérations. Avant, seuls quelques villages élargis, centres ecclésiastiques et de services, emplacements propices à l'aménagement de scieries, noeuds ferroviaires (Rivière-du-Loup, Mont-Joli et New-Carlisle) ou sites portuaires (Gaspé) retenaient plus de deux ou trois mille habitants à l'intérieur d'enclaves semi-ouvrières à structure occupationnelle peu diversifiée. Cette situation a en retour profondément marqué la situation objective des petits producteurs ruraux indépendants dont le labeur a été au coeur de l'économie régionale. Par le biais des travaux domestiques, ces derniers suppléaient déjà à une partie - qu'il faudra mesurer, malgré les difficultés que présente cette entreprise - de leurs besoins. Pour le reste, leur reproduction simple a dépendu de ce qu'ils ont réussi à vendre - la fraction proprement marchande de leur production - et/ou du salaire forfaitaire qu'ils ont reçu dans les chantiers. Dans l'Est, peu de petits producteurs ont eu la possibilité de choisir entre l'alternative opposée que représentaient le salariat pur et la production strictement indépendante, caractérisée par la

propriété des moyens de production et l'inexistence de revenus salariés. En l'absence de véritable tissu urbain, de marchés locaux d'envergure, de débouchés extérieurs stables ou d'implantations industrielles nombreuses et variées, ils ont massivement dû, pour éviter l'exode, combiner diverses activités dont le second pôle était habituellement le travail forestier: jobbage, sous-jobbage et surtout bûcheronnage et dravage. Très tôt, dès le début du siècle, la circulation accrue du numéraire et le recul des activités autarciques - notamment celui des arts domestiques, qui a suscité un concert de protestations - ont eu pour effet de clairsemer les rangs de petits producteurs purs¹⁰. Les résultats préliminaires du dépouillement d'un inventaire des ressources naturelles réalisé dans chaque paroisse du territoire en 1937 indiquent déjà que la forme hybride de salariat répandue dans les chantiers - les moyens de production requis pour le travail forestier sont déjà disponibles sur le terroir - a pénétré dans toutes les sous-régions à des degrés divers. Dans plus d'une paroisse sur trois, les trois quarts au moins des familles de petits producteurs besognent en forêt à l'extérieur du terroir. Dans une paroisse sur huit, les revenus moyens issus du travail forestier surpassent la valeur brute des ventes de produits agricoles si on exclut de celles-ci l'apport des boisés de fermes¹¹. On a donc largement adopté un cycle annuel d'activités fondé sur une polyvalence qui impose des déplacements saisonniers et introduit le salariat sans que ne soit totalement évacué le champ de la petite production. Et en dernier recours, durant les pires années de crise, lorsqu'il y avait à la fois mévente et pénurie d'embauche, l'intensification des pratiques autarciques et l'établissement de nombreux colons sur des terres neuves n'ont fait qu'enraciner davantage une population semi-prolétarisée mais encore culturellement en partie étrangère à la rencontre des deux mondes décrits par Everett HUGHES.

2. L'impact du régionalisme sur les représentations collectives

L'enracinement et la polyvalence des petits producteurs sont aussi étroitement liés à un entrepreneurship régional important, dont les unités de base s'identifient souvent à une ou quelques paroisses données, et sur lequel interagissent de

façon originale des représentations idéologiques à la fois libérales et conservatrices. En début de siècle, plusieurs personnalités issues du terroir avaient donné le coup d'envoi à un mouvement destiné à occuper des champs d'activités en partie délaissés par les investisseurs extérieurs à la région. Sans nier le dynamisme de l'homme d'affaires qu'a été Jules-A. BRILLANT, fondateur en 1922 de la Compagnie de Pouvoir du Bas Saint-Laurent, il faut reconnaître que le contexte économique général contribue à expliquer la durée du contrôle exercé dans l'Est par des intérêts d'abord régionaux sur une activité habituellement aussi convoitée que la production hydro-électrique. Le déclin de plus en plus net des opérations des firmes commerciales exogènes - souvent d'origine anglo-normande - dans le domaine de la pêche a aussi créé un espace de gestion que des pêcheurs et entrepreneurs locaux ont occupé. De même, les principaux industriels du sciage ont rapidement trouvé dans leurs rangs des hommes de la région, les Couturier, Lacroix, D'Auteuil, Nadeau, Gagnon, Plourde, Beaupré et Durette, sans compter les nombreux propriétaires de moulins de service qui, à raison d'un par paroisse en moyenne, débitaient surtout le bois extrait des lots patentés.

Au réseau de ces entreprises surtout familiale s'en est rapidement ajouté un autre à forme collective. Timidement, des coopératives agricoles et de pêche se sont formées surtout au cours des années vingt dans les zones littorales du Bas Saint-Laurent et de la Gaspésie respectivement. La lutte qu'elles ont engagée pour ménager à leurs membres un accès direct à des marchés extérieurs, éliminant ainsi de coûteux intermédiaires, semble avoir été plus spontanée que planifiée, peu encadrée et organiquement distincte - à quelques ententes de services près - des mouvements agraires qui se sont implantés à la même époque (Parti Progressiste, Fermiers-Unis, Coopérative Fédérée, Union des Cultivateurs Catholiques) sur la scène économique et politique canadienne ou québécoise. Avec une force expansive moindre mais une meilleure intégration aux circuits commerciaux, elles ont complété le travail des sociétés d'agriculture et des cercles agricoles. La crise des années trente les a pratiquement réduites à l'inactivité ou à la faillite. Mais à une époque où le mouvement colonisateur était encore le mieux orchestré et le plus valorisé dans la région, ces premières coopératives ont manifesté la nécessité d'une articulation externe plus efficace de la

petite production rurale au capitalisme. Elles ont ainsi créé un précédent dont on allait s'inspirer au moment du déferlement d'une vague associationniste imposante à l'échelle du Québec, au sortir d'une récession à laquelle certains ont imputé une "crise morale" débouchant sur le rejet de la politique institutionnelle, sur un projet social à caractère communautaire, à saveur corporatiste, impliquant une saisie du réel via l'éducation¹².

Mil neuf cent trente huit (1938): c'est à ce moment que s'amorce un mouvement, d'abord à Grande-Vallée avec l'intervention d'Esdras MINVILLE, mais ensuite dans plusieurs paroisses du littoral nord de la Gaspésie, qui culminera en 1944 avec la fondation d'une fédération sous-régionale de coopératives forestières, dont plusieurs sont outillées pour débiter le bois coupé sur une base communautaire par leurs membres. Mil neuf cent trente huit (1938): c'est aussi l'année qui marque la création de coopératives de pêcheurs; elles dépasseront vite la vingtaine et leur association donnera naissance à Pêcheurs-Unis du Québec. Le Bas Saint-Laurent a rapidement emboîté le pas avec la mise en place d'un dense réseau de coopératives agricoles, et plus tard, au tournant des années cinquante, d'une quinzaine de syndicats coopératifs forestiers. Dans l'ensemble, ce dispositif d'entreprises collectives a été avantage par un voisinage étroit avec deux réseaux coopératifs aux multiples succursales, celui des caisses populaires et celui des magasins de consommation. L'éparpillement de naguère a cédé le pas à un mouvement centripète auquel un encadrement plus ou moins serré mais continu de la part de l'Union des Cultivateurs Catholiques (coopératives agricoles, syndicats coopératifs forestiers), du Service Social-Economique de Sainte-Anne-de-la-Pocatière (coopératives de pêcheurs, coopératives forestières, coopératives de consommation) et du clergé catholique, parties prenantes dans ce projet d'envergure, n'est pas étranger.

Envisagée globalement, la création de ces multiples entreprises de petite et moyenne taille a comblé suivant diverses modalités juridiques des espaces économiques laissés vacants en aval de la petite production ou dans son voisinage immédiat¹³. On a ainsi investi des secteurs traditionnels d'une rentabilité douteuse, affectés par des crises en ciseaux. Les commerçants de poisson et les exploitants forestiers ont

opéré sur des marchés élargis au cours des deux conflits mondiaux, connu les lendemains qui déchantent consécutifs aux armistices, ainsi que des avancées et reculs substantiels pendant les années vingt et les années cinquante. Les poissonniers ont dû dénouer l'impasse qui avait découragé leurs prédécesseurs en adoptant rapidement de nouvelles normes de production (poisson frais et congelé) et en substituant de nouveaux marchés à leurs débouchés traditionnels. Les scieurs ont écoulé leurs produits sur des marchés de plus en plus saturés, se sont heurtés à des pénuries de matière ligneuse en partie liées au blocage de la forêt et ont dû à maints endroits se plier aux contraintes de la sous-traitance en amont (production) comme en aval (circulation) de leurs entreprises.

Malgré un taux de faillites dont nous tenterons d'ici quelque temps d'évaluer l'importance, les entreprises oeuvraient toutefois dans un domaine et sur un territoire que leurs propriétaires, sociétaires ou "coqs de village", connaissaient bien. C'est sans doute à bon compte qu'elles ont obtenu du petit producteur les matières premières - bois, poisson, denrées agricoles - nécessaires à leur bon fonctionnement. Les bûcherons, malgré la création d'un "union" en 1935, n'ont pas formé de véritables syndicats ouvriers avant le tournant des années cinquante, lorsque l'U.C.C. a réagi devant le maraudage effectué par les "neutres". Les producteurs de bois à domicile, malgré le travail de négociation accompli par l'U.C.C., ne se sont pas constitués en syndicat agricole avant le milieu des années cinquante. Conformément à une loi votée en début de siècle, des pêcheurs-sociétaires et un important contingent d'agriculteurs-sociétaires (dont les leaders ucécistes s'étaient initialement opposés au coopératisme d'Etat incarné par la "Fédérée") ont utilisé jusqu'en 1964 le mot syndicat pour désigner des coopératives en bonne et due forme, tandis que les cercles locaux de l'U.C.C., embryons syndicaux, ont manifesté une faiblesse revendicatrice qui a limité la portée de leurs interventions.

De là à postuler que dans l'Est les conflits de classes ont été fortement médiatisés et atténués, il n'y a qu'un pas. Une ambiance paternaliste y a sans doute subsisté alors même qu'ailleurs en province, surtout dans l'espace polarisé par les principaux centres urbains, l'appareil législatif et

policier de l'Etat multipliait les interventions destinées à refouler le mouvement syndical et à travers lui l'expression la plus directe de rapports de forces. Dans la conclusion de sa thèse de doctorat, Robert-Maurice MIGNER donne à réfléchir en affirmant qu'à la fin des années vingt, le discours officiel de l'U.C.C. véhiculait un message de plus en plus conforme à la réalité observée en périphérie, là où la spécialisation agricole était moins implantée, là où persistait le mouvement colonisateur¹⁴. Dans une thèse soutenue récemment, Noël BELANGER a montré comment une personnalité aussi dynamique que Georges COURCHESNE, archevêque de Rimouski de 1928 à 1950, a repoussé du revers de la main certains mouvements d'action catholique dont, croyait-il, les sources d'inspiration cadraient mal avec le milieu physique et humain propre à la majorité de ses ouailles¹⁵. Ajoutons que le dépouillement (presque terminé) des archives de l'U.C.C., du S.S.E., et des Eglises diocésaines de Rimouski et de Gaspé a fourni plusieurs autres indices à ce sujet.

Ce premier niveau d'analyse, qui manifeste le zèle des propagandistes et ménage une large place aux discours institutionnels, ne saurait cependant suppléer à une observation attentive, à ras le sol, des pratiques. La médiatisation sociale découle sans doute pour une part de l'attitude défensive des "élites" qui ont encadré et protégé d'abord l'expansion du terroir et ensuite celle du mouvement associatif, notamment en sollicitant le patronage des élus. Mais l'atténuation des conflits sociaux tient probablement en dernière instance à la configuration d'une économie dont le secteur secondaire, consolidé par des intérêts régionaux, étroitement imbriqué dans les activités extractives, a partagé à plus d'un titre le sort d'un groupe exceptionnellement important en regard de la population active, celui des petits producteurs. Dépourvus d'alternatives, les ruraux réfractaires à l'exode ont longtemps conservé l'essentiel de leurs attributs, en dépit ou grâce à la polyvalence que nous avons relevée. Par ricochet, les entreprises auxquelles ils se sont associés ou auxquelles ils ont livré leurs produits ou leur force de travail ont aussi induit des rapports sociaux moins strictement capitalistes. L'examen d'un fichier d'entreprises déjà bien garni indique que celles-ci ne se déplaçaient pas facilement à l'extérieur d'une sous-région donnée. Et lorsque s'annonçaient des fermetures, il y a maintes fois eu

substitution de propriétaires (et parfois maintien d'une raison sociale) dans un contexte économique peu invitant. De nombreux exemples laissent deviner la force du lien communautaire qui associait directement l'existence et le destin de l'entreprise à la survie de la petite production dans telle ou telle localité. Plusieurs analyses pénétrantes non publiées du B.A.E.Q. expliquent ainsi les déviations - la fréquence des transactions avec les non-membres par exemple - et la poursuite obstinée d'activités coopératives agricoles non rentables mais gérées localement dans la majorité des paroisses concernées au cours des années cinquante¹⁶. A la même époque, Pêcheurs-Unis a indûment prolongé l'existence de plusieurs coopératives affiliées déficitaires¹⁷.

Ces réflexions à propos de solidarités communautaires ou intrarégionales ne doivent certes pas masquer les querelles de clans et de clochers, les oppositions fondées sur les allégiances politiques, les conflits d'intérêts accentués par la prolifération d'entreprises endogènes rivales. Même nuancées, elles constituent néanmoins une hypothèse valable, souvent utilisée et rarement réfutée, pour expliquer l'occultation en milieu rural des rapports sociaux les plus objectifs. Nous en ajouterons ici une autre à propos des entreprises financées de l'extérieur qui conservaient une indéniable emprise sur la pêche et l'exploitation forestière. C'est là, nous semble-t-il, qu'il faut situer le théâtre des plus durs affrontements. A Sainte-Anne-de-la-Pocatière (Service Social Economique), à l'Evêché de Gaspé ou chez Pêcheurs-Unis, on a longuement pointé du doigt et cherché à court-circuiter une firme aussi ancienne que celle de Robin, Whitman et Jones, associée à tous les abus du capitalisme. Les dénonciations des grands propriétaires et concessionnaires de la forêt ont fusé de partout, qu'il s'agisse de simples colons mal lotis sur des terres déboisées, de missionnaires-colonisateurs exaspérés par des coupes jugées abusives ou d'évêques irrités par les refus essuyés auprès de compagnies priées de renoncer à leurs droits. On peut aussi évoquer la fréquence mal dissimulée des coupes clandestines, mentionner les pressions qui ont conduit à la création de réserves forestières cantonales et spéciales, et rappeler le geste précurseur des sociétaires de la coopérative forestière de Grande-Vallée en 1938, qui ont lutté pour une appropriation de l'espace occupé mais non exploité par la Brown Corporation et ainsi obtenu un

"déblocage" garantissant à court terme une exploitation intégrée des ressources de leur milieu. Pour perpétuer l'autonomie et la polyvalence d'une petite production considérée chez eux comme l'ossature économique et sociale par excellence, les "régionaux" auraient-ils reproduit avec plus d'obstination qu'ailleurs la confusion quasi universelle - mais souvent considérée à tort comme typiquement québécois - du national et du social? Les syndicats coopératifs forestiers bas-laurentiens et gaspésien des années cinquante, véritables jobbers collectifs liés par contrats aux gros scieurs et papetiers, ont peut-être marqué le point culminant d'une longue résistance contre l'organisation capitaliste du travail incarnée par la disparition des jobbers conventionnels, l'introduction de la coupe estivale, de la syndicalisation et de méthodes d'embauche considérant la force physique et l'expertise plus que le lieu d'origine¹⁸. Pour un temps, ils ont perpétué la constitution de groupes paroissiaux flanqués de leurs leaders naturels, y compris leurs conseillers moraux.

L'Est du Québec n'est évidemment pas le milieu d'apparence homogène que notre texte présente à tire d'aile. Il est d'abord un réseau de paroisses plus ou moins récentes, plus ou moins proches du littoral et éloignées des centres d'abattage et de sciage. L'importance de l'agriculture, de la pêche, des travaux forestiers et du salariat pur a sensiblement varié d'un comté ou d'une sous-région à l'autre¹⁹. A cette étape de notre recherche, il nous semble pourtant que la vaste région envisagée est plus qu'une division administrative étendue, qu'un simple lieu méthodologique. Ses limites géographiques sont, bien sûr, contestables et elle a alimenté faussement maints discours chargés de symboles et autres repères idéologiques, notamment depuis que l'Etat y a pratiqué des interventions remarquées²⁰. Mais elle a aussi présenté - et jusqu'à un certain point présente encore - des références matérielles et sociales originales, qui tenaient à son sous-développement industriel et urbain, à sa ruralité profonde, aux solidarités qui s'y sont manifestées.

La spécificité régionale dont il est ici question est d'abord affaire d'échelle, puisque les pratiques sociales observées se retrouvent généralement ailleurs. Il faudra achever la constitution d'un fichier des entreprises, recueillir une foule de témoignages oraux, compléter le dépouillement de plu-

sieurs fonds d'archives institutionnels et élaborer une typologie des paroisses considérant leur ancienneté, leur évolution démographique, leur profil économique et leur dynamique sociale avant que ne s'affine notre travail d'analyse. Ce ne sera pas une mince tâche. En regard de la typologie, nous pourrions nous appuyer sur les catégories conçues par le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, qui a joué un rôle pionnier en ce domaine²¹. Et de manière générale, nous mettrons à profit les perspectives et les enseignements méthodologiques qui se dégagent des monographies publiées ou en cours de préparation sur divers milieux régionaux, particulièrement celles des groupes de recherche qui plongent solidement leurs racines à Chicoutimi, aux Trois-Rivières et à Sherbrooke.

NOTES

1. Soit sept opérations au total, dont l'une consistera à analyser les données inscrites sur quatre cent (400) questionnaires administrés durant l'automne 1983 à des pêcheurs-côtières, des aides-pêcheurs, des agriculteurs et des petits propriétaires de lots boisés. Certains membres de l'équipe apporteront aussi leur collaboration à un autre groupe qui assume depuis peu, en concertation avec l'Institut québécois de recherche sur la culture, la responsabilité de la préparation d'un historique du Bas-Saint-Laurent depuis ses origines.
2. Dans l'ordre, Huet MASSUE, *Etude statistique de la Compagnie de Pouvoir du Bas Saint-Laurent*, juillet 1946, miméo, 233 p.; Maurice LAMONTAGNE, *Evolution économique de la région desservie par la Compagnie de Pouvoir du Bas Saint-Laurent*, décembre 1945, miméo, n.p.; Pierre-Yves PEPIN, *La mise en valeur des ressources naturelles de la région Gaspésie-Rive-Sud*, Québec, ministère du Commerce, 1961, 348 p.; Clermont DUGAS, *Espace et Dispersion*, Montréal, PUQ, 1981, 221 p.

3. Parmi les monographies récentes qui prêtent à de telles comparaisons, signalons celles de José E. IGARTUA et Marine DE FREMINVILLE, "Les origines des travailleurs de l'Alcan au Saguenay, 1925-1939" dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, no 2, septembre 1983, pp. 291-308, et de Pierre LANTHIER, "Stratégie industrielle et développement régional: le cas de la Mauricie au XXe siècle" dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, no 1, juin 1983, pp. 3-19.
4. HIGGINS, Benjamin, Fernand MARTIN et André RAYNAULT, *Les orientations du développement économique régional dans la province de Québec*, rapport ronéotypé soumis au Ministère de l'Expansion économique régionale le 21 février 1970, 156 p. et annexes.
5. LIPIETZ, Alain, *Le capital et son espace*, Paris, François Maspéro, 1977, 167 p. Voir particulièrement le chapitre troisième.
6. Une seconde implantation importante, à Rivière-Madeleine, s'est rapidement soldée par un échec financier retentissant au cours des années vingt. Cf. Jules BELANGER et coll., *Histoire de la Gaspésie*, Montréal, Boréal Express et Institut québécois de recherche sur la culture, 1981, pp. 538-539.
7. Serge COTE a bien montré les facteurs d'implantation de l'industrie papetière au Nouveau-Brunswick dans *Les voies de la monopolisation, le cas de l'usine de papier de Bathurst*, thèse de doctorat en sociologie présentée à l'Université de Montréal, décembre 1978, 551 p.
8. LOWER, Arthur, *The North American Assault on the Canadian Forest: A History of the Lumber Industry between Canada and the United States*, Toronto et New Haven, 1938.

9. Ouvrage publié aux Presses de l'Université du Québec en 1981.
10. L'infatigable observateur qu'était Raoul BLANCHARD l'a souligné à maintes reprises dans la monographie qu'il a consacrée à l'Est du Québec au cours des années vingt.
11. Les résultats seraient encore plus probants si l'enquête avait été effectuée avant ou après la crise économique, qui a paralysé dans une bonne mesure l'exploitation forestière. Dans la même veine, soulignons l'absence presque totale de données précises sur les colonies de peuplement établies au cours des années trente au coeur de la forêt. Cf. *L'inventaire des ressources naturelles de la province de Québec*, Québec, Ministère du Commerce, 1937-38. A de rares exceptions près, c'est d'abord l'Est du Québec qui a fait l'objet de cette enquête. Il existe un volume du rapport pour chacune des circonscriptions électorales provinciales de la région.
12. Voir par exemple l'ouvrage collectif dirigé par Fernand DUMONT, Jean HAMELIN et Jean-Paul MONTMINY intitulé *Idéologies au Canada français 1930-1939*, Québec, P.U.L., 1978, 361 p. Les contributions de F. DUMONT et d'André J. BELANGER sont particulièrement évocatrices.
13. Il faudra, bien sûr, mieux évaluer la spécificité et l'étendue de cet "espace" qui ne présente pas exactement les caractéristiques de celui que Paul-André LINTEAU a examiné à l'intérieur des limites de la ville de Maisonneuve.
14. MIGNER, Robert-Maurice, *Le monde agricole québécois et les premières années de l'Union catholique des Cultivateurs (1918-1930)*, thèse de doctorat en histoire, Université de Montréal, avril 1975, 424 p.

15. BELANGER, Noël, *Mgr Courchesne et les mouvements d'action catholique*. Thèse de doctorat, Université Laval, Août 1982, 464 p.

16. Voir par exemple Jacques FORTIER et Paul BELEC, *Recherches sur les coopératives: rapport préliminaire*, B.A.E.Q. ronéotypé, 1964, n.p.
 Alain COTE a pour sa part montré comment elles ont finalement cédé le pas à une coopérative régionale au cours des années soixante: COTE, Alain, *La place et le rôle de la coopérative du Bas Saint-Laurent dans la régulation des changements dans la production et dans la transformation des produits agricoles du Bas Saint-Laurent (1960-1980)*, Thèse de maîtrise en développement régional, Université du Québec à Rimouski, 1983, 150 p.

17. LAROCQUE, Paul, *Pêche et coopération au Québec*, Montréal, Ed. du Jour, 1978, ch. VI.

18. Parmi les monographies de Camille LEGENDRE sur le monde forestier, il en est une, produite pour le BAEQ, qui dégage bien les objectifs de la nouvelle division du travail. Même si l'entreprise étudiée était implantée sur la Côte Nord, à Baie-Comeau, elle recrutait la majorité de ses travailleurs sur la Côte Sud. Cf. Camille LEGENDRE, *Rapport de travail. Recherche sociologique sur les structures d'organisation. Entreprise: Québec North Shore Paper (Baie-Comeau)*, BAEQ, ronéotypé, octobre et novembre 1965, 175 p. Même si elles ont emprunté diverses formes, ces résistances se sont poursuivies jusqu'à nos jours. Bruno JEAN en offre un aperçu dans *L'agriculture périphérique dans l'Est du Québec*, thèse de doctorat de troisième cycle en sociologie, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1982, 494 p.

19. Ainsi, dans une thèse récente, Louise ROY a montré comment deux types de colons ont pu coexister dans une même région: ceux que le travail forestier intéressait au premier chef, et ceux qui accordaient une attention

presque exclusive à l'agriculture. Cf. Louise ROY, *L'ouverture de la Vallée de la Matapédia 1850-1900: le rôle du clergé et des compagnies forestières*, mémoire de maîtrise en développement régional, Université du Québec à Rimouski, 1982, 152 p.

20. Sur le concept de la région-discours et les rapports Etat-région, le sociologue français Renaud DULONG a rédigé une pénétrante analyse intitulée *Les régions, l'Etat et la Société Locale*, Paris, P.U.F., 1978, 245 p. La problématique de l'auteur, essentiellement résumée dans la première partie de l'ouvrage ("de la question régionale à celle de l'Etat"), correspond assez bien à celle que développe, illustrations à l'appui, Lionel ROBERT dans "L'espace et l'Etat. Politiques et mouvements urbains et régionaux du Québec" dans *Critères*, automne 1978, no 23, pp. 231-258.
21. BAEQ, *L'affectation générale du sol du territoire-pilote*, document imprimé, 1964, 34 p. Gérald FORTIN avait initialement proposé quelques critères typologiques faisant état de la plus ou moins grande importance de l'exploitation forestière dans son anthologie *La fin d'un règne*, (HMH).

Impacts régionaux d'une multinationale canadienne : le cas de Noranda Mines

Juan Luis Klein
Orlando Pena

La compagnie Noranda Mines Ltd est sans doute l'une des plus importantes entreprises multinationales canadiennes. Au pays, elle occupe le premier rang dans la production du cuivre et elle détient une part très importante de la production des produits forestiers et métallurgiques (Figure 1), part qui, comme on le verra, s'accroît progressivement. A l'extérieur, elle a des implantations dans tous les continents, celles-ci étant surtout de nature extractive et manufacturière (Figure 2). Exclusivement minière au départ, et après avoir dominé les secteurs de la première transformation, de la manufacture et de la commercialisation des minerais, cette compagnie est parvenue à pénétrer dans des sphères aussi diverses que celles de la production forestière et des dérivés de celle-ci, de la production de l'énergie et des communications (BEAUREGARD, 1982). Bref, il s'agit d'une très importante multinationale canadienne qui paradoxalement a été très peu étudiée².

Dans ce travail, nous présenterons les premiers résultats d'une recherche portant sur la dimension spatiale du dévelop-

Fig. 1 Exploitations du groupe Noranda au Canada.

1981

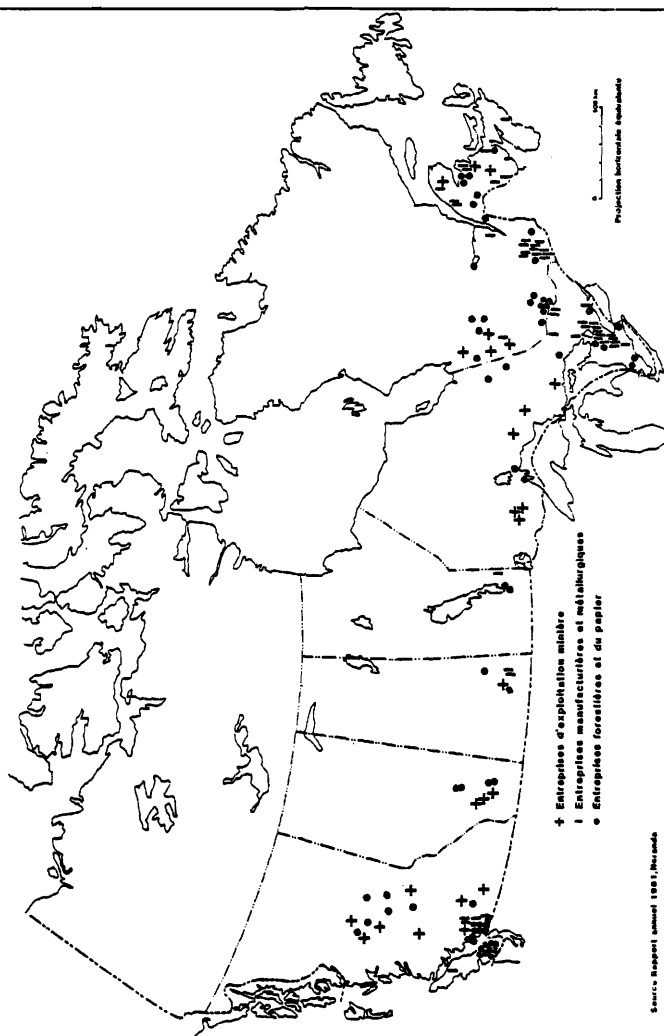
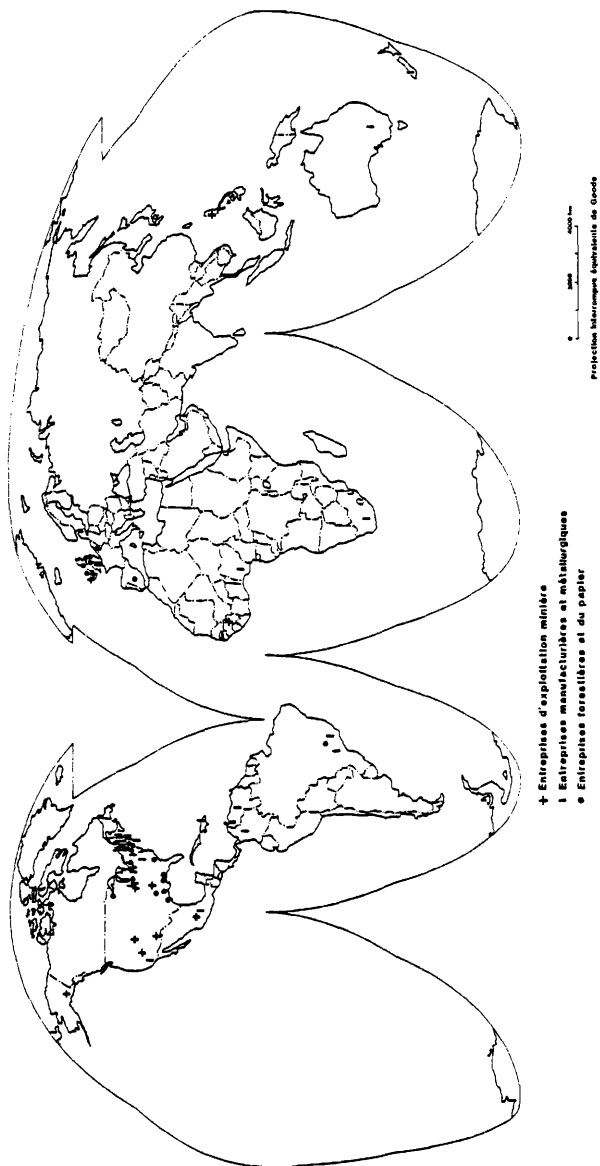


Fig.2 Exploitations du groupe Noranda à l'étranger.

1981



Source: Rapport annuel 1981, Noranda.

pement de cette compagnie et sur son impact en ce qui concerne le développement des régions où elle est ou a été implantée³. D'abord, on définira un certain nombre d'hypothèses globales concernant le rôle des multinationales dans le développement des espaces périphériques, particulièrement de ceux qui seront identifiés comme "régions-ressources"⁴. Ensuite, nous analyserons les principaux traits de l'évolution historique de Noranda de ses débuts à nos jours. Dans un troisième temps, à partir de l'exemple de deux régions dont le développement a été influencé principalement par la compagnie à l'étude, l'une au Québec, l'Abitibi, et l'autre au Nicaragua, "El Limon"⁵, nous dégagerons quelques-unes des caractéristiques de l'impact de celle-ci sur le développement des régions périphériques en milieu industrialisé et en milieu non industrialisé. Il convient de souligner tout de suite que ces deux régions ont respectivement été les lieux de la première implantation de Noranda au Québec, en 1922, et de sa première implantation à l'étranger, en 1937. Enfin, en guise de conclusion, nous reviendrons sur nos hypothèses du départ pour les raffiner à partir du cas étudié.

1. Multinationales, rapports centre-périphérie et régions-ressources: concepts et hypothèses

Précisons-le dès le départ, nous partegons l'hypothèse de BROWAEYS (1974) selon laquelle les compagnies multinationales constituent un facteur des plus importants dans la production des espaces régionaux et des inégalités régionales. Cette hypothèse soutient que la place qu'une multinationale attribue aux régions où elle est implantée détermine le rôle que celles-ci jouent dans les rapports centre-périphérie.

1.1 Le rôle des multinationales dans les rapports centre-périphérie

Comme il a été démontré ailleurs⁶, les multinationales sont un facteur important dans l'asservissement des régions périphériques et ce à plus d'un titre. D'abord, elles participent à l'appauvrissement des régions où elles sont implantées par l'extorsion d'une plus-value, c'est-à-dire d'une richesse accrue relativement au capital investi, qui, le plus souvent,

sera soit distribuée, soit réinvestie ailleurs. Ensuite, par les dimensions que ces implantations prennent dans des régions où elles deviennent l'employeur le plus important, elles sont en mesure d'amener l'ensemble de la structure économique à se spécialiser dans des productions qui ne sont pas nécessairement celles qui conviennent le plus à la population de ces régions. L'ensemble de la structure économique régionale est agencée ou réagencée de telle sorte qu'elle perd une bonne partie de son autonomie, devenant ainsi très dépendante de conditions qu'aucun des agents économiques régionaux ne peut contrôler. Dans ces cas, ces régions sont amenées à occuper des places inférieures dans le processus de division internationale du travail et dans celui de l'échange inégal. De plus, les implantations de ces compagnies ont souvent un impact très négatif dans le milieu autant humain que physique, ce qui handicape ces régions pour l'avenir tout en faisant subir à la population des conséquences négatives importantes au niveau de la qualité de vie⁷. Ainsi, que ce soit de façon directe, c'est-à-dire à travers ses propres implantations, ou indirecte, c'est-à-dire à travers l'asservissement d'unités économiques qu'elles ne possèdent pas juridiquement mais qu'elles contrôlent économiquement, les multinationales peuvent être un facteur primordial dans l'orientation du développement des régions périphériques, et dans leur insertion dans une division internationale et interrégionale du travail qui, on le sait, est hiérarchisée⁸. Les multinationales sont donc le principal facteur, du moins au stade actuel du capitalisme, de l'exploitation des régions périphériques par le "centre".

Il importe de souligner qu'on peut trouver des régions périphériques autant dans les pays dits "développés" (industrialisés) que dans des pays dits "sous-développés" (non-industrialisés ou semi-industrialisés), alors que le "centre" est de plus en plus a-spatial. Dans les pays dits "développés", le "centre" a évidemment une place importante. Dans ces pays, le centre correspond, peut-on en faire l'hypothèse, aux lieux de l'accumulation du capital financier multinational. C'est dans ces espaces que "réside" (dans le sens économique du terme) la fraction monopoliste de la bourgeoisie. C'est en fait dans ces espaces qu'est accumulée et redistribuée la plus value provenant autant des pays "développés" que des pays sous-développés (Figure 3).

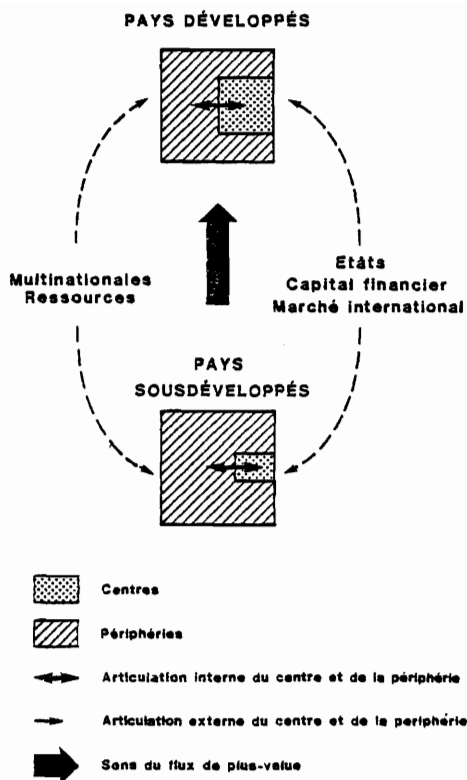


Figure 3
RAPPORTS ENTRE LES CENTRES ET LES PÉRIPHÉRIES DES PAYS DÉVELOPPÉS ET DES PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS

Toutefois, il y a aussi dans ces pays des régions périphériques qui, soit dit en passant, ont une place très importante dans l'accumulation du capital financier multinational⁹. Ces régions sont marquées par les secteurs économiques dits "traditionnels", et surtout, par l'exploitation des ressources naturelles¹⁰. Par ailleurs, certaines de ces régions sont des lieux de l'opposition de deux logiques de développement, l'une relevant du capital monopoliste multinational, et donc au service du centre, et l'autre de la société locale, supposé-ment au service des classes et fractions de classes ancrées en région et susceptibles de s'opposer aux desseins du capital monopoliste (DIONNE et KLEIN, 1982).

Dans le cas des pays "sous-développés"¹¹, il y a aussi des centres économiques. Ces centres correspondent en fait aux lieux d'opérations des fractions dominantes des bourgeoisies locales. Notons-le, celles-ci, bien qu'elles présentent une certaine autonomie, jouent le rôle de relais du capital monopoliste multinational et ce, évidemment, à des degrés divers¹². Il va sans dire, ces "centres" y occupent une place moins importante, quantitativement, que celle qui est occupée par les centres dans les pays "développés". Ainsi, dans les pays "sous-développés", la plus grande partie tant du territoire que de la population relève des activités périphériques (STRAHN, 1977).

Dans les deux cas, dans les pays "développés" et "sous-développés", les centres et les périphéries sont liés par des rapports économiques très étroits, qui d'ailleurs correspondent à la dimension spatiale des rapports de classe¹³. Cet important problème ne sera toutefois pas traité ici compte tenu des limites que nous nous sommes imposées. Ce qui doit être souligné pour les fins de notre analyse c'est le rôle que les multinationales du secteur primaire jouent dans l'articulation des espaces des pays développés et sous-développés.

En fait, il est important de préciser que ces deux types d'espaces s'articulent par leur centre et par leur périphérie. Les centres sont liés évidemment par le marché international, qui donne lieu à l'échange inégal (EMMANUEL, 1969), par le capital financier international, tel la Banque mondiale, la Banque inter-américaine de développement, etc., qui assure la soumission économique globale des pays sous-développés

aux desseins du capital monopoliste multinational, et par les Etats, qui, outre l'intervention économique en vue d'assurer la bonne marche de cette articulation (subventions, investissements d'infrastructure, etc.), assument le contrôle politique du processus. Quant aux périphéries, et c'est ceci qui doit être souligné dans le cadre de notre travail, elles sont liées par les multinationales, particulièrement par celles qui exploitent les ressources naturelles. Ainsi, ces régions, que nous appellerons régions-ressources, relèvent moins de la division du travail globale des pays où elles sont situées, que de la division du travail entre les compagnies multinationales qui les dominent.

1.2 Centres et périphéries en milieu "développé" et "sous-développé": espaces différents mais convergents

L'examen de la dynamique de l'articulation des centres et des périphéries des pays "développés" et des pays "sous-développés" permet de mieux visualiser le rôle des multinationales, du moins de celles qui exploitent les ressources naturelles, dans l'asservissement des espaces périphériques. Ce type de multinationale, telles Noranda-Mines, Alcan, Inco, Falconbridge, pour ne citer que des exemples canadiens, peuvent construire un réseau supranational d'exploitation des ressources naturelles. Une division du travail supranationale, mais interne à l'entreprise, s'établit. Dans ce réseau, les régions-ressources ont des places différentes dépendamment des atouts qu'elles représentent pour l'entreprise. Elles peuvent être le lieu de la simple extraction des ressources naturelles, de différentes étapes de la première transformation, de la production des produits manufacturés et enfin de la commercialisation (DEVERELL, 1975 et DUFOUR, 1979). Evidemment, la place que les différentes régions occupent dans ce réseau a des conséquences importantes pour leur développement.

Tout en répondant à une dynamique commune, les régions périphériques des pays "développés" et celles des pays "sous-développés" n'occupent pas nécessairement la même place dans le système mondial de l'accumulation du capital. Mais, si elles ne jouent pas le même rôle, elles se complètent dans la mesure où elles sont intégrées au réseau productif de

compagnies multinationales qui, répétons-le, est à la fois interne et supra-national. Comme BAKIS (1973) l'illustre, cette mondialisation du réseau productif des compagnies multinationales correspond à un phénomène relativement récent. Un tel processus contribue évidemment à augmenter la mobilité des compagnies, la rentabilité du capital et, doit-on le souligner, la sécurité des investissements. La conséquence principale de ce processus pour l'ensemble des régions périphériques est l'accentuation de la désarticulation des économies nationales. En effet, les régions périphériques, particulièrement les régions-ressources, sont plus "près" des sièges sociaux des compagnies qui exploitent leurs ressources que de leurs centres économiques et politiques nationaux. Ce "rapprochement" plus grand (du point de vue fonctionnel et non pas forcément géographique) concerne autant le transport et les communications que -surtout- leur structuration économique. Tout en occupant un espace national, les régions-ressources ne sont pas intégrées à la division spatiale du travail de leurs économies nationales, mais à celle des compagnies multinationales.

2. Les grands traits de l'évolution de Noranda Mines

En analysant les grands traits de l'évolution de Noranda¹⁴, nous tenterons maintenant de dégager les caractéristiques les plus importantes du développement historico-structurel de la compagnie¹⁵.

Soulignons que Noranda porte les signes d'une entreprise monopoliste dès sa formation définitive en 1922¹⁶. Les financiers de l'entreprise étaient alors américains (Dupont de Nemours, U.S. Steel et Rockefeller); ses implantations étaient situées dans le Nord-Ouest de la province de Québec, ce qui explique les avantages importants obtenus par la compagnie de la part du gouvernement du Québec (routes, chemin de fer, etc.), et elle fut incorporée en société en Ontario, ce qui plaçait la compagnie au centre du capital financier canadien. Cette "trilogie" change par la suite, du moins en apparence. Du point de vue des capitaux, les financiers américains sont remplacés par des compagnies canadiennes, les implantations se distribuent selon un canevas de plus en plus planétaire et les relations avec les Etats du Canada et avec ceux des

autres pays où la compagnie est implantée se complexifient. C'est à travers l'étude de ces trois volets que nous esquisserons les grands traits de l'évolution historique de Noranda.

2.1 Croissance et concentration

La compagnie Noranda est intimement liée à présent aux groupes financiers les plus importants du Canada. Cette liaison s'exprime à trois niveaux. D'abord, les groupes qui possèdent Noranda sont effectivement ceux qui dominent la scène financière canadienne. Ensuite, à travers son conseil d'administration, elle a des rapports avec de nombreuses autres compagnies. Enfin, dans son expansion, que ce soit par des absorptions ou des acquisitions, ou par des fusions ou associations, Noranda est parvenue à dominer un bon nombre de compagnies canadiennes ou non canadiennes. De plus, lorsqu'elle en a eu besoin, elle a créé de nouvelles compagnies. Voyons ces trois niveaux plus en détail.

En 1981, Noranda était dominée d'une part par le groupe Bronfman à travers l'une des filiales de celui-ci, la compagnie Brascan Ltd, et de l'autre par le "Black Group", à travers ses filiales Hollinger-Argus Ltd et Labrador Mining Ltd. Si ces deux groupes contrôlent la compagnie, cela n'empêche pas d'autres intérêts, minoritaires mais importants, tels ceux du Groupe Reichman, et de la Caisse de dépôt et de placement du Québec, de posséder un nombre important des actions de celle-ci. Bref, de par ses actionnaires, Noranda est étroitement liée aux principaux groupes financiers opérant au Canada (Statistique Canada, 61-517; BEAUREGARD, 1982).

Toutefois, ce n'est pas seulement de cette façon que Noranda est liée à ces groupes. Une telle liaison se manifeste aussi par les relations qu'elle a avec d'autres compagnies, à travers certains membres de son conseil d'administration. En effet, Noranda a des directeurs communs avec des banques importantes, telles la Banque de Nouvelle-Ecosse, la Banque Royale et la Banque Canadienne Impériale de Commerce, avec de gros trusts d'assurances, tels le Guaranty Trust, et avec plusieurs autres compagnies multinationales canadiennes, telles Falconbridge Nickel Ltd. De cette façon, sans y avoir

une participation économique, Noranda participe à l'orientation d'un bon nombre de compagnies canadiennes importantes.

Mais, comme il a été dit ci-dessus, ce ne sont pas seulement les groupes qui la possèdent et les compagnies avec lesquelles elle a des liens, qui unissent Noranda au grand capital monopoliste. Elle est en soi une compagnie monopoliste dans la mesure où son succès financier est marqué par l'absorption de ses partenaires, par la fusion avec d'autres compagnies dans la mise sur pied de co-entreprises (joint-ventures), par la participation au contrôle de certaines entreprises en échange d'une certaine technologie, et par l'acquisition à peu de frais de plusieurs entreprises en difficulté. Ces derniers points nous semblent essentiels dans l'analyse des dimensions spatiales d'une compagnie multinationale et ils méritent qu'on s'y attarde.

L'une des caractéristiques importantes de l'expansion de Noranda réside dans le fait que, à très peu d'exceptions près, à chaque fois qu'elle se lance dans un nouveau projet, elle s'associe avec des partenaires qui, d'une part, possèdent les connaissances technologiques nécessaires pour l'opération du nouveau projet et, de l'autre, proviennent de l'extérieur du Canada. Ce qu'il importe de souligner c'est qu'après quelques années d'opération, lorsqu'elle constate que le projet est viable, Noranda achète la part de ses partenaires et prend le contrôle du projet. Voyons quelques exemples de cette tendance. En 1927, Noranda s'associe avec Phels Dodge Corp. et British Metal Corp. pour la mise sur pied de la Canadian Cooper Refiners Ltd. Or, en 1940 elle achète les actions de la British et en 1965 elle achète les actions de la Phels Dodge et acquiert la totalité des actions de la nouvelle compagnie. Vers la fin des années 1930, Noranda s'associe avec Wabi Iron Works pour la constitution de la Quebec Iron Foundrie, l'une des principales entreprises du groupe. Or, quelques années plus tard, la Wabi Iron devient propriété de Noranda. Un dernier exemple: en 1946 se constitue la Noranda Copper and Brass dans le but d'administrer une fabrique de munitions que Noranda achète du Gouvernement canadien. Pour cela, celle-ci s'associe avec Bridgeport Brass, compagnie américaine qui fournit les connaissances techniques nécessaires à l'administration d'une telle entreprise. Or, en 1961, Noranda achète la part de Bridgeport Brass, devenant

ainsi la seule propriétaire de Noranda Copper and Brass.

Dans d'autres cas, elle s'associe à d'autres entreprises dans la pénétration de nouveaux secteurs économiques, sans pour autant acheter la part de son partenaire. Un exemple de ceci c'est la constitution de Northwood Pulp and Timber Ltd., en 1964, en association avec la Mead Corporation, compagnie américaine, dans le but de construire une usine de pâtes et papier. Et encore, toujours à titre d'exemple, citons le cas de la récente entente entre Canadian Hunter, filiale de Noranda, et Esso Ressources en vue de lancer un projet d'exploration pétrolière. Il apparaît clair que, avant de se lancer dans un nouveau projet dont elle ignore la technologie, Noranda s'associe toujours avec des partenaires expérimentés, ce qui lui permet d'agir en toute sécurité. C'est là une deuxième caractéristique de son évolution.

Un troisième aspect qui se dégage de l'étude du processus d'expansion de Noranda est celui de l'échange contrôle-technologie. En fait, dans plusieurs cas, particulièrement dans son expansion à l'extérieur du pays, Noranda apporte une certaine technologie, en échange de la participation au contrôle d'une compagnie. Ceci a été le cas lorsqu'il fut question de l'expansion de la compagnie vers l'Amérique latine, à travers sa filiale Canada Wire and Cable Ltd, au début des années soixante.

Constatons enfin que, dès ses débuts, Noranda s'est développée par la voie de l'acquisition plutôt que par la mise sur pied de nouveaux projets. Elle achète de grosses compagnies avec lesquelles souvent elle avait déjà des liens, ce qui lui permet de dominer tout un secteur ou toute une région. L'acquisition à la fin des années 1930, de la Kerr Addison, pièce importante de l'expansion de Noranda dans le secteur minier, illustre bien cette autre tendance. C'est la même constatation qu'on peut faire au sujet des acquisitions de la British Columbia Forest Products en 1972, de la Fraser Co. Ltd en 1974, et de McMillan Bloedel Ltd en 1981, qui ont amené la compagnie à prendre une position sinon monopolistique, du moins dominante dans l'industrie forestière et des pâtes et papier du Canada.

De plus, Noranda accroît son empire par l'acquisition à très peu de frais des entreprises qui ont des difficultés économiques. Ceci arriva au Canada, particulièrement pendant la crise économique des années trente, mais, surtout à l'extérieur du Canada. C'est le cas, par exemple, de l'achat en 1937 pour des sommes dérisoires, de la compagnie "el Setentrion" au Nicaragua (nous y reviendrons).

2.2 La pénétration dans de nouveaux secteurs et dans de nouveaux espaces

De l'analyse de l'évolution des activités productives du groupe Noranda semble se dégager la tendance générale suivante: le groupe donne plus d'importance au contrôle du processus productif dans son ensemble (extraction, transformation, commercialisation), concernant les secteurs dans lesquels il opère, qu'à la dispersion de ses opérations dans plusieurs secteurs. En fait, il opère dans cinq secteurs facilement identifiables: 1) l'extraction minière (cuivre, or, argent, plomb), 2) la métallurgie, soit la transformation de sa production minière, 3) les produits forestiers, soit le bois et les pâtes et papier, 4) l'énergie et la pétrochimie, et 5) l'électronique et les communications. Jusqu'en 1955, soit pendant plus de trente ans, Noranda s'est limitée à l'extraction minière et à la première transformation. C'est à partir de 1955 qu'elle se lance dans la fabrication, et ce surtout à l'extérieur du pays. Elle se lance dans l'exploitation forestière seulement après 1966. Et, à partir de 1976, elle semble vouloir mettre l'accent sur l'énergie et sur les communications (Tableau 1).

En effet, comme il a été souligné ci-dessus, lors de ses opérations d'expansion, Noranda prend soin de contrôler l'ensemble du processus productif. A titre d'exemple, examinons les opérations menées par la compagnie lorsqu'elle s'est engagée dans l'industrie de l'aluminium. A la fin des années soixante, Noranda forme une filiale sous le nom de Norandex, laquelle filiale construit et gère une aluminerie à New Madrid (Missouri, E.-U.), dont la production commence en 1971. Pendant ce temps, en 1967, elle acquiert le contrôle de la Pacific Coast Co., fabriquant des matériaux de construction en aluminium. Un peu plus tard, en 1974, la compagnie devient

TABLEAU I
ESQUISSE DE L'EVOLUTION DES GRANDS SECTEURS D'ACTIVITES DE NORANDA MINES LTD
1922-1955

GRANDS SECTEURS D'ACTIVITE	1922	1935	1936	1945	1946	1955
EXTRACTION MINIERE	- Mines Horne (Cu. Ag. Au) Abitibi - Mines d'or: Ontario - Mine Charbourne (Au): Abitibi		- Prospection en Gaspésie - Mine d'or: Nicaragua - Mine d'or: Ontario		- Murdochville: Gaspésie - Mine Needle Mountain (Cu): Gaspésie	
METALLURGIE ET DERIVES	- Affinerie de cuivre: Montréal - Fonderie de barres de cuivre: Montréal - Fonderie et smeltage de cuivre: Horne, Abitibi		- Fonderie: Mont-Joli, Gaspésie - Fonderie: Bathurst, Nouveau-Brunswick - Fonderie: Surrey, Col.- Britannique		- Fabrique de laiton: Montréal - Broyeur et fonderie de cuivre: Murdochville, Gaspésie	
BOIS ET PAPIER						
ENERGIE ET PETROCHIMIE						
ELECTRONIQUE ET COMMUNICATIONS						

ESQUISSE DE L'EVOLUTION DES GRANDS SECTEURS D'ACTIVITES DE NORANDA MINES LTD
1956-1981*

TABLEAU I (suite)

GRANDS SECTEURS D'ACTIVITE	1956	1965	1966	1975 *	1976	1981
EXTRACTION MINIERE	<ul style="list-style-type: none">- Mine Geco (Zn, Cu, Ag., Pb): Ontario- Mine Craigmont (Cu): Col.-Britannique- Mine Lac Metagami (Zn, Cu, Ag): Abitibi- Mine Orchan (Cu, Zn): Ontario- Mines de potasse: Saskatchewan- Mine de cuivre: Chili- Mine Las Cuevas (F): Mexique	<ul style="list-style-type: none">- Mine Copper Mountain (Cu): Gaspésie- Mine Lac Sturgeon (Zn, Cu, Ag): Ontario- Production de Potasse: Saskatchewan- Mine Brenda (Cu, Mo): Col.- Britannique- Mine Bell-Copper (Cu, Au): Col.-Britannique- Mine Tara (Zn, Pb):Irlande- Mine Marcopper (Cu): Philippines- Mine Frigula (Bauxite): Guinée- Mine de phosphate: Floride- Mine Mc Derritt (Hg): Nevada	<ul style="list-style-type: none">- (Epuisement Mine Horne: Abitibi)- Mine Lyon Lake (Zn, Cu, Pb, Ag): Ontario- Mine Little-River (Cu, Zn,Pb, Ag): Nouveau Brunswick- Mine Mogui (Zn, Pb): Irlande- Projet minier (Cu, Au): Brésil- Mine Lakeshore (Cu): Arizona- Mine Ontario (As, Zn, Pb): Utah			
METALLURGIE ET DERIVES	<ul style="list-style-type: none">- Usine de réduction de zinc: Valleyfield- Usines de moulage de zinc: Cahawa et Unbridge- Déchets de la réduction de zinc pour engrais: Montréal- Implantation en République Dominicaine- Implantation au Véné-zuela- Implantation en Colombie- Implantation au Mexique- Implantation en Espagne- Implantation au Nigéria	<ul style="list-style-type: none">- Aluminerie: New Madrid, Missouri- Usine de câbles: Brésil- Usine de laiton: Colombie- Usine de matériaux de construction en Al: Chio et Floride- Fonderie et smeltage de Zn et Pb: Belledune, N.B.	<ul style="list-style-type: none">- Usine de matériel pour réac-teurs nucléaires- Usine de câbles: Montréal			

TABLEAU I (suite)

GRANDS SECTEURS D'ACTIVITE	1956	1965	1966	1975	1976	1981
METALLURGIE ET DERIVES		<ul style="list-style-type: none"> - Implantation en Afrique du Sud - Implantation en Australie - Implantation en Nouvelle-Zélande 				
BOIS ET PAPIER		<ul style="list-style-type: none"> - Trois scieries: Prince George, Col.-Britan. - Usine de pâtes: Prince George, Col.-Britan. 	<ul style="list-style-type: none"> - Concessions forestières: Colombie-Britannique - Scierie: Col.-Britannique - Usine de pâtes et papier: Colombie-Britannique - Usine de copeaux et de panneaux: Col.-Britannique - Usine de chlorate de sodium pour les pâtes: Prince George, Colombie Britan. - Usine de sulfate de sodium, pour les pâtes: Alberta - Avec Donahue, complexe de pâtes et papier: St-Félicien, Lac St-Jean - Achat consécutif de: <ul style="list-style-type: none"> - British Col. Forest Prod - Bulkley Valley For. Ind. - Fraser Co. Ltd. 		<ul style="list-style-type: none"> - Achat consécutif de: <ul style="list-style-type: none"> - Fraser River Pulp Driving - Finley Forest Industries - Elk River Timber - Western Forest Products - Mac Laren Power and Paper - Mac Millan Bloedel 	
ENERGIE ET PETROCHIMIE					<ul style="list-style-type: none"> - Explorations pétrolières : Alberta et Colombie-Britan. - Avec la Dôme Petroleum, forages: mer de Beaufort - Terrains gaziers : Alberta - Exploration gazière : Alberta - Usine de traitement de gaz naturel: Elmore et Wapiti - Entente avec la Esso Ress. Canada pour des travaux de forage 	

TABLEAU I (suite)

GRANDS SECTEURS D'ACTIVITE	1956	1965	1966	1975	1976	1981
ELECTRONIQUE ET COMMUNICATIONS					<ul style="list-style-type: none"> - Recherches en fibres optiques (Canstar Communication) - Essai sur le réseau de fibres optiques à Calgary, Alberta - Implantation, en participation, Aux F.E.UU. (fibres optiques) - Usine de matières plastiques, en participation: Irlande 	

SOURCES: CANADA, Commission royale d'enquête sur les regroupements des sociétés,

1976, Rapports annuels de la Société Noranda, de 1964 à 1980; et Hoody's Industrial, vol. 2, 1980 et Financial Post, 1980.

* Le symbole entre parenthèses correspondent aux éléments chimiques principaux des minerais exploités

actionnaire majoritaire de la société Frialco qui détient le contrôle de la Friguia, société productrice de bauxite et d'alumine en Guinée. Ainsi, elle pouvait opérer dans les trois phases du cycle de production et de transformation de l'aluminium, l'extraction, la transformation et la commercialisation, ce qui lui assurait l'écoulement de sa production.

Concernant l'expansion de Noranda vers de nouveaux espaces, il s'agit d'une tendance qui apparaît lorsque l'évolution de la compagnie est assez avancée. En effet, si en 1937 celle-ci pouvait s'implanter déjà au Nicaragua à travers sa filiale El Setentrion, ce n'est qu'à partir de la fin des années cinquante que la dimension internationale devient importante pour la compagnie. Depuis, elle n'a pas cessé de chercher des occasions lui permettant de déplacer un certain pourcentage de ses investissements vers l'extérieur du Canada, cherchant, peut-on en faire l'hypothèse, un coût inférieur des approvisionnements et de la main-d'oeuvre.

Cette tendance est devenue si importante que, alors qu'en 1955 la présence de Noranda à l'extérieur du Canada était négligeable, en 1976, seulement vingt ans plus tard, plus de la moitié de sa main-d'oeuvre manufacturière, et plus du tiers de sa main-d'oeuvre minière travaillaient dans ses implantations à l'étranger (Tableau 2).

Or, il importe de signaler que Noranda semble s'être tournée vers l'extérieur du pays seulement après avoir assuré son emprise sur les régions-ressources du Canada où elle était implantée. En fait, la source première ou originaire de l'accumulation du capital réalisée par cette société semble justement relever de l'exploitation des ressources et de la main-d'oeuvre des régions périphériques canadiennes. C'est seulement après cette première période d'accumulation que Noranda se tourne vers l'extérieur.

2.3 Les rapports de Noranda avec les appareils d'Etat

Comme il a été avancé ci-dessus, Noranda a compté dès le départ sur ses relations privilégiées avec les appareils d'Etat. En effet, dans une étude produite par le syndicat de la compagnie en Abitibi¹⁷, on a pu souligner qu'en 1923, alors que la compagnie venait de s'incorporer en Ontario, le gouvernement du Québec lui faisait cadeau des routes et des chemins de fer nécessaires pour opérer ses premières implantations en

TABLEAU 2

EMPLOYES DE NORANDA SELON L'ACTIVITE ET LA LOCALISATION1976

SECTEURS	A L'ETRANGER	AU CANADA	TOTAL
Mines et métallurgie	5 465	15 764	21 229
Fabrication	5 430	4 785	10 215
Produits forestiers	1 055	9 990	11 045
Administration	-	191	191
Recherche	-	158	158
Prospection	118	141	259
Ventes	172	74	246
TOTAL	12 240	31 103	43 343

SOURCES: Commission royale d'enquête sur les groupements de sociétés.

Janvier 1976.

Abitibi. L'argument exprimé par le gouvernement de l'époque était qu'il fallait faire profiter tout le Québec des découvertes de Noranda.

Une situation semblable est survenue lorsque les importants gisements de Murdochville, en Gaspésie furent mis en exploitation (à partir de 1949). Pour réaliser ce projet Noranda a fait construire par le Gouvernement fédéral un port de mer à Mont-Louis (sur le littoral Nord de la péninsule gaspésienne). Pour sa part, le Gouvernement provincial construisit la coûteuse route qui traverse les monts Chic-Chocs et amena une ligne d'électricité à partir de Baie-Comeau (ville située sur la Côte Nord du Saint-Laurent). Soulignons que

pour réaliser cette installation électrique, toujours selon l'étude évoquée, le Gouvernement a utilisé des câbles achetés à la Canada Wire and Cable, importante filiale de Noranda.

De plus, elle sortira renforcée de la Grande Crise, grâce à la politique d'électrification des campagnes du gouvernement de Duplessis. La place privilégiée de la Canada Wire and Cable dans cette opération permet d'écouler 65% du cuivre produit par Noranda, alors que d'autres compagnies ne trouvent pas de marché pour leur production.

Ainsi, les liens entre la compagnie et les gouvernements canadiens et ceux d'autres pays, sont évidemment très étroits, et, peut-on en faire l'hypothèse, très personnalisés. Il n'est alors pas étonnant que J.C. Perreault, ex-ministre des mines du gouvernement de Taschereau, ait été appelé par la compagnie pour siéger à son conseil d'administration en 1937. Il n'est pas étonnant non plus que J.Y. Murdoch, président de la compagnie entre 1926 et 1956, ait pu accumuler les postes de président du "Canada war services front", de directeur de "Allied war supplies", et de membre du "National war services funds advisory board". Ces types de rapports peuvent expliquer pourquoi le Gouvernement britannique a signé un important contrat avec cinq compagnies minières filiales de Noranda, selon lequel il s'engageait à acheter 80% de leur production, à peine une semaine avant que la Grande Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne en septembre 1939.

Des rapports semblables ont eu aussi une certaine importance dans l'implantation de Noranda à l'étranger, particulièrement dans le Tiers-Monde. Dans ce cas l'apport des Etats semble être de nature différente. Il est possible de faire l'hypothèse que les gouvernements des pays sous-développés où Noranda est implantée, faute de pouvoir économique, ont apporté surtout une législation garantissant à celle-ci des richesses naturelles bon marché et, surtout, une main-d'oeuvre peu coûteuse et non revendicative. Des recherches plus approfondies nous permettront plus tard de tester cette hypothèse. Pour le moment nous nous contenterons d'analyser plus en détail le cas des régions de l'Abitibi et de "El Limon".

3. La production des espaces régionaux: deux exemples

Faisant suite à l'analyse historico-structurale de la compagnie Noranda Mines, nous nous attarderons sur deux cas particuliers, celui de l'Abitibi au Québec et celui de "El limon" au Nicaragua. Des sociétés relevant du groupe Noranda ont été à la base de la production de ces espaces. Répétons-le, l'Abitibi a été le lieu de la première implantation de Noranda en 1922 et "El Limon" a été celui de sa première implantation à l'extérieur du Canada en 1937. Soulignons que, même si les origines de ces deux régions ont été similaires, des événements récents font que leurs orientations actuelles de développement soient passablement divergentes. En effet, en 1979, les installations de la compagnie dans la région de "El Limon" ont été nationalisées et, depuis, le Gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua cherche à les intégrer à l'économie du pays, et ce dans une perspective de développement économique non capitaliste¹⁸. De son côté, la région de l'Abitibi perd de l'importance, du moins relativement, dans le réseau des activités productives de la compagnie. L'épuisement de la mine Horne en 1976 et d'autres phénomènes connexes pourraient mettre en danger la stabilité économique régionale. Ainsi, dans deux contextes assez différents, les politiques de développement économique de ces régions devront être réétudiées et modifiées. Une analyse comparative pourrait apporter des éclaircissements nouveaux au sujet de ce problème. Enonçons les principales pistes pouvant conduire à une telle analyse.

3.1 L'Abitibi: un espace dépendant

La mise sur pied de la région de l'Abitibi avec les caractéristiques qu'on lui connaît aujourd'hui coïncide avec les débuts des opérations de la firme Noranda. En effet, à partir des fouilles de Edmund Horne, des riches gisements de cuivre et d'or entrèrent en exploitation en 1921-1922 aux abords du lac Osisko, au nord-ouest du Québec. Ils devinrent plus tard les fondements de la création et la croissance de la compagnie. C'est dans l'exploitation de ces gisements que réside la principale cause de la fondation des deux centres urbains qui vont jouer par la suite un rôle primordial dans la nouvelle structure régionale: Noranda et Rouyn (1924-1925)¹⁹.

La première implantation urbaine répond à la définition d'une "ville de compagnie" destinée surtout à loger les cadres, les techniciens et une partie des ouvriers. Noranda reste une ville fermée sous la domination directe de la compagnie qui prend en charge tous les aspects de la vie collective. La loi constituant Noranda en corporation municipale fut adoptée en 1926. Dans cette loi, on consacre la non application à l'administration de cette ville de certaines dispositions générales de la Loi des cités et villes du Québec.

Rouyn, au contraire, apparaît comme une ville plus ouverte ayant vu le jour en périphérie de Noranda, là où cessait l'autorité de la compagnie. Vaste camp minier à l'origine, Rouyn s'érige rapidement comme la ville la plus grande de la région, ainsi que celle où la vie politique est la plus active. L'incorporation de Rouyn fut l'objet d'une loi en 1927.

D'autres villes ont pris forme dans les années 30: Val-d'Or et Bourlamaque, constituées à partir de 1934, et Malarctic vers 1935. La croissance ultérieure rapide de ces villes minières transforme le visage régional. Leur influence devance finalement celle d'Amos, chef-lieu de l'Abitibi agricole et pendant longtemps principale ville de la région. Vers 1950, la vie et l'espace régionaux sont déjà clairement organisés à partir et en fonction des agglomérations de Rouyn-Noranda et de Val-d'Or-Bourlamaque.

Cette structure n'a pas trop changé par la suite²⁰, mais l'importance de la région dans l'ensemble des activités et des espaces géographiques et socio-économiques contrôlés par la compagnie a beaucoup diminué. A la fin des années 30, Noranda s'installe pour la première fois à l'étranger (au Nicaragua) et, depuis, elle n'a pas cessé de s'étendre dans toutes les directions. Depuis 1950, on assiste, par exemple, à la mise en valeur des gisements cuprifères en Gaspésie, à l'implantation des chantiers d'exploitation forestière en Colombie-Britannique et, plus récemment, à son expansion dans le domaine de la prospection pétrolière en Alberta, dans la mer de Beauport et aux Etats-Unis.

Cette croissance sectorielle et territoriale dans tous les azimuts a entraîné la perte d'une bonne partie du poids relatif que les implantations de l'Abitibi avaient dans le réseau

productif de la compagnie. Un pas significatif dans cette tendance à été la fermeture, en 1976, de la mine Horne, à cause de l'épuisement des réserves. "Cette mine a constitué la base du groupe de compagnies Noranda et pendant sa vie de 50 ans, elle a produit 59 millions de tonnes de minerai contenant 1.3 millions de tonnes de cuivre, 10 millions d'onces d'or et 22.3 millions d'onces d'argent" (NORANDA MINES LTD, 1976).

Outre les problèmes de production et de relations de travail (qui ont retardé la signature de la convention collective en 1978), la compagnie et la population locale affrontent des difficultés particulières en matière de protection et de conservation du milieu. Le Gouvernement provincial a développé récemment (en 1979) un projet-pilote dans les villes de Rouyn et de Noranda visant à examiner les effets des activités de la compagnie sur l'environnement²¹. La compagnie elle-même, avec le concours de l'Université de Guelph, doit se préoccuper de la restauration de la couverture végétale sur des terrains couverts par les résidus des exploitations minières. L'usine de smeltage doit faire l'objet de certains programmes destinés à réduire les taux d'échappement de gaz et de poussière. Bref, autant de symptômes d'une dégradation évidente de la qualité du milieu et de la vie à laquelle on essaie aujourd'hui de remédier, mais, on peut en faire l'hypothèse, tardivement et partiellement.

Dans le contexte de crise qu'on vit aujourd'hui, il est d'un très grand intérêt d'approfondir l'étude des modalités actuelles d'insertion de la compagnie (et de sa Division Horne en particulier) dans la structure de la région de l'Abitibi. Dans cette perspective, on peut formuler quelques hypothèses. En premier lieu, il est permis de croire que la très étroite dépendance de la région vis-à-vis de la compagnie conduira peu à peu à l'accentuation de sa destructuration dans la mesure où les activités locales de la compagnie semblent vouloir poursuivre leur tendance à la baisse, tendance reliée à la diversification sectorielle et géographique qui marque actuellement le groupe. En deuxième lieu, on peut penser qu'il y a présentement peu de possibilités de rechange à l'échelle régionale, entre autres raisons parce que les différents paliers de gouvernement n'ont guère tenté de promouvoir la création de d'autres sources d'emploi ou de

production de richesse²². Et, finalement, on est en droit d'estimer que cet ensemble de circonstances confirme l'appartenance de l'espace abitibien à la périphérie des régions centrales du système capitaliste mondial. Moins évidemment dépendante que la région de "El Limon" au Nicaragua ou que le Nicaragua lui-même, l'Abitibi se situe quand même dans une position de plus en plus marginale par rapport aux régions vraiment centrales du système et en subit les conséquences. Dans cette perspective, la comparaison des deux espaces mentionnés n'en devient que plus pertinente.

3.2 Au Nicaragua: de la destructuration à la structuration régionale

Le développement des régions minières du Nicaragua, dont celle où Noranda Mines a été implantée, n'a pas été indépendant de celui de l'économie nicaraguayenne dans son ensemble. D'abord, et pendant près d'un demi-siècle, le Nicaragua a été presque totalement asservi à des compagnies multinationales nord-américaines et à une bourgeoisie "compradore" très restreinte dont les principaux représentants étaient membres de ou associés à la famille Somoza. Ensuite, depuis la révolution sandiniste de 1979, on essaie au Nicaragua de restructurer l'économie nationale et de développer le pays de façon à satisfaire les besoins de la population. La place attribuée aux régions-ressources dans ces deux contextes doit être soulignée. Avant la révolution sandiniste, parce que c'était l'emprise sur les ressources naturelles que le capital étranger cherchait en premier lieu, ces régions étaient des enclaves organisées par et pour celui-ci. Après la révolution, c'est surtout sur ces ressources que l'on compte pour accroître le bien-être de la population et pour rompre les liens de dépendance avec le capital étranger. Dès lors, le développement des régions et de leurs ressources ne saurait se faire hors d'une restructuration de l'espace national²³, marquée par les orientations intégratrices d'une stratégie non capitaliste de développement (WHEELLOCK, 1981). C'est dans ce contexte que nous situerons le cas de la région minière de "El Limon" dominée avant la révolution par la Noranda Mines, par l'intermédiaire de sa filiale "El Setentrion"²⁴.

Cette région se situe dans la zone du Pacifique, à peu près à 40 km au NE de l'importante ville de Léon. Elle est formée par quatre mines productrices d'or et d'argent, appelées "El Limon", "Santa Pancha", "Veta Atravesada" et "Rincon de Garcia". A ces mines il faut ajouter une "vallée" où l'on a versé les déchets pendant les 37 ans d'exploitation capitaliste de ces mines.

L'implantation de Noranda Mines au Nicaragua fut rendue possible par l'achat, en 1937, de 63,75% des actions de la compagnie "El Setentrion" qui exploitait une mine d'or.

Dans les neuf premiers mois d'opération de la dite mine, entre mai et décembre 1938, en plus du remboursement du capital initial (100 000 dollars US), elle rapporte un profit net de 140 000 dollars US, ce qui révèle le caractère avantageux de l'achat réalisé par Noranda²⁵.

Entre 1937 et 1979, à travers la compagnie El Setentrion, Noranda Mines accumule cinq concessions minières au Nicaragua. La production annuelle d'or pouvait atteindre 50 427 onces, et celle d'argent 106 240 onces. Le nombre de travailleurs employés était de 1 300.

Malgré l'importance de ces mines, les travailleurs et leurs familles ne disposaient que d'infrastructures très élémentaires permettant à peine la satisfaction de leurs besoins minimums. Il n'y avait pas de structure urbaine; les travailleurs habitaient dans des baraques; il n'y avait pas, à proprement parler, de programmes sanitaires et cela même si soixante-dix pour cent des travailleurs souffraient de silicose²⁶.

Si Noranda Mines ne s'est guère préoccupée des conditions de vie et de travail de ses ouvriers, elle s'est souciée encore moins de l'impact des exploitations sur la région ou des maigres retombées économiques que ces exploitations laissaient au pays. C'est donc pour remédier à ce type de situations, qui d'ailleurs étaient celles de l'ensemble des implantations minières des multinationales, que le gouvernement sandiniste de reconstruction nationale décrète la nationalisation du secteur minier le 2 novembre 1979. Les installations de Noranda comme celles des autres multinationales implantées

dans le pays, passent alors sous le contrôle de la "Corporacion nicaraguense de desarrollo minero", CONDEMINA, et ce dans le but d'assurer une exploitation des ressources naturelles intégrée aux besoins du pays.

Bien que la nationalisation du secteur minier n'ait pu être réalisée qu'à la fin de l'année 1979, les travailleurs de "El Setentrion" avaient pris possession des installations de la compagnie dès le mois de juin, si bien que lorsque l'Etat en assure la nationalisation, les mines fonctionnaient depuis six mois sous le contrôle des travailleurs.

Il faut souligner en même temps que les travailleurs ont hérité d'équipements détériorés et de filons épuisés²⁷. Pour assurer la production à un rythme stable, il faudrait de nouvelles études géologiques et de nouveaux investissements, ce que l'Etat nicaraguayen n'a pu prendre en charge que dernièrement et de façon limitée.

L'administration qui a succédé à Noranda est assurée principalement par les travailleurs et ce à travers la commission permanente de production. Cette commission est principalement formée par des représentants des différents départements de production. Les premières mesures de la nouvelle administration ont concerné l'achat de machinerie nouvelle, la réparation des équipements détériorés, l'organisation d'un département de sécurité au travail, la mise sur pied de programmes de santé et la construction d'habitations. Le travail n'est plus payé à forfait mais à l'heure, avec boni à la production. Nonobstant ces mesures, un certain nombre de problèmes demeurent, en particulier en ce qui a trait aux salaires.

Evidemment, on ne pouvait pas s'attendre à une solution totale et définitive à l'ensemble des problèmes des travailleurs en aussi peu de temps. De plus, les problèmes d'intégration des régions minières à l'économie nationale ne semblent pas encore être réglés, loin de là. Qu'il nous suffise, pour évaluer la différence entre la situation actuelle et la situation d'avant la nationalisation, de constater ceci: au cours de la période pré-révolutionnaire, l'exploitation des ressources minières n'a laissé au pays qu'une moyenne annuelle de 600 000 dollars US alors que dans la seule première année après la nationalisation, l'exploitation de ces mêmes mines

a rapporté au pays un revenu de trente-cinq millions de dollars US. D'un lieu de fuite de la richesse nationale vers les économies du centre, la région étudiée est donc appelée à devenir un levier important du développement autonome et intraverti du Nicaragua.

4. Les multinationales et l'exploitation des ressources naturelles: quelques hypothèses sur la division spatiale du travail

Après avoir étudié le développement d'une multinationale comme Noranda Mines et suite à l'analyse des cas des régions minières de l'Abitibi et de "El Limon", il importe de revenir sur nos hypothèses de départ dans le but de les raffiner et de les adapter à la situation qui nous préoccupe, soit celle du rôle des multinationales dans la division internationale du travail et de la place occupée dans celle-ci par les régions-ressources des pays "développés" et "sous-développés". Notons que la spécialisation régionale de la production de la Noranda Mines illustre bien la situation de la division spatiale du travail dans le système capitaliste, qui comme AYDALOT (1976) le soulignait, relève de l'aptitude qu'ont les entreprises multinationales à imposer une répartition hiérarchisée de la production et donc des régions.

4.1 Les régions-ressources dans la nouvelle division internationale du travail

Or, dans des études récentes, certains chercheurs peuvent soutenir l'hypothèse que, dans certains secteurs économiques, la situation évolue vers une nouvelle division du travail. Les modifications concernaient le rôle des régions-ressources, et ce, à cause du redéploiement industriel vers la périphérie. On pourrait alors être amené à croire que le rôle traditionnel attribué aux régions périphériques, consistant essentiellement à fournir des matières premières à leurs "centres", et, par l'intermédiaire de ceux-ci, au "core" géographique et économique du système capitaliste mondial, a été modifié (PEREIRA, 1978 et SALAMA, 1978). L'étude de Noranda montre toutefois que, s'il est vrai que la production manufacturière est assurée de plus en plus par des implanta-

tions en périphérie, et ce même dans les régions périphériques des pays "sous-développés"; il est aussi vrai que le rôle de fournisseur de matières premières que la division du travail traditionnelle attribuait aux régions périphériques, loin d'être disparu, se consolide²⁸.

Même si ceci peut avoir l'air d'un anachronisme du point de vue structurel, on peut faire l'hypothèse que la survie du système exige le maintien d'un flux continu de matières premières des périphéries vers les centres, et par le fait même, l'implantation des grosses compagnies multinationales à vocation "extractive" dans des régions-ressources qui, conséquemment, seront asservies par le capital monopoliste, et ce en concordance avec la division du travail traditionnelle. L'intégration de ces régions à un tel système les amène à subir un type de développement qui ne correspond pas ni avec les besoins des populations régionales, ni avec ceux de leurs économies nationales²⁹.

Les multinationales minières, grâce à la plus-value extraite des régions-ressources traditionnelles, peuvent réaliser des incursions dans des secteurs de pointe tels l'exploration des ressources énergétiques et de l'électronique, comme c'est le cas de Noranda à partir des années soixante. Il devient alors possible pour les firmes multinationales minières de réduire leur dépendance envers les activités purement extractives tout en conservant le contrôle de celles-ci et en s'en servant en vue d'une meilleure rentabilisation de leur capital.

Dans le cas particulier des firmes multinationales minières, la stratégie mise au point pour conserver leur place à l'intérieur de la nouvelle division internationale du travail semble se dessiner autour de 3 axes: 1) celui de la diminution des risques financiers, en se diversifiant, en complétant l'intégration vers l'aval, et en utilisant de nouvelles formes de financement (joint-ventures, association avec les gouvernements concernés); 2) celui de l'intensification de l'exploration/prospection, surtout dans le Tiers-Monde; 3) et celui de la relocalisation géographique, particulièrement en ce qui concerne les nouveaux investissements (GEZE, 1976).

Toutes ces voies relèvent, parmi d'autres facteurs, de l'importance relative des taux de profit pouvant être tirés des exploitations extractives que les compagnies minières installent ou conservent dans les régions périphériques. Bien que certains auteurs prônent l'insuffisance de la notion de l'inégalité de salaire dans l'analyse globale de l'internationalisation du capital (SALAMA, 1978), il nous semble possible de postuler que, en ce qui concerne la localisation des exploitations des firmes multinationales minières, le coût de la main-d'oeuvre joue un rôle équivalent à celui de l'emplacement de la matière première. Il y a, évidemment, d'autres facteurs intervenant dans la détermination des taux de profit, tels la relation profits déclarés/profits occultes, mais le faible coût de la main-d'oeuvre est un facteur de localisation qui demeure fondamental.

Ceci nous amène à faire l'hypothèse que, malgré les situations politiques plutôt aléatoires existant dans une bonne partie du Tiers-Monde et malgré les nouvelles caractéristiques assumées par la division internationale du travail, les grosses compagnies minières, telle la Noranda, poursuivent et même accentuent leurs opérations dans les pays "sous-développés". Les études menées très récemment par Noranda, en association avec le gouvernement du Chili, pour la mise en valeur d'un gros gisement de cuivre au nord de ce pays, en témoignent³⁰. Au Nicaragua même, l'extraction de l'or à "El Limon" se poursuit jusqu'à très peu de temps avant le triomphe des forces sandinistes. Il y a donc une dose de risque calculé qui n'entrave nullement la capacité d'expansion des activités d'une firme multinationale minière, en vue de l'exploitation des ressources naturelles.

4.2 L'impact des multinationales sur l'environnement

L'impact sur le milieu occasionné par l'exploitation des ressources minières occupe l'une des premières places dans toutes les listes des perturbations environnementales reliées aux projets de développement local, régional ou national. Les propositions contenues dans le travail de RIPLEY (1978) confirment l'importance de ce problème. Dans des études ultérieures sur l'impact des implantations de Noranda en Abitibi, il faudra retenir les suggestions faites dans ce travail,

selon lesquelles on doit privilégier l'étude des facteurs suivants: la localisation de l'activité, les méthodes d'extraction et de traitement du minerai, la nature des effets générés par chacune des phases de l'extraction et du traitement du minerai, le processus de dispersion et la magnitude (ordre de grandeur) des effets, les conséquences que lesdits effets auront sur les organismes (êtres) terrestres et aquatiques et, finalement, les caractéristiques des écosystèmes local et régional.

Des études récentes réalisées au Nicaragua sur le problème permettent de compléter ces suggestions (IRENA, 1980 et CIERA, 1981). En effet, dans le but de mesurer les impacts des multinationales sur l'environnement, ces études pouvaient tenir compte de six grands types de critères: les critères associés au sol, les critères associés à l'eau, les critères associés à l'air, les critères associés à l'homme (les conditions de vie: services, maladies, migrations obligées...), les critères associés à la faune et les critères associés à la végétation. Cette liste, complétée et comparée avec celle servant à des évaluations du même genre dans le cas de l'activité minière au Canada, nous permettra d'avancer dans la définition d'un instrument de mesure d'une utilité certaine pour l'identification et l'évaluation des impacts des multinationales dans les régions périphériques.

4.3 Les régions-ressources et les orientations nationales du développement

Il importe de signaler en terminant que la structuration des espaces régionaux tributaires d'un tel type d'activité extractive diffère beaucoup selon l'option choisie au niveau national, en ce qui concerne la planification territoriale et socio-économique globale.

Ainsi, l'espace de l'Abitibi aura très peu en commun avec celui de "El Limon", d'avant et surtout d'après l'instauration au Nicaragua du gouvernement de reconstruction nationale en 1979. En fait, il est certain que l'implantation et le développement ultérieur d'une multinationale de taille importante laisse une empreinte nette et de longue durée sur le plan régional. Il n'y a qu'à penser aux infrastructures de

communication, aux nouvelles villes et aux nouveaux liens de dépendance inter-urbaine et inter-régionale qui ont vu le jour en Abitibi à partir de la mise en marche de la mine Horne et qui ont donné à cette région un caractère particulier à l'intérieur du Québec.

Pour sa part, El Limon, d'une position d'enclave organisée en fonction du capital étranger, parvient aujourd'hui à faire partie d'un espace en construction sur des bases nationales. La planification intégrale de celui-ci réserve une place de premier rang aux régions minières dont la raison d'être et le dynamisme interne sont déterminés maintenant par leur appartenance à l'ensemble et, conséquemment, par leur collaboration au développement endogène du pays.

CONCLUSION

L'analyse du rôle d'une compagnie multinationale telle Noranda Mines dans la division spatiale du travail permet de mieux comprendre le problème de l'articulation des régions périphériques au centre. Dans des travaux ultérieurs il conviendra de s'interroger sur la contribution que les différents types de régions périphériques apportent à la rentabilité et à l'accumulation du capital monopoliste. Il faudra alors s'interroger sur les différences existant entre ces régions en ce qui concerne l'exploitation des travailleurs, l'articulation des implantations des multinationales aux petites et moyennes entreprises locales, le degré d'intégration des économies régionales à leurs économies nationales, et l'appui que la compagnie reçoit des diverses instances des pouvoirs locaux. Une telle démarche permettrait de mieux identifier la mécanique et les conséquences du poids souvent démesuré que de telles implantations ont dans l'économie des régions où elles sont implantées. Elle permettrait en même temps de mieux identifier les possibilités de dépasser cette situation et de poser des jalons d'une stratégie de développement régional alternative, appuyée sur une logique différente de celle des compagnies multinationales.

NOTES

1. Ce travail est une version remaniée d'une communication présentée à l'occasion du 50e congrès annuel de l'Association canadienne française pour l'avancement des sciences, A.C.F.A.S., tenu en mai 1982 sous les auspices de l'Université du Québec à Montréal. Les auteurs tiennent à remercier le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, C.R.S.H., et le Décanat des études avancées et de la recherche de l'Université du Québec à Chicoutimi, U.Q.A.C., pour l'appui financier reçu. Ils remercient aussi Jeannette Girard et Francine Savard, étudiantes au programme de maîtrise en études régionales de l'U.Q.A.C., qui ont participé à la recherche empirique, Luciano Benvenuto et Claude Tremblay, pour la collaboration qu'ils leur ont fournie, et Claude Chamberland, cartographe au laboratoire de cartographie de l'U.Q.A.C., qui a dessiné les figures qui illustrent ce texte. Ils remercient également tous ceux qui leur ont apporté des commentaires et des critiques.
2. Les études portant sur Noranda Mines sont peu nombreuses. On peut mentionner celles de ROBERTS (1956), de GOURD (1981) et, surtout, celle de la COMMISSION ROYALE D'ENQUETE SUR LES GROUPEMENTS DE SOCIETES (1976). On peut aussi mentionner l'étude de NIOSI (1982).
3. Il s'agit d'un projet de recherche intitulé "Centres, périphéries, régions et capital". La recherche a démarré en janvier 1982, avec l'appui financier du C.R.S.H. à travers l'U.Q.A.C.
4. Il s'agit d'une expression bien ancrée au Québec qui désigne les régions ou une partie importante de la structure économique relève de l'exploitation des ressources naturelles.

5. Des études plus approfondies sur ces deux espaces seront présentées dans des travaux ultérieurs.
6. Voir particulièrement les travaux de DEVERELL (1975), COTE (1978), GIGUERE (1981) et KLEIN (1981).
7. Pour une revision globale des études d'impact voir PEÑA (1981 et 1982).
8. Comme il est montré par KLEIN (1982a) à partir de l'étude de l'entreprise du vêtement dans une région périphérique du Québec.
9. Comme LAVERTUE (1981) le montre à partir de l'exemple de l'intégration de la Beauce, une région du Québec, au mode de production capitaliste.
10. Tel qu'on le montre dans le travail de COTE et al. (1982) sur le développement inégal de l'industrie manufacturière au Québec.
11. On parlera des pays "développés" et des pays "sous-développés" parce qu'il s'agit de concepts consacrés. Or, on tient à le souligner, on ne partage pas cette typologie parce que trop simpliste. Là-dessus voir LACOSTE (1981).
12. Comme de nombreux travaux l'ont montré, notamment ceux de MARINI (1972) et de CARDOSO et FALETTA (1976).
13. Comme COTE et LEVESQUE (1982) pouvaient le montrer à partir de l'articulation de l'Est du Québec au centre.

14. Nous nous servirons pour cela des informations fournies par les RAPPORTS ANNUELS de Noranda, par la COMMISSION ROYALE D'ENQUETE SUR LES GROUPEMENTS DE SOCIETES (1976), par STATISTIQUE CANADA, 61-517, par le MOODY'S INDUSTRIAL, et par FINANCIAL POST.
15. Pour un historique détaillé des trente premières années de vie de Noranda Mines voir ROBERTS (1956).
16. Les tendances historiques du développement des entreprises ont été fort bien traitées dans CLAUDE (1978).
17. Document de travail intitulé *Noranda une entreprise bien de chez-nous*, sans auteur, sans date.
18. Rappelons qu'en juillet 1979 culmine l'épopée des forces "SANDINISTAS" au Nicaragua avec la prise du pouvoir par celles-ci, l'expulsion d'un des plus anciens dictateurs en Amérique latine et l'implantation d'un gouvernement de reconstruction nationale d'orientation non-capitaliste.
19. Pour un survol de la vie régionale en Abitibi voir GOURD (1981) et ROBERTS (1956). Ce dernier décrit ainsi la ville de Noranda: "The town of Noranda, across the end of Lake Osisko, began and continued as an organized and disciplined community" (c'est nous qui soulignons).
20. Voir le numéro spécial de la revue *Possibles* portant sur l'Abitibi paru en 1982 (vol. 6, No 2), particulièrement l'article de COLOMBINO et SABOURIN (1982).
21. ... et non sans raison! Les implantations de Noranda Mines étaient la première source de production d'anhydride sulfureux (SO_2) en 1979 au Québec et la deuxième

au Canada, avec une production de 538 000 tonnes métriques par année. On le sait, l'anhydride sulfureux est la principale cause des pluies acides.

22. Voir COLOMBINO et SABOURIN (1982) où on met en évidence le rôle de l'Etat dans la dépendance de l'Abitibi.
23. Comme nous l'avons montré dans un autre travail. Voir KLEIN et PENA (1983).
24. Aujourd'hui, les installations minières de la zone anciennement sous contrôle de "El Setentrion" ont été prises en main par les travailleurs qui les ont rebaptisées sous le nom de "Complejo minero Francisco Meza Rojas" en hommage à l'un des héros de la révolution sandiniste.
25. Ces informations ont été tirées de certains documents de travail produits par le "Service Géologique National du Nicaragua" et par l'"Institut Nicaraguayen des Mines et des Hydrocarbures". Documents sans titre et sans date.
26. Les renseignements sur la situation de cette ex enclave de Noranda Mines proviennent d'entrevues en profondeur réalisées auprès des travailleurs, administrateurs et groupes sociaux de la région de "EL LIMON" par les auteurs de ce travail, en août 1982 et en juin 1983. Une étude approfondie sur cette région est en préparation.
27. Ceci est un problème courant en Amérique latine. Lorsque certains Etats ont entrepris des politiques de nationalisation, comme dans le cas du Chili en 1971, les firmes multinationales intensifient les activités, ce qui épuise les filons et détériore le matériel. De plus, suite aux pressions des compagnies affectées, il est difficile pour ces gouvernements de s'approvisionner en équipements adéquats sur le marché mondial.

28. En fait nous ne mettons guère en doute le redéploiement du capital industriel vers des régions périphériques, tel qu'on le montre dans AYDALOT (1979) et KLEIN (1980). Ce déploiement semble se réaliser toutefois dans des régions où la main-d'oeuvre n'est pas prolétarisée, ou où elle est prolétarisée récemment, ce qui n'est pas le cas des régions-ressources. De plus, nous ne croyons pas que ce redéploiement mette fin au rôle de fournisseurs de ressources naturelles qu'on a attribué aux régions périphériques.
29. Ceci illustre encore une fois l'asynchronie de l'espace (SANTOS, 1977). En fait l'espace est marqué par la coexistence de formes productives et de logiques productives d'âges différents, ce qui est à la base de la hiérarchisation spatiale. Les formes productives et les logiques productives qui ne correspondent pas à l'âge actuel du capitalisme, le capitalisme monopoliste avancé, sont nécessaires à l'existence et à la reproduction de celui-ci. Voir KLEIN (1982b).
30. Il s'agissait d'investissements de 500 millions de dollars US. Malgré l'existence de très riches réserves de minerai (cuivre), Noranda a dû arrêter ces explorations et se retirer du projet, ayant obtenu des dédommements du gouvernement chilien pour neuf millions de dollars US. Les raisons de ceci n'ont pas été relevées.

BIBLIOGRAPHIE

AYDALOT, Ph., *Dynamique spatiale et développement inégal*. Paris, Economica, 1976.

AYDALOT, Ph., "Le rôle du travail dans les nouvelles stratégies de localisation", *Revue d'économie régionale urbaine*, 1979.

BAKIS, H., "Contribution à l'étude du rôle des grandes entreprises internationales dans l'organisation de l'espace", *Recherches en géographie industrielle*, Paris, Mémoires et documents du CNRS, vol. 14, 1973, pp. 168-223.

BEAUREGARD, F., *Finance*, série de reportages sur Noranda parus les 22 et 23 février 1982.

BROWAEYS, Y., "Introduction à l'étude des firmes multinationales", *Annales de Géographie*, vol. 83, no 455, 1974, pp. 141-172.

CARDOSO, F. et E. FALETTTO, *Dependencia y desarrollo en América Latina*. Mexique, Siglo XXI, 1976.

CIERA (Centro de investigacion y estudio de la Reforma Agraria), *La Mosquitia en la Revolucion*, Managua, 1981.

CLAUDE, H., *Les multinationales et l'impérialisme*, Paris, Editions Sociales, 1978.

COLOMBINO, E. et C. SABOURIN, "Région-ressource ou économie sous-développée et dépendante", *Possibles*, vol. 6, no 2, 1982, pp. 21-41.

COMMISSION ROYALE D'ENQUETE SUR LES GROUPEMENTS DE SOCIÉTÉS, *La Société Noranda Mines Ltd. Une analyse de sa structures corporative*, 1976.

COTE, S., *Les voies de la monopolisation: le cas de l'usine de papier de Bathurst*. Montréal, Université de Montréal (thèse de doctorat), 1978.

COTE, S., J.-L. KLEIN et B. LEVESQUE, *Industrie manufacturière et développement inégal des régions du Québec*. Cahiers du GRIDEQ no 9, Rimouski, UQAR-GRIDEQ, 1982.

COTE, S. et B. LEVESQUE, "L'envers de la médaille: le sous-développement régional", *Interventions économiques*, no 8, nouvelle série. Numéro spécial sur la "question régionale", 1982, pp. 55-78.

DEVERELL, J., *Falconbridge: portrait of a canadian mining multinational*. Toronto, James Lorimier, 1975.

DIONNE, H. et J.-L. KLEIN, "L'aménagement intégré des ressources: une alternative à la marginalité rurale", *Interventions économiques*, no 8, nouvelle série. Numéro spécial sur la "question régionale", 1982, pp. 85-90.

DUFOUR, J., "L'emprise spatiale de l'ALCAN au Saguenay-Lac-Saint-Jean", *Protée*, Vol. IV, no 1, 1975, pp. 145-150.

EMMANUEL, A., *L'Echange inégal*, Paris, Maspéro, 1969.

FINANCIAL POST, *Survey of mines and energy resources*, 1980.

GEZE, F., "La bataille des matières premières minérales: multinationales contre pays producteurs. Le cas du cuivre et de l'aluminium", *Revue Tiers-Monde*, t. XVII, no 66, pp. 289-306.

GIGUERE, J., *Les monopoles miniers et la Côte-Nord: contribution à une géographie régionale critique*. Thèse de maîtrise, Québec, Université Laval, Département de Géographie, 1981.

GOURD, B., *Mines et syndicats en Abitibi-Témiscamingue*. Rouyn, Collège du Nord-Ouest, 1981.

IRENA (Instituto Nicaragüense de Recurso Naturales y del Ambiente), *Estimacion del costo de los danos causados al ambiente por las companias mineras transnacionales en los sectores Siuna, Rosita y Bonanza de la costa atlantica de Nicaragua*, Managua, 1980.

KLEIN, J.-L., "Formation et partage de l'espace régional", *Cahiers de géographie de Québec*, vol. 24, no 63, pp. 429-446.

KLEIN, J.-L., *Région, déploiement du capital et coût du travail*, thèse de doctorat, Québec, Université Laval, Département de géographie, 1981.

KLEIN, J.-L., "La place du travail dans la soumission de l'industrie du vêtement", *Interventions économiques*, no 8, nouvelle série. Numéro spécial sur la "question régionale", 1982a, pp. 121-136.

KLEIN, J.-L. (éditeur), *Développement, aménagement et mouvements populaires en région périphérique: le cas du Saguenay-Lac-Saint-Jean*. Travaux géographiques du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Université du Québec à Chicoutimi, 1982b.

KLEIN, J.-L. et Orlando PEÑA, *Le Nicaragua à l'heure du développement régional non capitaliste*, *Cahiers de géographie de Québec*, vol. 27, no 72, 1983, pp. 425-451.

LACOSTE, Y., *Géographie du sous-développement: géopolitique d'une crise*, Paris, Presses Universitaires de France, 1981.

LAVERTUE, R., *Région, classes sociales et industrie: la question beauceronne*. Notes et documents de recherche, no 15, Québec, Université Laval, Département de géographie, 1981.

MARINI, R.-M., *Sous-développement et révolution en Amérique Latine*, Paris, Maspero, 1972.

NIOSI, Jorge, *Les multinationales canadiennes*, Montréal, Boréal-Express, 1982.

NORANDA MINES LTD., *Rapport annuel*, 1976 - 1981.

PEÑA, O., "La geografia fisica como ciencia de los paisajes o de los sistemas naturales", *Informaciones geograficas*, no 28, 1981, pp. 3-13.

PEÑA, O., *Evaluacion geografica de los impactos medio-ambientales*, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, Module de Géographie, 1982.

PEREIRA, L.C.B., "Les entreprises multinationales et le sous-développement industrialisé", *Revue Tiers-Monde*, t. XIX, no 74, 1978, pp. 299-329.

RIPLEY, E. et al., *Environmental impact of mining in Canada*, Kingston, Queen's University, 1978.

ROBERTS, L., *Noranda*, Toronto, Clarke, Irwin and Co. Ltd, 1956.

SALAMA, P., "Spécificités de l'internationalisation du capital en Amérique Latine", *Revue Tiers-Monde*, t. XIX, no 74, 1978, pp. 259-297.

SANTOS, M., "Société et espace. La formation sociale comme théorie et comme méthode", *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. LXIII, 1977, pp. 261-276.

STRAHN, R., *Pourquoi sont-ils si pauvres?* Neuchâtel, Editions de la Baconnière, 1977.

WHEELLOCK, J., "Introduction", *La Mosquitia en la Revolución*, Managua, CIERA, 1981, pp. 7-13.

Le mouvement populaire en milieu rural : un certain parcours

Hugues Dionne

Depuis 1970, plusieurs événements sont intervenus dans l'Est du Québec pour signifier et rappeler la détermination d'une population à se défendre et à provoquer un développement de son territoire. On cite en exemple les Opérations Dignité, le JAL, les Sociétés d'exploitation des ressources, les Groupements forestiers; on identifie diverses luttes plus spécifiques: séquestration de fonctionnaires, de politiciens, blocages de routes, lutte contre la fermeture d'école (par exemple, Trinité des Monts), lutte contre le pillage des forêts (par exemple, Esprit-Saint), lutte pour la papeterie (Vallée de la Matapédia).

La signification de cette "vitalité populaire" est par ailleurs plus difficile à dégager. Les explications courantes se font sur la base d'un mécontentement populaire face aux espoirs déçus à l'égard du Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec (B.A.E.Q.) ou encore à partir de la volonté populaire de résister à la fermeture de paroisses définies comme marginales par les technocrates de l'Etat. Ce sont là des diagnostics globaux en voie de devenir des stéréotypes qui risquent de camoufler les enjeux et significations beaucoup plus importants, tant pour l'action de "résistance" elle-même que

pour la compréhension et l'explication du phénomène. Une meilleure connaissance des pratiques effectives des groupes populaires en "milieu rural" nous est apparue essentielle¹.

Le dossier empirique le plus complet et le plus intéressant sur cette question est sans doute le document du Conseil régional de développement de Québec qui tente de construire une problématique de développement régional fondée sur des projets populaires². On y interroge la réalité du mouvement populaire de l'Est dans sa rupture à l'égard des politiques étatiques (relocalisation, politiques forestières) et dans ses convergences de luttes pour occuper un territoire.

Le mouvement populaire de l'Est s'inscrit comme négation de cette négation de la société régionale effectuée par la loi d'airain du capital et par la logique d'intervention de l'Etat. Il affirme un nouveau modèle de développement, encore marginal mais suffisamment élaboré pour faire bouger l'Etat³.

La signification sociétale d'un tel mouvement n'est certes pas facile à dégager, d'autant plus que la dynamique y est complexe et que le mouvement est relativement récent.

En 1978, nous avons aussi tenté de circonscrire concrètement ces diverses pratiques de développement populaires à partir de bilans des acteurs eux-mêmes et en fonction des perspectives de l'animation sociale;⁴ on y insiste sur ce refus de l'Etat technocratique et cette volonté de prise en main des finalités et de certains moyens collectifs de développement. C'est cette dynamique interne, "endogène", autogestionnaire qui est surtout retenue dans différents essais sur la région⁵. Plus récemment, certains auteurs y voient un mouvement de mécontentement, de frustration, de protestation, sans plus, qui s'inscrit "dans le prolongement des efforts déployés par des organismes, tels le Conseil d'orientation économique du Bas St-Laurent (COEB) et le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (B.A.E.Q.), ayant pour mandat de sensibiliser et de conscientiser la population de la région"⁶. Nous y voyons pour notre part beaucoup plus une opposition à l'Etat qu'une continuité dans la conscientisation de la population.

La complexité du phénomène rend par ailleurs difficile la détermination des "angles d'approche": des luttes pour l'espace, la question régionale, le rapport à l'Etat, les groupes populaires, la ruralité, l'idéologie technocratique... L'interprétation principale, jusqu'ici, a par ailleurs été axée sur la dynamique des mouvements sociaux et la question régionale. Le phénomène s'est précisé dans une conjoncture historique et territoriale dominée par l'intervention étatique au niveau des régions et en vertu de leur situation d'inégalité, surtout à partir des années 1960 au Québec. En cela, la formulation du rapport de force avec l'Etat s'est manifestée de façon constante: l'Etat "lointain", l'Etat centralisateur; revendication d'un pouvoir régional, situation périphérique; il s'agit ici d'une résistance au sous-développement de certains territoires du Québec et à la logique étatique de gestion des ressources. Jean-Jacques Simard a questionné cette logique "noocratique"⁷ et considère ces luttes populaires comme participant objectivement à "un mouvement social d'opposition à la mobilité géographique du capital"⁸. C'est là une toile de fond suggestive pour situer les enjeux de développement et les mobilisations populaires dans l'Est du Québec.

Depuis une dizaine d'années, le mouvement régional d'ici s'est développé surtout en fonction d'un dynamisme populaire, et dans un rapport d'opposition à l'Etat central. Il faut aussi signaler la polarisation du mouvement par les paroisses de l'intérieur de la péninsule ("arrière-pays"), en milieu rural et auprès de populations concentrées dans les secteurs "traditionnels" de l'économie régionale: agriculture, forêt et pêche. Ce qui nous oblige à mieux identifier ce mouvement de défense des intérêts des petits agriculteurs et des propriétaires de boisés en voie de prolétarianisation ou semi-prolétariés⁹. La situation périphérique régionale a des effets différenciés selon les divers groupes sociaux: le dynamisme populaire de revendication s'est surtout réalisé à partir des conditions de vie comme le droit au travail, le maintien de vie rurale, le refus de la désarticulation sociale chez une population engagée principalement dans les secteurs traditionnels de l'économie. Aujourd'hui, les organismes de développement communautaire et la Société d'Aménagement Intégré des Ressources de l'Est du Québec (SAIREQ) insiste sur l'établissement d'une véritable politique de développement du territoire "rural" et sont inquiets, par exemple, des perspectives

de polarisation "urbaine"¹⁰. En fait, il est à penser que le poids principal du mouvement régional est avant tout "rural". C'est dire déjà la nécessité de considérer des dualités autres que celle du pouvoir central en regard des régions périphériques et analyser de plus près la nature des revendications des organismes de développement communautaire concernant leur droit d'occuper un territoire, de s'approprier les ressources, d'organiser un aménagement du territoire rural qui prenne en compte toutes les ressources potentielles et disponibles du milieu.

De plus en plus, il importe de relier le mouvement de lutte "régionale" à une analyse des rapports sociaux pour mieux rendre compte de la complexité du phénomène du mouvement populaire en région et voir comment cette question s'insère dans la dynamique du mouvement ouvrier et populaire dans sa lutte sur le front des conditions de travail et de vie. Une approche analytique du mouvement populaire en région, et plus particulièrement en zones rurales marginalisées, ne peut être isolée de la question régionale qui est révélatrice de la nature de l'intervention de l'Etat et de ses intérêts; la question régionale ne peut par ailleurs faire abstraction des enjeux du mouvement ouvrier et populaire: elle est alors un aspect des rapports capitalistes de domination.

Nous nous sommes surtout donnés comme défi, dans le présent article, d'identifier et de tenter quelques interprétations des pratiques et des idéologies d'un certain mouvement populaire en région, en l'occurrence, les forces populaires en milieu rural. Nous voulons beaucoup plus procéder par illustrations que par démonstration théorique. Ainsi, pour mieux poser la question du mouvement populaire au sein de la question régionale, plus spécifiquement la question des significations sociales du mouvement populaire dans l'Est du Québec, nous avons préféré reprendre et préciser certaines caractéristiques des organismes communautaires de l'arrière-pays (ou organismes de gestion en commun) concernant leur organisation, leur fonctionnement, leurs activités, leurs rapports à l'Etat et leur base idéologique. Poursuivant une lutte de résistance à l'égard des forces économiques et sociales qui tendent à marginaliser un territoire qu'ils s'acharnent à habiter, les organismes ont déployé une contre-logique de développement qui s'est articulée autour de la notion d'aménagement intégré des ressources¹¹. En opposition à un développement

territorialement fragmenté en fonction de zones spécialisées de ressources sur une base régionale telles que prônées à l'origine par le Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec (B.A.E.Q.), se développe une logique de l'aménagement intégré des ressources plus respectueuse d'un milieu rural à développer dans toute son intégralité. L'aménagement intégré des ressources devient l'axe principal d'un discours de revendications et pressions à l'égard de l'Etat cloisonné où les concertations interministérielles sont souvent impossibles; discours qui exprime aussi la volonté d'un contrôle local des diverses ressources du milieu: cette dynamique d'appropriation des ressources est importante.

Cette saisie du mouvement populaire en milieu rural pré-suppose par ailleurs l'explicitation des éléments conjoncturels qui sont à l'origine des organismes populaires. Nous voulons d'abord situer le mouvement populaire en rapport avec la dynamique de développement régional qui s'est surtout précisée à partir du B.A.E.Q. Le territoire-pilote qui est alors identifié à une entité globale (région-plan) à aménager sera remis en question en 1970 par une population de "l'arrière-pays", qui n'a plus droit à son lieu de vie et qui doit alors développer une imagination collective dans sa résistance et sa volonté de développement.

1. Le mouvement populaire dans "l'arrière-pays" de l'Est du Québec

Le mouvement populaire de l'Est du Québec s'est avant tout développé dans les "secteurs traditionnels" de production: forêt, agriculture, pêche. Déjà, durant les années 1940 et 1950, l'élite régionale avait commencé à faire le diagnostic de la désarticulation de l'économie du territoire et à revendiquer l'intervention de l'Etat pour développer une stratégie industrielle susceptible de ralentir l'exode régional et permettre un niveau de vie décent. Le B.A.E.Q. tente cette opération de gestion de l'exode et de "rattrapage" économique en élaborant un plan directeur d'aménagement sur la base d'une entité régionale "fabriquée à partir de l'option de région-plan. Dans cette perspective, il est devenu alors nécessaire, pour rendre la région "vivable", de spécialiser diverses zones en fonction de l'exploitation de certaines ressources, de les

fermer à l'habitat à cause de la faible retombée économique locale de son exploitation et d'encourager une plus grande mobilité de la main-d'oeuvre. L'Etat tente alors d'opérationnaliser ces perspectives d'aménagement en vertu d'un équilibre et d'une cohérence régionale de développement à créer.

La population de "l'arrière-pays" s'opposait, en 1970, par les Opérations Dignité, à cette logique étatique du développement régional qui doit, pour gérer la désarticulation des secteurs primaires "traditionnels" de l'économie, fermer des territoires à l'habitat et provoquer un déplacement de la main-d'oeuvre. S'amorce aussi la "guérilla administrative" à l'égard des politiques de relocalisation et des politiques forestières, et l'élaboration des bases idéologiques de revendication pour le développement de l'arrière-pays: l'aménagement intégré des ressources, le développement du milieu rural comme entité spécifique. L'Etat et la ville ne sont plus alors "au-dessus de tout soupçon" et la défense systématique d'un "lieu de vie" devient une lutte de contrôle de l'espace et des ressources¹². Cette action s'est poursuivie aux niveaux de divers organismes de développement communautaire qui refusent l'exode rural et tentent, au-delà du pouvoir normatif de l'Etat, de provoquer un type de développement des ressources à fortes retombées économiques pour le milieu local: la lutte pour la gestion des ressources devient essentielle.

Nous voulons ici indiquer certains éléments de la genèse et de la dynamique du mouvement populaire de "l'arrière-pays" de l'Est du Québec.

1.1 L'Etat gestionnaire de l'économie régionale

La conscience même d'une désarticulation de l'économie régionale, ainsi que la volonté d'une intervention structurée de l'Etat en fonction d'une "stratégie industrielle" s'étaient déjà manifestées chez l'élite régionale¹³. On notait déjà en 1945 "la situation d'émigration du peuple rural, la disparition des ressources forestières, la diminution des scieries, la décadence de l'industrie dans les paroisses rurales, l'épuisement des forêts..."¹⁴. Le Conseil d'orientation économique du Bas Saint-Laurent (COEB), fondé en mai 1956, fait aussi le diagnostic de la situation désastreuse de la

région "qui se vide"¹⁵. A titre indicatif: de 1951 à 1956, il y a une migration nette de 18 151 personnes et, de 1956 à 1961, de 33 782 personnes; la population agricole passe de 140 400 (1951) à 83 870 (1961); le nombre de fermes est de 21 700 en 1951 et de 11 700 en 1961; le taux de chômage double celui de la province¹⁶. Profitant du cadre du programme ARDA (Ottawa, juin 1961), qui autorisait à mettre en œuvre des programmes de recherche "en vue d'améliorer les revenus et les occasions d'emploi dans les régions rurales agricoles"¹⁷, les représentants de la Chambre de commerce régionale, des conseils de villes et de l'U.C.C., regroupés dans le COEB, soumettent un mémoire (mars 1963) au gouvernement du Québec pour l'élaboration d'un plan directeur d'action "qui ne serait valable que pour la Côte-Sud du Bas Saint-Laurent et les territoires complémentaires", à partir d'une enquête-synthèse avec la participation de la population¹⁸. Les perspectives d'un plan national de développement étaient prônées par le Conseil d'orientation économique du Québec:¹⁹ une expérience-pilote en région paraissait intéressante. Et le mémoire de conclure:

*Les fonctions socio-économiques de chaque 'région naturelle d'aménagement' au Québec garantissent l'avenir de l'Etat du Québec. Lors de l'élaboration du plan directeur, la connaissance et l'utilisation intégrée de ces fonctions pour la région-pilote permettront à ces populations de s'épanouir, de participer comme il se doit, à l'affirmation sociale et économique de l'Etat du Québec*²⁰.

Nous sommes au début de la révolution tranquille: l'affirmation de l'Etat moderne comme levier économique, force de promotion nationale, lieu de concertation et de participation, maître d'oeuvre de la planification économique permet la mise sur pied du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (B.A.E.Q.). On exige par ailleurs l'élargissement du "territoire naturel d'aménagement" aux cinq comtés de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine. Le B.A.E.Q. devra assurer la responsabilité de toute action d'aménagement en collaboration étroite avec le gouvernement; il doit mandater des aménagistes et des spécialistes pour voir à la bonne marche du programme d'aménagement. Le principe de l'enquête-participation est agréé, ce qui présuppose explicitement une participation de la population à

l'élaboration et à l'exécution du plan ainsi qu'à la mise sur pied des comités locaux d'aménagement.

A l'été 1963, le COEB s'allie rapidement à l'élite d'affaires gaspésienne pour former le Conseil d'administration du B.A.E.Q., inc. Un service d'aménagement est aussitôt mis sur pied; se développe alors un "rationnel" de développement régional qu'il faut identifier et auquel le mouvement populaire s'opposera plus tard. La part de recherche d'inventaire à effectuer et celle de l'intervention à réaliser au niveau de ce qu'on appelait les réalisations immédiates étaient imprécises au début du B.A.E.Q.²¹. La population comptait sur divers projets ARDA, de création d'emploi, de soutien de l'économie pour corriger les effets néfastes d'un développement inégal provocateur de l'exode. Les aménagistes et experts insistent sur la tâche prioritaire de recherche, d'inventaire en vue de l'élaboration d'un plan directeur de développement à long terme. On affirme dès le départ que le B.A.E.Q. est un organisme de recherche et non un organisme d'exécution. Les tâches d'animation et de participation seront alors fonction de la dynamique de recherche. Le "mode de connaissance" de l'expert est dominant dans les questionnaires, les guides d'inventaire; le service de l'aménagement précise progressivement les orientations de développement en fonction d'une entité régionale fabriquée (Est du Québec) et d'une conscience régionale. Les aménagistes prêtaient aussi une fonction "éducative" aux démarches d'animation et de participation auprès de la population afin d'amener cette dernière à définir "rationnellement" sa situation.

On peut définir l'aménagement régional comme l'organisation rationnelle des ressources de cette région en vue de son développement harmonieux et de la prospérité de la population qui l'habite²².

La culture scientifique de l'aménagement devait prédominer et remplacer la culture vécue du milieu, qualifiée alors de "traditionnelle".

Pour les experts, il s'agit de trouver l'équilibre rationnel entre les ressources, un territoire, une population et une organisation socio-économique.

L'aménagement vise à optimiser ces interrelations, à rendre plus adéquats les systèmes de relation, par exemple l'agriculture (ressources), dans certaines zones de la région (territoire) la grandeur des fermes (organisation) est insuffisante pour assurer à l'exploitant (population) un niveau de vie satisfaisant²³.

Les aménagistes analysent alors les équilibres à atteindre: il s'agit d'effacer à long terme le décalage entre la région et le reste de la province (déséquilibres inter-régionaux), la disparité des stades de développement atteint par les divers secteurs d'activités économiques de la région (déséquilibres inter-sectoriels) et, enfin, la désarticulation entre le niveau primaire, secondaire et tertiaire de l'exploitation et de la transformation d'une même ressource (déséquilibres intra-sectoriels). Par la négative, le sous-développement régional était dû, dans l'esprit des aménagistes, à un état de dysfonctionnement face au progrès: méconnaissance des potentialités et des limites des ressources, techniques de production et organisation du travail mal adaptées, mentalité "traditionnelle" de la population - ce que l'on identifie, entre autres, au patronage, à la culture artisanale, à la ruralité - occupation non rationnelle d'un territoire. La recherche d'inventaire devenait prioritaire.

La théorie de "l'équilibre rationnel" était doublée de l'approche de région-plan. Les aménagistes, en optant pour la région-plan, voulaient "assurer aux 325 000 personnes formant la population régionale en 1982, un niveau de vie comparable à celui de l'ensemble du Québec"²⁴. Dans cette perspective, la région-pilote devient une entité globale à ordonner, à savoir un pôle de service principal, des zones secondaires, des territoires spécialisés en fonction de l'exploitation des ressources. La perspective de la région-plan exigeait, pour conserver la logique d'un développement planifié et régional, une transformation des structures économiques, une mobilité de la main-d'oeuvre et une structuration rationnelle de l'espace régional.

Le caractère principal de cette structuration de l'espace sera donc la concentration de la population et des services par opposition à

l'éparpillement actuel de l'habitat, et conséquemment des services urbains. Par cette optique, la région pourra véritablement répondre aux aspirations urbaines de la population du territoire-pilote²⁵.

La région devient, dans cet esprit, une entité géographique et socio-culturelle unifiée, une "conscience régionale" à créer.

L'aménagement du territoire-pilote sera alors envisagé en fonction de cette concentration rationnelle des populations.

La fermeture de certaines zones dont le potentiel de développement est quasi nul et qui sont d'ailleurs à l'heure actuelle en pleine désintégration, constitue un corollaire de ce postulat de base²⁶.

Ceci devenait une condition logique et rationnelle nécessaire pour conserver l'équilibre indispensable à respecter pour garantir la vivacité socio-économique de la région-plan. Il faut dire que l'idée de la réorganisation du territoire rural et la fermeture de certaines zones existait déjà dans les milieux agricoles face à l'exode rural; on parlait déjà de fermeture de rangs...

Durant le B.A.E.Q., des études sur le coût d'entretien des localités sont réalisées²⁷. Un comité inter-ministériel tente des classifications des localités "marginales", des animateurs sociaux s'efforcent d'opérationnaliser des fermetures, l'exode rural continue... Le B.A.E.Q. recommande alors de poursuivre l'étude sur les zones marginales et la fermeture de cinq localités²⁸. Le plan voulait, dans cette perspective, ajuster la région à la logique de l'accumulation du capital. Pour les aménagistes, la vitalité régionale à créer exigeait la fermeture de diverses zones "en vue d'ajuster la société et l'économie régionale à cette société de consommation néo-capitaliste dominée qu'est le Québec"²⁹. Comme corollaire à ces orientations s'ajoute alors cette insistance à provoquer une mobilité professionnelle et géographique de la main-d'oeuvre en fonction des vocations spécialisées des diverses zones du territoire.

Ce sont ces perspectives de fond qui ont été à la base des élaborations politiques subséquentes pour le développement de la région, au niveau par exemple du Comité de liaison, de l'ODEQ... L'effort d'opérationnalisation s'est centré sur cette mobilité de la main-d'oeuvre et une certaine gestion de l'exode rural encouragé. A la signature de l'Entente Canada-Québec, quelques années après le B.A.E.Q. (26 mai 1968), on s'engage à dépenser \$ 258 millions dans l'Est du Québec dont 114 pour le recyclage de la main-d'oeuvre et le développement social³⁰, 64% du budget était destiné à des opérations d'aménagement spatial, surtout de voirie, et de formation de main-d'oeuvre³¹. Le modèle de développement régional alors prôné par le B.A.E.Q. et par l'Entente Canada-Québec n'a pas donné les fruits escomptés. Le scepticisme de la population s'est perpétué "d'autant plus qu'aujourd'hui, on est forcé de reconnaître que les supposés budgets spéciaux ont vite suppléé à des budgets réguliers qui fuyaient vers les autres régions québécoises ou canadiennes"³². En fonction de cette mobilité de la main-d'oeuvre et de l'organisation de l'espace, la poursuite des orientations d'aménagement et de fermeture de certaines zones se prolonge. L'idéologie participative de l'Etat a continué, pour l'essentiel, à être à la base de l'élaboration des politiques "régionales".

Lorsqu'en 1969, l'Arrêté en conseil 2525 sur la relocalisation préconise la fermeture de dix localités du Bas Saint-Laurent et de la Gaspésie par migration collective et obligatoire, il dévoilait l'option manifeste de l'Etat pour une relocalisation organisée de la main-d'oeuvre et pour la fermeture d'un territoire qualifié "d'économiquement non rentable et socialement non vivable".

1.2 La résistance populaire s'organise

Toute la résistance de la population qui s'est exprimée de façon organisée au sein des Opérations Dignité se concentre alors dans cette volonté de "vivre chez soi", d'habiter un territoire, d'imaginer des formes de résistance et de développement populaire, de vivre "dignement à partir des ressources du territoire"³³. Le lieu de vie sera à la base de toutes les luttes subséquentes: il présuppose des stratégies pour occuper la main-d'oeuvre disponible, pour la création d'emplois, le

contrôle des ressources (propriété, mise en commun, gestion collective), l'appropriation des orientations et des retombées locales et régionales d'un développement économique provoqué. C'est alors face à l'Etat et sa politique de développement régional que le mouvement populaire va articuler son opposition; c'est l'expression de cette résistance populaire à la mobilité de la main-d'oeuvre assujettie aux impératifs du régime économique³⁴. Cette résistance se concrétise dans des modes de développement communautaire et de gestion collective.

La dynamique interne du mouvement se situe, nous l'avons déjà signalé, surtout au sein des territoires menacés de fermeture dans l'arrière-pays, dans des secteurs traditionnels de l'économie: forêt, agriculture, pêche. Il regroupe principalement les petits producteurs agricoles menacés et appauvris, habituellement propriétaires de lots difficilement rentabilisables, soumis à l'organisation du marché contrôlé par les compagnies forestières et le monopole coopératif agricole³⁵. Il est composé aussi de travailleurs forestiers, salariés des compagnies forestières, propriétaires de lots ou pas, des chômeurs, des assistés sociaux, de divers journaliers. Cette population espérait du B.A.E.Q. qu'il puisse élaborer un modèle de développement susceptible de bloquer l'exode rural et régional et qu'il facilite la mise sur pied de projets inédits et rentables.

Par ailleurs, le milieu rural, qui appuyait politiquement l'alliance duplessiste³⁶, était en désorganisation. En plein coeur de la "révolution tranquille", le B.A.E.Q. avait surtout été porté par une oligarchie d'affaire³⁷ et une petite bourgeoisie traditionnelle dont la base sociale était surtout urbaine. Le milieu rural risquait de plus en plus d'être marginalisé en fonction des orientations modernistes et urbaines du B.A.E.Q. Les perspectives de la région-plan, qui réorganisait une entité régionale en fonction des développements sectoriels et zonaux par la modernisation des secteurs traditionnels, la concentration urbaine, la fermeture de territoires, allaient à l'encontre des petits producteurs agricoles et de la population rurale. La politique "de fermeture de territoire" rendait explicite une orientation de fond. Ainsi, la désarticulation économique du milieu rural, les politiques d'aménagement et de gestion de cette désarticulation par le B.A.E.Q. ont provoqué cette résistance du milieu rural: l'Etat était au

banc des principaux accusés. S'amorce alors le mouvement de défense du territoire: la population se rend compte des qualités de vie potentielles que peut fournir le milieu rural en regard d'un milieu urbain. La lutte sur le front des politiques de relocalisation sectorielle et d'aménagement de l'Etat se précise par rapport aux politiques de développement du territoire, la résistance prend alors figure de mouvement régional, même si son origine est d'abord rurale.

La "méfiance" de l'Etat va d'abord se manifester dans le secteur des politiques forestières, à partir de la dynamique de l'appropriation des ressources. Déjà, le B.A.E.Q. avait prôné cette maximisation du potentiel forestier au stade de l'extraction, de la transformation et de la mise en marché³⁸; on voulait corriger "le morcellement" du territoire forestier qui rendait difficile l'aménagement, la mécanisation et les garanties d'approvisionnement. Les Opérations Dignité s'attachent au départ à la formule des fermes forestières (par exemple, Sainte-Paule) qui a eu un succès assez mitigé à cause, entre autres, de la superficie insuffisante et de la faible qualité de la forêt. La rentabilisation du secteur exigeait, dans ces perspectives de développement, le démorcellement du territoire forestier. La formule des groupements forestiers, qui regroupent des propriétaires de boisés privés, devenait intéressante pour l'Etat. Ces structures deviendront une base d'appui éventuelle pour les revendications et les résistances de la population de l'arrière-pays. L'Etat québécois publie un livre vert sur la politique forestière en 1972³⁹. On y annonce la fin du règne des concessions forestières et on réarticule l'économie forestière en fonction des problèmes de l'approvisionnement: des garanties d'approvisionnement aux entreprises forestières dans l'optique d'une utilisation optimale de la matière ligneuse⁴⁰. La forêt privée y offre des avantages.

[Les forêts privées] occupent les terres les plus productives, les plus accessibles et les mieux placées par rapport aux usines de transformation du bois et aux agglomérations urbaines. La main-d'oeuvre nécessaire à leur mise en valeur est abondante et habite à proximité⁴¹.

Par ailleurs, les Opérations Dignité avaient déjà demandé, en août 1971, au Fonds de recherches forestières de l'Université Laval, de mettre sur pied un programme d'aménagement forestier pour l'arrière-pays et de préparer une forme spéciale de société constituée de propriétaires forestiers. Cette démarche est à l'origine des sociétés d'exploitation des ressources, suite aux recommandations du FRUL prônant une gestion populaire de la forêt privée.

Face à la menace constante de relocalisation, un comité mixte⁴² formé de fonctionnaires et de représentants de la population est mis sur pied en 1971 pour forcer le gouvernement à établir une politique d'aménagement agro-forestière de l'arrière-pays et à créer des centres agro-forestiers de développement. Sous les pressions populaires, le gouvernement Bourassa élabore, en septembre 1972, l'Arrêté en conseil 2874 qui rend la migration volontaire et individuelle; le principe des centres agro-forestiers comme lieu d'accueil est accepté (art. 1.7). La politique offensive de l'Etat de "fermeture de paroisses" est désamorcée.

L'O.P.D.Q. avait mandaté une firme d'urbanistes conseils, en l'occurrence la firme St-Pierre, pour une étude de désignation de centres agro-forestiers. On établit quatre critères principaux, à savoir: les ressources agricoles et forestières, la contribution de la ressource, la structure de l'espace et l'armature urbaine; on désigne dix centres agro-forestiers: il s'agit de dix des treize municipalités qui se sont classées premières sur la totalité des soixante-neuf municipalités en liste. La population de l'arrière-pays n'est pas convaincue de cette "comptabilité socio-économique" et la consultation populaire qui suit amène à la conclusion qu'il faut d'abord délimiter des zones d'aménagement agro-forestier avant de désigner des centres agro-forestiers. La réaction populaire provoque la suspension de l'Arrêté en conseil 2874 parce qu'il est perçu comme un incitatif favorisant exclusivement la migration au détriment de l'aménagement. Les pressions obligent l'Etat à la reconnaissance tacite des possibilités de développement de "l'arrière-pays" menacé et la détermination populaire à y vivre. Des zones d'aménagement forestier seront établies par le ministère des Terres et Forêts en fonction d'une subdivision du territoire du Bas Saint-Laurent et de la Gaspésie en treize unités d'aménagement de la ressource

forestière⁴³. C'est dans ce nouveau cadre territorial que vont se poursuivre plusieurs luttes de l'arrière-pays à partir des Sociétés d'exploitation des ressources et des Groupements forestiers dont le territoire de gestion recouvre celui des unités d'aménagement.

En mai 1974, cinq sociétés d'exploitation des ressources reçoivent leur reconnaissance légale dans le Bas Saint-Laurent; il y avait déjà quatre groupements forestiers en place. Les pressions populaires portent alors plus fortement sur le développement intégré de tous les potentiels physiques et humains de 'l'arrière-pays' et la nécessité de contrôler la production et la gestion de ses ressources pour développer ce territoire comme lieu de vie. Le défi était alors d'obliger l'Etat à reconnaître la pertinence d'aménager ce territoire de l'arrière-pays comme entité rurale cohérente en fonction de toutes ses potentialités, et non en faire un simple lieu d'extraction de ressources, en particulier la forêt, comme le voulait déjà le plan directeur du B.A.E.Q.. Les leaders du mouvement percevaient de plus en plus le danger de spécialiser l'arrière-pays dans l'exploitation unique d'une ressource; il fallait donc envisager, de manière intégrée, le développement de toutes les ressources au stade de l'extraction et le plus possible au stade de la transformation.

Lorsque l'Etat promulgue un nouvel Arrêté en conseil 1452 (avril 1974), il manifeste pour la première fois sa volonté d'aménager "l'arrière-pays" dans les perspectives d'un aménagement intégré des ressources.

L'Office de planification et de développement du Québec (Est) et les ministères concernés s'engagent à soumettre, avant le 31 mars 1975, au Conseil régional de développement de l'Est du Québec dans le cadre d'une esquisse du schéma de développement et d'aménagement du Bas Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine, des propositions d'aménagement intégré des ressources de l'arrière-pays et de lui présenter subséquemment un nouveau programme d'aide aux migrants qui s'inscrive en complémentarité à ces propositions⁴⁴.

Le rapport est déposé en mai 1975 par la Conférence administrative régionale et son Comité des ressources. L'accueil de la population de l'arrière-pays est alors très mitigé: les politiques étatiques de l'aménagement de l'arrière-pays étaient de moins en moins crédibles chez la population; on soupçonnait la constante volonté de l'Etat de "fermer" le territoire. Les organismes de développement communautaire se retirent progressivement des tables de participation avec l'Etat et tendent à développer des mécanismes de coordination et de concertation entre eux; il souhaitent l'apparition d'une structure pour coordonner les interventions trop parcellaires ou sectorielles; ils sont de plus en plus conscients de la nécessité de défendre une approche d'aménagement intégré de plusieurs ressources et de ne pas s'enfermer dans une approche sectorielle forestière; ils veulent mettre sur pied une Société d'aménagement intégré des ressources, ce qui deviendra la SAIREQ. L'Etat a des réticences:

Cette société, en revendiquant la gestion de toutes les ressources, se substitue à un grand nombre de ministères et par conséquent, à l'Etat⁴⁵.

Lorsqu'en avril 1975, le ministre des Terres et Forêts, monsieur K. Drummond, présente à Rimouski un projet de "Société technique d'aménagement forestier", il se butte à un refus systématique des organismes de développement communautaire qui y voient la volonté de court-circuiter le projet de la Société d'aménagement intégré.

La survie de l'arrière-pays est rattachée à l'aménagement intensif et intégré des ressources de ce territoire. Un tel aménagement intégré n'est possible qu'en fonction de la capacité de ne pas assurer le développement d'un secteur d'activité au détriment d'un autre⁴⁶.

Les résistances populaires de l'arrière-pays se feront alors à partir d'une stratégie de projets", d'interventions ad hoc, de négociations de programmes: par exemple, lots publics intra-municipaux, budget de la SAIREQ, remembrement des lots privés, contestation des normes gouvernementales, manifestations populaires: Sainte-Marguerite, papeterie de la vallée de la Matapédia, revendication d'un plan global

d'aménagement forestier. Elles manifestent de façon quotidienne cette détermination à occuper un territoire "interdit" et à s'approprier un contrôle des ressources du milieu. Cette démarche se poursuit alors dans les revendications des organismes de développement communautaire pour obtenir des conditions de vie compatibles avec le développement du milieu rural⁴⁷.

Ainsi, la résistance de la population à l'exode rural dû à la transformation structurelle de l'économie s'est poursuivie dans le refus d'abandonner un territoire: exode dont le B.A.E.Q. et l'Etat avaient tenté de faire la gestion par les politiques de relocalisation en fonction des pôles urbains régionaux et de la mobilité de la main-d'oeuvre, en vue de développer la région-plan.

2. Les organismes de développement communautaire ou la continuité du mouvement populaire?

Nous supposons ici qu'une large part de la résistance populaire dans l'arrière-pays s'est poursuivie et s'est organisée au sein des organismes d'aménagement intégré des ressources (O.D.C.). Nous voulons identifier quelques caractéristiques communes de ces organismes quant à leur implication dans l'aménagement intégré des ressources, leur fonctionnement et leur rapport à l'Etat, pour mieux préciser certaines continuités de luttes et certaines différenciations au sein même des divers O.D.C.⁴⁸.

2.1 Un front commun

Les O.D.C. sont des entreprises de développement qui opèrent sur le territoire du Bas Saint-Laurent⁴⁹ et qui sont regroupées actuellement dans la Société d'aménagement intégré des ressources de l'Est du Québec (SAIREQ); ils couvrent une centaine de paroisses (dix à quinze par organisme) du Bas Saint-Laurent. On en compte onze⁵⁰, constitués sous trois formes juridiques: cinq sociétés d'exploitation des ressources, quatre groupements forestiers et agricoles et deux coopératives de développement. Ce sont surtout des organismes créateurs d'emplois, des entreprises d'exploitation et de

gestion des ressources. Leur défi conscient est de "bloquer" le plus possible l'exode rural et régional; leur volonté manifeste est de développer les ressources de leur milieu, "leurs" ressources, comme diront plusieurs. Ces entreprises sont surtout constituées à partir des petits propriétaires de boisés et de travailleurs forestiers.

Stratégiquement, pour mieux embrasser leur visée d'aménagement intégré des ressources, les O.D.C. se définissent formellement comme des sociétés ayant un éventail très large d'objectifs de production. Aussi, selon leur charte, les organismes ont le droit d'exercer leur activité dans différents secteurs de l'économie: forêt, agriculture, tourisme, pêche et ce, à différentes phases: exploitation, transformation, transport, communication. Cette diversification souhaitée des activités s'insère dans cette volonté d'un aménagement intégré du milieu. En réalité, jusqu'à nos jours, les O.D.C. ont dû faire porter leurs efforts sur l'aménagement et l'exploitation des ressources forestières, voire sur la transformation de la matière ligneuse: charbon de bois, moulin à scie.

Pour tous les O.D.C., la forêt est le champ d'intervention prioritaire, l'épine dorsale de tout projet de développement dans le Bas Saint-Laurent. Par ailleurs, les difficultés actuelles du secteur forestier (par exemple, la maladie de la tordeuse du bourgeon de l'épinette) risquent de ralentir considérablement l'effort de production dans les secteurs de l'agriculture et du tourisme et de compromettre les perspectives de l'aménagement intégré des ressources. Jusqu'à la rétrocession des lots publics intra-municipaux en 1980, c'est exclusivement en forêt privée que les O.D.C. font oeuvre d'aménagement sylvicole. L'aménagement des forêts privées réalisé pour chacun des O.D.C. sur le territoire revêt une importance capitale, non seulement en chiffres absolus, mais aussi en comparaison des opérations totales effectuées; elles recouvrent plus de 2 500 propriétaires-actionnaires, soit environ 25% des producteurs de bois privés du territoire. Aussi, la rentabilité des entreprises exige, dans le cadre actuel, que des opérations soient réalisées en forêt publique: actuellement, selon les organismes, de 50% à 75% des opérations forestières sont réalisées en forêt publique. Les diverses luttes des O.D.C. pour avoir accès à la forêt publique doivent être perçues dans ce contexte.

Près de 1 400 emplois sont créés de façon saisonnière par les travaux d'aménagement forestier. Si on ajoute à cela les emplois d'expertise technique et cléricaux, ainsi que les emplois créés dans les autres secteurs d'activités des organismes, on totalise environ 1 500 emplois créés directement par les O.D.C. actuellement.

Certains O.D.C. ont des activités de production dans le domaine de l'agriculture et du tourisme. Dans le secteur agricole, des opérations ont été réalisées en vue de la remise en valeur des terres agricoles non utilisées, mais c'est surtout vers l'élevage que les O.D.C. canalisent leurs énergies (parc d'engraissement, bergeries). L'hésitation de la majorité des O.D.C. qui tentent des expériences en agriculture relève principalement du contexte lamentable qui prévaut en agriculture dans la région 01: stagnation et diminution du nombre de production, manque de relève agricole, état des marchés, relative stabilité des prix de vente en comparaison des coûts de production, etc. Cette situation de dégradation, conjuguée à des obstacles d'ordre juridique à l'accès aux subventions "normales" du ministère de l'Agriculture du Québec, créent des difficultés quasi insurmontables à la mise sur pied d'un programme de relance agricole.

Dans le secteur du tourisme, là encore, le développement des activités est inégal selon les différents O.D.C.; pour la plupart, les pratiques en ce domaine sont plus de l'ordre des souhaits, de la formulation de projets, exception faite en partie pour le JAL. Certaines initiatives en tourisme semblent pouvoir se faire difficilement dans le cadre actuel des O.D.C.

Dans leur fonctionnement interne, les O.D.C., qui sont incorporés pour la plupart selon la première partie de la loi sur les compagnies (sauf évidemment les coopératives), adoptent une approche plus près de la pratique coopérative, ce qui les oblige souvent à diverses acrobaties administratives⁵¹.

La volonté d'assurer une participation populaire aux organismes est manifeste chez la plupart des sociétés, groupements et coopératives. Il faut brièvement rappeler qu'au point de départ, le recrutement des actionnaires s'est fait surtout par l'entremise des comités de citoyens de plusieurs paroisses (particulièrement en territoire menacé de fermeture), qui

avaient été mis sur pied dans le cadre des Opérations Dignité.

La gestion de l'entreprise est formellement collective en ce que les actionnaires peuvent être les propriétaires de lots et les travailleurs forestiers, dont plusieurs sont aussi propriétaires de lots; dans un grand nombre d'organismes, tout individu résidant dans l'unité d'aménagement peut être actionnaire⁵². Dans deux organismes, des travailleurs non propriétaires peuvent être membres du Conseil d'administration, soit au JAL et à la S.E.R.V.

2.2 Des différences

Dans notre volonté de repérer les continuités sociales du mouvement populaire en milieu rural, nous devons aussi noter un certain nombre de variations qui nous permettent d'interroger l'homogénéité sociale des organismes de développement communautaire. Dans cette perspective, la pratique des organismes et leurs orientations idéologiques sont diversifiées. Le cas du JAL et celui de la S.E.R.V. ont été davantage publicisés; nous voulons plutôt fournir certains éléments de pondération en regard des perspectives collectives et communautaires des organismes. Il ne s'agit pas ici d'un jugement évaluatif de leur rendement, de leur pertinence sociale ou de leur performance comparée.

2.2.1 Le JAL ou la recherche d'une "alternative" populaire

La volonté de résistance et de développement du territoire s'est manifestée jusqu'ici au sein des diverses entreprises du JAL. Peut-être est-ce dû aux dimensions plus restreintes du territoire (quatre paroisses), il est certain que les formes de participation populaire y sont plus manifestes et diversifiées. En 1983, on dénombrait plus de soixante comités au JAL auxquels étaient rattachés environ 540 postes de bénévoles. L'organisation de colloque populaire et d'assemblées générales entraîne habituellement une forte participation de la population. Il y existe une certaine recherche collective de solutions à l'égard des problèmes de développement du territoire. La préoccupation d'un aménagement intégré des ressources se traduit dans la diversité des projets du JAL.

Certes, le secteur forestier y est dominant. Le Groupement forestier de l'Est du Lac, composé de propriétaires de lots et de travailleurs, s'occupe de l'aménagement de plus de 275 lots de forêt privée. Plusieurs défis de taille se posent aux diverses entreprises oeuvrant dans le domaine agricole et touristique. Plusieurs avaient été institués sous forme coopératives et se sont transformées en compagnie privée depuis plusieurs années. Tel est le cas de la Compagnie de pommes de terre de semence, l'érablière La Grande Coulée. Les Essences Jalles ont fait faillite en 1982. Dernièrement, la population s'interrogeait sur la portée de ces événements. L'ampleur des entreprises, la formalisation des énergies au sein des appareils (par exemple, conseils d'administrations, comités), la démobilisation, l'essoufflement des "leaders", le manque d'information: certains bilans ont été faits. On prévoit consolider les organisations actuelles, renforcer les interventions dans les domaines de l'agriculture, du tourisme, avoir une attention particulière auprès des jeunes et de la "relève". En général, la population se sent plus "sécure" à l'égard des dangers de fermeture des villages ruraux et veut davantage se centrer sur des petits projets. Pour elle, le "temps du grand communautaire" est révolu.

De manière globale, en particulier au JAL, on ne peut que se rendre compte du caractère conflictuel de la relation à l'Etat: la définition de la situation, des objectifs et des moyens pour les réaliser est divergente. Des leaders du JAL veulent que l'Etat reconnaisse le principe d'une "rentabilité sociale" de développement reposant sur l'appropriation des ressources du territoire et leur allocation selon un aménagement intégré et en fonction de la pérennité de la communauté qui l'habite. L'Etat y présente une approche cloisonnée du développement et spécialisée en fonction de zones bio-physiques: il faut se rappeler que ce territoire a été directement menacé de fermeture au tournant des années 1970. La population veut en faire un lieu de vie; pour elle l'Etat doit énoncer ses intentions véritables de développement du territoire rural.

2.2.2 La Vallée, Restigouche, la Neigette: cristallisations du mouvement populaire

La Société d'exploitation des ressources de la Vallée

(S.E.R.V.), le Groupement agro-forestier de la Restigouche et la Société d'exploitation des ressources de la Neigette (S.E.R.N.) sont d'abord des entreprises à capital-action. En cela, l'extension populaire n'est pas du même ordre qu'au JAL. La démarche est surtout centrée sur les propriétaires de boisés ou les agriculteurs. La participation se fera surtout en fonction de l'entreprise. La population est par ailleurs invitée à acheter des actions. La finalité est toujours la même: créer des emplois, stabiliser la main-d'oeuvre, garder les populations sur le territoire pour un meilleur milieu de vie, développer le territoire rural.

La S.E.R.V. demeure particulière par son envergure: plus de neuf cents actionnaires, neuf cent soixante quinze lots privés sous aménagement, un chiffre d'affaires de plus de trois millions... Sa dynamique de développement est par conséquent quelque peu différente: des permanents, une infrastructure de gestion plus développée. L'entreprise intervient dans presque tous les secteurs: elle emploie plus de trois cents travailleurs dans les travaux sylvicoles. En agriculture, elle fait de l'élevage et l'engraissement de bouvillons avec les Fermes Boval. Au Groupement Restigouche et à la S.E.R.N., les efforts de développement se font surtout dans les secteurs forestier et agricole: la S.E.R.N. a le plus grand élevage d'ovins au Québec. Plus de deux cents hectares sont aménagés par le Groupement Restigouche. Par ailleurs, les diversités d'interventions sont moindres dans les autres secteurs.

Le rapport à l'Etat est surtout défini comme un affrontement, une lutte. Ces luttes ont porté sur la rétrocession des lots publics, le programme d'aide à la forêt privée; plus récemment, sur la revendication du droit au chômage des propriétaires de lots. Ces organismes se définissent comme les principaux agents économiques du milieu rural. Les leaders parlent de cette crainte de l'Etat qui a peur des "pertes de contrôle" et de la faiblesse de l'administration gouvernementale dans son approche sectorielle et cloisonnée au sein des ministères, face à un aménagement global, intégré des ressources qui respecte l'interdépendance des secteurs. Ils revendiquent, comme la plupart des organismes et la SAIREQ, la reconnaissance par l'Etat du rôle économique primordial des sociétés en milieu rural. En cela, ils poursuivent la lutte générale du mouvement populaire amorcée depuis 1970.

Dans les diverses luttes qu'ils ont menées, les leaders accusaient l'Etat de ne pas être au service de la population rurale, mais au service des monopoles forestiers; ils ont conscience de devoir exercer continuellement des pressions pour pouvoir obtenir certaines décisions politiques qui leur soient favorables.

2.2.3 Métis, les Basques, Canton Taché, le Transcontinental: les défis de l'aménagement intégré des ressources

L'aménagement intégré des ressources est plus de l'ordre de l'intention chez des sociétés comme la Société d'exploitation des ressources de la Métis (S.E.R.M.E.), la Société d'exploitation des ressources des Basques (S.E.R.B.), le Groupement agro-forestier Taché et la Coopérative d'aménagement des ressources du Transcontinental (C.A.R.T.)⁵³. Elles réalisent surtout des Opérations forestières dans les mêmes perspectives que les autres O.D.C. Le développement effectif de d'autres secteurs, comme celui de l'agriculture et du tourisme, l'implication concrète des organismes dans ces secteurs sont presque inexistantes. Si la S.E.R.B. parvient à maintenir certaines opérations agricoles (élevage et culture), il faut constater les difficultés pour la C.A.R.T. à opérationnaliser les projets de diversification de la production agricole et les programmes touristiques. La S.E.R.M.E. n'a pas réussi, il y a quelques années, à relancer la coopérative maraîchère des Hauteurs. Ici encore, les leaders interrogent l'Etat dans sa volonté manifeste de développer le milieu rural et plusieurs le soupçonnent de ne pas avoir renoncé à la fermeture des paroisses. Les programmes de développement sont habituellement qualifiés d'inadéquats par les divers organismes: on assure le peu d'implication des ministères ou le méconnaissance du territoire chez les fonctionnaires gouvernementaux ou encore l'inefficacité de la gestion étatique. On souhaite alors un assouplissement normatif de l'Etat, et une écoute de sa part des besoins et revendications du milieu et un ajustement administratif plus souple et soutenu. C'est surtout l'Etat bureaucratique qui est ici accusé.

2.2.4 Les Monts: une compagnie forestière

La Société d'exploitation des ressources des Monts (S.E.R.M.O.) manifeste surtout une préoccupation industrielle de rentabilisation de ses opérations; elle investit essentiellement dans le secteur forestier. Avec un budget de plus de \$1,5 million, la société exécute uniquement des travaux de sylviculture. Avec la collaboration de l'Etat, elle tente de faire une saine gestion de la forêt et applique les politiques forestières. Même si formellement, comme les autres sociétés, les actionnaires sont principalement les propriétaires de lots, la manifestation et les orientations de la dynamique populaire que nous avons identifiée antérieurement se retrouvent moins au sein de la S.E.R.M.O. Celle-ci considère l'Etat comme bailleur de fonds devant imposer certaines normes de production. Elle souhaiterait de sa part une meilleure planification des opérations forestières et de meilleurs délais de négociation.

Ainsi, nous pouvons constater une conscience différente chez les O.D.C. en regard de leurs implications dans l'aménagement intégré des ressources et de leurs interprétations du rôle de l'Etat, du type de demande de l'Etat. Nous avons voulu surtout signaler leur caractère différencié et leur hétérogénéité en regard du mouvement populaire.

L'implication dans une perspective d'aménagement intégré des ressources tend aujourd'hui à se différencier. Les défis actuels de développement au niveau forestier, le peu de marge de manoeuvre et de profits des organismes oblige à concentrer les efforts dans ce seul secteur. Certaines opérations agricoles sont stagnantes ou reportées, les initiatives touristiques se font de plus en plus en dehors des cadres des O.D.C. Le développement touristique en milieu rural tend à être pris en charge par les corporations indépendantes des O.D.C. (par exemple, Tourmat, Tournei...). Il s'agit là d'un phénomène nouveau qui a l'avantage de provoquer des participations nouvelles en milieu rural suite au travail de sensibilisation des O.D.C. Le défi sera de maintenir cette pensée intégrée de développement contre les processus de sectorialisation. Jusqu'ici, l'aménagement intégré des ressources a été, pour plusieurs organismes, un outil idéologique servant avant tout à rappeler la nécessité d'un développement global et spécifique pour l'espace rural et le Haut-Pays du Bas Saint-Laurent.

Cette implication différenciée des O.D.C. peut s'expliquer surtout par les facteurs historiques. La vitalité plus vive des organismes à l'égard de l'aménagement intégré des ressources se concentre surtout au niveau des territoires qui avaient été menacés de fermeture depuis les années soixante. Plusieurs des leaders et des actionnaires de ces organismes sont plus sensibles à un développement intégral et global du territoire concerné. La composition des conseils d'administration des divers organismes est à peu près le même: on y retrouve les propriétaires de lots, que ce soit des producteurs forestiers, des petits agriculteurs ou autres (professeurs, professionnels qui ont acheté des lots). La différenciation semble avant tout fonction d'une conscience et d'une tradition de lutttes chez beaucoup de ces acteurs.

L'opposition à l'Etat est beaucoup plus politique au sein des premiers organismes que nous avons présentés et davantage technique chez les derniers. Pour les premiers O.D.C., ce sont des structures devant servir à la gestion du développement, permettre un aménagement intégré des ressources et un développement communautaire en milieu rural. Plus les O.D.C. se situent par rapport à cette visée, plus ils définissent comme conflictuelle la nature de leurs rapports à l'Etat. Les O.D.C., en cela, refusent d'être cantonnés à une vocation strictement forestière.

Pour l'Etat, ce sont des structures d'exécution, tout au plus des structures de gestion des opérations forestières déterminées par les programmes d'aide à la forêt privée. Si pour l'Etat, ces structures d'action ont été mises sur pied pour répondre à cette politique de la forêt privée, certains O.D.C. entendent bien exploiter ces structures comme fer de lance d'un développement intégré du milieu rural. A ces objectifs différents répondent deux rationalités différentes de développement. D'un côté, le développement est envisagé comme devant atteindre un taux de croissance et de rendement concurrentiel dans l'exploitation de la ressource forestière; la voie sectorielle de l'Etat y est dominante. De l'autre côté, on envisage un développement global axé aussi sur la rentabilité sociale et économique, préoccupé du développement intégral et contrôlé du milieu rural à habiter.

Jusqu'à récemment, les O.D.C. avaient réussi à maintenir cet objectif d'aménagement intégré des ressources et à résister aux stratégies d'encadrement sectoriel de l'Etat qui les conduisait à se cantonner dans le domaine de l'exploitation de la forêt, en particulier de la forêt privée. Ces efforts des O.D.C. sont de plus en plus compromis, suite à l'état désastreux de la ressource forestière (maladie de la tordeuse des bourgeons d'épinette).

La dynamique du mouvement populaire que nous avons voulue retracer s'insère dans la défense d'un lieu de vie. En cela, l'aménagement intégré des ressources devient la base idéologique du développement souhaité. C'est cette volonté de vivre en milieu rural et de provoquer le développement de ce lieu de vie particulier qui soutient les efforts collectifs et associatifs de la population. La signification de cette lutte est avant tout de portée rurale avant d'être régionale. Elle s'est développée dans les secteurs "traditionnels" de l'économie (forêt et agriculture) et va à l'encontre d'une certaine logique de développement qui prendrait la région comme entité globale. Evidemment, le caractère de cette nouvelle ruralité est plus difficile à définir en deça de cette volonté locale de développer des entités villageoises, d'empêcher la désarticulation de certaines appartenances, de combattre les tendances à la marginalisation. Le mouvement n'est pas l'expression d'une conscience et d'une solidarité qui serait régionale; il exprime avant tout diverses appartenances segmentées sur le territoire de "l'arrière-pays", en différenciation avec les petites et moyennes villes du territoire. La région pourrait n'être, dans cette perspective, qu'un discours susceptible d'imposer des solidarités, des consciences à l'égard d'un vaste territoire (Est du Québec) alors que le mouvement populaire se polarise sur des bases villageoises ou micro-régionales différentes.

Le mouvement a certes permis l'élaboration d'une confiance dans les capacités de développement de "l'arrière-pays" et ainsi a amoindri la menace de fermeture des paroisses rurales. Aujourd'hui, on peut comprendre les défis de maintenir une solidarité chez les O.D.C. lorsqu'on constate la différenciation de leur orientation effective et de leurs pratiques de

développement. Les enjeux portent en particulier sur le maintien de ces orientations d'aménagement intégré alors que l'Etat et plusieurs organismes sectoriels pourraient les contraindre à abandonner cette base idéologique d'action. La différenciation même au sein des actionnaires dans les O.D.C. (producteurs agricoles industriels, petits propriétaires de boisés, professionnels) provoque aussi des tiraillements dû à la divergence des intérêts et des implications dans le développement du milieu rural.

Dans ce contexte, certaines perspectives étatiques d'aménagement ne sont pas sans inquiéter ces populations rurales. La mise sur pied progressive des municipalités régionales de comté (M.R.C.) préoccupe plusieurs des organismes de développement communautaire qui y voient confirmer la polarisation urbaine: le rapport ville-campagne et le développement rural y sont requestionnés. Les énergies de développement risquent d'être noyautées par les élus municipaux des petites et moyennes villes du territoire. Ceux-ci ont été habituellement assez silencieux quant aux luttes de "l'arrière-pays", ils étaient plus ajustés au projet de développement sur une base régionale.

Les véritables enjeux vont se préciser lors des opérations effectives de décentralisation du gouvernement québécois et l'énoncé définitif de ses politiques concernant les régions⁵⁵. La dualité "urbano-rurale" est susceptible de se renforcer dans ce contexte.

NOTES

1. Cet article s'inspire en partie d'une recherche collective réalisée dans le cadre d'un projet F.C.A.C. portant sur les organismes de développement communautaire (ou de gestion en commun) de l'Est du Québec (Bas Saint-Laurent surtout).

Voir DIONNE, H., BLANCHARD, M., KLEIN, J.L., LARRIVEE, J. VANEY, M. *Aménagement intégré des ressources et luttes en milieu rural*, Cahiers du GRIDEQ, UQAR, no 11, février 1983, 351 pages.

2. Conseil régional de développement de l'Est du Québec, *Développement régional et mouvement populaire: l'exemple de l'Est du Québec*. (Janvier 1979).
3. *Ibid.*, p. 142.
4. Voir les Actes du colloque dans: LEVESQUE, Benoît (dir.), *Animation sociale et entreprises coopératives et communautaires*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979. Un résumé du colloque a paru dans: En collaboration "UQAR: l'U.C.I. à Rimouski", *Archives de Sciences Sociales de la Coopération et du Développement*, no 46, septembre-décembre 1978, pp. 91-113.
5. L'animateur Gilles ROY explicite sa démarche en ce sens. Voir ROY, Gilles, "L'aménagement intégré des ressources de l'Est du Québec: difficultés et réussites", dans Conseil régional de développement de Québec, *op. cit.* Voir aussi: JEAN, Bruno, "Le développement endogène en région périphérique: l'exemple de l'Est du Québec", *Archives de Sciences Sociales de la Coopération et du Développement*, no 49, septembre 1979, pp. 48-64; *Possibles*, II, 2-3, Bas du Fleuve - Gaspésie, hiver-printemps 1978; *Vie ouvrière*, no 147, *L'arrière-pays de prend en main*, août-septembre 1980.
6. GAGNON, Alain G. (dir.), *Les Opérations Dignité. Naissance d'un mouvement social dans l'Est du Québec*, Université Carleton, 1981.
7. SIMARD, J.-J., *La longue marche des technocrates*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1979.
8. SIMARD, J.-J., "Les Opérations Dignité: luttes d'espace et nostalgies", dans A. GAGNON (dir.), *op. cit.*, pp. 117-152.
9. COTE, Serge et Benoît LEVESQUE, "L'envers de la médaille: le sous-développement régional", *Interventions économiques*, 8, printemps 1982, pp. 55-78.
10. La loi 125 et les municipalités régionales de comté inquiètent en ce sens les organismes de développement communautaire. Voir: GRIDEQ, *Impact des lois 90 (zonage agricole)*

et 125 [aménagement et urbanisme dans l'Est du Québec], Actes du colloque tenu à l'U.Q.A.R. les 27 et 28 mars 1981, Documents généraux du GRIDEQ, no 9.

11. Voir la classification des organismes d'aménagement intégré des ressources dans l'Est du Québec de Gilles GODIN, "L'aménagement intégré des ressources à la croisée des chemins", dans Conseil régional de développement de Québec, *op. cit.*, pp. 116-132.
12. Cette dynamique du contrôle en fonction de l'espace semble se différencier des organismes populaires en milieu urbain (Montréal). Voir: GODBOUT, J. et J.P. COLLIN, *Les organismes populaires en milieu urbain*, Montréal, INRS-Urbanisation, août 1977, "conclusion générale", pp. 241ss.
13. MASSICOTTE, Guy, "A l'orée de la conception actuelle du développement régional. Les Chambres de commerce de Rimouski (1945-1980)", Rimouski, UQAR, 1979, 19 p. Les recherches actuelles entreprises par une équipe du GRIDEQ (S. COTE et al) sur la pénétration du capitalisme dans l'Est du Québec (1896-1980) sont susceptibles de nous amener plusieurs éléments nouveaux sur cette "stratégie industrielle".
14. Selon une enquête réalisée en 1945 par Maurice LAMONTAGNE dans la région à laquelle il fait allusion dans son discours à Mont-Joli. (Maurice LAMONTAGNE, "Discours au banquet des fêtes historiques de Mont-Joli", 23 octobre 1955, Archives du COEB, UQAR).
15. Un certain nombre d'enquêtes seront alors réalisées dans la région par des experts de l'Université Laval surtout: MARTIN, Yves, *Etude démographique de la région du Bas Saint-Laurent*, COEB, 1959; CAMU, Pierre, *Problèmes de transports dans la région du Bas Saint-Laurent*, COEB, 1960; DUBE, Yves et Jean-Marie MARTIN, *Problèmes de l'agriculture dans la région du Bas Saint-Laurent*, 1957. Voir: DUBE, Yves, "L'enquête économique dans le Bas Saint-Laurent", *Recherches sociographiques*, T. 2, avril-juin 1960, pp. 220-223.

16. Statistique Canada, *Recensement du Canada*, 1951 et 1961.
17. Loi sur la Remise en valeur et l'aménagement des terres agricoles, Ottawa, 22 juin 1961.
18. Mémoire du COEB, "La région-pilote d'aménagement de l'Etat du Québec", Rimouski, mars 1963, 21 pages. Le mémoire avait été surtout rédigé par des jeunes fonctionnaires (par exemple, ARDA-Québec). Il reprenait plusieurs éléments de l'enquête-participation réalisée en France par le Groupe Economie et Humanisme durant la période de décolonisation. L'idée de la participation de la population à la planification y était très développée.
19. BRUNELLE, Dorval, *La désillusion tranquille*, Montréal, H.M.H., 1978, en particulier pp. 93-128. Voir aussi: PARENTEAU, Roland, "L'expérience de la planification au Québec", *Actualité économique*, XLV, 4, janvier-mars 1970.
20. Mémoire du COEB, *op. cit.*, p. 21.
21. On peut retrouver un bref historique de ce débat dans: MORENCY, M.A., *Stratégies décisionnelles dans une expérience de planification du développement, le cas du BAEQ*, thèse de maîtrise en sociologie, Université de Montréal, 1971, pp. 71ss.
22. B.A.E.Q., Inc., "Compte-rendu, par étapes, du travail exécuté par le B.A.E.Q. (juin-novembre 1963)", Mont-Joli, 10 décembre 1963, p. 7.
23. COULOMBE, Guy et al., *Dimension de l'aménagement (Recherche, Participation, Action)*, Mont-Joli, B.A.E.Q., Inc., Document I, juin 1964, pp. 11-12.
24. B.A.E.Q., *Plan de développement*, cahier I, chapitre 1: "Les grands objectifs du plan", Mont-Joli, 30 juin 1966, pp. 40-44.
25. *Ibid.*, p. 75.
26. *Ibid.*, p. 111. Voir aussi: *L'espace régional et les objectifs du plan*, B.A.E.Q., Mont-Joli, Cahier 9, juin 1966.

27. SARRAULT, Pierre, *Coût d'entretien de trois localités-types*, Mont-Joli, B.A.E.Q., avril 1965.
28. "L'espace régional et les objectifs du plan", *op. cit.*, recommandations 27, 28 et 29.
29. B.A.E.Q., *Plan de développement*, cahier I, *op. cit.*, p. 115.
30. La majeure partie du budget de "développement social" était destinée à des opérations de relocalisation.
31. Voir, par exemple: O.P.D.Q., *L'Est du Québec d'hier à aujourd'hui*, 1980, (étude réalisée par J.-Claude Grégoire).
32. O.P.D.Q., *op. cit.*, p. 220.
33. Il y a eu trois Opérations-Dignité. La première est déclenchée en septembre 1970 dans "l'arrière-pays" de Matane. Une seconde opération suit à l'été 1971 regroupant vingt-sept paroisses situées en haut de Rimouski. Au début de 1972, une troisième Opération-Dignité est mise sur pied dans la zone de Les Méchins. Voir C. BANVILLE, *Les Opérations-Dignité*, Québec, Le Fonds de recherches forestières de l'Université Laval, 1977.
34. Voir SIMARD, J.J., "Les Opérations-Dignité: luttes d'espaces et nostalgies", *op. cit.*, pp. 130ss.
35. Voir à ce sujet: SAINTONGE, Jean, "L'industrie forestière et le développement de l'Est du Québec", et COTE, Alain, "La réidentification des coopératives agricoles: le cas du Bas Saint-Laurent, 1960-1980", *Interventions économiques*, 8, printemps, 1982.
36. BOISMENU, Gérard, *Le duplessisme*, Les presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1981.
37. COTE, Serge, "Enjeux régionaux et luttes pour le pouvoir", *Cahier du socialisme*, 4, automne 1979, pp. 202-211.
38. B.A.E.Q., *Plan de développement*, chapitre II, "Objectifs de modernisation des secteurs de base traditionnels", cahier 2, 1966, première partie, "le secteur de la forêt".

39. Ministère des Terres et Forêts, *Exposé sur la politique forestière*, Québec, 1972.
40. SAINTONGE, Jean, *op. cit.*, p. 97.
41. Ministère des Terres et Forêts, *op. cit.*, p. 121.
42. Ce comité deviendra le Comité permanent d'aménagement du territoire de l'arrière-pays, un comité spécial du CRD.
43. Ministère des Terres et Forêts, *Exposé sur la politique forestière*, II. Réforme et programme d'action, 1972, pp. 44-50.
44. Arrêté en conseil 1452, Gouvernement du Québec, avril 1974, art. 10.
45. Ministère des Terres et Forêts, *Aménagement des forêts privées*, (document de travail), p. 33.
46. Société d'exploitation des ressources de la Vallée (S.E.R.V.), *Éléments de réflexion relativement à l'aménagement des forêts rurales et à la réorganisation de l'activité forestière dans l'arrière-pays de l'Est du Québec*, janvier 1977, p. 25.
47. Voir: DIONNE, Hugues et Juan Luis KLEIN, "L'aménagement intégré des ressources: une alternative à la marginalité rurale", *Interventions économiques*, 8, printemps 1982: pp. 85-89. La ruralité comme entité spécifique et non comme mode de vie "attardée" serait à approfondir.
48. Des données plus complètes sont disponibles dans le rapport du collectif de recherche sur les organismes de développement communautaire publié dans les Cahiers du GRIDEQ sous le titre: *Aménagement intégré des ressources et luttes en milieu rural*, *op. cit.* Cette partie de l'article a été réalisée avec la collaboration de Maurice VANNEY, étudiant à la maîtrise en développement régional de l'UQAR. La recherche a été réalisée par analyse de documents et par entrevues auprès de divers représentants des organismes.

49. En fonction de l'aménagement forestier, le territoire va de l'Isle-Verte à Capucins; le même que celui du diocèse de Rimouski et de l'U.P.A.
50. En voici la liste:
 Société d'exploitation des ressources de la Vallée (SERV)
 Société d'exploitation des ressources de la Neigette (SERN)
 Société d'exploitation des ressources de la Métis (SERME)
 Société d'exploitation des ressources des Monts (SERMO)
 Société d'exploitation des ressources des Basques (SERB)
 Groupement agro-forestier de la Restigouche
 Groupement forestier et agricole de Taché
 Groupement forestier de l'Est du Lac
 Coopérative agro-forestière du Témiscouata (JAL)
 Coopération agro-forestière Transcontinental
 Coopérative d'aménagement des ressources du Transcontinental (CART)
 Pour les fins du présent article, nous incluons le Groupement forestier de l'Est du Lac dans la Coopérative du JAL et la Corporation agro-forestière Transcontinental dans la CART, parce que les territoires d'aménagement sont à peu près les mêmes et qu'une complémentarité des activités de développement y est recherchée.
51. Déjà en 1979, le Service des associations coopératives (MCCIF) suggérait pour les divers organismes une réforme juridique s'approchant de la formule coopérative qui serait plus ajustée au vécu des organismes et aux cadres normatifs du gouvernement. Voir: MCCIF, *Le développement coopératif régional par les corporations de développement communautaire*, Service des associations coopératives, septembre 1979.
52. Il serait aussi important d'analyser le rapport réel entre les gros producteurs agricoles et les petits producteurs, propriétaires de lots, en partie salariés, qui ont souvent besoin des organismes de développement communautaire pour survivre, alors que les gros producteurs s'en servent souvent comme structure d'appoint. La "crise forestière" actuelle risque d'être révélatrice de ces rapports.
53. A proprement parler, les opérations forestières sont réalisées par la Corporation agro-forestière Transcontinental.

54. Collectif. *L'impact des lois 90 (zonage agricole) et 125 (aménagement et urbanisme dans l'Est du Québec)*. Actes du colloque tenu à l'Université du Québec à Rimouski les 27-28 mars 1981). Documents généraux du GRIDEQ, no 9, UQAR, juin 1981, 135 pages.
55. Voir Gouvernement du Québec, *Le virage technologique*, Québec 1982 (Chapitre 14: Le développement économique régional). Le ministre François Gendron, *Le choix des régions*, (Document de consultation sur le développement des régions), Québec 1983.

L'État et les organismes régionaux de "participation" au Québec et au Nouveau-Brunswick

Greg Allain
Serge Côté

Les actions de l'Etat concernant les régions sont toujours marquées de flottements et d'ambiguïtés¹. Nous essaierons de voir, à propos des conseils régionaux du Nouveau-Brunswick et du Québec, jusqu'à quel point l'existence de ces organismes de "participation" s'est intégrée aux politiques gouvernementales en matière de développement régional et nous examinerons les tergiversations qui ont marqué les orientations de l'Etat.

Cette analyse de deux cas similaires jusqu'à un certain point mais présentant aussi des différences importantes ne pourra épuiser tous les aspects de la question régionale. Etant donné le caractère encore imprécis de la problématique régionale, notre contribution ne pourra prétendre arriver à des positions définitives: en ce sens, elle aura davantage le caractère d'un essai que celui d'une étude exhaustive. En effet, les problèmes régionaux présentent parfois une complexité désarmante qui ne laisse pas beaucoup de prise aux analystes. Les diagnostics posés sont d'ailleurs la plupart du temps contradictoires, selon que l'accent est mis sur un facteur ou sur un autre. Par exemple, on a avancé des

interprétations tout à fait divergentes de la réforme municipale (création des municipalités régionales de comté) présentement en cours au Québec. Ainsi, pour certaines personnes, il s'agit d'un premier pas dans la voie d'une véritable remise de pouvoirs importants aux collectivités locales² et, pour d'autres, l'opération semble tendre au contraire à renforcer le pouvoir central du gouvernement québécois³. Dans un autre ordre d'idées, la réforme est tantôt présentée comme un regain d'intérêt de la part de l'Etat pour les régions⁴ et tantôt interprétée comme une mise en veilleuse de la question régionale (on relègue aux oubliettes la réduction des inégalités régionales)⁵.

Malgré tout, après avoir fait la part des retournements de l'Etat et après avoir discuté au passage et de façon sommaire les considérations de certains auteurs sur la région et la "participation", nous en arriverons à proposer nos propres interprétations de l'évolution des conseils au Québec et au Nouveau-Brunswick. La mise en perspective de ces deux univers est susceptible, pensons-nous, de mettre en évidence certains traits que tous ces organismes régionaux de "participation" ont en commun. Pour ce faire, nous présenterons dans un premier temps la situation en ce qui concerne les conseils régionaux d'aménagement du Nouveau-Brunswick. Nous tracerons ensuite un portrait de l'évolution des conseils régionaux de développement au Québec. Enfin, dans une dernière partie, nous tenterons de tirer des conclusions plus générales sur le rapport de l'Etat avec les structures régionales de "participation".

1. Les conseils régionaux d'aménagement du Nouveau-Brunswick

Entre 1964 et 1972, cinq conseils régionaux d'aménagement furent mis en place au Nouveau-Brunswick⁶. Trois de ces conseils devaient oeuvrer en milieu francophone et deux en milieu anglophone. Ces cinq conseils ont déjà fait l'objet d'une étude par les auteurs du présent article⁷. Même si la comparaison des conseils anglophones et des conseils francophones présente un intérêt certain⁸, les illustrations de la situation néo-brunswickoise seront puisées uniquement dans l'évolution des conseils francophones, ce qui facilitera la comparaison avec leurs homologues du Québec.

1.1 La part des acteurs régionaux et des gouvernements dans la genèse des conseils néo-brunswickois

Si l'action gouvernementale, comme on le verra, fut tout à fait déterminante dans la genèse des conseils néo-brunswickois, il n'en reste pas moins que les initiatives de certains acteurs régionaux ont occupé une place importante dans la constitution des conseils. Dans le Nord-Est du Nouveau-Brunswick (région du futur C.R.A.N.), on retrouve dès 1953 des groupes d'étude qui se penchent sur les problèmes régionaux. Ces groupes avaient été mis sur pied à l'instigation de personnes ou organismes tels que les agronomes du district, la Fédération acadienne des caisses populaires et des coopératives, l'Association d'éducation des adultes du diocèse de Bathurst et le Service d'éducation permanente du Collège de Bathurst.

Dans le Nord-Ouest, on peut aussi relever l'existence de plusieurs sessions d'étude tenues au fil des ans. En mars 1961, des hommes d'affaires et des industriels de la région, de concert avec la Chambre de commerce, s'étaient réunis au Collège Saint-Louis pour y discuter, avec des professeurs de cette institution, des problèmes et des perspectives économiques du Nord-Ouest. On procéda même à la création d'un Conseil d'orientation économique en octobre 1963.

Dans le Sud-Est, c'est la Fédération agricole française de l'Archidiocèse de Moncton qui fut, au début des années soixante, le pivot des discussions et des cercles d'étude sur l'avenir de la région.

Dans les trois régions francophones du Nouveau-Brunswick les conseils régionaux d'aménagement n'ont donc pas fait leur apparition subitement au milieu des années soixante. La voie avait déjà été préparée par une certaine effervescence régionale durant les années qui avaient précédé. Il importe cependant de bien mettre en évidence le fait que les acteurs qui avaient ainsi déblayé le terrain appartenaient à ce qu'il est convenu d'appeler les élites traditionnelles de leur territoire: ils se rattachaient tous, pour l'essentiel, soit à la petite bourgeoisie instruite de leur milieu (clergé, enseignants, membres des professions libérales), soit au cercle des hommes d'affaires locaux (membres des chambres de

commerce, dirigeants de coopératives)⁹. Ce fut ce groupe social composite qui réclama et obtint la mise sur pied des conseils régionaux d'aménagement. Ce groupe social, par ses seules ressources, n'aurait pas été à même de procurer un financement stable et suffisant aux conseils régionaux. Pour rendre possible l'opération, il fallait l'indispensable contribution de l'Etat. Celle-ci allait venir, dans le cas du Nouveau-Brunswick, de l'impulsion donnée par le gouvernement fédéral dans le cadre du programme A.R.D.A. (Aménagement rural et développement agricole).

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick s'est réellement soucié des disparités régionales pendant les années soixante. Par exemple, le premier ministre Robichaud a réussi à mettre en oeuvre son Programme de chances égales qui, par des modifications substantielles à la structure de l'impôt foncier, a permis une péréquation des ressources fiscales entre les régions riches et les régions pauvres du territoire. Même si le gouvernement était sensible à ce type de préoccupation sociale, on ne peut pas dire qu'il ait élaboré, durant ces années, une philosophie particulière quant à la "participation de la population" à la planification du développement régional¹⁰. Il a tout simplement repris à son compte les orientations fixées dans le cadre du programme fédéral A.R.D.A.

Si telle était la situation au milieu des années soixante, à la fin de la décennie toutefois, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a examiné sérieusement la possibilité d'adopter une philosophie explicite de la "participation". Vers la fin du dernier mandat du premier ministre libéral Robichaud, on peut retracer deux événements qui auraient pu être la base d'une reconnaissance officielle de la "participation" par l'Etat néo-brunswickois. D'une part, en mars 1970, le gouvernement dépose un Livre Blanc sur le développement social qui inclut des considérations sur la "participation" des citoyens et les structures propres à en assurer l'exercice. D'autre part, en juillet 1970, le gouvernement crée un comité d'étude sur le développement social. Lorsque ce dernier remet son rapport¹¹ en septembre 1971, les libéraux ne sont plus au pouvoir depuis un an et le nouveau gouvernement conservateur du premier ministre Hatfield choisit de ne pas donner suite aux diverses recommandations portant sur la "participation".

Du côté fédéral, on retrouve la fameuse loi A.R.D.A. Alarmé par l'état de décomposition du monde rural à la fin des années cinquante et, en particulier, par les "disparités dont les effets sont allés en s'aggravant au cours de la période de dépression de 1957 à 1961"¹², le gouvernement fédéral élabore une intervention qui prend la forme du programme A.R.D.A. Essentiellement, on cherche à agir sur les "poches de pauvreté" agricoles où sévit un fort taux de chômage.

Rapidement le mandat de l'A.R.D.A. fut étendu des zones strictement agricoles aux zones rurales en général et l'on finit par dépenser quantité d'argent dans des programmes d'adaptation sociale et de mobilité de la main-d'oeuvre¹³.

Ce programme de "sauvetage" des régions rurales avait ceci de particulier qu'il favorisait la mise sur pied et le financement d'organismes de "participation de la population". Dans chaque région où les fonds de l'A.R.D.A. ont été mis à contribution, on retrouvait toujours les mêmes éléments dictés par le programme lui-même: nécessité d'identifier les problèmes économiques et sociaux de la région, confection d'un plan de développement socio-économique global, nécessité d'impliquer la "population" en assurant la participation de cette dernière au processus de la planification. C'est précisément pour répondre à ce dernier objectif que les conseils régionaux furent mis en place au Nouveau-Brunswick. Leur naissance est donc directement liée au programme A.R.D.A.

Le programme A.R.D.A. ne constituait pas, dans l'esprit de ses concepteurs fédéraux, une intervention directe et exclusive du gouvernement central. Il est nécessaire, pour que les crédits prévus au programme puissent être engagés, que l'accord du gouvernement provincial soit obtenu. Aussi, le gouvernement fédéral chercha-t-il à conclure des "ententes A.R.D.A." avec chacun des gouvernements provinciaux. Une telle entente fut signée avec Fredericton en 1962. On peut affirmer que la mise en place des conseils régionaux à partir de 1964 s'est réalisée avec l'assentiment du gouvernement du Nouveau-Brunswick. Ce dernier détenait un droit de veto effectif sur l'implantation de ces organismes de "participation" et, malgré le fait que le programme A.R.D.A. comportait une invitation à susciter l'apparition de tels organismes, Fredericton n'était en rien tenu de les accepter. S'il le

fit, c'est qu'il souscrivait à la philosophie de l'A.R.D.A. sur ce point.

1.2 L'évolution des conseils régionaux d'aménagement et la question de la "participation"

Les conseils régionaux, en fidèles émanations du programme A.R.D.A.¹⁴, se donnèrent tous comme objectifs de départ de cerner les problèmes de la région, de produire un plan d'ensemble pour le développement de la région, de regrouper les diverses forces socio-économiques de la région et de servir d'intermédiaires entre la population et les instances gouvernementales. Les conseils se dotent de comités locaux et réussissent à rejoindre pratiquement toutes les localités de leurs territoires respectifs. A cette époque, les conseils aussi bien que leurs comités locaux regroupent principalement, en plus d'un certain nombre de petits producteurs indépendants, les élites traditionnelles de leur région: membres des professions libérales, petits hommes d'affaires, cols blancs, représentants des municipalités. C'est ce groupe dit de "l'élite" qui domine nettement au sein des conseils.

Qu'il nous soit permis d'avancer que c'est très exactement ce genre de "participation de la population" que visait le programme A.R.D.A.: une formule de participation très encadrée, en harmonie avec les objectifs gouvernementaux de modernisation des activités primaires et d'adaptation sociale pour les régions attardées (formation et mobilité de main-d'oeuvre), misant sur une alliance avec un ensemble le plus large possible des forces conservatrices au niveau local et régional. Ce sont les élites traditionnelles ayant réclamé la création des conseils qui y occupaient le plus grand nombre de sièges et ceci, avec la bénédiction des gouvernements qui se trouvaient justement à encourager ce type de participation. D'autres couches sociales pouvaient être représentées au sein des conseils du moment que l'hégémonie puisse être assurée par les éléments conservateurs. Cette rencontre des forces locales traditionnelles et des objectifs technocratiques des gouvernements était censée provoquer le développement des régions.

A l'usage toutefois, certains éléments de ce modèle idéal de "participation" provoquèrent un grippage de la belle machine

conçue par les gouvernements. D'une part, les comités locaux, à la suite d'un processus d'animation calqué sur ce qui s'était pratiqué au Québec dans le cadre du B.A.E.Q.¹⁵, en sont venus à comprendre plus que des membres de "l'élite". Dans certains cas, au lieu de notables respectueux des règles du jeu, on vit apparaître au sein de ces comités des éléments plus populaires (assistés sociaux, petits agriculteurs, bûcherons), ce qui entraîna la formulation de revendications incompatibles avec les objectifs technocratiques du départ. Ainsi, localement la population s'opposait à tout plan de fermeture de villages alors que le personnel rémunéré de certains conseils faisait, dans l'ensemble de la région, la promotion de cette politique élaborée par les gouvernements.

D'autre part, la démarche la plus irréaliste entreprise par les conseils fut celle de la confection d'un plan global de développement de leurs régions respectives. La population fut invitée à travailler à l'étude de sa propre situation et à l'élaboration de propositions de développement: ces propositions lui revenaient sous forme de schémas sectoriels et étaient destinées à être intégrées dans un plan d'ensemble. De plus, on incitait les groupes, les individus ou les municipalités à soumettre à l'A.R.D.A. des projets concrets de développement. La déception fut grande, car ni l'exercice de planification, ni la conception de nombreux projets ne donnèrent de résultats tangibles. Seul un très petit nombre de projets concrets purent être financés. Les plans régionaux, lorsqu'ils réussirent à être produits, comme dans le cas du C.R.A.N.O., furent relégués aux oubliettes: le gouvernement du Nouveau-Brunswick ne savait absolument pas quoi en faire¹⁶!

Cinq à six ans après leur fondation, les conseils d'aménagement du Nouveau-Brunswick entrèrent en crise l'un après l'autre. Les frustrations rencontrées dans le processus de planification amenèrent la désaffection d'un certain nombre de personnes. De plus, l'animation qui avait été nécessaire pour susciter la mise en place des nombreux comités locaux produisit des fruits inattendus: la mobilisation des éléments les plus populaires de ces comités locaux aboutit à l'expulsion des notables dans deux des trois conseils. Cette tendance se manifesta de façon irréversible à l'assemblée annuelle du C.R.A.N. en 1970 et à celle du C.R.A.N.O. en 1971, alors que l'on assista à un renouvellement complet du conseil d'adminis-

tration, des deux organismes. Même si elle ne se concrétisa pas par un bouleversement identique de son conseil d'administration, une évolution semblable se dessina au C.R.A.S.E., à la suite de l'arrivée de nouveaux permanents gagnés aux causes populaires de leur région.

Ces changements dans le membership et le personnel des conseils allaient inaugurer une ère nouvelle. Pour les gouvernements qui finançaient ces organismes, la mutation des conseils leur apparut sans doute comme un virage à 180 degrés. A partir de ce moment, les conseils prirent largement leurs distances par rapport aux objectifs gouvernementaux. Deux périodes sont à distinguer dans ce changement de cap. Dans un premier temps, soit jusqu'à la fin de l'année 1972 environ, les conseils s'engagèrent résolument du côté des défavorisés, appuyant les causes populaires, les groupes de base, cherchant à obtenir une plus grande participation des Acadiens les plus démunis, le tout à travers une série de confrontations directes avec les autorités provinciales à propos de problèmes régionaux critiques.

On peut mentionner à titre d'exemples le rôle majeur joué par le C.R.A.N. dans l'organisation de la marche contre le chômage à Bathurst durant l'hiver 1972¹⁷, l'implication constante du C.R.A.S.E. dans les manifestations faisant suite à l'expropriation de 250 familles pour la création du Parc national kouchibouguac¹⁸ dans le comté de Kent et l'appui explicite du C.R.A.N.O. à la Marche des assistés sociaux (M.A.S.), une organisation militante regroupant les assistés sociaux du Madawaska. Au cours de ces événements, les mass-média furent largement utilisés. La diffusion la plus large possible d'une information orientée vers la base constituait d'ailleurs l'un des objectifs de cette période. Les conseils se voyaient alors comme des chiens de garde, surveillant les moindres faits et gestes du gouvernement pour les soumettre à une critique radicale et immédiate.

Dans un deuxième temps, soit de 1973 à 1980, les conseils se définirent de nouveaux objectifs et de nouvelles priorités, mais n'en cessèrent pas moins pour autant de fonctionner en gardant soigneusement leurs distances par rapport aux visées gouvernementales. L'engagement au côté des défavorisés est demeuré, mais on concentra désormais ses efforts sur les petits producteurs indépendants (agriculteurs, pêcheurs côtiers, propriétaires de lots boisés).

Parmi les objectifs poursuivis dans le travail auprès des petits producteurs, on compte la formation, l'organisation et la recherche. La formation ne s'est jamais limitée à l'aspect professionnel et a toujours compris une dimension socio-politique. Bien qu'une diversité d'expériences puissent être recensées, la tendance principale de l'organisation fut nettement celle de susciter la naissance d'associations ou de syndicats militants, revendicatifs autant envers les grandes entreprises qu'envers les gouvernements. En somme, les conseils ont reconnu qu'un travail plus restreint mais effectué plus en profondeur valait peut-être mieux que les manifestations spectaculaires de la période "populiste" précédente, qui n'avaient d'ailleurs pas paru avoir beaucoup d'effets durables. On s'était également rendu compte que la mobilisation continue de centaines et parfois de milliers de personnes est excessivement difficile à maintenir. Quant à la recherche, la pratique des conseils a toujours consisté à la lier étroitement aux activités de formation et d'organisation.

Les orientations prises après 1970-1971 par les conseils n'ont jamais été entérinées officiellement par les gouvernements. On peut voir qu'à plusieurs reprises le gouvernement du Nouveau-Brunswick s'est posé la question de l'existence des conseils. En 1970, le C.R.A.N. s'est vu retirer tout financement pendant quelques mois. Le rétablissement de ses subventions n'a été dû qu'au changement de gouvernement qui eut lieu cette année-là au Nouveau-Brunswick. Le nouveau premier ministre Hatfield s'était engagé publiquement pendant sa campagne électorale à maintenir le C.R.A.N. s'il était élu! Lors de la création d'une commission d'enquête sur l'agriculture en 1974, le gouvernement confia à cette commission, entre autres choses, le mandat de lui formuler des recommandations sur l'avenir de la collectivité rurale au Nouveau-Brunswick. La commission procéda à une évaluation des conseils régionaux d'aménagement¹⁹ et émit des recommandations précises à leur sujet. La principale recommandation était formulée comme suit:

QUE le gouvernement du Nouveau-Brunswick reconnaisse officiellement les conseils régionaux d'aménagement et appuie la tendance récente en faveur du développement économique communautaire sur une base sectorielle surtout dans les domaines de l'agriculture,

*de la pêche, des forêts et du tourisme qui sont reconnus comme ayant un impact important sur l'économie rurale*²⁰.

L'occasion était belle pour Fredericton de confirmer les conseils dans leur nouveau rôle auprès des petits producteurs dans les diverses régions du Nouveau-Brunswick. Le gouvernement toutefois n'en fit rien, ce qui prouve bien qu'il ne faisait que tolérer l'existence des conseils et qu'il n'était pas prêt à leur accorder quelque légitimité que ce soit. Depuis plusieurs années, les budgets étaient gelés à leur niveau antérieur ou n'avaient connu que de très légères augmentations. Les conseils n'avaient véritablement pas le vent dans les voiles.

Cette situation se poursuivit jusqu'au milieu de l'année 1980, alors que le premier ministre Hatfield annonça que son gouvernement avait décidé de cesser tout soutien financier aux conseils. Cela signifiait la fin des conseils à brève échéance. Les raisons invoquées par le premier ministre étaient doubles: d'une part, il affirmait que les conseils avaient dépassé leur mandat. Le gouvernement n'avait pas à payer pour la mise sur pied d'unions de producteurs agricoles ou de syndicats de pêcheurs: il appartenait aux centrales telles la National Farmers Union ou le Congrès de Travail du Canada de prendre en charge ces activités et d'en défrayer les coûts. D'autre part, le premier ministre arrivait à la conclusion que les conseils n'avaient plus de rôle maintenant que la majeure partie du territoire était municipalisée et que la province était dotée d'un réseau de commissions industrielles et de commissions d'urbanisme, ce qui n'était pas le cas vers le milieu des années soixante, au moment de la création des conseils.

Les arguments du premier ministre signifiaient en clair que le gouvernement opposait une fin de non-recevoir aux objectifs nouveaux que s'étaient donnés les conseils après 1972 et qu'il privilégiait d'autres structures que les conseils pour atteindre ses objectifs de "participation de la population". De toute façon, il était inexact de prétendre que le rôle des conseils était devenu superflu du seul fait de l'existence d'autres organismes, si l'on s'en tenait aux objectifs que s'étaient donnés les conseils. Ni les conseils

municipaux, ni les commissions industrielles, ni les commissions d'urbanisme n'accordaient ou n'étaient susceptibles d'accorder un soutien quelconque aux regroupements de petits producteurs. Si l'existence des conseils était vue comme inutile, c'était pour de toutes autres raisons. Nous avançons que si les conseils municipaux, les commissions industrielles et les commissions d'urbanisme étaient présentés comme solution de remplacement aux conseils régionaux d'aménagement, c'est essentiellement parce que les conseils n'étaient plus l'instrument adéquat pour réaliser l'alliance recherchée avec les forces conservatrices (élites) locales et régionales, alors que les trois autres types d'organismes avaient émergé comme de nouveaux lieux où cette alliance était possible.

Les alliances avec les forces locales sont susceptibles de prendre des formes changeantes selon les époques et les conjonctures. Dans un premier temps, l'on observe une volonté étatique, au milieu des années soixante, de travailler au niveau de "grandes régions": par exemple, l'on signe en 1966 une entente fédérale-provinciale, dans le cadre de la loi F.O.D.E.R., sur le développement rural de la région du Nord-Est, région comprise entre Saint-Quentin et Négouac. Plus tard, au cours des années soixante-dix, le niveau d'action privilégié est celui de la "micro-région". Sur le même territoire que celui couvert par l'entente F.O.D.E.R., on met en place trois commissions industrielles et trois commissions d'urbanisme. Ce n'est pas le moment d'examiner les raisons du passage de l'Etat de la perspective des "grandes régions" à celle des "micro-régions". Cependant, nous pouvons affirmer que quelle que soit la perspective adoptée, il est primordial que l'alliance avec les forces conservatrices puisse être réalisée. En somme, il s'agit de trouver au sein de la société locale des appuis - à la limite, peu importe de quels groupes sociaux ils puissent venir - au type de développement que favorise la logique économique dominante fondée sur l'accumulation du capital: concentration de l'activité économique, centralisation du capital, mise au point des moyens de soumettre la petite production aux besoins du capital²¹, création et entretien d'une réserve de main-d'oeuvre disposant d'un minimum de formation et acceptant de se déplacer, etc. A toutes les fois que cette alliance ne peut se concrétiser et, plus particulièrement, lorsque les organismes de "participation de la population" adoptent des stratégies carrément

anti-capitaliste ou, plus fréquemment, de simple résistance à la logique capitaliste²², l'Etat déclare forfait²³. Telle nous semble la raison fondamentale qui permet d'expliquer comment, au fil d'une histoire chaotique et après de nombreuses hésitations, l'Etat en vint à se cantonner dans la désaffection envers les conseils régionaux d'aménagement du Nouveau-Brunswick et à leur retirer tout appui financier.

2. Les conseils régionaux de développement du Québec

Les études sur les conseils régionaux au Québec étant plus nombreuses²⁴, il nous sera permis d'être plus succincts dans cette deuxième partie.

2.1 Le contexte de naissance des conseils

Dans la première moitié des années soixante, plusieurs régions du Québec étaient dotées de conseils économiques régionaux fonctionnant sous divers noms et regroupant dans chacune des régions une variété d'éléments sociaux allant des petits industriels et des commerçants aux représentants des syndicats ouvriers et des producteurs agricoles. Cette mosaïque était typique de la Révolution tranquille et représentait le type d'alliance de classes qui a maintenu le parti libéral au pouvoir de 1960 à 1966, selon certains analystes²⁵. On peut être d'accord avec Jean-Jacques SIMARD pour affirmer que le "mouvement" était dirigé par le (petit) capital québécois et des éléments intellectuels-technocratiques qui se rejoignaient dans leur conviction commune que le canal privilégié d'action était l'Etat et que l'idéologie qui convenait pour promouvoir leur projet était la participation:

C'est que sur le terrain des affaires, le grand capital privé, américain, canadien, anglophone, et, on a beau dire, étranger, occupe déjà presque toutes les places. Contre cette puissance établie, les P.M.E. autochtones exigent la réanimation du Conseil d'orientation économique du Québec et, ravalant provisoirement leur libéralisme, se résignent à la planification étatique de la croissance. Il s'agit de prendre systématiquement appui sur les fonds

publics pour supporter son ascension. C'est là, au C.O.E.Q., que les intérêts d'affaires rencontrent une autre couche bourgeoise en ascension: les experts venus des universités, capitalistes canadiens-français du know-how, qui à défaut d'avoir accès à la gestion des grandes entreprises anglophones ont décidé de se faire les dents sur les appareils d'Etat²⁶.

C'est à cette époque que le C.O.E.B. et le gouvernement du Québec parlaient de planifier l'ensemble de l'économie du Québec. Cette notion globale incluait la planification du développement de chacune des régions avec une préoccupation nettement affirmée pour la réduction des disparités régionales. Il y avait dans ce projet une place bien définie réservée à la "participation de la population". D'éventuels conseils régionaux s'intégreraient tout naturellement dans ce projet en servant de canal privilégié de "participation". Contrairement au cas du Nouveau-Brunswick, où l'impulsion est venue de l'A.R.D.A. (gouvernement fédéral), on retrouve au sein même du gouvernement québécois une volonté nette d'instaurer des organes régionaux de "participation" ainsi qu'une philosophie précise de la "participation".

Pour un ensemble de raisons que le cadre de cet article ne permet pas d'explorer, la planification d'ensemble de l'économie québécoise ainsi que celle du développement de chacune des régions ne purent jamais se réaliser²⁷. Avant la fin de la décennie, le terme planification avait changé de sens et signifiait désormais l'agencement et la coordination des activités gouvernementales. C'est dans ce nouveau contexte que les conseils régionaux de développement (C.R.D.) sont nés au Québec dans la première moitié des années soixante.

En 1966, le gouvernement du Québec découpe le territoire en dix régions administratives. En 1969, l'Office de planification et de développement du Québec (O.P.D.Q.) est mis sur pied. A partir de ce moment, l'on retrouvera un conseil par région²⁸ et le financement de ces conseils proviendra en majeure partie de l'O.P.D.Q. Les C.R.D. ont remplacé les conseils économiques régionaux (C.E.R.) là où ces derniers existaient. A plusieurs endroits, les C.E.R. couvraient des territoires plus petits que ceux des régions administratives,

de sorte qu'il fallut, comme dans le Bas Saint-Laurent et la Gaspésie, amalgamer en certains cas plusieurs C.E.R. pour en faire des C.R.D. Tout ce processus de découpage régional et d'instauration d'un parapluie gouvernemental pour les C.R.D. indique assez l'encadrement étatique qui a présidé à leur naissance. Selon plusieurs, les structures et règles de fonctionnement progressivement mises en place n'ont fait que provoquer "un assujettissement de plus en plus grand des C.R.D. à l'administration gouvernementale et à l'O.P.D.Q."²⁹.

2.2 Les conseils régionaux de développement et la "participation"

Les rôles principaux d'un C.R.D. sont la consultation, la mise en oeuvre de projets innovateurs et la participation-concertation³⁰. Nous dirons quelques mots de la première fonction pour ensuite nous attarder plus longuement à la dernière.

La consultation, dans l'esprit des bailleurs de fonds, devait être la tâche principale des C.R.D. A l'usage, il apparut que les occasions pour les C.R.D. de servir d'organe officiel de consultation furent plutôt rares... à défaut de demandes de la part de l'O.P.D.Q. ou du gouvernement. C'est une des raisons pour lesquelles les C.R.D. firent ajouter dans leur protocole d'entente les liant à l'O.P.D.Q. que l'émission d'avis au gouvernement pouvait provenir de l'initiative propre des conseils et non uniquement des demandes de l'administration. L'importance quantitative de cette fonction des C.R.D. reste difficile à évaluer, faute de données comparatives précises et à jour. Pour le cas du C.R.D. de l'Est du Québec, une recherche récente indiquait que le conseil avait produit cinquante-six avis et vingt mémoires entre 1967 et 1980³¹. Pour leur part, Divay et Lapierre concluent de la façon suivante sur la fonction de consultation des conseils:

De l'analyse sommaire des activités se dégage une image très nette du rôle que les C.R.D. entendent jouer. Dans la majorité des cas, ils veulent surtout être des "experts" régionaux au service du gouvernement. Ils effectuent des études et même associent un peu la population à la préparation des

*dossiers pour avoir le maximum de crédibilité dans les avis qu'ils donnent au gouvernement*³².

La philosophie de la "participation", le deuxième rôle des C.R.D. discuté ici, est un trait hérité du début des années soixante. Il s'agit d'un élément véhiculé aussi bien par le C.O.E.Q. et les C.E.R. que par la loi A.R.D.A. et le B.A.E.Q. (qui fut fortement influencé par cette dernière). La "participation de la population au développement de la région", que l'on retrouve parfois sous l'appellation "concertation des agents socio-économiques du milieu régional", figure comme objectif officiel de la plupart des conseils. Il s'agit d'une idéologie (et d'une pratique) fréquente dans les pays capitalistes avancés qui, après s'être épanouie dans toute sa force au Québec au début des années soixante, a traversé les ans avec beaucoup d'aplomb pour se retrouver aujourd'hui concrétisée, entre autres, dans la mode des sommets économiques.

Cette idéologie veut que tous les intervenants dans un dossier s'assoient autour d'une même table pour débattre des problèmes qu'ils rencontrent, pour trouver ensemble, dans la discussion rationnelle si possible, une solution à ces problèmes et pour élaborer les décisions économiques qui satisferont le mieux les intérêts de la collectivité. Tous les intervenants sont ainsi réputés partenaires égaux, au moins en droit. Entre ces partenaires égaux, l'issue la plus souhaitable est l'établissement d'un consensus. Cependant, la possibilité de mésentente ou d'impasse n'est pas exclue. Dans ce cas toutefois, l'Etat, soit en tant que partenaire principal de l'exercice, soit en tant que récipiendaire du produit de cet exercice, tranchera le litige en faisant pencher la balance d'un côté ou de l'autre.

Plusieurs illusions sont véhiculées dans cette position: neutralité de l'Etat, égalité des partenaires sociaux, négation de l'irréductibilité des intérêts de classe (lorsqu'il s'agit de classes antagonistes)³³, fétichisation de l'intérêt collectif comme transcendant les intérêts particuliers. Le fait de participer ou de se laisser concerter ne signifie d'ailleurs pas pour autant que l'on est devenu victime de ces illusions. Il peut s'agir en effet d'une participation revendicative qui vise à arracher à l'Etat ou aux autres partenaires sociaux certaines concessions. Toutefois, il ne peut jamais être

question pour les classes dominées de la société de l'exercice d'un véritable pouvoir conforme jusqu'au bout à l'expression de leurs intérêts propres.

Les formules diverses de participation ont pu avoir un tel succès dans les sociétés capitalistes avancées parce qu'elles se sont révélées constituer un mode efficace de gestion et de prévention des conflits sociaux dans lequel on associe les représentants des classes opprimées à l'exercice partiel de certains pouvoirs qui ne remettent pas en cause la structure d'ensemble de la société. En général, l'efficacité de la méthode se juge non à la réduction réelle des conflits existants, mais à la légitimité accrue qu'y acquièrent les institutions sociales et politiques auprès des dominés eux-mêmes. A défaut de produire du consensus, on peut fabriquer de la légitimité et cela constitue, certes, un ingrédient essentiel de tout processus de domination.

Voyons de plus près ce qu'il en est des C.R.D. du Québec. La plupart réunissent en tant que membres de l'organisme ou en tant que membres de son C.A. des personnes représentant les principaux groupes suivants: associations patronales, associations socio-culturelles, chambres de commerce, comités de citoyens, conseils sectoriels, coopératives, corps publics, entreprises, maisons d'enseignement, municipalités, organismes communautaires, organismes sociaux, regroupements professionnels, syndicats. Dans les faits, le monde de l'entreprise (à l'exception de la grande entreprise qui ne s'intéresse pas aux C.R.D.) y est surreprésenté. Selon les résultats de DIVAY et LAPIERRE, 36,4% des répondants (membres des C.A. et C.E. des C.R.D.) représentent soit directement des entreprises, soit des associations à caractère socio-économique et 65,3% participent soit à une chambre de commerce, soit à une association patronale. Les chiffres correspondants pour les syndicats (y compris l'U.P.A.) sont de 12,7% au chapitre de la représentation et de 24,1% à celui de la participation.

Par ailleurs, la distribution des répondants par groupe de catégories socio-professionnelles donne le résultat suivant: professions libérales, gérants et administrateurs, commerçants, 76,1%; cultivateurs, 7,7%; enseignants, ouvriers, employés de bureau, 16,2%³⁴. Dans ces conditions, il n'est pas difficile d'arriver à la conclusion que les C.R.D. sont

surtout l'affaire de certaines élites régionales:

Ce décalage entre la "participation idéale et officielle" de toute la population régionale et le regroupement de fait des seuls leaders semble provenir des élites elles-mêmes, qui se perçoivent, ou sont perçues par d'autres élites, comme les "forces vives du milieu" et par conséquent comme les éléments les plus représentatifs des meilleurs intérêts de la population, d'où l'association population-élites. C'est d'ailleurs l'intérêt même à la fois des élites et des autorités politiques que la population perçoive ces élites comme ses représentants³⁵.

La mise en place des C.R.D. a donc signifié la constitution, dans chaque région, d'une alliance de forces conservatrices dans laquelle on pouvait retrouver, à titre de participants minoritaires, certains représentants de forces potentiellement progressistes: syndicats, comités de citoyens, organismes populaires. La fonction de ce regroupement hétérogène étant, dans le cas, non pas d'exercer un pouvoir, mais simplement de consulter et d'émettre des avis, l'Etat trouva un moyen de se créer à peu de frais un appui idéologique en région: on pouvait dialoguer âprement parfois avec l'Etat, mais il y avait peu de risques que les solutions avancées au nom des régionaux remettent en question la logique dominante du système économique. En plus de ce résultat, l'Etat s'assurait d'autres avantages: disposer d'antennes lui permettant de tester ses projets de politiques, faire mieux accepter les contraintes du développement régional, modération des revendications régionales, maintien de l'état de dépendance des populations régionales à l'égard de l'Etat³⁶.

Un tel mécanisme présente bien des avantages, mais aussi certains inconvénients, il faut bien l'avouer. Parfois, des ratages se produisent. Tel C.R.D. devient revendicateur, même dénonciateur, et nuit à l'image d'un gouvernement dans une région donnée. Si tel personnage politique peut en souffrir, l'Etat comme appareil général n'en ressort pas nécessairement terni. La situation la plus délicate est certainement celle où un conseil met ses ressources au service de certaines couches ou de certaines causes populaires et où,

ce faisant, il soutient des forces qui s'opposent à la logique économique dominante. Les deux seuls conseils qui l'ont fait sur une échelle appréciable sont le C.R.D. de Québec et celui de l'Est du Québec. Le cas de ces deux conseils mériterait un traitement séparé tellement leurs bilans diffèrent sur certains points de celui des autres conseils. Qu'il suffise de mentionner que ces deux conseils ont travaillé en étroite collaboration avec des organismes populaires engagés dans des actions revendicatives ayant pour cible l'Etat (ex.: les organismes d'aménagement intégré dans l'Est du Québec) ou même, à l'occasion, certaines entreprises privées (ex.: groupes de citoyens en lutte contre les grands propriétaires fonciers et immobiliers de la ville de Québec).

L'alliance avec les forces conservatrices régionales a probablement été le motif principal qui a amené l'Etat à susciter la création des C.R.D. et à soutenir leur existence. Et c'est la poursuite de cet objectif qui amènera le remplacement des C.R.D. par de nouveaux organes territoriaux, les conseils régionaux de concertation et d'intervention (C.R.C.I.), que le gouvernement du Québec entend mettre en place à moyen terme³⁷. Ce projet de réforme s'inscrit dans la nouvelle philosophie du développement régional préconisée par le gouvernement du Québec, philosophie qui met fortement l'accent sur les initiatives du milieu, quitte à ce que l'on assiste à l'apparition "immanquable de quelques disparités, compte tenu des dynamismes locaux et régionaux différents"³⁸.

3. L'Etat et ses régions

Les politiques régionales, aussi bien celles de Québec et de Fredericton que celles d'Ottawa, ont subi des transformations profondes depuis vingt ans. Ces transformations témoignent des difficultés des gouvernements à avoir prise sur cet objet coriace et incertain qu'est le développement régional. De façon générale, il y a plutôt convergence qu'opposition entre les tentatives du gouvernement fédéral et celles des gouvernements du Québec et du Nouveau-Brunswick. Pour illustrer ce fait, nous allons reprendre dans cette dernière partie quelques éléments dont nous avons déjà fait état dans les pages précédentes.

3.1 L'évolution des conceptions du développement régional

Pour la période que nous avons considérée, on assiste dans un premier temps, de la part des gouvernements, à une volonté de planifier l'ensemble des activités socio-économiques d'un territoire en vue d'en arriver au développement régional. C'est un objectif qui fait son apparition au début des années soixante. Il est à l'oeuvre tant dans le programme A.R.D.A.³⁹ que dans les propositions du C.O.E.Q. concernant la planification au Québec et il est intégralement accepté par le gouvernement du Nouveau-Brunswick lorsque ce dernier signe avec Ottawa l'entente A.R.D.A. de 1962. Cet objectif s'accompagne, aussi bien au C.O.E.Q. qu'à l'A.R.D.A., d'une philosophie de la participation sur laquelle nous reviendrons un peu plus loin. La planification du développement régional se révèle un échec aussi bien dans le modèle A.R.D.A. (exemple des conseils régionaux d'aménagement du Nouveau-Brunswick) que dans le modèle C.O.E.Q. Les raisons conjoncturelles en sont différentes⁴⁰, mais il y a fort à parier que ces échecs dépendent d'une même cause structurelle qui tient au régime de libre entreprise. Le cadre de cet article ne permet toutefois pas d'en faire une véritable analyse. Après cet échec, les gouvernements essaieront d'autres formules.

C'est ainsi que, dans un deuxième temps, l'on s'embarque à Ottawa en 1969 dans l'aventure du Ministère de l'expansion économique régionale (M.E.E.R.). Le ministère est l'agent du gouvernement fédéral en matière de développement régional: c'est lui qui signe avec le Québec et les provinces des ententes-cadres de développement à l'intérieur desquelles les principales sommes sont consacrées aux infrastructures (routes, ports, parcs industriels, équipements récréo-touristiques, etc.) et à l'adaptation sociale (formation et mobilité de la main-d'oeuvre). De plus, un programme de subventions à l'industrie, fonctionnant à l'extérieur des ententes-cadres, permet de distribuer aux entreprises plusieurs dizaines de millions de dollars pendant la décennie soixante-dix. Pour la réalisation de ces interventions, le M.E.E.R. applique une stratégie spatiale fondée sur les "pôles de croissance".

A Québec, la planification subsiste dans le discours: le mot ne s'applique plus cependant à l'ensemble de l'activité socio-économique d'une région, mais simplement à l'agencement

de l'activité des ministères. C'est la belle époque des conférences administratives régionales, des conseils spécialisés, de la déconcentration des services gouvernementaux. L'O.P.D.Q. produit pendant cette époque des schémas d'aménagement régionaux qui apparaissent, étant donné le contexte d'apathie et le manque de moyens de mise en oeuvre, comme des exercices plutôt de style académique. La stratégie du M.E.E.R. pour le Québec (renforcer Montréal et quelques pôles de croissance secondaires) est acceptée par le gouvernement québécois lorsqu'il signe l'entente-cadre de 1974. Pour reprendre l'expression pudique de deux analystes qui se sont penchés sur la question, Québec opte pour "une stratégie de développement économique régionalement différenciée"⁴¹.

Avec la fin de la décennie soixante-dix et le début des années quatre-vingts, les choses changent à nouveau. On peut parler d'une troisième étape dans l'évolution des conceptions du développement régional. Malgré tous les efforts consentis, ce sont les mêmes régions que vingt ans auparavant qui continuent à tirer de l'arrière: comme si leur développement ne voulait pas se laisser engendrer! Non que rien n'ait changé: on dit même que certaines régions périphériques sont en train de combler une partie de leur retard. Cependant les programmes des gouvernements, surtout du gouvernement fédéral, sont critiqués. Lorsqu'on en fait le bilan, on s'aperçoit qu'ils n'ont pas donné les résultats promis. Il se passe bien quelque chose, mais on ne peut le qualifier de développement régional. Des inégalités subsistent.

La politique de développement régional mise directement en oeuvre par le M.E.E.R. paraît, en soi, d'une portée relativement limitée, par comparaison avec ce que l'on observe dans des nombreux autres pays de l'O.C.D.E., et susceptible de n'avoir qu'un effet marginal sur les disparités entre régions (...)

L'une des conclusions auxquelles l'on est parvenu est que, étant donné la vigueur des mécanismes de marché, le développement des régions semble devoir encore refléter surtout leur richesse en ressources⁴².

De plus, le contexte est à la crise. Il ne saurait être question de consacrer à un problème qui ne veut pas se régler des quantités illimitées de ressources. L'on se tourne vers une approche pragmatiste: au lieu de promouvoir une politique d'ensemble, l'on s'adonnera désormais au cas par cas. Les projets les plus prometteurs pourront être encouragés. Pour le reste, on s'en remet au dynamisme local⁴³, à l'entrepreneurship régional, comme il ressort des dernières politiques économiques du gouvernement du Québec⁴⁴. Au Nouveau-Brunswick également, il y a longtemps que la perspective globale régionale a été perdue de vue. Tous les intervenants sont engagés dans des actions sectorielles ou locales et plus personne, surtout depuis la disparition des conseils régionaux d'aménagement, n'a le souci de l'ensemble.

Les actions du gouvernement fédéral vont également dans le sens d'un étalement et d'un émiettement de la question du développement économique des régions. Au début de 1982, Ottawa annonce que les ententes-cadres de développement ne seront pas renouvelées à leur échéance. Les fonds fédéraux seront désormais distribués directement aux bénéficiaires par-dessus la tête du Québec et des provinces. Un des buts évidents de l'opération est de rendre plus visibles les actions fédérales destinées aux régions et, par conséquent, d'en tirer un plus grand capital politique. A l'heure de la crise constitutionnelle et dans le cadre de sa nouvelle offensive centralisatrice, Ottawa fait fièche de tout bois.

Par ailleurs, le ministère de l'Expansion économique régionale (MEER) est aboli et ses services sont regroupés avec celui de l'Industrie et du Commerce dans une nouvelle entité. Cette nouvelle structure administrative est relativement jeune et n'a pas encore apporté de résultats qui se prêteraient à une évaluation serrée. Cependant, les divers renseignements que l'on peut rassembler sur les plans de relance mis au point depuis cette réorganisation laissent croire que les interventions se réaliseront là aussi en fonction des projets issus de l'initiative du milieu. Le "dynamisme" n'étant pas aussi fort dans tous les milieux, il y a risque que, sous ce rapport, la nouvelle politique consacre les écarts régionaux existants et encourage même l'apparition de nouvelles disparités.

Entre Ottawa et Québec on peut voir s'engager présentement une "bataille du développement régional": à l'aide des fonds disponibles et dans le cadre de soutien à des projets particuliers, les deux gouvernements s'apprêtent à courtiser les populations (et surtout les élites) régionales, quand ce ne sont pas les populations (et élites) locales, afin de disputer et d'asseoir leur part de légitimité. Il est paradoxal de constater que cette bataille s'engage précisément au moment où les deux gouvernements montrent que dans les faits ils ont démissionné devant l'objectif de régler la question des disparités régionales!

Cette nouvelle stratégie, qui est partagée pour l'essentiel par les gouvernements à l'heure actuelle, permet de faire de la dépense des fonds étiquetés "développement régional" un outil dans la recherche de l'appui des forces conservatrices locales et régionales. En plus de tenter d'obtenir cet appui dans la "participation" et la "concertation", on peut aussi le susciter en affectant des crédits à des projets émanant de l'initiative des divers milieux.

3.2 L'Etat et la "participation"

La "participation" est un mythe qui a la vie dure, nous l'avons vu. Cependant, il ne s'agit pas que d'un mythe: c'est une technique éprouvée de gestion des conflits sociaux. Même si ses formes changent, elle n'est pas vraiment mise en cause dans la transformation des définitions que l'Etat a données au développement régional. Qu'il s'agisse de l'époque de la croyance au développement planifié, de l'époque des pôles de croissance et de la déconcentration administrative ou de l'époque de l'initiative locale et du financement par projet, la "participation" au sens où nous l'avons définie plus haut est toujours la bienvenue. Seule condition à son exercice: que le regroupement des acteurs socio-économiques donne toujours la majorité (pouvant aller jusqu'à la totalité) des voix aux forces conservatrices et jamais plus (ou jamais plus très longtemps!) que la minorité des voix aux forces progressistes. Nous avons vu que cette condition a toujours été respectée pour l'ensemble des C.R.D. au Québec et que lorsqu'elle a cessé d'être respectée pour les conseils régionaux d'aménagement du Nouveau-Brunswick l'existence de ces derniers

a commencé à être mise en question par l'Etat. Le processus de remise en question a certes duré pendant fort longtemps (exactement dix ans dans le cas du C.R.A.N., ce qui montre que l'Etat est parfois tissé de contradictions), mais l'on ne peut expliquer autrement comment il se fait que les conseils néo-brunswickois n'ont jamais eu le vent dans les voiles depuis le moment de leur virage populiste au début des années soixante-dix jusqu'à leur disparition en 1980. Les conseils ont toujours d'ailleurs été parfaitement conscients du fait qu'ils n'étaient que tolérés et que leur soutien financier pouvait être à tout moment compromis. De toute façon, lorsque le gouvernement du Nouveau-Brunswick se décida à couper les fonds aux conseils, ce n'était absolument pas parce qu'il se désengageait d'une politique de "participation". Au contraire, c'est précisément parce qu'il jugeait que la "participation" était d'ores et déjà réalisée par d'autres organismes (et mieux réalisée que par les conseils régionaux) qu'il décida de leur retirer tout appui financier.

Si les conseils régionaux du Québec et du Nouveau-Brunswick présentent une parenté certaine quant au fait de toujours avoir été vus par leur gouvernement respectif comme des véhicules propres à assurer la "participation" régionale, ils diffèrent notablement quant à la façon dont ils ont exercé cette fonction de "participation". Tandis qu'au Québec la majorité des C.R.D., sauf exception qui confirme la règle, ont accepté sans problème de servir d'organe pour le type de consultation et de participation défini par le gouvernement, au Nouveau-Brunswick les conseils régionaux d'aménagement ont assez tôt redéfini leur rôle dans le sens d'une autonomisation de l'action de certaines couches populaires rurales, ce qui allait à l'encontre de leur intégration, par le mécanisme de "participation", au type de développement favorisé par l'Etat et la logique économique dominante.

Pourquoi l'expérience des conseils néo-brunswickoix est-elle si radicalement différente de celle de leurs homologues québécois? Ce n'est pas le lieu d'explorer à fond les différences entre les deux groupes de conseils; qu'il nous suffise d'avancer deux hypothèses. Le caractère populaire et plus progressiste à la fois du membership et des actions des conseils du Nouveau-Brunswick par rapport à ceux du Québec (plus élitistes et plus conservateurs) peut s'expliquer par

deux considérations, soit la faiblesse relative des notables locaux et la faiblesse relative de l'Etat provincial au Nouveau-Brunswick. En effet, l'expulsion des notables des postes de commande du C.R.A.N. en 1970 et du C.R.A.N.O. en 1971 est le geste qui a permis les transformations structurelles et idéologiques qui ont rendu possible l'adoption de nouvelles orientations par les conseils. Un tel putsch aurait été impensable dans les C.R.D. du début des années soixante-dix au Québec. Les élites locales auraient offert une résistance plus farouche, en tout cas! ... et se seraient sans doute opposées victorieusement à leur éviction. Quant à notre seconde hypothèse, elle veut que la faiblesse de l'Etat au Nouveau-Brunswick a pu paver la voie à une évolution originale de ses conseils d'aménagement. Le Nouveau-Brunswick, moins gros, moins fortuné, moins technocratique, n'a jamais mis sur pied de structure analogue à l'O.P.D.Q., qui paraît avoir tenu les C.R.D. québécois en laisse depuis sa création. Ayant une marge de manoeuvre beaucoup plus grande que leurs homologues du Québec, les conseils néo-brunswickois ont pu jusqu'à un certain point agir à leur guise et se montrer plus fidèles à l'évolution des enjeux du développement dans leurs régions respectives.

De façon générale, on peut dire que l'Etat est grand consommateur de "participation". Toutes les formes de dialogue des partenaires sociaux, de collaboration de classes en somme, trouvent grâce à ses yeux. Qu'il s'agisse du niveau national, régional, sectoriel ou de la participation dans l'entreprise⁴⁵, un ensemble d'organismes de "participation" à vocation consultative ont été mis en place pour quadriller le corps social. Les formes de cette "participation" sont appelées à se renouveler selon les nécessités du moment et les options du parti au pouvoir. L'innovation la plus significative du gouvernement du Parti Québécois à ce chapitre consiste en l'institution des sommets économiques. En plus des sommets généraux et sectoriels, divers essais ont été effectués au niveau régional. Certaines régions administratives et même certaines circonscriptions électorales ont eu leur sommet économique au cours des deux dernières années.

Lors d'un récent sommet économique général, celui de Québec en avril 1982, le premier ministre annonçait l'intention de son gouvernement de mettre en place une nouvelle structure

"participative" au Québec, à savoir un Conseil économique et social. C'est une idée qui a refait surface à plusieurs reprises au Québec⁴⁶. Elle vient en droite ligne de la période de l'âge d'or de la "participation", à savoir le début des années soixante et a été reprise à leur compte par les C.E.R. de l'époque. Ces ancêtres des C.R.D. avaient une vision très articulée de la "participation" où tous les paliers, le sectoriel, le régional et le national étaient imbriqués. A preuve cet extrait d'un mémoire des C.E.R. de l'Est du Québec présenté au gouvernement du Québec en 1967 et qui constitue l'un des plus beaux morceaux choisis de l'idéologie de la participation:

Offrant à divers organismes (corps publics et inter-médiaires) un lieu de rencontre à un niveau d'intervention (la région) faiblement institutionnalisé jusqu'à date, les CRD peuvent permettre aux représentants des divers organismes qui constituent leur clientèle de prendre, en commun, certaines positions d'intérêt régional, face aux décisions de l'extérieur (gouvernementales, principalement) qui affectent la population régionale dans son bien-être. Les CRD peuvent également faire valoir ces positions auprès des organismes extérieurs concernés. C'est surtout à l'égard des options de base d'un plan provincial que les CRD pourraient être amenés à jouer ce rôle de représentation, et il va de soi, qu'à cette fin, la meilleure façon de procéder serait d'accorder une représentation des CRD au sein du futur Conseil économique et social du Québec. Le COEB et le CREEGIM sont d'avis que les CRD devraient se voir offrir la moitié des sièges à ce futur organisme de consultation provinciale, l'autre moitié étant accordée aux grandes associations patronales, syndicales et coopératives québécoises⁴⁷.

Cette séduisante vision d'une société traversée de haut en bas par des flux de "participation" canalisés dans des organes emboîtables de concertation où les niveaux sectoriels et régionaux se fusionnent pour constituer une structure nationale intégrée s'alimente à plusieurs sources d'inspiration. Nous en signalerons deux.

Il y a d'abord l'exemple de la social-démocratie de l'Europe du Nord. La concertation des partenaires sociaux (patronat et syndicats) sous l'égide de l'Etat est, en période de prospérité du moins, une constante de la vie économique et politique de ces pays. Il s'agit d'un arrangement qui, tout en gardant le mouvement ouvrier en état de sujétion, lui confère certains avantages sur le plan du niveau de vie. La forte capacité de consommation des travailleurs et travailleuses de l'Europe du Nord constitue d'ailleurs une condition essentielle de l'accumulation capitaliste dans ces pays. Ce genre de "contrat social" est probablement impossible à transplanter intégralement dans le contexte québécois et canadien⁴⁸, ce qui ne l'empêche pas d'apparaître comme une solution attrayante.

On peut aussi voir dans le corporatisme jadis prôné par la doctrine sociale de l'Eglise une autre variante de la défense de la concertation à tous les niveaux de la société. Cette influence n'est certes pas directe et peu d'idéologues ou de personnages politiques se réfèrent aujourd'hui explicitement au corporatisme en tant que système de pensée. Pourtant en préconisant la concertation et la "participation" comme méthodes de gestion des conflits sociaux, ces gens renouent, sans trop s'en apercevoir eux-mêmes, avec ce courant qui a fortement marqué la plupart des polémiques sociales avant 1960. Cette filiation plus ou moins consciente avec la tradition sociale catholique⁴⁹ ne fait que confirmer le parti pris conservateur de l'idéologie de la participation.

L'acclimatation de la philosophie participationniste au contexte québécois, et nord-américain en général n'a jamais été parfaite. D'une part, avons-nous vu, la variante sociale-démocrate de la concertation des partenaires sociaux n'a jamais rencontré toutes les conditions pour son plein épanouissement. D'autre part, des organisations représentant les classes dominées ont, à certains moments du moins, remis en question l'opportunité des organes de "participation" en refusant d'y envoyer des délégués ou en dénonçant carrément l'existence. Ce fut surtout le cas des centrales syndicales qui, telles la C.S.N. et la C.E.Q., ont cessé à certaines époques de participer à plusieurs conseils consultatifs et organes similaires de l'Etat. De telles actions n'ont jamais été suffisantes pour empêcher la "participation" de fonctionner, mais elles lui auront quand même enlevé une part de sa légitimité.

Quant au cadre régional, on peut affirmer en conclusion qu'il offre de multiples possibilités à l'exercice de la "participation" et de la concertation, ce qui n'assure pas pour autant que tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes. On peut même parler à ce propos du paradoxe de la "participation". Alors que la "participation" se présente comme un moyen d'impliquer "la population" dans la construction de son avenir, on peut remarquer que les conseils régionaux du Québec et du Nouveau-Brunswick n'ont jamais pu influencer profondément le développement de leurs territoires. A cela, deux raisons: d'une part, les conseils étaient des organismes essentiellement consultatifs et, d'autre part, ils ne réunissaient que des agents économiques et sociaux relativement démunis de pouvoir. La "participation" apparaît ici comme le forum des sans-pouvoir; à d'autres paliers de l'échelle sociale, là où le pouvoir réside - dans la grande entreprise⁵⁰, par exemple - la "participation" en tant qu'exercice de concertation des partenaires sociaux n'a pas sa place. On peut donc retrouver à la limite des cas où, par exemple dans les conseils régionaux, le pouvoir et la participation sont pratiquement antithétiques et où l'abondance de l'un implique quasi nécessairement la rareté de l'autre!

L'expérience des conseils régionaux du Québec et du Nouveau-Brunswick montre aussi que la "participation" en région peut rencontrer, du point de vue de l'Etat, certaines limites. Sans que cela soit un cas fréquent, il arrive que la machine ait des ratés et que l'alliance recherchée avec les forces conservatrices de la société régionale ne puisse se réaliser, ainsi que nous l'avons vu principalement dans le cas des conseils du Nouveau-Brunswick. Dans une telle situation, les organes de "participation" sont tôt au tard désavoués par l'Etat. Le fait que les organismes de "participation" puissent aussi se retourner contre l'Etat constitue un accident de parcours qui est plus susceptible de survenir dans un cadre régional qu'au niveau national. Les organismes nationaux, en raison même de leur proximité plus grande avec l'appareil étatique, sont soumis à une surveillance plus étroite et ont moins de chances de se rebiffer. L'éloignement - géographique, mais surtout politique - par rapport aux centres du Pouvoir semble comporter pour celui-ci des risques plus élevés.

NOTES

1. C'est la conclusion à laquelle arrive Lionel ROBERT dans son article "L'espace et l'Etat; politiques et mouvements urbains et régionaux au Québec", *Critères*, no 23, 1978, pp. 231-258.
2. Sans y souscrire personnellement, Guy BOURASSA discute cette hypothèse dans un article récent. Voir Guy BOURASSA, "La démocratie municipale: déblocage ou impasse?", *Possibles*, vol. 5, no 2, 1981, pp. 39-48.
3. DIONNE, Hugues, "Le zonage agricole (loi 90), l'aménagement du territoire (loi 125) et le développement régional", *L'impact des lois 90 (zonage agricole) et 125 (aménagement-urbanisme) dans l'Est du Québec*, Rimouski, UQAR-GRIDEQ (Coll.: Documents généraux du GRIDEQ, no 9), 1981, p. 4.
4. BECOTTE, Yves, "L'aménagement du territoire et les perspectives de décentralisation", *Ibid.*, pp. 73-95.
5. LAFONTAINE, Danielle, "Le nouvel éloignement des régions", *Le Devoir*, 4 février 1982, p. 24.
6. Dans l'ordre de leur fondation:
Conseil régional d'aménagement du Nord (C.R.A.N.), 1964.
Northern Regional Development Council (N.R.D.C.), 1965.
Conseil régional d'aménagement du Nord-Ouest (C.R.A.N.O.), 1965.
Conseil régional d'aménagement du Sud-Est (C.R.A.S.E.), 1966.
South Central Development Council (S.C.D.C.), 1972.

7. ALLAIN, Greg, Serge COTE et John TIVENDELL, *Evaluation des conseils régionaux d'aménagement du Nouveau-Brunswick*, monographie publiée par l'Ecole des Sciences Sociales de l'Université de Moncton, 1978, 296 p.
8. ALLAIN, Greg, Serge COTE et John TIVENDELL, "Evolutions asymétriques: le cas des conseils régionaux d'aménagement francophones et anglophones au Nouveau-Brunswick", *Revue de l'Université de Moncton*, vol. 10, no 1, janvier 1977, pp. 63-87.
9. Ces hommes d'affaires se recrutaient essentiellement dans le milieu de la petite et moyenne entreprise industrielle et commerciale. Les gens de la grande entreprise n'ont été présents ni dans les cercles d'étude, ni dans les conseils régionaux.
10. Ce fait est confirmé par MC CRORIE, qui a produit l'une des études les plus complètes concernant le programme A.R.D.A. Voir James N. MC CRORIE, *L'A.R.D.A.: une expérience de planification du développement*. Ottawa, Conseil canadien de l'aménagement rural, 1969, en particulier p. 91 où l'auteur discute le rôle de la S.A.R. (Société d'aménagement régional), société de la couronne néo-brunswickoise responsable de la mise en oeuvre des projets conjoints avec le gouvernement fédéral.
11. *Participation et développement*, rapport du Comité d'étude du Nouveau-Brunswick sur le développement social, 3 tomes, Fredericton, 1971.
12. *Réévaluation des politiques régionales dans les pays de l'OCDE*, Paris, Organisation de coopération et de développement économiques, 1974, p. 35.

13. Les ententes F.O.D.E.R. (Fonds de développement économique rural) qui ont prolongé les ententes A.R.D.A. ont consacré, dans le Nord-Est du Nouveau-Brunswick, environ les trois quarts de leurs fonds à l'"adaptation sociale", soit 10 millions sur les 13,8 millions de dollars de l'entente. Voir *L'Évangéline*, 29, 30, 31 janvier et 1er et 2 février 1973.
14. Sur le plan financier, seul le C.R.A.N. était subventionné à même les fonds d'une entente fédérale-provinciale (entente F.O.D.E.R. pour le Nord-Est du Nouveau-Brunswick). Cependant, même si les montants accordés au C.R.A.S.E. et au C.R.A.N.O venaient du trésor provincial, ces deux conseils n'en partageaient pas moins entièrement la philosophie ARDA.
15. Voir Hugues DIONNE et collaborateurs, "Le BAEQ: une entreprise d'éducation à la 'rationalité'" dans l'ouvrage collectif *Aménagement intégré des ressources et luttes en milieu rural*, Rimouski, UQAR-GRIDEQ (Coll.: Les Cahiers du GRIDEQ, no 11), 1983, pp. 33-52.
16. Les causes de l'échec de cette planification, par ailleurs vivement souhaitée et encouragée par les gouvernements, mériteraient une étude approfondie. Une des raisons qui rend difficile la planification du développement des régions est le régime de "libre entreprise" inhérent au capitalisme comme système économique. Même un plan aussi technocratique que celui du B.A.E.Q. au Québec n'a jamais été appliqué intégralement; c'est donc dire que le plan "technocratique-populaire" du C.R.A.N.O. n'avait aucune chance!
17. Pour une analyse assez fidèle des actions spectaculaires du C.R.A.N. de 1970 à 1972, ainsi que de l'évolution qui y a mené, voir le reportage de Gilles GARIEPY, "Le C.R.A.N., étonnant porte-parole", *La Presse*, lundi 30 mars 1972 (dans le cadre d'une série de quatre articles de fond sur l'Acadie).

18. Pour une analyse détaillée de cette question, voir Greg ALLAIN, "La crise de Kouchibouguac et ses retombées à Saint-Louis-de-Kent: portrait sociologique d'une relocalisation", *Revue de l'Université de Moncton*, vol. 8, no 1, janvier 1975, pp. 21-40. Cette "cause célèbre" continue d'ailleurs à défrayer les manchettes; on en trouvera un examen en profondeur dans le texte de Greg ALLAIN, "L'affaire Kouchibouguac: bilan du rapport de la Commission spéciale d'enquête sur le parc national de Kouchibouguac", *Egalité*, no 7, automne 1982, pp. 51-95. Le même numéro comprend en outre une "Chronologie des événements entourant la création du parc national Kouchibouguac, 1964-1980", pp. 185-192.
19. Les deux auteurs ont été associés à cette évaluation à titre de consultants. Le rapport d'évaluation des consultants fut remis à l'été 1976 et la commission a retenu presque intégralement les propositions des consultants au moment de produire son rapport final l'année suivante.
20. Province du Nouveau-Brunswick, *Rapport de l'étude sur les ressources agricoles*, (rapport PARKS), Fredericton, novembre 1977, p. 42.
21. Cette soumission de la petite production se donne habituellement comme une volonté de "modernisation".
22. On peut donner comme exemple d'une stratégie anti-capitaliste l'implication des conseils dans la mise en place et le soutien de syndicats et d'organisations militantes de petits producteurs. Quant aux actions de résistance à la logique capitaliste, elles furent nombreuses et toutes les luttes s'opposant aux déplacements de population en sont des illustrations, que ces déplacements se situent dans le cadre d'opérations de développement touristique (parc Kouchibouguac) ou de rationalisation technocratique des services publics (tentatives de

fermeture des villages de Notre-Dame-de-Lourdes dans le Nord-Ouest et de Nicolas-Denys dans le Nord-Est).

23. La position défendue ici assimile l'Etat à un gestionnaire du capital. Même s'il existe toute une tradition d'analyse de l'Etat qui va dans ce sens, il faut éviter de conclure hâtivement et de façon mécanique. Si le cadre de cet article le permettait, il serait souhaitable de discuter plus à fond cette position et de l'étayer solidement. Mentionnons au moins que, dans plusieurs cas, des luttes populaires réussissent à infléchir l'action de l'Etat dans un sens différent. De plus, on peut relever quantité d'exemples qui démontrent que, même quand la logique capitaliste finit par triompher, c'est souvent après un long processus d'essais et d'erreurs dans lequel l'Etat avance à l'aveuglette et improvise de longs et coûteux tâtonnements.
24. Voir, entre autres, Gérard DIVAY et Jean LAPIERRE, *Organisation collective et planification régionales: les conseils régionaux de développement*, Montréal, INRS-Urbanisation (Coll.: Rapports de recherche, no 1), 1976, 215 p. et JUTRAS, Johanne, *Le conseil régional de développement de l'Est du Québec*, Rimouski, UQAR-GRIDEQ (Coll: Cahiers du GRIDEQ, no 8), 1981, 144 p.
25. BRUNELLE, Dorval, *La désillusion tranquille*, Montréal, Editions Hurtubise - HMH, 1978, pp. 182-191.
26. SIMARD, Jean-Jacques, "La région retrouvée", *Possibles*, vol. 3, nos 3-4, (printemps-été 1980), p. 198.
27. La volonté des capitalistes et des technocrates québécois de modeler l'appareil de l'Etat selon leurs besoins devait vite rencontrer ses limites. L'une des ces limites réside dans le fait que la raison d'être de l'Etat,

c'est la défense des intérêts généraux de la bourgeoisie. L'Etat ne saurait, sauf temporairement, être mis au service d'intérêts trop particuliers (ici le capital autochtone). Deux analystes expliquent l'échec de la planification globale par "l'évolution de la conjoncture politique, à savoir l'abandon du gouvernement libéral par les intérêts financiers dominants et le refus politique subséquent d'utiliser pleinement les instruments québécois de développement mis en place antérieurement sur la recommandation du C.O.E.Q." (DIVAY et LAPIERRE, *op. cit.*, p. 151). En l'occurrence, les intérêts financiers dominants étaient la bourgeoisie financière anglo-canadienne.

28. La région du Nouveau-Québec n'a pas de C.R.D. et la région administrative de Montréal n'est couverte qu'en partie par deux conseils, soit le C.R.D. Laurentides-Lanaudière et le C.R.D. Sud de Montréal. L'agglomération montréalaise proprement dite n'a jamais eu de C.R.D.
29. LAPOINTE, Adam, Paul PREVOST et Jean-Paul SIMARD, *Economie régionale du Saguenay - Lac-Saint-Jean*, Chicoutimi, Gaétan Morin éditeur, 1981, p. 177.
30. Protocole d'entente pour l'exercice financier 1981-1982 entre l'Office de planification et de développement du Québec et les Conseils régionaux de développement associés du Québec.
31. JUTRAS, Johanne, *op. cit.*, pp. 56-59.
32. *Op. cit.*, p. 127 (souligné par G.A. et S.C.).
33. La "concertation" des partenaires sociaux n'a pas toujours la limpidité du schéma tripartiste patronat-Etat-syndicats. Souvent les intérêts qui sont en jeu sont

ceux de fractions rivales de la même classe ou de couches sociales difficilement rattachables aux classes fondamentales de la société capitaliste.

34. *Op. cit.*, pp. 57, 61 et 66.
35. *Ibid.*, p. 48.
36. *Ibid.*, pp. 181-195.
37. Gouvernement du Québec, *Le choix des régions*, Document de consultation sur le développement des régions, Québec, juin 1983, pp. 93-105.
38. THELLIER, Marie-Agnès, "François Gendron au Devoir: Québec est prêt à mieux appuyer le développement des régions", *Le Devoir*, 14 janvier 1982, p. 15.

De la part de l'Etat, il s'agit d'une certaine façon d'un constat d'échec et de démission. Après avoir défendu au début des années soixante la nécessité de planifier le développement de tout le Québec et de ses régions dans une perspective de lutte aux disparités, l'Etat admet qu'il n'a pas de prise sur les forces qui engendrent le développement: s'il doit y avoir du développement, il surgira du dynamisme local et l'on considère inévitable le caractère inégal de ce développement.
39. Le programme A.R.D.A. est d'origine fédérale, mais il a eu une influence considérable sur certaines expériences du Québec (en particulier, le B.A.E.Q.) et du Nouveau-Brunswick.
40. Les raisons apportées par les témoins de ces expériences se rejoignent sur certains points malgré tout. Ainsi, Roland PARENTEAU du C.O.E.B. parle de "désuétude des

structures d'action" des ministères sectoriels et Elbert DEVEAUX, à propos du C.R.A.N.O, invoque l'absence de structure d'accueil à l'intérieur de l'administration provinciale. Voir Roland PARENTEAU, "L'expérience de la planification au Québec, 1960-1968", *Actualité économique*, vol.45, no 3, janvier-mars 1970 et Elbert DEVEAUX, C.R.A.N.O. *Revisited*, document non publié, 5 janvier 1971. 27 pages.

41. DIVAY et LAPIERRE, *op. cit.*, p. 158.

42. *Les politiques régionales au Canada*, Paris, Organisation de coopération et de développement économiques, 1980, p. 6. Voir aussi Neil M. SWAN et Paul J.E. KOVACS, *Une théorie des disparités interrégionales appliquée à Terre-Neuve*, étude préparée pour le Conseil économique du Canada, Ottawa, Approvisionnement et Services, 1981, p. 2.

43. La grande popularité et le succès apparent aux Etats-Unis de l'initiative locale et de l'auto-assistance dans les efforts des collectivités locales pour attirer (et pratiquement jamais pour créer) des entreprises confèrent à ces expériences un attrait supplémentaire. Un rapport récent y consacre plusieurs pages élogieuses. *Les politiques régionales aux Etats-Unis*, Paris, Organisation de coopération et de développement économiques, 1980, pp. 42, 47, 52, 54.

44. Voir Gouvernement du Québec, *Le virage technologique: Bâtir le Québec, phase 2; Programme d'action économique 1982 - 1986*, Québec, 1982, en particulier le chapitre 14 intitulé "Le développement économique régional", pp. 185-204. Voir également le chapitre 3 du *Choix des régions*, intitulé "Un développement des régions par les régions", pp. 57-61.

45. Le chapitre 4 de *Bâtir le Québec* s'intitule "La coordination des agents économiques" et comporte un plaidoyer pour la participation des travailleurs à la vie de l'entreprise. Voir Gouvernement du Québec, *Bâtir le Québec, énoncé de politique économique*, 1979, pp. 83-100. Le chapitre 15 de *Bâtir le Québec 2*, intitulé "La concertation et la coordination des agents économiques", reprend le même plaidoyer et met en plus l'accent sur la concertation aux niveaux national, régional et sectoriels. Voir *Le virage technologique*, 1982, pp. 205-212.
46. Le Québec possède déjà depuis plusieurs années son conseil de planification et de développement. Le Conseil économique et social projeté en prendrait le relais.
47. *Pour une politique québécoise des conseils économiques régionaux*, Mémoire présenté au gouvernement du Québec par les conseils économiques régionaux du territoire-pilote, le Conseil d'orientation du Bas Saint-Laurent (C.O.E.B.) et le Conseil régional d'expansion économique de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (C.R.E.E.G.I.M.), février 1967, pp. 12-13.
48. Entre autres conditions, un véritable pacte social inspiré de la social-démocratie exigerait une extension importante de la syndicalisation, un accroissement des mesures sociales et un renforcement significatif des pouvoirs d'intervention de l'Etat, toutes choses que le patronat d'ici n'accepterait pas d'emblée. De plus, il faudrait que le camp syndical soit beaucoup plus unifié, voire centralisé, qu'il ne l'est actuellement. Un mouvement syndical uni et organisationnellement puissant caractérise la social-démocratie de l'Europe du Nord.
49. Certains auteurs utilisent le terme corporatisme pour désigner non seulement l'idéologie véhiculée dans la doctrine sociale de l'Eglise, mais aussi les formes anciennes et modernes de tripartisme. Après avoir mis en

garde contre une utilisation abusive de la notion de corporatisme, par exemple pour en faire un simple synonyme d'interventionnisme étatique, Panitch rappelle avec à propos que le corporatisme au sens du tripartisme a beaucoup plus souvent été préconisé que réellement mis en application au Canada. Si le corporatisme s'est manifesté avec vigueur au plan idéologique mais avec beaucoup moins de force au plan des réalisations, c'est que, selon l'auteur, toutes les conditions nécessaires à son plein développement n'ont jamais pu être rassemblées. Voir Leo PANITCH, "Corporatism in Canada", *Studies in Political Economy*, no 1, Spring 1979, pp. 43-92.

50. Nous traitons ici du cadre régional. Les grandes entreprises ne se sont jamais occupé des conseils régionaux, ni au Québec, ni au Nouveau-Brunswick. Leur présence toutefois s'affirme dans les organes nationaux de "participation".

Développement régional et développement coopératif : vers la reconnaissance d'une nouvelle culture politique

Micheline Bonneau

Depuis quelques années, certains chercheurs et planificateurs étatiques tentent d'"aménager" une association plus directe entre développement coopératif et développement régional¹. L'éclosion de ce nouveau tandem serait favorisé par une conjoncture particulière qu'on se proposerait d'exploiter et d'orienter; on viserait ainsi un subtil dosage de dynamismes sociaux et politiques récents en profitant notamment du caractère très adaptable des entreprises et de l'idéologie coopératives. Tout en nous questionnant sur le réalisme d'une telle stratégie nous pouvons également tenter d'évaluer son impact possible tant sur le développement coopératif que sur le développement régional.

1. Coopératives et conjonctures politico-économiques

La coopération ne peut être considérée comme allant de soi dans une société, et encore moins comme le trait d'un soi-disant caractère national; une telle pensée est profondément mystificatrice². Malgré l'impact d'une forte tradition de coopération au Québec, du moins en milieu rural, l'histoire

nous révèle constamment des conjonctures particulières favorisant tantôt développement ou stagnations, tantôt reprises ou fléchissements, et ceci au gré de la situation économique, de l'occurrence de politiques étatiques incitatrices, des divers agents qui y contribuent et en bénéficient et de leurs intérêts propres. A mesure donc que s'estompe l'image de l'implication volontaire, massive et généralisée du peuple au projet coopératif et en vertu également des "mouvances" de celui-ci, nous découvrons plutôt une diversité d'acteurs concrets, d'entreprises, de conjonctures et d'enjeux; une panoplie de secteurs d'activité, de difficultés de fonctionnement, de déboires et de problèmes de mobilisation³.

Pour comprendre l'évolution du développement du secteur coopératif et ses diverses colorations, nous devons de prime abord invoquer des facteurs externes au mouvement coopératif lui-même puisque le développement de celui-ci, loin de s'avérer autonome, se module à des exigences exogènes, ne participant pas nécessairement de la logique coopérative. Quelques études ont à nouveau démontré récemment la capacité d'adaptation considérable de l'entreprise coopérative à l'économie dominante⁴ et ses concessions à la technocratie et au productivisme⁵; à titre d'exemple pensons que dans le secteur de l'habitation, des immeubles sont parfois achetés et rénovés par des "professionnels" qui voient ensuite seulement à les "remplir" en attribuant les logements à des coopérateurs virtuels et pensons encore à la formule de coopérative d'habitation avec capitalisation proposée par la Société de développement coopératif elle-même il y a quelques années.

De plus, nous avons démontré que les secteurs coopératifs qui ont connu ces dernières années un important développement peuvent être assimilés aux moyens collectifs de consommation (logement, transport, santé, etc.) globalement pris en charge par l'Etat au cours des dernières décennies en pays capitaliste avancé, dans un processus de socialisation croissante de la production de biens et services nécessaires à la reproduction du travail⁶. Non seulement cette socialisation commande-t-elle la prise en charge étatique, mais également la "collectivisation", c'est-à-dire un mode social collectif de l'utilisation de certains biens et services. Or, par définition, la coopérative vise un objectif de collectivisation. Par surcroît, ne recherchant pas le profit, elle peut répondre plus facilement

à des demandes jugées justement non solvables par les entreprises capitalistes. Ainsi orientée par l'Etat et ses politiques incitatrices, le développement coopératif contribue donc à la régulation de contradictions fondamentales dans l'économie capitaliste, notamment dans des secteurs essentiels à la reproduction du capital.

Ce développement coopératif est, à notre avis, un développement dépendant, à la remorque constante de besoins, nécessités, ajustements définis par des conjonctures sur lesquelles il n'a aucune prise ou pouvoir: il a jusqu'ici modelé son expansion à celle de l'économie dominante et à ses priorités fluctuantes. Ces conjonctures passées et récentes ayant prévalu à son évolution semblent même indiquer une tendance vers une récupération profonde et irréversible. Qu'en est-il actuellement de cette conjoncture qui semble vouloir lui assigner une nouvelle partition; des lendemains qui chantent sont-ils imaginables pour le développement coopératif au Québec dans l'optique de son rapprochement ou jumelage avec le développement régional?

2. A la découverte des dynamismes locaux: opportunisme politique ou "planification douce"

Si elle a servi une fonction de régulation à une certaine époque, contribuant à la transition à un nouveau mode de production ou comblant les lacunes de celui-ci, se pourrait-il aujourd'hui que la coopération devienne un instrument efficace de développement régional, épousant des objectifs de déconcentration économique et visant particulièrement les régions périphériques sous-développées? Plus encore: dans ce nouveau processus systématique d'adaptation du mouvement coopératif à des priorités qui lui sont dictées de l'extérieur et d'en haut, peut-on croire à des possibilités de développement qui pourraient lui être salutaires, en vertu cette fois de sa logique propre.

Considérant le fait que la coopérative associe deux composantes, à savoir une entreprise et une association de personnes⁷ et que la première a très souvent subordonné la seconde⁸ au détriment de la participation et de l'implication responsable et démocratique de tous les membres, nous

pouvons postuler que la stratégie qui consiste à solidariser développement coopératif et développement régional, s'appuyant sur les dynamismes des collectivités locales et régionales (entre autres sur les nouvelles municipalités régionales de comté (MRC), régions communautaires d'appartenance) pourrait à moyen terme, provoquer un désir d'appropriation réelle, à la base, des entreprises coopératives qui permettrait une revalorisation de son volet associatif; le mouvement coopératif pourrait peut-être ainsi retrouver un peu de son esprit, son "échelle" et sa dynamique originels⁹.

La conjoncture politique et socio-économique actuelle peut en effet provoquer la convergence de nombreux dynamismes, transformations et politiques et possiblement ainsi contribuer au sauvetage de ces deux grands naufragés que sont devenus le développement régional et le développement coopératif. Le dit nécessaire désengagement de l'Etat protecteur et la non moins nécessaire décentralisation administrative de l'Etat, l'apparition récente sinon d'un mouvement du moins d'un embryon de conscience régionaliste, l'émergence de diverses expérimentations sociales à l'échelle locale et sous-régionale, les diverses luttes et regroupements populaires et petits bourgeois, la restructuration des pouvoirs des collectivités locales et le renouvellement attendu de leur personnel politique constituent sans doute les principaux éléments de la conjoncture actuelle que les idéologies de la participation, de la prise en charge communautaire, de l'entrepreneuriat local et régional et de la cogestion tentent d'amalgamer.

Si les partisan-e-s du libéralisme économique se réjouissent du retrait de l'Etat-protecteur, les autogestionnaires et les régionalistes en font autant, comptant en profiter pour développer leurs acquis et continuer la poursuite de leur utopie; les deux "camps" semblent actuellement jongler avec les mêmes éléments de stratégies qu'ils espèrent "modeller" selon leurs vues propres. Ainsi, le recours accru à l'économie informelle, le partage de l'emploi, la réduction du temps de travail, la société duale ou dualiste, l'auto-organisation des services collectifs, la multiplication des "appartenances" temporaires et limitées et la solidarisation de la société sont constamment évoqués tant à gauche qu'à droite¹⁰.

L'Etat manifeste de son côté l'intention d'exploiter certaines forces vives mises en présence dans cette conjoncture afin de développer le secteur coopératif dans des nouvelles régions de concertation créées par lui et devenues lieux de convivialité. De cette "région coopérative", un développement dynamique auto-centré émergerait confirmant la faillite des vieilles mentalités attentistes: ainsi les entreprises coopératives pourrait devenir une solution de rechange ou un "complément" aux entreprises multinationales et à la dépendance qu'elles suscitent ainsi qu'à la planification autoritaire du développement économique par l'Etat central; on parlerait plutôt dorénavant du choix que les régions feraient elles-mêmes concernant leur développement.

Afin d'esquisser une tentative d'appréciation du réalisme et de la portée de ces ambitieuses visées, nous devons identifier quelques dynamismes socio-économiques sur lesquels elles semblent vouloir s'appuyer. Bien sûr, on parle de plus en plus de dynamismes locaux dans les antichambres des divers appareils étatiques; cette nouvelle forme "douce" de planification du développement est-elle vraiment réaliste?

3. Condition d'émergence de la région coopérative: une nouvelle culture politique

Or, nous devons nous demander à quelles conditions cette nouvelle "région coopérative" émergera, s'employant à un auto-développement qui réclame et engage une volonté concrète de prise en charge de la part de sa population et surtout, les capacités de le faire. Pour répondre à une telle question nous devons, croyons-nous, nous situer en amont du développement coopératif; s'il est vrai qu'en aval l'impact de la croissance coopérative peut être évalué, tant dans ses aspects économiques, politiques et culturels, notamment en ce qui a trait à l'idéologie coopérative perçue en tant que force motrice du développement régional¹¹ et à la formation coopérative considérée comme ayant des effets multiplicateurs qualitatifs¹², nous ne pouvons compter à priori sur ce développement puisqu'il constitue un objectif à poursuivre dans l'opération de planification ici concernée. Il ne s'agit donc pas pour nous d'apprécier la pertinence du jumelage développement coopératif/développement régional, bien

que nous nous situions dans le cadre de cette problématique, mais plutôt de jauger la faisabilité d'un tel projet, compte-tenu de l'état actuel des "ressources" et de ce qui est postulé concernant leur existence, c'est-à-dire compte-tenu de l'état des fameux dynamismes locaux qui deviennent finalement le moteur premier de ce nouveau développement régional proposé. Si l'Etat s'avère capable d'initiatives pouvant favoriser ce type de développement (par exemple, par le renforcement éventuel des MRC, le financement, la concertation avec les institutions financières régionales, notamment coopératives, etc) il n'en demeure pas moins qu'il est postulé que c'est la population des régions qui deviendra maître-d'oeuvre du développement en utilisant sa virtuelle propension à la coopération.

Notre questionnement s'élabore actuellement à partir du constat suivant: en misant sur des valeurs, une idéologie et des intérêts majoritairement élaborés et pressentis par une nouvelle petite bourgeoisie, l'Etat risque de rater ses objectifs de développement en région, si cette culture politique n'est pas suffisamment (ré)appropriée et son assise de classe suffisamment solide.

Le développement de la société industrielle avancée, au Québec et dans la plupart des pays capitalistes occidentaux a permis l'émergence d'une nouvelle "catégorie" sociale dite "nouvelle petite bourgeoisie"¹³, "nouvelle classe"¹⁴, "nouvelle gauche"¹⁵, "classe d'alternative"¹⁶ ou "classes d'avenir"¹⁷; cette nouvelle catégorie d'acteurs sociaux, longtemps considérée comme un assemblage conjoncturel et hétéroclite de divers marginaux est de plus en plus identifiée comme classe sociale (ou fraction de classe), c'est-à-dire comme catégorie sociale porteuse d'intérêts, d'aspirations et de projets spécifiques, se constituant en soi et agissant pour soi à travers luttes et actions critiques qui sont pour elle autant de moyens de consolider son identité culturelle et de s'affirmer sur la scène publique¹⁸. Cette nouvelle classe serait majoritairement constituée des professionnels et techniciens (intelligentsia technique et technocratique) des secteurs publics et para-publics; ceux-ci disposeraient d'une formation universitaire, leur permettant entre autres de développer une nouvelle "sensibilité" les prédisposant à une culture politique originale.

Cette classe s'accaparerait ainsi la contestation hors travail, la critique sociale et l'innovation contre-culturelle.

Ce qui nous intéresse particulièrement, c'est la coïncidence entre plusieurs éléments de la culture politique portée par cette nouvelle classe et les conditions motrices associées au type de développement régional coopératif préconisé par l'Etat.

En effet, la stratégie étatique évoque constamment les dynamismes locaux, la qualité de vie, la revalorisation de la nature et de la campagne, du quartier et du cadre de vie, l'implication solidaire des citoyens dans la vie économique de leur milieu comme dans la vie sociale et culturelle, dans la diffusion de l'information, la qualité de l'environnement et de l'éducation et même dans la vie politique locale et régionale¹⁹. Cette implication accrue et plus déterminée des gens des régions à l'égard de leur développement se manifesterait notamment par l'éclosion d'un entrepreneurship local et régional et sa diffusion dans un nombre grandissant d'activités très diversifiées, par l'expression d'une conscience régionale plus aigüe et par la volonté de s'auto-doter, en région, de milieux de vie et de services de meilleure qualité. Un tel contexte socio-économique et politique étant posé, un préjugé favorable à l'endroit de la forme coopérative est postulé, sans doute avec raison; celle-ci peut effectivement se glisser fort logiquement dans cette trame. Ce qui n'est cependant pas questionné, c'est la prétendue unité des acteurs dans un tel contexte (la "population", les "gens", les citoyens, etc.); la source d'un tel "mouvement" est ignorée ou non identifiée.

Pourtant, bien que récentes, nombre d'analyses ont associé cette nouvelle dynamique sociale et les valeurs qu'elle sous-tend à la "classe d'alternative", dite aussi "nouvelle gauche" ou "néo-social-démocrate"²⁰. Le modèle qui se profile à travers les aspirations politiques de cette classe ou de ses luttes est celui d'une vie sociale auto-définie et auto-gérée, d'un réseau de distribution et éventuellement de production parallèle court-circuitant le système capitaliste; celui également d'un système de relations sociales affinitaires s'accomplissant dans la vie de quartier ou de village à partir de diverses activités et participations sociales: ici, les thèmes de la conviviabilité, de la démocratie directe, de la participation et de la co-gestion foisonnent²¹.

Dans cette perspective, il est donc aisé de concevoir que cette nouvelle classe peut rapidement devenir complice de l'Etat qui fonde ses interventions sur des prémisses analogues ou identiques. Plus encore: elle pourrait participer de plain-pied au développement régional coopératif, devenant ainsi protagoniste de la "décentralisation" étatique. Or, cette classe est majoritairement urbaine²² et nous ignorons sa distribution réelle dans les différentes régions d'appartenance et administratives. Selon nous, l'évidence de sa distribution inégale, compte-tenu notamment de la concentration spatiale du secteur tertiaire nous oblige une fois de plus à nous poser la question du développement régional inégal. Il nous apparaît donc important de démontrer certaines de ces inégalités d'une région ou sous-région à l'autre; s'il est possible que des régions plus fortement urbanisées comme celles de Montréal, de Québec, de la Mauricie ou de l'Estrie soient ainsi plus favorisées par ce modèle de développement²³, il est également possible que la sous-région du Bas Saint-Laurent le soit également par rapport à la Gaspésie.

Il nous semble toutefois quelque peu caricatural d'attribuer de façon exclusive plusieurs éléments de cette nouvelle culture politique à la seule nouvelle petite bourgeoisie. Nous estimons donc également très important d'en tester la diffusion, tant auprès de l'archéo-bourgeoisie²⁴ que de la classe ouvrière et agricole. Non que pour cette dernière nous avancions une quelconque hypothèse d'"embourgeoisement", mais bien plutôt celle, en vertu de ses intérêts propres, d'une appropriation idéologique autonome, conforme à sa place et position spécifiques. Il est à déplorer selon nous que les nombreuses analyses monographiques des expériences d'auto-gestion devenues exemplaires (Jal, Cabano, Tricofil, SER) aient négligé une analyse en termes de classe²⁵, qui permettrait de rendre compte plus précisément des rapports entre la dite "nouvelle classe" (animateurs, professeurs militants, permanents syndicaux, etc.) et les travailleurs à la base de ces entreprises communautaires et auto-gestionnaires.

Bien que privilégiant la dimension appartenance de classe, nous introduisons dans notre analyse une variable intermédiaire: la collectivité locale. Nous faisons en effet l'hypothèse que dans des collectivités locales ayant été témoins ou instigatrices

d'expérimentation sociale nouvelle (entreprises communautaires, comité de citoyens, etc.) conforme à la nouvelle culture politique, nous découvrirons une diffusion plus large et une inscription plus prégnante de celle-ci, participant d'un processus d'objectivation de certaines valeurs, ce processus fonderait éventuellement la "force" des valeurs en question pouvant conduire à l'action et l'orienter.

4. La culture politique et son processus d'élaboration

Nous estimons en effet à partir du schéma conceptuel parsonnien de la culture proposé par Léon DION et Micheline DE SEVE²⁶ que trois composantes majeures de la culture peuvent être définies, à partir des valeurs considérées comme substrat essentiel de la culture: l'extériorité, l'intériorité et l'objectivité. Ces trois états de la valeur sont dynamisés par deux processus, la socialisation (l'intériorisation) et l'objectivation, soit l'acquisition, l'assimilation de la valeur d'une part et l'activation, l'utilisation de la valeur d'autre part. Sociologues et politicologues se sont davantage intéressés au premier processus dans l'étude des cultures politiques alors que DION et DE SEVE s'attardent plutôt au second.

Si la définition de l'extériorité fait selon nous problème dans la mesure où on nous présente les valeurs comme vouées d'une existence autonome (en dehors de tout sujet ou objet) et transcendente dont le lieu serait situé en dehors de l'homme et même de la société²⁷, nous croyons que cet aspect d'extériorité des valeurs mérite d'être retenu dans la mesure où il rend effectivement compte du caractère d'exemplarité (ou d'excellence) des valeurs (pouvant éventuellement échapper partiellement au sujet énonciateur) qu'elles acquièrent souvent au cours d'un mouvement social de convergence. Pensons par exemple à l'autonomie en tant que valeur politique à la fois portée par les jeunes, les régionalistes, les nationalistes et les féministes; il est évident qu'ainsi véhiculée cette valeur acquiert davantage de poids permettant de "jauger" les êtres et les choses comme une sorte d'étalon de mesure et que ce processus s'élabore en dehors de la définition particulière et de la volonté immédiate de chaque groupe ou mouvement social qui défend cette valeur, lui

devenant ainsi en quelque sorte "extérieur". Mais il reste tout aussi évident pour nous que ce sont des acteurs sociaux réels concrètement situés dans la société qui élaborent et proposent la valeur, de l'intérieur de la société; seulement, à ce dit stade de l'extériorité, la valeur est moins relative ou contingente, plus abstraite. Elle acquiert justement de l'épaisseur dans le processus d'intériorisation, dans ce mouvement de l'extériorité vers l'intériorité; la valeur est alors vécue par l'individu ou le groupe sous la forme d'aspiration, d'idéal, de croyance qui, articulée à une configuration de d'autres valeurs peut devenir idéologie. A ce stade la valeur se rapproche des intérêts de l'individu et du groupe et s'intègre à l'expression de schèmes valorisants. Ici par exemple l'autonomie politique des régionalistes nationalistes face à l'Etat-Nation et celle des groupes de femmes oeuvrant au sein d'institutions mixtes diverses, malgré certaines analogies, se distinguent et se démarquent considérablement. Toutefois pour nous, une question centrale demeure: dans quelle mesure cette valeur est-elle activée, utilisée par l'acteur face à des objets concrets qui en témoignent ou la questionnent ou dans des situations réelles la provoquant et lui permettant de s'exprimer? De quelle manière également face à cette valeur cristallisée dans des objets ou des actions (pétition, manifestation par exemple) le sujet perçoit-il les effets de la valeur sur lui-même (puissance ou impuissance, confiance ou défiance)? Ce processus d'objectivation, c'est le mouvement de l'intériorité vers l'objectivité par lequel les individus ou les collectivités prennent position, favorablement ou défavorablement par rapport aux valeurs qu'ils découvrent activées dans des objets ou des situations et qui provoquent divers sentiments concernant le soi en situation. La valeur est ainsi valorisée ou dévalorisée, dans la pratique, au delà des discours et des représentations.

Relativement à la nouvelle culture politique d'appartenance conviviale basée sur une locale-démocratie de concertation et de solidarité promue par l'Etat, le processus d'objectivation nous intéresse au premier chef. Nous croyons en effet qu'au delà de leur classe sociale d'appartenance qui détermine d'abord l'"accès" à la nouvelle culture politique, les individus membres de collectivités locales s'étant engagées avec succès dans des expérimentations sociales (activant réellement de ce fait de nouvelles valeurs), auront davantage

tendance à valoriser celles-ci de façon positive. Nous postulons donc un effet possible en retour du processus d'objectivation sur le processus de socialisation (familialisation/assimilation des valeurs) de l'ensemble de la collectivité locale.

Si une telle situation se vérifie, nous pouvons en déduire que face au type de développement régional préconisé par l'Etat, non seulement les régions disposant d'une "réserve" importante de nouveaux petits bourgeois sont favorisées ou avantagées, mais également celles qui, ces dernières années, se sont davantage adonnées à l'expérimentation sociale²⁸. Si tel était le cas, certaines régions périphériques pourraient ainsi quelque peu contrer la volonté étatique de plus en plus manifeste de concevoir le développement régional sans plus tenir compte des disparités actuelles entre les régions. Dans cette optique l'histoire de la vie associative et coopérative de chaque région pourrait s'avérer fort précieuse; plusieurs études révèlent en effet que c'est dans le creuset du renouveau de la vie associative en général que s'élabore la nouvelle culture politique²⁹, à l'ombre de l'érosion de deux rôles socio-politiques: le notable local et le militant du parti de masse³⁰. En optant actuellement pour associer plus ouvertement les dynamismes associatifs et coopératifs régionaux récents à une nouvelle conception du développement régional l'Etat central choisit ainsi de contribuer à infléchir et modifier le mode d'exercice du pouvoir local, au détriment fort probablement de ceux qui actuellement exercent ce pouvoir; on sait que c'est dans le champ du pouvoir local que se dessine le plus clairement la place politique spécifique du mouvement associatif et coopératif.

NOTES

1. Voir notamment *La Revue du CIRIEC* ainsi que le programme de subvention FCAC à la recherche sur les coopératives de 1982. Le document de consultation du ministre François GENDRON, "Le choix des régions" élargit la problématique au développement communautaire dans son ensemble.

2. Bien que fort malheureusement très répandue, notamment chez certains nationalistes; plusieurs brochures et discours gouvernementaux véhiculent d'ailleurs cette pensée.

3. MINGUS-DESCHENES, Claire et Carole MONTPLAISIR, *Histoire du mouvement coopératif au Québec*, Gouvernement du Québec, 1981. Voir aussi: DESFORGES, Jean-Guy, *Le mouvement coopératif au Québec*, Centre de gestion des coopératives, HEC (T-7904), 1979.

4. THERIAULT, Yvon, "Développement dépendant et pénétration coopérative", *Revue de l'Université de Moncton*, vol. 13, no 1 et 2, janvier-mai 1980.

5. CALDWELL, Gary, "Révolution du pouvoir dans le mouvement des caisses populaires: technocrates et notables dans le même lit, sous le couvert de la morale coopérative, pendant que les intellectuels ferment les yeux", in *La transformation du pouvoir au Québec*, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1980. Voir aussi: SIMARD, Jean-Jacques, *La longue marche des technocrates*, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1979.

6. BONNEAU, Micheline, "Le développement du secteur coopératif en région: une logique sociale de régulation en pleine effervescence", *La Revue CIRIEC*, vol. 14, no 2, 1982.

7. FAUQUET, Georges, *Le secteur coopératif*, EIEC, Paris, 1965.

8. THERIAULT, Yvon, *op. cit.* Voir aussi: DESROCHES, Henri, *Le projet coopératif*, Economie et humanisme, Editions ouvrières, 1976. Voir aussi: BONNEAU, Micheline et al., *Rapport au ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières*, mai 1980.

9. BEAULIEU, Rémi, Roland CHARBONNEAU et Louis FABIEN, *Sociologie de la coopération: analyse des attitudes et comportements dans le développement coopératif régional*, LEER, Chicoutimi, Cahier de recherche P. 1600-10.19 d142, 1981. C'est une lecture possible du tableau dressé par les auteurs concernant les niveaux d'interrelation entre le mouvement coopératif et le développement régional.

10. Voir à titre d'exemple, CAZES, Bernard, "L'état-protecteur contraint à une double manœuvre", *Futuribles*, Janvier 1981, no 40; ALSENE, Eric, "Expérimentation auto-gestionnaire et société dualiste", *Possibles*, vol. 6, no 3/4, 1982; ROSANVALLON, Pierre, "Etat-providence et société solidaire", *Futuribles*, septembre 1981, no 47.

11. Nous nous référons, entre autres, aux travaux actuels de l'équipe du LEER de Chicoutimi (UQAC) travaillant sous la direction de Roland CHARBONNEAU: *Les valeurs et comportements coopératifs et le développement régional: une proposition de recherche* (P-1600-10.20 d. 143). *Perspectives socio-culturelles du développement régional* (P-1600-10.20 d. 141). *Evaluation socio-culturelle des organisations coopératives: éléments méthodologiques* (P-1600-10.21 d. 144). Voir également à ce sujet l'excellent recueil d'articles de la revue *Protée*, Vol VIII, no 3, automne 1980.

12. HUMEREZ-COMTOIS, Norah et J.P. COMTOIS, "L'effet multiplicateur qualitatif de la formation coopérative: une utopie ou une réalité?", *Protée*, Vol. VIII, no 3, 1980.

13. POULANTZAS, Nicos, *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Seuil, 1974. Voir aussi: BAUDELLOT, C., R. ESTABLET, J. MALEMORT, *La petite bourgeoisie en France*, Maspéro, 1974. Voir aussi: LEGARE, Anne, *Les classes sociales au Québec*, P.U.Q., 1977.

14. GOULDNER, A.W., *The dialectic of ideology and technocracy*, Seabury Press, 1976 et *The future of intellectuals and the rise of the new class*, Seabury Press, 1979.
15. EHRENREICHS, J. et B., "The professional-managerial class", *Radical America*, mars-avril 1977 et mai-juin 1977.
16. DAGNAUD, Monique, "La classe d'alternative", *Sociologie du travail*, 4, 1981.
17. BERTAUX, Daniel, "Développement et crise de la classe d'avenir", communication, conférence internationale sur l'emploi et le chômage, Université de Sienne, déc. 1980.
18. DAGNAUD, Monique, *op. cit.*
19. A cet égard, le mémoire que François GENDRON adressait au Conseil des ministres le 11 novembre 1981, à titre de ministre d'Etat à l'aménagement est fort éloquent.
20. BIHR, Alain et Jean-Marie HEINRICH, *La néo-social démocratie ou le capitalisme auto-géré*, Le Synocore, 1979.
21. DAGNAUD, Monique, "Profil de la nouvelle gauche", *Revue française de science politique*, avril 1981.
22. GARNIER, J.P. et D. GOLDSCHMIDT, *Le socialisme à visage urbain*, Rupture, 1978 et *La comédie urbaine*, Maspéro, 1978. Voir aussi: GARNIER, J.P., "Vers la locale démocratie", *Revue internationale d'action communautaire*, 4, 44, 1980.

23. Nous avons récemment démontré que les régions plus urbanisées avaient manifesté un développement plus marqué des entreprises coopératives dans la sphère consommation/cadre de vie; la présence de la nouvelle petite bourgeoisie et la prégnance de son idéologie pourraient expliquer cette tendance.
24. LEDRUT, Raymond, *L'espace en question*, Anthropos, 1976.
25. Ce type d'analyse est fort souvent escamoté selon M. DESY, M. FERLAND, B. LEVESQUE et Y. VAILLANCOURT: *La conjoncture au Québec au début des années 80*, Ed. La Librairie socialiste de l'Est du Québec, 1980.
26. Nous nous référons à leurs travaux et séminaires sur la culture politique de différents groupes québécois. Voir de ces auteurs: *Culture politique au Québec*, miméo 1972, 393 p. et de leur équipe; HAMEL, Jacques, *Les cultures politiques au Québec*, Tome I, II, III, Université Laval, Science politique, 1980.
27. DION, Léon, "Eléments d'un schéma pour l'analyse des cultures politiques", *Recherches sociographiques*, XXIII, 3, 1982.
28. PALARD, Jacques: "Rapports sociaux, stratégie politique et vie associative", *Sociologie du travail*, 3, 1981. André JOYAL, "Pour une approche humaniste du développement régional: le rôle des collectivités locales", communication présentée en septembre 1983 au colloque de la Faculté d'aménagement de l'Université de Montréal sur *Le redéploiement industriel et l'aménagement de l'espace*.
29. MEHL, Dominique, "Culture et action associatives", *Sociologie du travail*, no 1, 1982.

30. GREMION, Pierre, "Les associations et le pouvoir local",
Esprit, no 6, 1978.

La question régionale dans le développement du capitalisme au Canada

Benoît Lévesque
Lizette Jalbert
Jean-Guy Lacroix

En considérant comment la question régionale émerge au Canada et au Québec dans le développement capitaliste, il nous semble que les observations qui portent sur cette question doivent passer par le point nodal de la production de la région. Parler de la production de la région implique que l'on mette l'accent sur l'ensemble des rapports sociaux, culturels, économiques et politiques, lesquels dans leur inscription spatiale structurent un espace toujours particulier. Cela suppose donc que la question régionale ne puisse être traitée adéquatement à partir d'approches sectorielles, comme par exemple celle qui s'axe sur les particularités géo-physiques de l'espace. De plus, comme les rapports sociaux ne sont pas statiques, qu'ils se développent ... ainsi que le montre l'histoire de la civilisation et celle du capitalisme, cet espace constitue une réalité changeante. Sa recomposition périodique sous l'effet des structures et des mouvements sociaux exprime le caractère typique de mouvance de l'entité sociale qu'est la région, aspect sur lequel nous croyons nécessaire d'insister.

Nous sommes également amenés à souligner l'impossibilité d'aborder l'analyse d'une entité sociale particulière sans tenir compte de l'ensemble par rapport auquel elle se définit dans sa spécificité. A cet égard, le Québec, comme un de ces espaces particuliers est à la fois le produit de la Nouvelle-France et de son rattachement au Canada... ce que la querelle du rapatriement de la constitution démontre d'éclatante façon.

Dans la problématique que nous développons, la production de la région s'effectue selon un processus complexe d'articulation et de résistance. Cette résistance est alimentée par les effets contradictoires que produit l'articulation. Il s'agit d'une part de la soumission qu'entraîne l'articulation à des normes sociales identiques et cela à tous les niveaux de la réalité sociale, ce qui a pour conséquence une homogénéisation des conditions d'existence. D'autre part, l'articulation implique également une contrainte à l'inégalité de ces conditions d'existence à travers l'inégalité de développement et la différenciation culturelle et politique.

Les effets contradictoires de l'articulation sont la base du développement des mouvements revendicatifs qui jouent un rôle déterminant dans la spécification de la région. Ces mouvements prennent en charge des caractères originaux contemporains ou hérités du passé. Leur donnent consistance à travers leur action de protestation et d'organisation, les traduisent même dans les institutions dont les objectifs et les formes peuvent s'opposer radicalement à la logique du système en place. De tels mouvements fracturent d'autant l'unité nationale qu'ils produisent et reproduisent une culture différente de la culture dominante ainsi que des formes du social qui travaillent à sa destruction.

Le processus de production de la région passe donc par des moments-clés (rapports de forces) et des mécanismes privilégiés. C'est la raison pour laquelle nous pensons que la dynamique constitutive de la régionalisation canadienne tient au triple - rapport entre le découpage du processus productif (le capital dans l'espace), l'intervention différenciée de l'Etat (élargissement fragmenté de l'Etat) et la différenciation culturelle (non-homogénéité culturelle Canada-Québec).

1. Capital et espace

1.1 La région comme découpage du processus de production

Le régionalisme contemporain résulte du processus historique d'articulation d'ensembles sociaux pré-capitalistes au mode de production capitaliste (MPC). Simultanément à cette articulation s'effectue un processus de désarticulation du mode de production ayant cours dans l'ensemble social ainsi intégré de sorte qu'à plus ou moins long terme, il y a dissolution des formes pré-capitalistes de production. Dans ce processus d'articulation-dissolution, l'ensemble social ainsi intégré au MPC perd les caractéristiques qui le rendait particulier en termes de production, de consommation, de culture, d'histoire et de langue, pour acquérir les caractères communs de l'ensemble social unifié sous le MPC.

Ce processus se fait en trois phases. 1) La rupture de "l'isolement", par laquelle le circuit artisanat-agriculture d'un ensemble social est rompu de l'extérieur par la force colonisatrice militaire ou autre. Alors, la pénétration de certaines marchandises capitalistes, multipliée de l'effet de domination externe, atténue la cohérence interne de l'ensemble social intégré. 2) L'articulation externe dans laquelle l'échange marchand se généralise dans les branches où domine le MPC et pénètre dans celles où il était absent ... enlevant ainsi toute cohérence interne à l'ensemble social intégré. 3) L'intégration entière et complète dans laquelle il y a élargissement des rapports capitalistes à toutes les branches d'activités¹.

Cette articulation ne dissout pas seulement les formes pré-capitalistes de production. A terme, elle dissout toutes les formes spécifiques d'existence des ensembles sociaux intégrés au MPC. Les conditions de travail comme les conditions de vie (mode de consommation)² y sont donc tendanciellement, lorsque ce n'est pas brutalement, alignées sur les normes sociales capitalistes. Mais, cette articulation-dissolution se fait sur la base de conditions historiques données. Elle est modelée dans sa forme et son rythme d'une part, par des conditions internes à l'ensemble social articulé (degré de spécificité et force de la cohérence interne) qui

déterminent le degré de résistance à l'articulation et, d'autre part, par des conditions externes à cet ensemble (le marché capitaliste en voie d'élargissement) qui déterminent le degré de pression à l'articulation sur cet ensemble.

L'articulation et les effets désarticulants du circuit fermé artisanat-agriculture peuvent être facilement saisis pour le Québec à l'aide de certains témoignages marquant de l'histoire de la sociologie québécoise. En effet, *L'Habitant de St-Justin* écrit par Léon Gérin en 1897³ témoigne de la stabilité (attribuable à la force de la cohérence interne) ayant caractérisée la société canadienne-française jusqu'à ce jour. Par contre le *St-Denis* écrit par Horace Miner en 1938-39⁴ montre la transformation de cette cohérence sous la poussée de l'industrialisme. Finalement, le célèbre article *Les classes sociales au Canada français* écrit en 1962 par Jacques Dofny et Marcel Rioux⁵ montre une société canadienne-française en phase terminale d'intégration au monde industriel et urbain.

Ainsi avec le développement de l'articulation au MPC l'entité sociale intégrée vient se "fondre" dans un ensemble unifié de circulation marchande. A l'intérieur de cet ensemble unifié, les pratiques de production et de consommation sont donc soumises à une tendance à l'égalisation⁶, elles sont homogénéisées. Cependant la tendance à l'égalisation ne veut dire ni égalité de propriété, ni égalité de consommation, ni égalité des conditions de travail. L'égalisation n'est que la généralisation de la soumission aux rapports sociaux capitalistes. Or, ces derniers sont caractérisés par de telles inégalités qu'on peut dire avec Samir AMIN que le développement capitaliste c'est le développement inégal⁷, c'est l'inégalité généralisée.

La tendance à l'égalisation est donc toujours traversée par la tendance à la différenciation⁸.

C'est dans ce "jeu" d'articulation au MPC et de différenciation dans le MPC que se construit la région. La spécificité de celle-ci ne peut donc être réduite à la cohérence interne passée. Celle-ci constitue un élément de détermination historique mais un élément seulement, non pas l'essentiel. La spécificité régionale est principalement imputable à la constante actualisation de celle-ci à travers les transformations dues à l'articulation.

La région doit être considérée non pas comme une entité aux délimitations fixes traversant l'histoire en tant que telle mais comme la résultante du processus historique d'articulation et de différenciation. La région c'est essentiellement l'expression sociale du découpage du processus productif en une zone de mise en valeur, de branches de production, d'accumulation. De ce découpage résulte le fractionnement de la tendance à l'égalisation des conditions de vie, de travail, d'échange et donc de rentabilité en zones de spatialisation de valeurs inégales de force travail. C'est ce qui confère à l'échange une valeur inégale au terme du travail vivant incorporé dans la marchandise échangée, permet le transfert de valeur et donc la centralisation de la nouvelle valeur créée (plus-value) par le travail vivant.

La région constitue donc un cadre de résolution de la contrainte qui consiste pour le capital à tout soumettre aux rapports capitalistes et simultanément à produire des valeurs différencielles (inégales) de force travail. La régionalisation est le processus de production de ce cadre. En ce sens, la régionalisation n'a pas de limite intrinsèque, ni en quantité, ni en qualité. Aussi toute une gamme de fractionnements régionaux peuvent-ils avoir lieu dans un ensemble national, tels : la région canadienne du Québec, la sous-région de l'Est du Québec, la partie Bas du Fleuve de l'Est du Québec.

Le fractionnement régional n'est donc pas équivalent d'une région à l'autre. Ce qui différencie qualitativement ces régions c'est le degré de cohérence de l'entité régionale ou encore son poids par rapport à l'ensemble dont elle fait partie. Dans ce processus c'est la résistance à l'unité, à la domination, à l'oppression qui est le facteur principal de spécification. C'est là la dimension nationale de la question régionale du Québec⁹, dimension totalement absente d'autres régions et/ou sous-régions canadiennes.

1.2 La résistance comme élément de spécification

La production de valeurs différentielles de force travail est une contrainte essentielle pour le capital. Le problème consiste alors pour celui-ci à maintenir et accroître la différenciation des conditions de vie malgré que ces conditions soient soumises aux mêmes normes sociales de production, de

consommation, de rentabilité, d'efficience technologique... etc.

Ces inégalités qui surgissent dans le processus d'articulation constituent l'ancrage objectif des résistances. Ces résistances se concrétisent dans des luttes qui, selon leur ampleur et leur degré d'organisation, donnent lieu à la constitution de mouvements revendicatifs. C'est par ces mouvements que le caractère spécifique et commun de ceux et celles qui luttent pour l'égalité s'affirme. Cette affirmation va même jusqu'à la revendication d'autonomie, laquelle pèse d'un poids déterminant dans le mouvement d'actualisation de la spécificité d'une région.

Ces mouvements revendicatifs sont souvent présentés comme étant "au-dessus" des classes et se caractérisant par une revendication unitaire qui transcende les spécificités de classes. On oublie trop facilement comme le souligne LIPIETZ¹⁰ le contenu populaire (notamment ouvrier) de ces mouvements revendicatifs, comme on oublie généralement la participation des élites et/ou fractions régionales de la classe dominante au pouvoir central. En prenant en compte ces objections nous sommes renvoyés à la question de la direction et à celle des forces sociales constitutives de ces mouvements.

Les formes de résistance varient selon la phase d'articulation au MPC. Ainsi, la résistance au MPC est-elle structurellement différente selon le rapport domination-dépendance entre régions qui caractérise chacune des phases. De la phase 1 à la phase 3, on passe du refus du MPC de la classe agricole à la contestation du capitalisme par les classes ouvrière et populaires. On assiste donc à une transformation de la nature de classe de la revendication et de la résistance. C'est au cours de la phase 3 qu'émerge la revendication d'autonomie populaire et/ou la question du contrôle populaire sur le développement. C'est du moins ce qu'on peut conclure du surgissement au Québec de la revendication d'indépendance d'un véritable développement dans le Bas Saint-Laurent.

Tout au long de ces différentes phases, les luttes de résistance constituent donc l'élément central de spécification de la région. En s'approfondissant, ces luttes de résistance parviennent à cristalliser des revendications dans des

institutions et dans la culture. Cette culture et ces institutions travaillent à reproduire la spécificité "régionale" et la résistance à l'unité nationale¹¹.

1.3 Articulation et résistance

1.3.1 Le cas du Québec

Le cas du Québec comme région sociale, économique et culturelle et politique du Canada est à ce titre particulièrement éclairant. En effet, l'articulation de la société canadienne-française au MPC ne s'est pas faite sans résistance. Articulation et résistance se sont au cours de l'histoire mutuellement transformées et c'est par cette transformation que s'est spécifié le Québec comme ensemble social particulier dans le Canada.

Du régime français en passant par la domination coloniale anglaise, l'Acte d'Union, la Confédération et jusqu'au rapatriement de la constitution, assistons-nous au remodelage du territoire¹², des formes d'intégration de ce territoire dans l'ensemble canadien, des habitudes sociales économiques, culturelles et politiques, de la représentation collective¹³, des formes d'organisation politique autant que sociale de la résistance¹⁴. Mais au fil de ce développement historique les Québécois francophones ne se sont jamais "dissouts" dans l'unité canadienne. Au contraire par l'Etat provincial et particulièrement les appareils idéologiques (écoles, famille, religion, radio-télévision ... etc.) a été reproduite, constamment actualisée, la particularité et la spécificité des Québécois.

De la cohérence de la société canadienne-française agricole et catholique repliée sur elle-même à celle de la société québécoise dominée par le conservatisme péquiste, le développement capitaliste du Québec, loin de dissoudre la particularité des Québécois, la renforce en produisant le bloc social qui porte cette particularité à son point ultime, c'est-à-dire, la rupture par rapport à l'unité capitaliste canadienne. En effet le développement capitaliste du Québec engendre celui du Mouvement ouvrier et populaire québécois lequel, par ses luttes contre l'exploitation et les inégalités, constitue

l'incessante affirmation de la spécificité et de l'identité particulière de ceux et celles qui le constituent. De sorte que ce Mouvement pèse depuis plus de vingt ans d'un poids structurel dans la question de la spécificité québécoise¹⁵.

1.3.2 La sous-région de l'Est du Québec¹⁶

La transformation de la résistance et la formation d'une revendication de contrôle des conditions de vie et de travail par les classes ouvrière et populaires se remarquent également pour la région de l'Est du Québec.

Entre 1961 et 1971 le caractère urbain de cette région s'accroît de 37,6 à 46,8%¹⁷, la part des salaires dans le revenu régional passe de 60,6 à 65,1% alors que la part du revenu tiré de l'activité agricole décline de 7,02 à 1,04%¹⁸.

La croissance de la salarisation et de l'urbanisation est l'indice que cette région se caractérise désormais entièrement par des rapports capitalistes et que les formes pré ou para-capitalistes de production comme de consommation y ont été éliminées ou y sont complètement dominées par les rapports capitalistes. Cela entraîne une hausse de 140,77% du revenu per capita (100,2% pour l'ensemble du Québec)¹⁹. Mais ce développement génère de plus grandes inégalités pour la population de la région: le revenu disponible n'augmente que de 103,68% dans la région 01 contre une croissance de 110,22% pour le Québec²⁰; l'impôt direct augmente de 702,98% pour une hausse de 365,82% dans l'ensemble du Québec et de 311,58% à Montréal²¹; le prix des biens de consommation courante sont plus élevés qu'à Montréal²²; la qualité des services sociaux ne s'y améliore pas (tout particulièrement les services de santé)²³; la décentralisation administrative n'a pas voulu dire un plus grand contrôle par la population locale mais au contraire plus d'encadrement, de dépendance et, finalement, l'intervention de l'Etat au terme de l'aménagement du territoire a voulu dire "fermeture de localités".

On saisit alors que l'articulation de la région dans le champ unifié de la circulation marchande capitaliste moderne veut dire en fait pour les classes ouvrière et populaires de cette région l'inégalité des conditions de vie, de travail

et de statut (discrimination). Cela conduit "inévitablement" à la résistance tel que le montrent les Opérations Dignité, le développement et le regroupement des groupes populaires (ROCCR)²⁴ et la multitude des initiatives de revendication.

2. L'élargissement de l'Etat

2.1 Unification et centralisation

Le potentiel de rupture de l'ordre social que contient la question régionale constitue donc un défi pour l'organisation de l'Etat en tant que système chargé d'assurer l'unité de l'ensemble de la formation sociale. C'est au tout premier chef, ce rôle fondamental d'unification et d'homogénéisation de l'Etat que les mouvements régionalistes contribuent à dévoiler et à contester. Car ce sur quoi repose le système étatique de production de l'unité, c'est la négation de la différence. Cela peut être aussi - ce qui revient au même - la reconnaissance de certaines différences, mais reconnaissance toujours détournée au profit de la sacro sainte unité, dans la mesure où ces différences ne sont pas considérées en elles-mêmes, mais uniquement comme complémentaires et fonctionnelles par rapport à la totalité. Ce double registre sur lequel s'appuie l'Etat à la fois dans son discours et dans son fonctionnement, contradictoire en apparence seulement, remplit plusieurs fonctions. D'abord, il sert de matériaux pour la définition/imposition d'une idéologie dominante qui s'axe sur une imaginaire identité commune construite autour de l'Etat-nation. Par exemple, on dira du Québec qu'il est une province comme les autres. De même, il permet de légitimer l'Etat libéral en lui donnant pour rôle de transcender les différences - les citoyens sont tous égaux devant la loi. Enfin, lorsqu'il reconnaît l'existence de spécificités, l'Etat se charge de créer l'illusoire impression que leur finalité respective concoure à la réalisation de l'intérêt supérieur de la nation.

Par opposition, les mouvements régionalistes revendiquent la prise en compte véritable de la différence. Ils mettent en lumière l'existence, au sein même de la société plus large et complexe, d'entités sociétales spécifiques dont les

critères d'appartenance et les formes de solidarité vont au-delà des distinctions politico-administratives imposées plus ou moins artificiellement par l'Etat. C'est à un retour aux réalités vécues, au pays réel, aux collectivités primaires, aux racines historiques, que les mouvements de résistance régionale nous convient. Leurs revendications, bien qu'elles soient d'une nature variée, s'articulent inmanquablement à de tels éléments, y trouvent matière à identification. C'est par rapport à ces éléments que les mouvements régionalistes définissent spontanément leur action, sans que les repérages empiriques qu'ils utilisent pour se représenter à eux-mêmes soient toujours nécessairement les mêmes, et sans qu'on puisse les fixer une fois pour toute dans le temps (culture, langue, territoire, institution...).

L'opposition régionaliste met aussi l'Etat en cause dans son exercice centralisé du pouvoir. Cette tendance à l'organisation centralisée du pouvoir est de plus en plus marquée dans tous les Etats modernes, bien qu'elle plonge ses racines dans les fondements mêmes des Etats, jusque dans l'histoire de leur mise en forme. Les mouvements régionalistes répondent à cette évolution étatique en réclamant le respect de l'autonomie des pouvoirs locaux et un contrôle des collectivités locales sur leur propre développement. Ces revendications face au pouvoir central possèdent une dimension classiste, même si celle-ci n'est pas toujours explicitement exprimée, puisqu'elles concernent en réalité un pouvoir de classe. Ce pouvoir, c'est celui des classes dominantes qui cherchent à imposer un modèle d'organisation sociale qui profite d'abord à leurs intérêts. Encore une fois, la légitimation de cette position de domination passe par la négation des causes réelles qui sous-tendent les inégalités sociales et les hiérarchisations. Bref, la résistance régionaliste sera donc une contestation à la fois du mode de gestion étatique de la différence et de la domination politique exercée par les forces sociales qui disposent des instruments de contrôle du développement.

2.2 Les résistances

Les exemples de ces formes de résistance abondent au cours de l'histoire de la formation sociale canadienne qui

verra la logique de son procès de développement sans cesse disputée à travers l'émergence de réactions spontanées ou la résurgence de mouvements régionalistes et nationalistes. Dès l'époque de la Confédération, le processus obligé de mise en place des structures centralisées de l'Etat canadien suscita de nombreuses controverses. On se souviendra que les colonies des Maritimes et du Canada-Est, voulant préserver leur identité, réclamèrent une union fédérale plutôt qu'une union législative. Malgré le choix d'une union fédérative, le projet demeurerait fort centralisateur, ce qui amena dans un premier temps l'Ile-du-Prince-Edouard et Terre-Neuve à le repousser par crainte de perdre leur autonomie. A la législature du Canada-Uni, 22 députés canadiens-français rejetèrent l'option fédérative tandis que 27 autres l'approuvèrent. Les plus virulents oppositionnels considéraient la Confédération comme la réalisation du plan d'assimilation de Lord Durham. Au Nouveau-Brunswick, le premier ministre Tilley, promoteur du projet d'union, dut affronter une vive opposition au cours de l'élection de 1865. Son parti fut alors défait de même que les députés qui avaient été délégués à la Conférence de Québec en 1864. Il faut se rappeler que les Acadiens et les Irlandais catholiques étaient particulièrement hostiles à l'union. En Nouvelle-Ecosse, enfin, le projet n'emporta pas l'adhésion de la bourgeoisie régionale, pas plus qu'il ne souleva l'enthousiasme populaire. Le premier ministre Tupper décida néanmoins d'accepter sans consultation le principe de l'union. La revanche ne tarda pas. Dès la première élection fédérale, en 1867, Tupper faillit mordre la poussière devant son adversaire Annand, principal leader des oppositionnels. Parmi les autres candidats élus au nouveau Parlement canadien, aucun ne se réclamait de l'option fédéraliste²⁵.

Ces quelques faits prouvent à l'évidence que la forme fédérale de régime au Canada n'a pas été instaurée sans résistance. En voulant créer des structures centralisées, l'Etat fédéral imposait un cadre unitaire qui, s'il correspondait aux intérêts des bourgeoisies de Montréal et Toronto, contraignait à la fois les minorités nationales et les entités régionales déjà constituées à certaines formes de soumission et d'oppression.

Plongeant leurs racines dans l'histoire coloniale, les questions nationale et régionale vont sans cesse resurgir.

Loin de réaliser la communauté entre les peuples et l'harmonie entre les différentes régions canadiennes. La Confédération ne fait qu'apporter un démenti à la thèse fédéraliste de même qu'à la théorie des avantages comparatifs. La spécialisation régionale de l'économie canadienne, perçue par certains comme une faiblesse temporaire que des interventions appropriées pourraient corriger, demeure bien davantage le miroir d'un inégal développement dont l'avenir confine à l'approfondissement du sous-développement. C'est ainsi que le temps n'a pas permis aux provinces Maritimes d'améliorer leur situation, bien au contraire. On constate même que l'industrie manufacturière des Maritimes était dans une meilleure posture en 1870, alors qu'elle produisait pour 13,5% de la production brute totale canadienne, qu'elle ne l'était en 1935 ne contribuant plus qu'à 4,5% de cette même production²⁶.

Il n'est pas étonnant que des protestations se soient élevées dans les provinces pour dénoncer le sort que leur réservait la Confédération canadienne. A l'Ouest, on alla jusqu'à parler de colonialisme intérieur s'attaquant aux profiteurs de cette politique, les capitalistes des provinces centrales. Mais les avantages que la Confédération procurait aux capitalistes de Montréal, en particulier anglo-saxons, n'allaient pas contribuer pour autant à l'amélioration de la situation du peuple canadien-français du Québec.

Devant la persistance des nombreuses formes d'inégalité sociale engendrées par le type de développement de la société canadienne, il fallait bien que les autorités et leurs porte-parole intellectuels trouvent une interprétation pour masquer les contradictions inhérentes à leur mode de gestion. Inévitablement, on accusa les peuples dominés d'être responsables de leur sort peu enviable. Les Québécois francophones seront peut-être surpris de connaître le contenu des blâmes adressés à leurs concitoyens des Maritimes. Ils s'y retrouveront sans peine puisque les mêmes stéréotypes sont employés pour rendre compte à la fois du sous-développement des Maritimes et de l'infériorité des Canadiens-français: "conservatisme économique et absence d'esprit d'entreprise pour expliquer le retard relatif de la croissance économique; traditionnalisme et arriération des mentalités pour rendre compte de l'état de pauvreté des populations rurales; conservatisme politique pour justifier les insuccès de la social-démocratie"²⁷.

La tentative de culpabilisation des victimes du sous-développement et de l'oppression nationale n'a pas empêché ces dernières de revendiquer leurs droits. Les formes de résistance empruntées par les mouvements régionalistes ou nationalitaires prirent néanmoins des voix diversifiées à travers l'histoire. Qu'on pense à l'agitation pour les Droits dans les Maritimes au cours des années '20, aux luttes syndicales des travailleurs et aux mouvements coopératifs de pêcheurs des provinces atlantiques; aux revendications pour un syndicalisme québécois, aux batailles pour la défense de la langue française et aux nombreux mouvements politiques autonomistes ou indépendantistes au Québec; aux révoltes paysannes et à l'émergence des tiers partis dans l'Ouest; à la naissance d'un mouvement en faveur de l'indépendance socialiste; la liste n'en finit pas.

Il ressort de l'observation de ces multiples actions de résistance trois traits fondamentaux: d'abord, ces actions sont entreprises à partir d'une variété considérable de fronts de luttes ayant tous comme référentiel la région ou la nation; deuxièmement, ces revendications comportent, sans s'y réduire, une dimension classiste dont l'enjeu permet de déceler des intérêts spécifiques de fractions régionales de classes; enfin, ces luttes de résistance s'inscrivent à l'intérieur d'une mouvance spacio-temporelle qui renvoie à des formes variées de conscientisation et d'organisation.

Dans l'ensemble, l'existence de poches de résistance un peu partout à travers le pays et l'émergence d'actions revendicatrices se multipliant à travers le temps apparaissent bien comme le reflet d'un fractionnement sociétal profond dont le régionalisme et le nationalisme seraient la traduction. C'est en fonction de ces divisions que l'on peut interpréter la tension entre une tendance à l'unification et une autre à l'éclatement. Les crises successives qui ont traversé la société canadienne s'inscrivent dans ce mouvement de balancier. Les facteurs d'éclatement semblent pourtant s'aiguiser au fur et à mesure que l'articulation entre lutte de classe, lutte régionale et lutte nationale se réalise.

2.3 Les politiques de développement régional

Nous allons maintenant aborder la question régionale sous un angle plus spécifique, celui des nouvelles fonctions interventionnistes de l'Etat. Graduellement, on assiste à un élargissement tel de l'Etat qu'on le voit s'immiscer dans presque toutes les sphères d'activité jusque-là réservées aux initiatives privées. C'est ainsi que la politique régionale, comme la politique urbaine deviennent des préoccupations des gouvernements.

En ce qui concerne l'Etat canadien, on peut situer l'amarce de la politique régionale dès les premières années de l'après-guerre avec l'établissement du "système d'égalisation budgétaire en vertu duquel l'Etat fédéral versait des compléments de recettes aux provinces à bas revenus" au moyen de transferts inconditionnels. Avec les années 1960, l'Etat met en branle une série de politiques ponctuelles destinées à contrer, par des mesures d'urgence, la persistance des déséquilibres régionaux et, comme il l'avoue lui-même, "leurs graves implications sur les plans social et politique"²⁸. En 1969, le ministère fédéral de l'Expansion économique régionale (MEER) est créé dans le but de mettre en application une politique mieux intégrée de développement régional. La nouvelle conception qui anime dorénavant l'Etat sera la suivante: "instaurer un climat favorable à la poursuite de l'expansion dans tout le pays, afin d'aligner les possibilités d'emploi et de revenu des régions à faible croissance sur celles du reste du pays, sans causer un ralentissement inacceptable de l'expansion économique nationale"²⁹.

Ayant constaté le chevauchement des programmes du MEER avec ceux des gouvernements provinciaux, l'Etat fédéral décide donc de procéder à un examen en profondeur de la situation en 1972-1973. La nouvelle orientation qui émergera de cette étude sera celle de coller davantage aux possibilités de développement propres à chaque région et province. La stratégie adoptée consistera à établir un vaste programme d'ententes cadre de développement (ECD) et d'ententes auxiliaires entre chaque province et le gouvernement fédéral. Depuis 1974, ces ententes cadre existent pour chacune des dix provinces canadiennes. En termes d'importance, les régions désignées représentent environ 40% de la population nationale. Toutefois, les

dépenses du MEER ne constituaient, en 1973-1974, que 2% du budget national qui était de 20 milliards. Il n'est donc pas étonnant, étant donné la minceur des ressources par rapport à l'énormité du problème, que les analystes aient été contraints d'en arriver à cette conclusion peu reluisante:

Etant donné qu'on ne s'est fixé aucun objectif formel, ni aucun délai pour la réduction ou la diminution des disparités régionales, on ne saurait affirmer que les politiques régionales aient remporté un succès ou un échec; on peut seulement dire qu'elles ont jusqu'à présent eu des incidences assez minimes sur la répartition régionale totale de l'activité économique³⁰.

Tout en reconnaissant le peu d'impact de la politique régionale canadienne sur la réduction des inégalités, il est par ailleurs significatif de constater que les succès enregistrés, aux dires mêmes des porte-parole du ministère, l'aient été dans le domaine d'une plus grande bureaucratisation et centralisation, ce qu'on appelle pudiquement une plus grande cohérence. En effet, on admet avoir remporté des gains d'une part, dans "le développement d'une organisation cohérente et unifiée" et, d'autre part, dans "l'élaboration d'une stratégie souple et intégrée Etat fédéral - administration provinciale³¹.

Au mois de janvier 1982, Ottawa annonçait une importante réorganisation ministérielle qui allait donner lieu à la création du nouveau ministère de l'Expansion industrielle régionale (MEIR) issue de la fusion des services du MEER avec ceux du ministère de l'Industrie et du Commerce (industrie, petites entreprises, tourisme). Le MEIR serait de plus chapeauté par un Département d'Etat au développement économique et régional dont le ministre présiderait un comité du cabinet chargé de la gestion de l'ensemble des dépenses en matière économique et énergétique, de même que du nouveau Fonds de développement régional de l'ordre de \$200 millions en 1984-1985.

En rodant sa machine administrative, on a nettement l'impression que l'Etat fédéral est en train de se donner les moyens d'imposer un contrôle plus serré sur l'ensemble du

vaste appareil de la politique régionale. Sous le couvert du simple objectif d'une plus grande visibilité de la présence fédérale dans les régions, Ottawa tente vraisemblablement à l'aide de la régionalisation de son autorité par des fondés de pouvoir dans les provinces (réseau de bureaux provinciaux et régionaux) d'impulser une stratégie d'ensemble par-delà les initiatives provinciales. Le pouvoir énorme de contrôle sur le Fonds régional qu'exerce un comité spécial du cabinet ainsi que le refus par le fédéral de renouveler telles quelles les ententes-cadres en 1974, lesquelles exigeaient l'accord des provinces et leur laissaient la responsabilité de la mise en oeuvre des projets conjoints, sont les indices que la nouvelle réorganisation administrative vise une déconcentration mais non une décentralisation du pouvoir. L'idée émise il y a quelques années de la nécessité du passage d'une "perspective purement régionale à une perspective nationale et plus globale" est plus que jamais à l'ordre du jour³².

Les tentatives du fédéral de s'appropriier le problème régional et de le gérer à sa façon peuvent-elles, dans le régime actuel, entraîner une opposition efficace de la part des provinces étant donné que le pouvoir financier du fédéral est incomparablement supérieur au leur. La menace d'intervention directe du fédéral auprès des organismes du milieu a déjà incité le ministre d'Etat à l'Aménagement du Québec à accélérer ses propres réformes dans le domaine du développement régional. Ce n'est sans doute pas l'unique raison qui amène le gouvernement du Québec à désirer lui aussi une meilleure rationalisation de ses politiques et de ses structures. Il y a, nous semble-t-il, dans la poursuite de la mise sur pied des Municipalités régionales de comtés (MRC) et dans l'objectif de créer des tables de concertation par grandes régions administratives réunissant les élus des MRC et les élus politiques, l'idée en germe d'une vaste structure de gouvernements locaux agissant comme courroies entre le gouvernement central et les régions. Il s'agira de juger au profit de qui ces nouvelles structures serviront finalement. Ces centres intermédiaires de pouvoir regrouperaient des représentants politiques plutôt que des animateurs, il ne devraient pas avoir une fonction de groupe de pression comme les anciens Conseils régionaux de développement (CRD). Cela permet de faire l'hypothèse qu'à travers ces nouvelles structures le gouvernement du Québec cherche à s'assurer un réseau d'alliés plus sûr en

la personne des politiciens locaux. A ce stade-ci, on ne peut que se demander s'il ne s'agit pas là d'une valorisation de la politique traditionnelle conçue pour faire barrage aux formes nouvelles de revendications qui étaient nées de l'idéologie de participation des années '60.

Quoi qu'il en soit des querelles possibles de juridiction et de la multiplication des lieux d'intervention, la question importante reste de savoir si l'Etat possède aujourd'hui plus qu'hier, les moyens et même la volonté d'arrêter un procès d'inégal développement inscrit dans les fondements mêmes du système économique dans lequel nous vivons. En un mot, peut-on sérieusement parler du rôle planificateur des Etats capitalistes? Assez ironiquement d'ailleurs, tout en faisant et défaisant leurs plans et tout en poursuivant leur politique de subvention à l'entreprise privée ni l'ancien MEER ni l'OPDQ n'ont eu tendance à pavoiser sur les succès remportés par les mesures jusque-là mises de l'avant.

Les politiques étatiques initiées dans le domaine du développement régional et de l'aménagement du territoire ne rempliraient-elles pas plutôt une fonction d'abord politique de surveillance et d'encadrement, de dépolitisation et de masquage des inégalités et de l'exploitation. A cet égard, le quadrillage du territoire québécois en 10 régions, en 1966, a-t-il eu d'autre pertinence que celle de permettre une prise d'information plus poussée de la part de l'Etat? La création tentaculaire de structures administratives, locales ou régionales, n'a-t-elle pas eu et n'aura-t-elle pas encore pour rôle l'encadrement des mouvements régionaux à la faveur de l'idéologie de participation? La présence sur place de fonctionnaires "neutres", le saupoudrage des subventions, le recyclage des élites locales, le déstagement contrôlé de la part de l'Etat de certains pouvoirs de décision, la division des problèmes en politiques sectorielles, etc., tout cela peut-il aboutir à autre chose qu'à créer des illusions qui serviront à détourner les luttes vers des objectifs partiels où seront voilées l'existence et la persistance des inégalités sociales et des forces qui les maintiennent.

Devrions-nous nous surprendre alors que malgré la mise en place d'un tel dispositif d'appareils et de politiques, qui répondent bien sûr à une logique structurelle où le cynisme

n'intervient pas de façon manifeste, l'Etat n'ait pas réussi à contrer la montée des résistances régionalistes et même au contraire les ait pour ainsi dire provoquées ou stimulées³³. C'est que par ses promesses de changement qu'il conserve souvent à tort l'illusion de pouvoir satisfaire - l'Etat ouvre malgré lui porte à la subversion. En devenant de plus en plus visible, l'Etat s'expose à devenir contestable pour lui-même et pour le pouvoir de classe qu'il représente³⁴.

Pour le moment, on ne peut que constater que la spécificité sous-régionale au Québec a rarement pu dépasser le stade des revendications économique-corporatives, revendications axées sur le problème central de la démobilisation des populations vivant de l'agriculture et de l'exploitation forestière. Un pas de plus a pourtant été réalisé lorsque ces populations se sont mises à revendiquer un plus grand contrôle sur l'avenir du développement de leur région. Un développement qu'ils refusent pour leur part de concevoir selon la perspective bureaucratique des vocations régionales spécifiques et non intégrées. Ce faisant, la contestation prenait une tournure plus politique dans la mesure où elle constituait l'Etat comme cible. Devant le refus de l'Etat d'accéder aux demandes autonomistes des régionaux, la revendication ne risque-t-elle pas de se radicaliser et de déborder l'approche populiste des problèmes, en identifiant cette fois les responsables à un pouvoir de classe. Une telle évolution vers la radicalisation n'est cependant pas fatale puisqu'il existe des forces qui agissent en sens contraire et qui, comme on le verra dans ce qui va suivre, pourraient bien faire triompher la tendance à l'homogénéisation et donc à la réduction des spécificités et des luttes régionales.

3. Homogénéisation de la culture au Canada: le Québec, une exception?

Le double procès d'homogénéisation et de différenciation se produit également dans le champ de la culture où il détermine un ensemble qui est à la fois unifié et fracturé. La dimension de ce champ nous invite à nous restreindre³⁵, qu'on pense à la diversité des appareils qui vont de l'école et de l'université aux industries culturelles: disques, cinéma,

livres, sans oublier le sport et la publicité, qu'on pense également à la consommation des biens culturels et à la diversité des genres de vie qui varient apparemment plus selon les classes sociales que les régions. Comme la télévision occupe une position dominante³⁶ aussi bien dans le marché des biens symboliques qu'au sein des appareils idéologiques, nous limiterons notre analyse à ce média.

3.1 Unification et fragmentation de l'appareil de radio-télévision

Nous avons déjà montrer ailleurs³⁷ comment, en raison de la lutte des classes et au fil de diverses conjonctures, l'unification de l'appareil de radio-télévision était indissociable d'un processus de fragmentation de sorte que l'appareil canadien de radio-télévision est aujourd'hui fragmenté en réseaux de langue française et réseaux de langue anglaise, en réseaux d'Etat et en réseaux privés, en réseaux canadiens et réseaux américains, en réseaux de masse et en réseaux communautaires, etc... Ce processus d'unification-fragmentation contribue à la fois à une homogénéisation et à une différenciation de la culture.

La fragmentation en réseaux de langue française et réseaux de langue anglaise concerne aussi bien la Société Radio-Canada que les réseaux privés. Cette fragmentation est d'autant plus significative dans le sens d'une différenciation qu'elle ne se réduit pas à une question de langue³⁸, comme c'est le cas lorsque nous avons une version française et une version anglaise d'un même film.

Le réseau de langue française de Radio-Canada est demeuré jusqu'à aujourd'hui un réseau régional, dans le sens canadien du terme. En ce sens, l'extension de ce réseau à l'échelle canadienne pour desservir les minorités francophones n'aura pas d'incidence réelle, dans la mesure où 94%³⁹ de son auditoire continuera d'être québécois et dans la mesure où aucune de ces minorités, à l'exception sans doute de l'Acadie, n'a manifesté un dynamisme suffisant pour alimenter le réseau "national" de langue française. Au total, la production d'émissions francophones est centralisée dans sa quasi totalité à Montréal. Les stations installées dans les sous-régions du

Québec ne produisent, pour consommation locale, que des émissions d'information et d'affaires publiques pour un grand total de 3h40 à 4h40 par semaine, soit environ 3% de l'ensemble de la programmation diffusée par ces stations. A l'échelle du Québec, la Société Radio-Canada favorise donc une homogénéisation des différences à partir d'une généralisation de la "culture montréalaise".

Plusieurs facteurs ont contribué à donner au réseau anglais de Radio-Canada une allure plutôt nationale que régionale. En premier lieu, ce réseau a subi beaucoup plus directement que le réseau français une concurrence directe de la part des réseaux américains. En deuxième lieu, la nécessité d'affirmer la spécificité de la culture canadienne a poussé le réseau anglais à valoriser la "diversité régionale et culturelle" du Canada. Bien que moins original par rapport aux réseaux américains que le réseau français, le réseau anglais se distingue du réseau français aussi bien par l'importance de la production d'émissions régionales que par la diffusion à l'échelle canadienne d'émissions produites en région. Au total, au moins 33% des émissions diffusées sur le réseau anglais seraient d'origine régionale, le reste (67%) étant centralisé à Toronto⁴⁰. Quel contraste avec le réseau français! Les réseaux privés de langue anglaise, CTV et Global, apparaissent également assez différents du réseau privé de langue française, TVA. Sans doute, comme réseaux guidés par la recherche du profit, ils partagent un même appétit pour les émissions américaines. Mais, cette recette n'empêche pas le réseau TVA de faire actuellement plus québécois que Radio-Canada. Enfin, la bourgeoisie canadienne via le CRTC et ses hommes politiques semble beaucoup moins inquiète de la pénétration des émissions américaines que de la valorisation des particularismes régionaux en ce qui concerne les réseaux francophones.

La fragmentation en réseaux canadiens et en réseaux américains est une réalité dans la mesure où la câblodistribution permet de synthoniser ces réseaux. Pour les Canadiens de langue anglaise et pour les Québécois qui connaissent très bien l'anglais⁴¹, le câble est effectivement une sorte d'auto-route nord-sud. Mais, les réseaux canadiens sont aussi fragmentés de l'intérieur par les émissions américaines de sorte que, paradoxalement, la consommation des émissions américaines

augmente avec la multiplication des stations canadiennes⁴²: le consommateur dispose alors de plus d'occasions de regarder des émissions américaines.

Autre fragmentation significative du point de vue du procès d'homogénéisation-différenciation, celle que réalise Radio-Québec. Cette télévision éducative se définit de plus en plus en fonction du réseau français de Radio-Canada tant par le format de ses émissions les plus publicisées que par les vedettes qui les animent. La fragmentation en terme d'auditoire (au mieux 1%) de ce réseau est moins importante que celle réalisée par le Public Broadcasting System (PBS) aux Etats-Unis mais, en terme d'appareil, Radio-Québec présente un potentiel de fragmentation bien supérieur. "L'autre télévision" ne constitue pas réellement une alternative en matière de télévision mais propose quelque chose de nouveau: développer le goût du Québec à partir d'un ancrage dans les diverses régions administratives.

Enfin, la fragmentation que réalisent les radios et les télévisions communautaires est encore moins importante en terme d'auditoire que celle que réalise Radio-Québec mais révèle autre chose, la recherche d'une alternative aux réseaux de masse, la recherche d'une information liée à la vie quotidienne des couches populaires⁴³. Il existe aussi des revendications plus spécifiquement régionales concernant les mass média. Ainsi, en vue d'obtenir un accès aux grands réseaux de télévision comparable à celui qui existe dans les grands centres, les populations du Bas Saint-Laurent et de la Gaspésie ont revendiqué une décentralisation des installations de Radio-Canada et les populations de la Gaspésie et de l'Abitibi une décentralisation de Radio-Québec qui tienne compte de la situation particulière de leur "région". Mais une fois ces revendications satisfaites, l'insatisfaction à l'égard des deux réseaux demeure⁴⁴. Ce que l'on veut maintenant, c'est une véritable régionalisation, c'est-à-dire une prise en charge des différences régionales au niveau de la production et non une simple connection à la "culture montréalaise".

Ces fragmentations de l'appareil canadien de radio-télévision ne conduisent ni à son éclatement, ni à la reproduction de sujets culturellement différents selon les diverses régions canadiennes. Par la centralisation du contrôle de

l'appareil et par la centralisation de la production des émissions canadiennes de même que par l'introduction dosée des émissions américaines, la bourgeoisie canadienne favorise la tendance à l'homogénéisation à l'échelle canadienne, à l'exception du Québec où elle accepte la reproduction de sujets différents que dans la mesure où ils sont homogénéisés à l'échelle du Québec (négligence des différences sous-régionales) et dans la mesure où cette tendance ne risque pas d'amplifier la crise de l'unité canadienne⁴⁵.

3.2 Homogénéisation et différenciation au niveau de la consommation

Si nous parlons d'homogénéisation de la culture de masse, ce n'est pas dans le sens d'une homogénéisation des différences de classes mais dans le sens des différences régionales. Cela sera illustré à partir des cotes d'écoute de BBM à l'échelle canadienne et à partir d'une enquête sur la consommation différentielle de la télévision entre deux villes, Longueuil et Rimouski, enquête réalisée par les sociologues de l'UQAR en collaboration avec Multi-Réso en mars 1979⁴⁶.

3.2.1 Le Canada et le Québec

La répartition globale de l'écoute selon les réseaux laisse voir peu de différences entre les grandes villes des principales régions du Canada. Ainsi, le tableau 1 montre clairement que les réseaux privés canadiens sont écoutés plus que n'importe quel autre réseau (soit autour de 50%). Il apparaît également qu'à l'exception de Montréal, les réseaux américains arrivent bon deuxième (entre 25% et 35% de l'écoute) devant le réseau d'Etat qui se classe troisième. Si ces conclusions valent pour le Canada anglais, elles exigent d'être nuancées en ce qui concerne le Québec. Ainsi à Montréal, si l'on ne tient compte que de l'écoute des francophones, les pourcentages d'écoute des réseaux diffèrent manifestement de ceux des autres villes canadiennes par un niveau d'écoute plus faible des réseaux américains et par une meilleure cote pour le réseau d'Etat.

TABLEAU I

PROPORTION DE L'ECOUTE GLOBALE DE LA TELEVISION
SELON LES RESEAUX DANS LES GRANDES VILLES CANADIENNES

	TORONTO (1977)	GALGARY (1977)	HALIFAX (1977)	MONTREAL [*] (1978)
Radio-Canada	15,0%	15,5%	26,9%	29,0%
Réseaux privés canadiens	48,5%	54,9%	47,7%	52,0%
Réseaux américains	35,2%	29,4%	25,4%	13,0%
Autres	1,3%	0,2%	1,0%	6,0%
TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

SOURCES: BBM. Société Radio-Canada. *Op. cit.*, pp. 29-30.

*BBM. *Le Devoir*, 22 avril 1978
(langue française et langue anglaise)

Selon l'enquête de l'UQAR réalisée en mars 1979, les Québécois de langue française accordent autour de 90% de leur temps aux réseaux francophones. L'écoute des Québécois francophones est très peu fragmentée en terme de réseaux. Les Québécois francophones se différencient également des autres Canadiens par une écoute moins importante d'émissions étrangères⁴⁷.

En somme, l'écoute de la télévision au Canada apparaît assez homogène à l'exception du Québec dont l'écoute est beaucoup moins fragmentée, plus régionale (québécoise) et moins extravertie. Autrement dit, alors que la consommation des Québécois se caractérise par son régionalisme⁴⁸ dans le sens canadien du terme, la consommation des Canadiens est celle d'un pays colonisé profondément dépendant des Etats-Unis⁴⁹. Mais, avant de conclure que le Québec nous apparaît plus homogène que le reste du Canada, nous allons examiner brièvement le cas de deux villes du Québec: Longueuil et

Rimouski qui appartiennent aux deux "régions" les plus contrastées du Québec.

3.2.2 Le cas de Longueuil et de Rimouski

L'enquête réalisée par les sociologues de l'UQAR montre qu'il existe peu de différence entre Longueuil et Rimouski du point de vue de la consommation de la télévision.

La part du temps que les Longueuillois et les Rimouskois accordent à chacun des réseaux n'est pas tout à fait identique. A Longueuil le réseau TVA est le plus écouté alors qu'à Rimouski, c'est le réseau de Radio-Canada. Cette première différence, qui n'existe plus maintenant, s'explique par le fait que l'implantation du réseau TVA à Rimouski était trop récente, au moment de notre enquête, pour que celui-ci ait fait le plein de son auditoire. La seconde différence nous apparaît plus importante: les Longueuillois accordent 12,1% de leur temps à des réseaux autres que les deux grands réseaux francophones comparativement à 6,8% pour les Rimouskois. D'après nos analyses, cette différence provient d'une offre moins "généreuse" à Rimouski où, sans le câble, il est impossible de capter Radio-Québec, CBC et CTV, sans oublier que le câblodistributeur rimouskois n'offrait alors ni CBC, ni un deuxième réseau américain. Reste les ressemblances où l'on voit que les Longueuillois comme les Rimouskois consacrent autour de 90% (soit exactement 86,8% et 93,7%) de leur temps aux deux grands réseaux francophones que sont Radio-Canada et TVA.

Les différences au niveau de l'offre n'empêchent pas les Longueuillois et les Rimouskois de regarder les mêmes genres d'émission et selon des proportions à peu près identiques⁵⁰.

Enfin le nombre d'heures d'écoute de la télévision par semaine est plus élevé à Rimouski qu'à Longueuil: 19,08 heures comparativement à 16,99 heures. Cependant l'analyse de variance montre que le nombre d'heures d'écoute de la télévision dans les deux villes varie selon les classes sociales, la scolarité, l'âge et le revenu et de la même manière dans les deux villes de sorte que la localisation avec 0,6% de variance semble bien négligeable (ce qui ne veut pas dire qu'elle le soit complètement).

TABLEAU 2

REPARTITION DU TEMPS D'ECOUTE PENDANT UNE SEMAINE
SELON LES GENRES D'EMISSIONS A LA TELEVISION
A LONGUEUIL ET A RIMOUSKI

	LONGUEUIL	RIMOUSKI	ETA ²	F
Cinéma	3,79h	3,67h	0 %	,691
Variétés	3,29	3,34	0	,855
Magazines	2,02	2,80	1,2	,000*
Nouvelles	1,79	2,42	1,8	,000*
Séries Américaines	2,02	2,35	0,4	,052
Téléromans	1,49	1,69	0,1	,226
Sports	0,53	0,82	0,9	,005*
Enfants	0,87	0,81	0	,671
Affaires publiques	0,75	0,72	0	,745
Documents	0,23	0,17	0,4	,071
Divers	0,17	0,14	0,1	,306
Religion	0,04	0,15	1,2	,001*
TOTAL	16,99h	19,08h	0,7 %	,019*

* F est significatif quant plus petit que .020

SOURCE: DIONNE, H., R. GIGUERE et al. *Op. cit.*, p. 313.

Par rapport à l'ensemble canadien, l'écoute de la télévision des Québécois francophones fait figure d'exception dans la mesure où plus ou moins 90% du temps va à l'écoute de deux réseaux dont le siège social est à Montréal. La consommation des Québécois francophones apparaît plutôt régionaliste dans le sens canadien du terme, alors que celle des autres Canadiens est beaucoup plus extravertie et dépendante des émissions étrangères. De ce point de vue, le Québec constitue bien une zone de fracture dans cet ensemble relativement homogène qu'est le Canada. Par ailleurs, la

comparaison de la consommation de la télévision dans deux villes appartenant aux deux sous-régions les plus contrastées au Québec laisse supposer que l'homogénéité culturelle entre les sous-régions est probablement plus grande que celle qui existe entre les grandes régions du Canada (le Québec en moins).

Enfin, les tendances à l'homogénéisation et l'unification de l'appareil de radio-télévision ont soulevé et soulèvent encore des résistances qui fragmentent cet appareil. La fragmentation en réseau français et en réseau anglais de même qu'une pénétration différentielle des réseaux américains contribuent à une reproduction sociale des Québécois francophones comme différents des autres Canadiens. Comme cette fragmentation et cette reproduction différentielles alimentent une zone de fracture qui menace l'unité canadienne, la bourgeoisie canadienne exerce un contrôle de plus en plus serré de la télévision et des communications. Dans cette visée, l'homogénéisation culturelle que réalise l'impérialisme américain semble bien passer au second plan.

CONCLUSION

Au lieu de nous interroger sur le découpage et la délimitation des régions (le cadre), nous avons centré notre réflexion sur le contenu même de la région et sur les processus qui la constituent comme entité non confondable à l'ensemble dans lequel elle est par ailleurs intégrée. Autrement dit, les questions qui nous ont orientées dès le départ, concernaient la production de la région et l'émergence de la question régionale dans le développement du capitalisme au Canada.

A travers l'examen de niveaux d'activités variées (économiques, politique et culturel), il est apparu que la région était non seulement une réalité mouvante mais aussi une réalité produite et reproduite historiquement selon un ensemble de processus contradictoires (d'égalisation/différenciation; d'unification/fragmentation; d'homogénéisation/différenciation) cristallisés dans la contradiction entre l'articulation et la résistance. En somme, la région se construit par l'articulation d'une entité sociale dans un ensemble et, simultanément, par la résistance à cette articulation. La dynamique de ce

processus n'est rien d'autre que celle de la lutte des classes.

Cette problématique soulèvent plusieurs interrogations. Aussi, il nous est apparu nécessaire de conclure cet article par quelques questions:

1) Au Canada et au Québec, la tendance à l'unification aura-t-elle raison des tendances régionales?

2) La recherche de zones de force de travail à valeur différentielle (par exemple les écarts salariaux au Québec, Michelin en Nouvelle-Ecosse) ne va-t-elle pas renforcer et alimenter la montée des résistances?

3) L'homogénéisation des modes de vie et l'unification des appareils (qui y entretiennent des rapports) exigées par l'élargissement de l'Etat et la reproduction élargie du capital n'alimentent-elles pas de plus en plus des revendications d'égalisation des standards de vie?

4) Au Québec, lutte régionale et lutte nationale s'articulent l'une à l'autre et se renforcent mutuellement. D'autres régions dans la formation sociale canadienne ne sont-elles pas susceptibles de connaître prochainement une articulation semblable? La prospérité relative qu'apportera le pétrole à Terre-Neuve ne favorise-t-elle pas justement une telle articulation?

5) Pour dépolitiser la question régionale, l'Etat la bureaucratise mais, se faisant, ne devient-il pas de plus en plus visible, de plus en plus contestable pour lui-même et pour le pouvoir de classe qu'il représente?

6) Dans la suite de la question précédente, l'Etat capitaliste peut-il véritablement "planifier" le développement régional?

7) Enfin, comment le processus d'articulation/résistance qui préside à la formation des régions, joue-t-il dans la formation des sous-régions? En quoi le fractionnement sous-régional alimente-t-il le fractionnement régional?

NOTES

1. Voir à cet effet Alain LIPIETZ, *Le capital et son espace*, Paris, Maspéro, 1977, pp. 34-35.
2. Voir à ce propos Michel AGLIETTA, *Régulation et crises du capitalisme*, Belgique, Calmann-Lévy, 1976, pp. 129-187.
3. GERIN, Léon, *L'habitant de Saint-Justin*, Mémoire S.C.R., 61 pages.
4. MINER, Horace, "St-Denis: a French-canadian Parish, U.S.A.", Université of Chicago Press, 1939; voir également, "Le changement dans la culture rurale canadienne-française, in *La société Canadienne Française*, Montréal, HMH, 1971, pp. 77-89, cet article fut repris de *The American Journal of Sociology*, XLIV, November 1938, pp. 365-378.
5. DOFNY, Jacques et Marcel RIOUX, "Les classes sociales au Canada français", in *Revue Française de Sociologie*, no 3, 1962, pp. 290-300.
6. PALLOIX, Christian, *L'internationalisation du capital*, Paris, Maspéro, 1975, pp. 183-185.
7. AMIN, Samir, *Le développement inégal*, Paris, Minuit, 1973.
8. PALLOIX, Christian, *op. cit.*
9. BOURQUE, Gilles et Anne LEGARE, *Le Québec*, Paris, Maspéro, 1979, p. 158.

10. LIPIETZ, Alain, "Sur la Question régionale en France", Paris, *Série des tirés à part CEPREMAP*, 1978, pp. 67-68.
11. LACROIX, Jean-Guy et Benoît LEVESQUE, "L'unification et la fragmentation des appareils idéologiques au Canada et au Québec", in *Les Cahiers du Socialisme*, no 5, printemps 1980, p. 109.
12. De la Nouvelle-France qui recouvrait la presque totalité de l'Amérique du Nord, aux limites restreintes de 1771, à l'élargissement de 1774, aux limites bas-canadiennes de 1791, à la délimitation de la province de Québec et à l'amputation du Labrador en 1927, à la création d'un couloir pour les lignes de transmission terre-neuviennes ..., nous constatons en effet que le territoire a été constamment redéfini, redélimité et ce toujours de façon contraignante, par la force, pour la population canadienne /québécoise.
13. De l'identification comme colon français, à canadien, à canadien-français sous la colonisation anglaise, à canadien-français sous la confédération, à canadien-français au Québec, à Québécois... et "au monde ordinaire "québécois" c'est la reconnaissance, la représentation de la communauté qui se transforme mais aussi la délimitation territoriale (spatialisation) de cette représentation.
14. Ce sera le Parti National de Mercier qui prend en 1887 le pouvoir et pratique une politique autonomiste. Puis s'enchaînent le séparatisme de Tardivel, le nationalisme des deux après-guerres alimenté par la lutte contre la conscription, le duplessisme, la Révolution tranquille, le RIN, le FLQ et finalement (du moins pour le moment) le PQ.
15. Voir à cet effet Jean-Guy LACROIX et Carol LEVASSEUR, "Rapports de classes et obstacles économiques à l'asso-

ciation", in *Les Cahiers du Socialisme*, no 2, automne 1978, pp. 87-122; BELANGER, Paul et Céline SAINT-PIERRE, "Dépendance économique, subordination politique et oppression nationale: le Québec, 1960-1977", in *Sociologie et Sociétés*, vol. 10, no 2, octobre 1978, pp. 123-149.

16. Nous sommes conscients que ce regroupement administratif ne peut être considéré comme homogène. Il est donc évident que les données employées ici sont plus ou moins conformes à la réalité différenciée et spécifique de chaque fraction de cette région administrative. Toutefois cette réalité différenciée-unifiée illustre très bien la thèse de l'articulation-résistance.
17. OPDQ, *Les caractéristiques sectorielles interrégionales, Cahier 1: les indicateurs globaux*, Québec, Editeur officiel, 1976, pp. 21 et 23.
18. *Ibid.*, p. 99.
19. *Ibid.*, p. 95.
20. *Ibid.*, p. 96.
21. *Ibid.*, p. 95.
22. Une enquête faite en juin 1979 par Y. DION et H. TREMBLAY, pour le compte du Conseil régional de développement de l'Est du Québec, concernant le prix d'un panier de biens de consommation à Montréal et dans l'Est du Québec montre des écarts significatifs.
23. Il suffit de parler avec les gens de la région au sujet des services de santé pour comprendre rapidement l'inégalité criante dont ils sont victimes.

24. COLLECTIF, *Pour une histoire des groupes populaires dans le Bas Saint-Laurent: 1960-1979*, Rimouski, La Librairie Socialiste de l'Est, 1981.
25. BECK, J.M. *Pendulum of Power*, Scarborough, Prentice - Hall of Canada, Ltd, 1968, pp. 1-12; R. BILODEAU, R. COMEAU, A. GOSSELIN, D. JULIEN, *Histoire des Canada*, Montréal, Hurtubise HMH, 1975, pp. 425-434.
26. ROWELL-SIROIS, *Commission royale d'enquête sur les relations entre le Dominion et les provinces*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1940, p. 188.
27. SACOUMAN, R. James, "The Centrality of the Peripheral Maritimes to a Canada-Wide Marxian political economy", *Texte présenté à un colloque de l'Association canadienne de Science politique*, Université de Saskatchewan, mai 1979, p. 3 (Traduction libre).
28. OCDE, *Les problèmes et les politiques de développement régional dans les pays de l'OCDE*, Paris, OCDE, 1976, vol. II, ch. IX, Canada, p. 184.
29. *Ibid.*, p. 185.
30. *Ibid.*, p. 196.
31. *Ibid.*, p. 197.
32. *Ibid.*, p. 199.
33. RIOUX, Marcel, "Ceux d'en haut et ceux d'en bas, Possibles", vol. 2, nos 2-3, 1978.

34. DULONG, Renaud, *Les régions, l'Etat et la société locale*, Paris, P.U.F., 1978.

 35. Il faut aussi dire que "l'état actuel des connaissances documentaires et factuelles "sur la culture ne permet pas d'aller très loin. C'est ce que constate Marc-Adélaïde TREMBLAY, "Existe-t-il des cultures régionales au Québec?" *Mémoires de la société royale du Canada*, quatrième série, tome XV, 1977, pp. 137-144.

 36. FLICHY, Patrice, *Les industries de l'imaginaire, pour une analyse économique des médias*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1980, p. 241.

 37. LACROIX, Jean-Guy et Benoît LEVESQUE, *op. cit.*, pp. 106-135.

 38. LAURENCE, Gérard, "La naissance de la télévision au Québec, 1949-1953", *Communication et information*, vol. II, no 3 (1978), p. 46. Cet article reprend un chapitre de sa thèse de doctorat: *Histoire des programmes de télévision: essor méthodologique appliqué aux cinq premières années de CBFT Montréal, septembre 1952 - septembre 1957*, Québec Département et Histoire, Université Laval, 1978, 1737 p.

 39. Chiffre fourni par Radio-Canada. Voir Société Radio-Canada. *Radio-Canada: vue d'ensemble membre du CRTC à l'appui des demandes de renouvellement des licences d'exploitation des réseaux*, Ottawa, mai, 1978.
- A l'exception du Manitoba et des provinces ayant des frontières avec le Québec, les effectifs de langue française sont assez réduits. En 1971, ils étaient de 39 333 pour la Nouvelle-Ecosse, de 38 034 pour la Colombie-Britannique et de 31 605 pour la Saskatchewan. Voir Gilbert MAISTRE, *Géographie des mass médias*, Montréal, P.U.Q., 1976, pp. 128 cf.

40. Société Radio-Canada, *Mémoire au CRTC, op. cit.*, p. 197.
41. En effet, les abonnés au câble qui ne connaissent pas du tout l'anglais accordent moins de 2% de leur temps d'écoute de la télévision aux réseaux américains alors que les Québécois francophones qui connaissent très bien l'anglais accordent entre 22% et 30% de leur temps aux réseaux américains. Voir Hugues DIONNE, Rita GIGUERE, Robert DELISLE, Bruno JEAN, Danielle LAFONTAINE, Benoît LEVESQUE et al., *Consommation des mass média et information, Câblodistribution et consommation différentielle au centre et à la périphérie: étude des cas de Longueuil et de Rimouski*, Rimouski, GRIDEQ-UQAR, 1981, p. 292.
42. Société Radio-Canada, *Ibidem*, pp. 29-32 et 142. Ainsi, après l'ouverture d'un nouveau poste à Ottawa et à Edmonton, l'écoute des émissions étrangères est passée de 50% à 64% dans un cas, et de 63% à 71% dans le second.
43. DESY, Marielle, Marc FERLAND, Benoît LEVESQUE et Yves VAILLANCOURT, *La conjoncture au Québec au début des années 80. Les enjeux pour le remaniement ouvrier et populaire*, Rimouski, La Librairie Socialiste de l'Est du Québec, 1980, pp. 176-177.
44. LEVESQUE, Benoît, "Les communications et le développement en régions périphériques", *Possibles*, mars 1978, vol. II, no 2).
45. A ce sujet, voir Jean-Guy LACROIX et Benoît LEVESQUE, "La radio-télédiffusion, un appareil idéologique divisé-unifié travaillant en conjonction avec la famille et l'école dans la reproduction sociale: le cas du Québec et du Canada", dans Actes du colloque de l'ACSALF. *La transformation du pouvoir au Québec*, Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1980, pp. 297-333.

46. DIONNE, Hugues, Rita GIGUERE et al., *op. cit.*, 614 p.
47. Société Radio Canada, *Ibidem*.
48. Ce régionalisme n'est pas acquis pour toujours. La grande popularité des émissions américaines auprès des jeunes québécois le montre bien.
49. Au cours des dix dernières années, CBC a rendu 10,1% de l'écoute nationale alors que CTV et les réseaux américains ont gagné ensemble et à part égales 10%. Voir BBM, DATA, 1979, 47 p.
50. Il faut dire que même à l'échelle internationale, les différences au niveau de l'écoute des genres d'émissions sont minces. Comme le montre des données comparatives venant de pays francophones (France, Belgique, Québec) mais aussi de l'Italie, de la Hongrie et du Japon. En collaboration, *Les télévisions francophones Etude comparée: France, Belgique, Québec, Bruxelles, JEB*, p. 146.

La dimension "régionale" de la consommation des mass média et de la connaissance de l'information

Benoît Lévesque

Une recherche collective¹ sur la consommation des mass média et la connaissance de l'information dans deux villes situées dans des régions aussi différentes que le Bas-Saint-Laurent et Montréal montre que la tendance à l'uniformisation de la culture de masse domine au Québec. A Longueuil comme à Rimouski, la consommation des mass média varie en fonction des mêmes variables, soit des facteurs structuraux comme les classes sociales et la division sexuelle. Ces variables auxquelles il faut ajouter les habitudes de consommation des média expliquent également la variation de la connaissance de l'information dans ces deux villes. Le facteur localisation lorsqu'il joue, est d'importance secondaire par rapport à ces variables.

Ceci dit, le facteur localisation bien que secondaire n'est pas négligeable pour autant. C'est ce que nous voudrions montrer dans cette note de recherche. Ce faisant, on comprendra que nous ne rendrons compte que d'une partie de notre recherche, à savoir la dimension "régionale". La présentation de l'ensemble des résultats devrait d'ailleurs donner lieu à un ouvrage collectif actuellement en préparation.

Avant d'aller plus loin, nous donnerons quelques éléments de méthodologie et de problématique, puis nous nous arrêterons successivement sur la consommation des mass média et sur la connaissance de l'information.

1. Espace et classes sociales: éléments de méthodologie et de problématique²

Notre recherche se présente d'abord comme une recherche empirique à partir d'une méthodologie et d'éléments théoriques qu'elle questionne. Ce modeste travail nous apparaissait nécessaire dans la mesure où, comme l'a constaté Marc-Adélaïde TREMBLAY, les "connaissances documentaires et factuelles"³ sur la culture des diverses régions sont assez réduites et dans la mesure également où les problématiques critiques sur la culture de masse ne dépassent habituellement pas le niveau de l'essai ou au mieux de l'illustration. Sur les mass média, il existe d'abondantes données mais les informations méthodologiques pour procéder à une analyse secondaire ne sont pas accessibles aux chercheurs indépendants. Ainsi, il n'y a que les entreprises et organismes membres de BBM qui ont accès à ces données. Quand l'une de ces entreprises ou l'un de ces organismes se livrent à une analyse de ces données, ils ne publient généralement ni la méthodologie ni des données autres que celles déjà publiées par BBM⁴. Comme la cueillette de ces données est très coûteuse, la recherche indépendante est en fin de compte exclue de ce domaine. Pour notre part, la recherche dont nous présentons une partie des résultats, fut possible en raison d'une conjoncture assez particulière, celle d'une action concertée du ministère de l'Éducation (FCAC) et du ministère des Communications. C'est ainsi que nous avons fait appel à la firme Multi-Réso pour la mise au point des techniques de recherche et le traitement statistique⁵.

Il faut aussi dire que la technologie de recherche de cette enquête était relativement lourde⁶. Ainsi, l'enquête fut menée simultanément sur deux terrains, Longueuil et Rimouski, à partir d'une technique de recherche s'apparentant à celle du panel. Trois instruments furent administrés successivement au même échantillon: un questionnaire sur l'opinion de nos informateurs, un journal d'utilisation des mass

média (hebdomadaires, quotidiens, radio et télévision) pour une semaine et, enfin, un deuxième questionnaire sur la connaissance des actualités diffusées au cours de la semaine consignée dans le journal d'utilisation des média. D'un échantillon de départ de 1 600 individus de langue française âgés de 18 ans et plus (800 pour Longueuil et 800 pour Rimouski), nous retrouvons au terme 792 informateurs ayant répondu aux trois instruments. De ce nombre, 63% sont Rimouskois alors que 37% sont Longueuillois de sorte que nous avons dû procéder à une opération de validation pour l'échantillon de Longueuil⁷. Par ailleurs, en raison de l'ampleur des données recueillies, nous avons été contraints de nous servir, en plus du système SPSS, d'un logiciel ad hoc. Enfin, si nous avons utilisé toute la panoplie des tests statistiques, il faut reconnaître que nos analyses se sont fondées principalement sur l'analyse de variance simple parce qu'elle nous permettait de tenir compte de la dispersion des écarts dans la comparaison des moyennes, et de l'analyse de variance multiple dans la mesure où nous voulions identifier les variables ayant un effet prépondérant. L'ampleur de cette recherche explique sans doute qu'entre la cueillette des données réalisée en mars 1979 et la parution du rapport final en décembre 1981, il s'est écoulé un peu plus de deux ans et demi et qu'en plus des six rédacteurs de ce rapport, quelques dizaines de personnes ont travaillé sur cette recherche.

A première vue, cette recherche apparaît plutôt ambitieuse comme en témoigne le fait qu'elle porte à la fois sur les média électroniques et les média écrits, sur la consommation effective telle que mesurée par le journal d'utilisation des média et sur la consommation évaluée à partir de l'opinion des informateurs, sur la connaissance de l'information et sur la consommation des média, sur la dimension régionale et sur les classes sociales, etc... Cependant, les hypothèses que nous nous proposons de vérifier, montrent que nos intentions étaient assez modestes. A preuve, les deux hypothèses suivantes qui sont intimement liées aux propos de cette note de recherche. La première: "le temps total de consommation des mass média est à peu près le même à Rimouski qu'à Longueuil pour des groupes sociaux comparables". La seconde: "pour des groupes sociaux comparables, les Rimouskois ne sont pas moins informés que les Longueuillois, tant au plan international que canadien, québécois que local". Ces deux hypothèses comme

les autres qui ont guidé notre recherche, révèlent que nous étions fortement préoccupés par les rapports entre classes sociales et localisation dans l'espace québécois.

Plus précisément, la plupart de nos hypothèses reposaient sur la supposition générale que dans le domaine des mass média, les différences régionales lorsqu'elles existent, proviennent surtout des différences dans la composition de classes des régions comparées. Autrement dit, nous supposons que si Longueuil et Rimouski avaient la même composition de classes, les différences quant à la culture de masse devraient tendre à disparaître. Cette supposition est quelque peu vicieuse car elle renvoie à une conception abstraite des classes sociales qui pourraient ainsi exister sans déterminations concrètes dont la division de l'espace. Dans le concret, il n'y a pas de "classe sans sexe, sans âge, sans ethnie, sans espace physique propre. Seule existe la conjugaison de multiples déterminations et formes sociales singulières"⁸. Ainsi, un certain nombre de différences entre les deux villes - différences secondaires au regard de la tendance à l'uniformisation - n'ont pu être expliquées par les différences dans la composition de classes de Longueuil et Rimouski. C'est le cas de la connaissance de l'anglais: les prolétaires de Longueuil connaissent beaucoup mieux l'anglais que ceux de Rimouski. Cette différence culturelle au sein d'une même classe provient (dirons-nous) de la localisation. Cependant qui oserait dire que dans ce cas le facteur localisation est indépendant de la lutte des classes quand l'on sait que l'influence de la localisation résulte ici d'un procès d'accumulation du capital et d'une division du travail social qui se réalisent à travers non seulement une uniformisation de l'espace mais une différenciation de celle-ci en zones de main-d'oeuvre à qualification différentielle⁹.

Bien qu'imposé par la nécessité d'étudier des espaces desservis par la câblodistribution, le choix de Longueuil et de Rimouski pouvait se défendre dans le cadre des préoccupations que nous venons d'exposer dans la mesure où notre attention se portait sur des groupes sociaux vivant dans des "régions" ou mieux des "lieux" très différents. Il est certain par ailleurs que Rimouski est encore moins représentatif du Bas Saint-Laurent que Longueuil peut l'être de la région de Montréal. Par conséquent, ce que nous comparons ce sont

moins des régions que des groupes sociaux vivant dans des villes très différentes; l'une est située au coeur d'une région rurale, l'autre fait partie de la Métropole et bénéficie à ce titre de tous les services qu'on y trouve.

Comparer les groupes sociaux de deux villes dans le cadre d'une recherche empirique n'est pas sans poser un certain nombre de problèmes méthodologiques et même théoriques d'autant plus difficiles à résoudre qu'il existe peu de recherches empiriques dans cette direction. Le problème des critères de classification suffisamment précis pour être opérationnalisés renvoie dans un premier temps à une théorie des classes sociales. Or, si la théorie marxiste et néo-marxiste des classes sociales possède un "corpus de base", il faut reconnaître qu'elle présente "certaines ambiguïtés voire interprétations contradictoires qui expliquent les difficultés d'analyse de situations concrètes"¹⁰. C'est le cas, par exemple, des ménagères que certains placeront dans la classe du mari, d'autres dans la catégorie des travailleurs indépendants (et donc dans la petite bourgeoisie traditionnelle) et d'autres refuseront tout simplement de classer pour le moment à défaut de positions théoriques satisfaisantes. Il faut reconnaître aussi que la théorie marxiste des classes sociales "ne cesse de se parfaire à mesure que se transforme le capitalisme lui-même" et sous l'influence des questions que soulèvent les conjonctures nouvelles¹¹. Ainsi, la montée des salariés non productifs au moment où le capitalisme atteint le stade monopoliste, oriente la réflexion sur la petite bourgeoisie qui a constitué, selon POULANTZAS, "un point crucial dans la théorie marxiste des classes sociales"¹² au cours des vingt dernières années. En somme, même si nous avons décidé de nous limiter à l'étude des déterminations structurelles¹³ des classes sociales, nous devons rencontrer des difficultés aussi bien théoriques que méthodologiques.

Dans notre recherche, nous nous sommes servis du texte de Céline SAINT-PIERRE sur les classes sociales pour au moins deux raisons¹⁴. D'abord, parce que cette analyse propose une méthode claire et précise pour ceux qui veulent procéder à une entreprise semblable à la nôtre. Ensuite, parce que sa position de ne pas réduire le prolétariat à la seule classe ouvrière correspondait assez bien à notre position sur les classes sociales¹⁵. Avant d'identifier les problèmes que

notre analyse devait soulever, arrêtons-nous sur les critères de classification et sur leur opérationnalisation au niveau du questionnaire.

Pour Céline SAINT-PIERRE comme pour ceux qui se sont inspirés de Nicos POULANTZAS, la place des agents dans la production est donnée par l'articulation des niveaux économiques, politiques et idéologiques. Là où le mode de production capitaliste est dominant, les classes fondamentales sont:

- la bourgeoisie (petite, moyenne et grande):
propriétaire des moyens de production, propriété économique et/ou propriété juridique

- la nouvelle petite bourgeoisie (NPB):
travailleurs salariés employés à l'organisation et à l'encadrement du travail productif et indirectement productif, et travailleurs salariés du secteur improductif qui assument les fonctions d'entretien et de reproduction de la force de travail et d'encadrement des rapports sociaux. On retrouvera dans la NPB aussi bien des contremaîtres (niveau économique) que des journalistes et des professeurs (niveau idéologique et politique)

- le prolétariat:
les travailleurs directement productifs (la classe ouvrière), les travailleurs indirectement productifs (les employés de la circulation des marchandises) et les travailleurs improductifs (les employés dans la reproduction des rapports sociaux).

Bien que voisine des définitions de classes sociales données par Nicos POULANTZAS et Anne LEGARE, celles proposées par Céline SAINT-PIERRE s'en distinguent au moins sur trois points. D'abord, elle range dans le prolétariat les "fractions de la NPB à polarisation prolétarienne" de POULANTZAS¹⁶; ensuite, elle refuse de réunir le NPB et la petite bourgeoisie traditionnelle au sein d'une même classe, la petite bourgeoisie¹⁷; enfin, elle se restreint aux classes fondamentales dans le MPC comme mode de production dominant de sorte qu'elle ne cherche pas à classer des ensembles comme les ménagères (celles-ci sont placées au sein de la petite bourgeoisie traditionnelle par Anne LEGARE¹⁸ à la suite de POULANTZAS). On comprendra que de telles différences au sein d'une problématique relativement commune, reposent sur des critères différents de

classification. Alors que POULANTZAS fait de la division "travail manuel/travail intellectuel" le "critère" de la fonction politique et idéologique, Céline SAINT-PIERRE s'emploie à distinguer les diverses phases du procès cyclique du capital (ce qui lui permet alors d'introduire la distinction du travail indirectement productif) à partir desquelles elle applique le critère de la détermination politique. C'est finalement sur la base de ce dernier critère que cette classification diverge de celle de POULANTZAS.

Les critères étant établis, la classification des individus devient une opération plutôt mécanique. Ainsi, à l'exception d'une première question qui demande une brève description de la tâche, les autres questions se réfèrent explicitement aux critères:

- critère 1:

la place économique occupée par les agents par rapport aux moyens de production. D'où la question: "Etes-vous salarié ou à votre compte?".

- critère 2:

la place dans le procès cyclique du capital (travailleur productif, improductif ou indirectement productif). D'où la question: "Quel est votre secteur de travail?".

- critère 3:

la détermination de la fonction politique à l'intérieur de chacune des sphères du procès cyclique. D'où la question: "Dans l'exécution de votre travail, exercez-vous des responsabilités de direction ou de supervision sur d'autres personnes travaillant au même endroit ou dans les mêmes entreprises? Si oui, précisez..."

Ces questions qui ne s'adressaient qu'aux agents de la production, étaient précédées d'une question à laquelle devaient répondre tous nos informateurs, à savoir: "Quelle est l'occupation qui prend la majeure partie de votre temps? travail, étudiant, ménagère, retraité, chômeur..."

La compilation des réponses à ces questions a donné les résultats qu'on peut lire au tableau I.

TABEAU I : DISTRIBUTION DES ECHANTILLONS DE LONGUEUIL ET DE RIMOUSKI SELON LES CLASSES SOCIALES

	LONGUEUIL (N: 287)	RIMOUSKI (N: 505)
Bourgeoisie	0.3%	4.2%
NPB	17.0%	19.5%
Prolétariat	28.9%	26.9%
Ménagères	33.9%	25.5%
"Hors classes": (étudiants, retraités, etc...)	19.9%	23.9%
TOTAL	100.0%	100.0%

L'examen de ces résultats soulève au moins deux problèmes: l'un plutôt méthodologique, l'autre plutôt théorique. Le premier concerne la faible représentation de la bourgeoisie, ce qui est particulièrement sensible pour l'échantillon de Longueuil. Cette difficulté aurait pu être prévue puisqu'à partir des statistiques de 1961, Anne LEGARE évaluait qu'environ 5% des résidents québécois appartenaient à la bourgeoisie¹⁹. Pourquoi n'avons-nous pas ce pourcentage à Longueuil? Outre des difficultés possibles au niveau de la codification, deux explications peuvent être proposées dans le cas de Longueuil: en premier lieu, le fait que la proportion de femmes ayant répondu à toutes nos questions soit plus élevée que celle des hommes²⁰ et, en deuxième lieu, le fait que la bourgeoisie ne se distribue pas également selon les quartiers d'une ville²¹. Ce problème aurait pu être évité en faisant appel à une technique d'échantillonnage appropriée. Pour le moment, nous retenons qu'un échantillonnage au hasard ne nous assure pas que toutes les classes sociales seront représentées en nombre suffisant pour l'analyse statistique des sous-groupes même si l'échantillon de départ est aussi élevé que celui que nous avons retenu (800 pour Longueuil et 800 pour Rimouski). Dans ces conditions, nous laissons de côté une comparaison entre la bourgeoisie des deux villes pour centrer notre analyse sur le prolétariat, la NPB et les ménagères.

En parlant des ménagères, nous touchons au deuxième problème, problème plutôt théorique que méthodologique. Comme nos critères de classification ne s'appliquaient qu'aux agents de la production, il s'en suit que 53,8% de l'échantillon de Longueuil et 49,4% de celui de Rimouski ne sont pas couverts par notre classification. Peut-on imaginer que dans une société de classes comme la nôtre, la moitié de la population adulte n'appartienne à aucune classe sociale? A moins de s'en remettre au nominalisme webérien, il n'est pas question de constituer une classe de "hors classe" puisque "la division de la société en classes sociales signifie des points de vue à la fois théorique - méthodologique et de la réalité sociale, que le concept de classe sociale est pertinent à tous les niveaux de l'analyse et que "la division en classes sociales, constitue le cadre référentiel des diversifications sociales"²². Une partie du problème pourrait être résolue si les critères de classification tenaient compte non seulement du MPC comme mode de production dominant mais aussi des formes de production non spécifiquement capitalistes qui lui sont soumises (il y a là peut-être une voie pour régler la question du travail ménager). De plus, comme une telle opération de classification des individus est plus ou moins a-historique, il est alors impossible de classer les agents de la production qui ne sont pas encore engagés dans la production comme les étudiants ou qui n'y sont plus engagés comme les retraités et les chômeurs. Mais comme les classes sociales ne sont pas une somme d'individus, la question des places demeure entière.

En plus de la classe des prolétaires et de celle de la NPB, nous avons consacré les ménagères comme ensemble social (nous n'osons pas dire classe ou fraction de classe) ayant une unité en raison du travail ménager et de l'état de domination politique et idéologique qui caractérise cette position. Sur la place qu'occupe les ménagères dans la structure sociale, la réflexion et la recherche inspirées par les luttes des femmes ne font que débiter²³. A défaut d'indications théoriques plus précises, nous nous refusons aussi bien à classer les ménagères dans la classe de leur mari qu'à les classer dans la petite bourgeoisie traditionnelle comme travailleuses indépendantes ou encore à les identifier purement et simplement au prolétariat (position qu'à première vue nous favoriserions). Pour la suite de ce texte, lorsque nous parlerons des classes sociales, il s'agira donc des prolétaires, des NPB et des ménagères.

2. La consommation différentielle des mass média à Longueuil et à Rimouski²⁴

Le nombre d'heures par semaine que les Longueuillois et les Rimouskois dépensent à la consommation de l'ensemble des média (journaux hebdomadaires et quotidiens, la radio et la télévision) n'est pas statistiquement différents. C'est le cas aussi bien des média écrits, hebdomadaires et quotidiens réunis, que des média électroniques, radio et télévision réunies. Cependant, si l'on considère ces média un à un, il existe une différence au niveau des journaux et une différence plus légère cependant au niveau de la radio et de la télévision. Les Longueuillois accordent donc plus de temps à la lecture des quotidiens que les Rimouskois et ces derniers en accordent plus à la lecture des hebdomadaires. On dira que ces données étaient connues. Oui, pour l'Est du Québec où l'on avançait le retard dans la distribution. Effectivement, en Gaspésie, le journal du jour, c'est le journal d'hier mais, à Rimouski, il est possible de se procurer au cours de l'avant-midi le journal du matin. Au lieu de tout expliquer par la distribution, nous avancerions en plus que ces quotidiens édités à Montréal ou à Québec exercent un attrait moins grand sur les Rimouskois du fait que leur contenu (y compris la publicité) ne concerne pas tellement la "vie régionale" de cette population²⁵. Ajouter une page régionale, comme l'a fait Le Soleil de Québec, ne suffit pas. En revanche, on comprend dans cette perspective pourquoi les Rimouskois passent deux fois plus de temps que les Longueuillois à lire leurs journaux hebdomadaires.

Au niveau des média électroniques, les Longueuillois passent 3,50 heures par semaine de plus que les Rimouskois à écouter la radio. Si les Rimouskois regardent un peu plus la télévision, la différence entre les deux villes est inférieure à 2 heures par semaine de sorte que le pourcentage de la variance expliquée par la localisation est inférieur à 1%. Pourquoi les Rimouskois écoutent-ils moins la radio que les gens de Longueuil? Encore là, on peut supposer que la différence dans les services de radio y est pour beaucoup. Alors qu'à Rimouski, on ne pouvait (au moment de l'enquête) synthétiser que trois stations de radio AM et une seule de FM, les Longueuillois avaient l'embarras du choix avec 15 stations de radio AM et 12 de FM (un tel choix pour relatif qu'il soit peut

à l'occasion donner l'envie d'écouter la radio). Pour la télévision, la différence dans l'offre existe également mais parce que la production de ce média est plus centralisée et uniformisée, les différences sont moins importantes au terme de choix d'émissions²⁶.

TABLEAU II : NOMBRE D'HEURES PAR SEMAINE CONSACREES AUX MASS MEDIA A LONGUEUIL ET A RIMOUSKI

	LONGUEUIL	RIMOUSKI	ETA ²	F
Quotidiens	2.22 heures	1.44 heures	2.4%	.000
Hebdos	0.45 heures	0.98 heures	5.9%	.000
Radio	11.93 heures	8.40 heures	1.7%	.000
Télévision	17.13 heures	19.11 heures	0.6%	.020
Média écrits	2.67 heures	2.42 heures	0.0%	.220*
Média électroniques	29.06 heures	27.51 heures	0.0%	.250*
Total	31.73 heures	29.93 heures	0.0%	.250*

F: significatif quand $\leq .020$
 *: non significatif

Comment ces légères différences se répercutent-elles sur les diverses classes sociales? Les NPB de Rimouski lisent-ils moins que les NPB de Longueuil? Les prolétaires de Rimouski regardent-ils la télévision plus que ceux de Longueuil? Si l'on admet une certaine pauvreté dans l'offre des médias à Rimouski, cette pauvreté affecte-t-elle toutes les classes uniformément? Voilà autant de questions auxquelles le tableau 3 nous permet de répondre. Voyons les deux ou trois différences les plus significatives.

En premier lieu, les prolétaires de Rimouski lisent beaucoup moins les quotidiens que les prolétaires de Longueuil. C'est la différence la plus marquée dans ce tableau: 15,4% de la variance peut être expliqué par la localisation pour les prolétaires alors que la localisation n'explique que 2,2% de la variance pour les ménagères et qu'elle n'affecte pas du tout les NPB. Autrement dit, les prolétaires sont sur ce

TABLEAU III : NOMBRE D'HEURES PAR SEMAINE CONSACREES AUX MEDIA A LONGUEUIL ET A RIMOUSKI SELON LES CLASSES SOCIALES

A) Comparaison des <u>ménagères</u> :				
	LONGUEUIL (N: 97)	RIMOUSKI (N: 129)	ETA ²	F
Quotidiens	1.73 heures	1.07 heures	2.2%	.020
Hebdos	0.42 heures	0.96 heures	8.5%	.000
Radio	11.95 heures	11.00 heures	0.0%	.640*
Télévision	22.06 heures	24.98 heures	0.0%	.130*
Total	36.18 heures	38.18 heures	0.0%	.500*
B) Comparaison des <u>prolétaires</u> :				
	LONGUEUIL (N: 83)	RIMOUSKI (N: 136)	ETA ²	F
Quotidiens	2.82 heures	0.96 heures	15.4%	.000
Hebdos	0.39 heures	0.93 heures	6.2%	.000
Radio	12.42 heures	9.24 heures	1.2%	.100*
Télévision	13.63 heures	16.68 heures	2.0%	.030*
Total	29.26 heures	27.83 heures	0.0%	.560*
C) Comparaison des <u>Nouveaux Petits Bourgeois</u> :				
	LONGUEUIL (N: 49)	RIMOUSKI (N: 98)	ETA ²	F
Quotidiens	2.58 heures	2.03 heures	0.0%	.022*
Hebdos	0.41 heures	1.13 heures	8.7%	.000
Radio	11.63 heures	6.45 heures	6.2%	.000
Télévision	9.52 heures	14.53 heures	9.9%	.000
Total	24.14 heures	24.14 heures	0.0%	.999*

F : significatif quand $\leq .020$

* : différence non significative

point beaucoup plus pénalisés que les autres classes de vivre en périphérie (à Rimouski). Les ménagères le sont aussi mais beaucoup moins alors que les NPB ne le sont pas du tout. Pourquoi en est-il ainsi? Faut-il faire intervenir la sortie plus tardive des quotidiens à Rimouski et le fait que les NPB jouissent habituellement d'un horaire de travail plus flexible?

Les prolétaires de Rimouski se sentent-ils plus étrangers par rapport à une information concernant surtout la métropole? Il faudrait poursuivre la recherche pour répondre à ces questions.

En deuxième lieu, il existe également une différence assez marquée par rapport à l'écoute de la télévision du NPB. En effet, les NPB de Rimouski regardent la télévision cinq (5) heures par semaine de plus que les NPB de Longueuil de sorte que la localisation explique pour cette classe 9,9% de variance. Les différences de consommation de télévision entre les ménagères de Rimouski et celle de Longueuil et entre les prolétaires des deux villes ne sont pas significatives. Pourquoi donc les NPB de Rimouski regardent-ils plus la télévision que ceux de Longueuil? Et même, pourquoi les NPB de Rimouski passent-ils plus de temps à regarder la télévision que les prolétaires de Longueuil? Notre enquête ne permet pas de répondre à ces questions. On ne peut formuler que des hypothèses. Nous avancerions l'hypothèse de la pauvreté du loisir-culturel à Rimouski²⁷. Si une bonne partie des NPB a le temps et l'argent pour faire autre chose que regarder la télévision, elle aurait moins d'opportunité de le faire que le NPB de Longueuil. A l'égard du temps consacré à la télévision, la NPB de Rimouski serait dans une position semblable (pour d'autres raisons) à celle du prolétariat de Longueuil. A l'inverse, la NPB de Longueuil écoute plus la radio que celle de Rimouski alors que les différences entre les autres classes des deux villes ne sont pas significatives. Dans ce cas, nous avancerions que l'absence de choix au niveau de la radio FM à Rimouski influe plus fortement sur l'écoute de la radio de cette classe que sur les autres. Enfin, les Rimouskois quelle que soit leur classe lisent plus les hebdomadaires que les Longueuillois.

Que conclure sinon que toutes les classes sont touchées par la localisation mais différemment et cela pour la consommation de tous les média à l'exception des hebdomadaires où toutes les classes sont atteintes également. Plus précisément, toutes les classes sociales sont pénalisées par le fait de vivre en périphérie: le NPB le serait principalement par la pauvreté de la radio FM à Rimouski et par la pauvreté du marché du loisir culturel alors que les ménagères et surtout les prolétaires le seraient par une presse quotidienne qui

arrive en retard et dont le contenu concerne principalement la métropole (et donc leur est pour une bonne part étranger). Cette discrimination "régionale" affecte différemment les classes et, loin de faire disparaître les différences de classes, elle s'y ajoute. C'est en ce sens que nous croyons nécessaire de rappeler qu'au regard de la consommation des mass média des variables comme les classes sociales et la division sexuelle ont une influence beaucoup plus marquée que la localisation. Mais la localisation pour secondaire qu'elle soit n'est pas négligeable (c'est ce que nous avons tenté de montrer).

3. Connaissance différentielle de l'information à Longueuil et à Rimouski²⁸

Avant de présenter les résultats concernant la connaissance de l'information, quelques indications d'ordre méthodologique nous apparaissent nécessaires. D'abord, cette partie de notre enquête ne portait que sur l'information reçue et non sur l'information disponible dans les deux villes. Ensuite, nous avons limité cette étude à celle des actualités socio-politiques en distinguant cependant les niveaux international, canadien, québécois, local. Pour mesurer la connaissance des actualités qu'en avaient nos informateurs, nous avons construit un questionnaire selon le modèle des examens objectifs à choix multiples. Ce questionnaire constitue donc une sorte de test de connaissance de l'information reçue au cours de la semaine où nos informateurs ont rempli le journal d'utilisation des média. Enfin, le choix des questions de ce questionnaire s'est fait à partir des bulletins de nouvelles diffusés à la radio et à la télévision, et des informations publiées dans les journaux au cours de la semaine dans le journal d'utilisation des média. Pour faire l'objet d'une question, l'information devait être passée par les trois médias (radio, télévision, journal) de sorte que les actualités sélectionnées relèvent en fait de la manchette. Les informateurs qui ont répondu à ce questionnaire d'actualités, se sont vu attribuer un score pour chacune des catégories d'informations (comme c'est le cas encore une fois dans les examens objectifs). Pour être comparés et être analysés, ces scores ont été standardisés et pondérés. La pondération visait à tenir compte du degré de difficulté des questions posées.

Ces deux opérations nous ont permis d'obtenir au terme une mesure non-dimensionnelle et non hiérarchisée que nous pouvions par la suite soumettre à l'analyse de variance (voir le tableau 4) et de coefficient d'association.

Au niveau d'une sociologie de l'information, a fortiori au niveau d'une sociologie de la connaissance, une telle enquête n'est pas sans soulever de nombreuses questions. Ainsi, ceux qui ont obtenu de bonnes réponses ont-ils compris le sens ou la portée de l'événement diffusé par les mass média? Un tel test ne fait-il pas appel plus à la mémoire qu'à la connaissance? Que représentent les manchettes au regard de l'ensemble de l'information? Quelle signification politique faut-il attacher au fait d'obtenir un faible score à ce test? Autant de questions dont l'analyse dépasse le cadre de cette modeste "note partielle" de recherche. Indiquons simplement qu'au niveau méthode, l'étude des manchettes

TABLEAU IV : VARIATION DE LA CONNAISSANCE DE L'INFORMATION SELON LA LOCALISATION				
	Information internationale	Information canadienne	Information québécoise	Information locale
Longueuil (N: 287)	39.0%	26.7%	31.7%	29.0%
Rimouski (N: 506)	43.5%	37.5%	38.4%	36.6%
ETA F	0.4% 0.061*	3.4% 0.000	1.5% 0.000	**

F : significatif quand .020

* : différence non significative

** : on ne saurait comparer les scores obtenus.

en raison de leur format pose beaucoup moins de problème que l'analyse de l'information prise dans un sens plus large et, qu'à ce titre, elle constitue une bonne porte d'entrée dans l'univers de l'information. Enfin, au niveau d'une problématique de l'information telle que diffusée par les mass média, les manchettes en raison de leur objet et de leur fréquence

de diffusion occupent une place qui est loin d'être marginale²⁹. Venons-en donc au résultat de cette partie de notre enquête.

Selon nos prévisions, les Rimouskois ne devaient pas être moins informés que les Longueuillois. Les résultats de notre enquête montrent non seulement que les Rimouskois ne sont pas moins informés que les Longueuillois mais qu'ils le sont davantage pour toutes les catégories d'information (voir le tableau 4). Cela est particulièrement significatif pour les informations canadiennes et québécoises. Etant donné d'une part que la comparaison des informations locales est délicate dans la mesure où elles ne réfèrent pas à la même réalité et d'autre part que la différence des scores obtenus au niveau des informations internationales n'est pas significative, nous centrerons nos commentaires sur les informations canadiennes et québécoises. Dès lors, la première question que ces résultats nous posent, est la suivante: pourquoi les Rimouskois sont-ils mieux informés au niveau des actualités canadiennes et québécoises?

Si la connaissance de l'information était fonction de l'information disponible, on serait en droit de supposer que les Longueuillois sont mieux informés que les Rimouskois. A l'inverse, si l'on prend en considération que Rimouski est moins bien desservi que Longueuil en terme de quotidiens, de stations de radio (et même de télévision), on pourrait s'attendre à ce que les Rimouskois soient moins bien informés. En ce qui concerne la consommation des mass média, il n'y a pas de différence significative quant au nombre d'heures accordées à l'ensemble des média. Pour expliquer pourquoi les Rimouskois sont mieux informés que les Longueuillois, nous ne pouvons à nouveau que formuler des hypothèses.

La première hypothèse qui s'impose et que nous avons avancée au niveau de notre problématique, c'est celle de la compensation. En raison de la marginalité géographique et surtout de la conscience qu'ils en ont, les gens des régions périphériques seraient plus réceptifs et plus attentifs à l'information. Au niveau de la consommation de la télévision, par exemple, les Rimouskois passent 2,42 heures par semaine à regarder les nouvelles comparativement à 1,79 heures pour les Longueuillois. De même, une proportion plus importante

de Rimouskois que de Longueuillois (19,1% comparativement à 15,1%) choisissent les nouvelles comme émission préférée. Comme le révèle une pré-enquête réalisée en 1978³⁰, la compensation informative peut prendre deux formes. D'abord, celle d'une compensation symbolique pour des réalités métropolitaines absentes en région. Ainsi, une technicienne en réadaptation physique nous avouait qu'elle achetait La Presse du samedi parce qu'elle aime voir ce qui se passe à Montréal au niveau du loisir socio-culturel: "Bien, vu que j'ai déjà resté à Montréal, dit-elle, j'aime voir ce qu'il y a au cinéma, l'actualité, le divertissement, les spectacles, tout ça. Ce qui se passe à Montréal". En somme, l'information compense ici pour la marginalité géographique. Par ailleurs, il existe une autre forme de compensation liée davantage à la conscience qu'on a de cette marginalité et de la nécessité d'être mieux informé pour mieux contrôler son destin: "C'est pas parce qu'on reste plus éloigné, nous dit la "femme d'un agriculteur", qu'on est plus bête que d'autres, qu'on n'a pas le droit d'être renseigné, puis quand on ne le sait pas, il faut à un moment donné... puis, il y a personne qui vient nous le dire, il faut tout le temps se renseigner par nous autres mêmes".

Dans l'analyse des résultats de cette partie de l'enquête, Danielle LAFONTAINE³¹ avance l'hypothèse d'une mobilisation informative pour expliquer pourquoi les Rimouskois sont plus informés que les Longueuillois. Selon elle, la mobilisation informative résulterait d'un état d'éveil plus grand des Rimouskois par rapport aux événements pouvant influencer sur leur destin personnel et collectif. Cet état d'éveil de la population du Bas Saint-Laurent-Gaspésie ne serait pas sans rapport avec les diverses expériences d'animation intensive auxquelles fut soumise cette région. Pour notre part, si un tel état d'éveil plus grand existe, nous serions enclin à le chercher du côté des luttes populaires et de l'utilisation adroite des mass média qu'ont su en faire les leaders de ces luttes³². Par ailleurs, comme le note bien Danielle LAFONTAINE, les hypothèses de la mobilisation informative et de la compensation informative ne sont pas exclusives l'une de l'autre.

Enfin, à ces deux hypothèses, il faudrait sans doute y ajouter sinon une troisième hypothèse, du moins une autre direction de recherche. En effet, après s'être demandé pourquoi les Rimouskois sont plus informés que les Longueuillois

TABLEAU V : VARIATION DE LA CONNAISSANCE DE L'INFORMATION DES CLASSES SOCIALES SELON LA LOCALISATION

	Information canadienne			Information québécoise		
	Ménagère	Prolétaire	NPB	Ménagère	Prolétaire	NPB
Longueuil (N: 287)	17.4	26.6	36.1	23.6	31.6	42.2
Rimouski (N: 506)	33.1	32.2	49.1	35.3	33.1	50.6
ETA ² F	10.8% .000	1.2% .084	0.7% .045*	6.9% .000	6.3% .063*	0.1% .001

F : est significatif quand .020

* : non significatif

TABLEAU VI : VARIATION DE LA CONNAISSANCE DE L'INFORMATION SELON LA SCOLARITE A LONGUEUIL ET A RIMOUSKI

	Information canadienne				Information québécoise			
	0-7	8-12	13-15	16 ans & -	0-7	8-12	13-15	16 ans & -
Longueuil (N: 287)	16.9	23.7	26.4	46.1	22.2	28.5	37.2	47.5
Rimouski (N: 506)	32.3	33.7	36.9	52.2	30.7	35.5	37.1	56.6
ETA ² F	10.9 000	3.6 .000	2.9 .019	1.4 .170*	4.1 .009	2.1 .003	0.0 .978*	2.6 .061*

plus "marginales" dans les grandes villes qu'en région de sorte que les informations des mass média leur apparaîtraient plus étranges qu'en région.

Enfin, la question de savoir s'il vaut mieux être fortement ou faiblement réceptif à l'information telle que pratiquée par les mass média renvoie au sens politique de cette informa-

tion. Si l'on adhère au modèle libéral de la participation politique, la réponse sera affirmative sans nuance comme en témoigne l'expérience du BAEQ. En effet, selon ce modèle, les mass média sont supposés créer, par l'information, de meilleures conditions pour que s'exerce la participation à la chose publique et pour que se prennent les décisions les plus rationnelles possibles. Si l'on partage une vision critique des mass média, on ne peut répondre affirmativement sans réserve à la question posée. D'abord, le modèle libéral constitue une sorte de fiction qui masque aussi bien "le réel des rapports de domination" que les "intérêts empiriques des classes" et les "techniques de manipulation" que les mass média et la presse organisée³⁴. Si les approches critiques ont beaucoup de difficultés à proposer un modèle alternatif³⁵, elles s'entendent toutefois pour qualifier l'information, telle que pratiquée par les mass média, d'idéologique³⁶, de biaisée³⁷, de simulacre³⁸, de manipulatrice³⁹, d'étrangère à l'univers des classes populaires et de responsable de leur dépolitisation⁴⁰. Des analyses critiques plus nuancées insistent toutefois sur le fait que l'information comme l'éducation n'est pas monolithique et qu'elle est traversée par des tendances contradictoires⁴¹ que mettent bien en lumière le mécontentement et l'insatisfaction que manifestent assez régulièrement les hommes politiques à l'égard de l'information.

Par ailleurs, certaines de ces analyses critiques attirent l'attention sur le fait qu'on ne saurait comparer la conscience humaine à une cire qui prendrait nécessairement la forme du sceau imprimant⁴² et que "les usages sociaux des média n'obéissent pas forcément à la logique dévastatrice des traits culturels⁴³". Dans une telle perspective, une information même biaisée peut contribuer au développement d'une conscience de classe plus aigüe de même qu'il est concevable qu'une telle conscience se désintéresse d'une information dont les biais et les partis pris constituent autant d'agressions. Ces considérations laissent entrevoir l'intérêt qu'il y aurait à poursuivre l'enquête en tenant compte non seulement des déterminations structurelles de classes (la position des informateurs dans la production) mais aussi des positions de classes (les opinions et les pratiques politiques).

En conclusion, rappelons que l'ensemble de notre recherche montre la tendance à l'uniformisation de la culture de

masse est dominante au niveau des régions de sorte que la localisation est un facteur secondaire dans la variation de celle-ci. Ainsi à Longueuil comme à Rimouski, les variables les plus influentes dans la variation de la consommation des mass média sont la division en classes sociales, la division sexuelle, la scolarité, le revenu, l'âge, auxquelles il faut ajouter les habitudes de consommation des mass média pour la variation de la connaissance de l'information (les habitudes de consommation étant elles-mêmes différentes selon les classes). Mais qui dit secondaire, ne dit pas nécessairement négligeable. Ainsi, la présente note qui s'est volontairement limitée à la dimension régionale, a bien montré l'intérêt de ce facteur secondaire.

En fait, l'importance de cette analyse dépasse manifestement le seul domaine des communications ou même de la culture. En effet, nous avons pu voir comment toutes les classes sont touchées par une sorte d'oppression régionale et comment celle-ci atteint différemment ces classes. Ainsi, les classes plutôt favorisées comme la NPB sont atteintes comme les autres par la pauvreté des services en région mais elles semblent plus en mesure que les autres, de compenser cette pauvreté comme le manifeste leur consommation de journaux quotidiens. En revanche, les classes les plus défavorisées des "régions" périphériques ne semblent pas plus défavorisées que leurs homologues métropolitains comme le laisse supposer leur meilleure connaissance de l'information. Si l'on voit dans ce fait un avantage, il semble bien qu'il faille l'attribuer à un état d'éveil plus grand et peut-être même à une conscience de classe plus vive en région plutôt qu'à une aliénation spécifique à la grande ville sur les couches populaires. Enfin, la nature et la fonction sociale pour le moins ambiguë de l'information de même que la nécessité de tenir compte des positions de classes de nos informateurs nous invitent à poursuivre la recherche.

NOTES

1. DIONNE, Hugues, Rita GIGUERE, Robert DELISLE, Bruno JEAN, Danielle LAFONTAINE, Benoît LEVESQUE. *Consommation des mass média et information. Câblodistribution et consommation différentielle au centre et à la périphérie: étude de cas de Longueuil et de Rimouski*. Rimouski, GRIDEQ-UQAR, 1981, 614 pages.
2. Cette première partie s'inspire des chapitres rédigés par Hugues DIONNE et Rita GIGUERE. DIONNE, Hugues et al., *op. cit.*, pp. 1-70.
3. TREMBLAY, Marc-Adelard, "Existe-t-il des cultures régionales au Québec?", *Mémoires de la société royale du Canada*. Quatrième série, tome XV, 1977, pp. 137-144.
4. C'est ce que nous avons pu vérifier nous-mêmes. Notre lettre adressée au service de recherche de BBM n'a même pas donné lieu à un accusé de réception. Témoigne de ce camouflage des données inédites, la recherche que H. HOTI vient de réaliser pour le service de recherche du CRTC. Voir HOTI, H., *Les téléspectateurs assidus et occasionnels. Habitudes d'écoute des téléspectateurs assidus et occasionnels et autres regroupements démographiques et socio-économiques*, Ottawa, CRTC, Mars 1981, 173 p. (tous les tableaux sont reproduits mais les chiffres représentant les heures ont été enlevées!).
5. De Multi-Réso, GOUSSE, Claude, May CLARKSON, Serge CARLOS et Robert DELISLE ont participé à cette recherche.
6. Une technologie lourde loin d'être un gage de scientificité soulève généralement des problèmes épistémologiques et méthodologiques, ne serait-ce que du fait que les techniques de recherche ne sont pas neutres. C'est ce que montre bien Andrée FORTIN, "La sociologie, science

de/dans la société", *Sociologie et Sociétés*, Vol. XII, no 2 (octobre 1980), pp. 75-95. (Nous ne saurions cependant être d'accord avec la vision mécaniste du marxisme qui semble bien être celle de l'auteur).

7. Cette opération a consisté à vérifier si les Longueuil-lois qui ont répondu aux trois instruments se distinguaient de ceux qui avaient répondu au questionnaire no 1. Comme d'autres études ayant utilisé la technique du panel l'ont démontré, les non-répondants se distribuaient de façon aléatoire. Les différences entre les personnes ayant répondu aux trois instruments et celles n'ayant répondu qu'à un seul se situaient toutes en dessous de la différence statistique permise.
8. Anne LEGARE, "Heures et promesses d'un débat: les analyses des classes au Québec (1960-1980)" in *Les Cahiers du socialisme*, no 5, printemps 1980, p. 71.
9. Sur la question de la division du travail social dans ses rapports avec la division de l'espace, voir les recherches de Paul Y. VILLENEUVE et du GREDIN. Entre autres, GREDIN, *Au sujet des exigences spatiales du mode de production capitaliste*. (Notes et documents de recherche, no 10), Québec, Université Laval, 1978, 117 p. Egalement le numéro spécial des *Cahiers de géographie de Québec*, "Le matérialisme historique en géographie", vol. 22, no 56 (1978).

Sur le procès d'uniformisation-différenciation voir Lisette JALBERT, Jean-Guy LACROIX et Benoît LEVESQUE, "La question régionale dans le développement du capitalisme au Canada", Conférence prononcée lors de la réunion annuelle de la Société des sciences régionales dans le cadre du Congrès des Sociétés savantes, Montréal, juin 1980. Appliqué à la radio-télévision, voir Jean-Guy LACROIX et Benoît LEVESQUE, "L'unification et la fragmentation des appareils idéologiques au Canada et au Québec: le cas de la radio-télévision", *Les Cahiers du socialisme*, no 5, printemps 1980, pp. 106-135.

Sur les zones de main-d'oeuvre à qualification différentielle et sur le procès d'accumulation du capital à travers l'espace québécois, voir Serge COTE, "Utilisation différentielle de la main-d'oeuvre régionale", in ACSALF. *Travailler au Québec*, Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1981. Sur les incidences de cette division sur la lutte des classes, voir Serge COTE et Benoît LEVESQUE, "L'envers de la médaille: le sous-développement régional", *Interventions critiques en économie politique*, no 8, 1982.

10. SAINT-PIERRE, Céline, "De l'analyse marxiste des classes sociales", *Socialisme québécois*, no 24, 1973, p. 11.
11. LEGARE, Anne, *Les classes sociales au Québec*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1977, p. 5. Par ailleurs, Anne LEGARE a aussi montré comment la conjoncture politique du Québec avait influé sur l'analyse des classes au Québec. LEGARE, Anne, "Heures et promesses d'un débat: les analyses des classes au Québec (1960-1980)", *Les Cahiers du socialisme*, no 5, printemps 1980, pp. 60-85.
12. POULANTZAS, Nicos, *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris, Seuil, 1974, p. 195.
13. La détermination structurelle des classes désigne ici les places objectives qu'occupent les agents de la division du travail social de sorte que cette détermination ne dépend pas de la volonté des agents. Autrement dit, la détermination structurelle ne saurait être confondue avec la position de classe que les agents peuvent adopter (v.g. les prises de positions prolétariennes de certains NPB au niveau politique).

Ceci dit, si notre recherche était à refaire nous tiendrions compte des deux dimensions (sans les confondre). C'est ce qu'Armand et Michèle MATTELART ont fait pour une étude de la presse au Chili. Il apparaît que la

position de classe dans la consommation des média peut être significative. Une telle analyse ne manque pas d'intérêt dans la perspective d'un engagement politique. Voir Armand MATTELART et Michèle MATTELART, *De l'usage des média en temps de crise. Les nouveaux profils des industries de la culture*. Paris, Alain Moreau, 1979.

14. Il y avait sans doute le fait que l'analyse de Céline SAINT-PIERRE avait été réalisée dans un contexte québécois. Mais, à s'en tenir à cette raison, nous aurions pu nous servir de l'analyse d'Anne LEGARE qui s'inspire aussi de Nicos POULANTZAS ou encore de celle de Paul BELANGER publiée dans les Cahiers de Laboratoire de sociologie de l'Université Laval.

15. Voir M. DESY, M. FERLAND, B. LEVESQUE et Y. VAILLANCOURT, *La conjoncture au Québec au début des années 80: les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire*. Rimouski, La Librairie Socialiste de l'Est du Québec, 1980, 280 p.

16. POULANTZAS, Nicos, *op. cit.*, pp. 326 et 332.
LEGARE, Anne, *les classes sociales au Québec*, *op. cit.*, p. 55.

17. Il les place dans une même classe parce que les effets politiques et idéologiques de la NPB et de la PBT seraient les mêmes. N. POULANTZAS, *op. cit.*, pp. 201 et 208.

18. LEGARE, Anne, *op. cit.*, pp. 54-55

19. LEGARE, Anne, *op. cit.*, p. 172.

20. A Longueuil, 60,8% de l'échantillon est composé de femmes et, à Rimouski, 57,2%.

21. Les échantillons de Longueuil et de Rimouski ont tous les deux été fabriqués au hasard. Mais, pour ce faire, on a utilisé l'annuaire du téléphone à Rimouski alors qu'on s'est servi de l'annuaire de références croisées à Longueuil. En effet, comme nos informateurs de Longueuil devaient être desservis par une même entreprise de câblodistribution et qu'il en existait deux dans cette ville (Câblovision National et Vidéotron), nous devions limiter notre échantillonnage à certains quartiers.
22. POULANTZAS, Nicos, *op. cit.*, p. 201.
23. Du point de vue de la recherche empirique, Anne LEGARE a été l'une des premières au Québec à s'interroger sur la place des ménagères dans la structure sociale à partir du travail ménager et à montrer que la domination des femmes se retrouvait, différemment au sein de toutes les classes. En revanche, sa position de classer les ménagères dans la petite bourgeoisie traditionnelle nous apparaît insuffisamment fondée. Anne LEGARE, *op. cit.* Comme le note bien MEILLASSOUX, dans le cas de société primitive, les classes sociales "ne peuvent se réduire à des catégories d'âge ou de sexe. Elles sont des groupes sociaux organiques, situés dans des rapports fonctionnels, dépendantes l'une de l'autre et possédant chacune leur mode de production propre". Le concept de mode de production domestique pourrait ouvrir une voie prometteuse mais aussi laborieuse si l'on s'interroge sur le statut scientifique de mode de production comme le propose MEILLASSOUX. Voir dans Claude MEILLASSOUX, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspéro, 1980, pp. 125 et 146 note 8. Voir aussi Andrée MICHEL, *La femme dans la société marchande*, Paris, PUF, 1978.
24. Cette partie s'inspire du chapitre rédigé par Bruno JEAN. Voir Hugues DIONNE et al., *op. cit.*, pp. 71-160.

25. Dans la presse écrite (les quotidiens), il n'y a que 10% de l'information qui provient de l'extérieur de Montréal et de Québec. Ceci dit, "l'ensemble des quotidiens consacre 1/4 de son espace aux informations régionales et locales, le 1/5 aux informations québécoises et le 1/5 aux informations canadiennes", Ministère des Communications, *La presse écrite au Québec*, Québec, Editeur officiel, 1978, p. 7. Faut-il voir dans cela une explication du fait que le taux de pénétration des quotidiens soient de 5,6% dans SORECOM Inc., *La distribution des journaux et des périodiques au Québec*, Rapport, Montréal, Décembre 1978, p. 44.

Chose certaine, dans des entrevues que nous avons réalisées en 1978 auprès de 60 personnes de la région, l'intérêt pour les hebdomadaires était généralement expliqué par le fait qu'on connaissait le monde dont le journal parlait. Ce qui ne semblait pas le cas pour les quotidiens, du moins pour les lecteurs appartenant aux classes populaires.

26. C'est ce que permet de conclure l'analyse de la consommation qualitative de la télévision selon les réseaux et les genres. Par ailleurs, comme le constatait Gilbert MAISTRE, la production de la radio est plus diversifiée et mieux intégrée à son milieu régional. MAISTRE, Gilbert, *Géographie des mass média*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1976, p. 71.
27. L'hypothèse de la pauvreté du loisir-culturel en région apparaît plausible selon les résultats de certaines études. Secrétariat d'Etat, *Rapport de recherche sur les arts et la culture. La participation à des activités culturelles dans 18 villes canadiennes*, Ottawa, 1980. Cette enquête fut menée en 1978 dans 18 villes dont Rimouski. Elle portait également sur la radio et la télévision. Par ailleurs, une autre enquête conclut que le Bas Saint-Laurent-Gaspésie a un taux de fréquentation "égal ou supérieur au taux provincial" dans le domaine des activités culturelles de loisir.

DULUDE-CLIFT, Camille, *Le comportement des Québécois en matière d'activités culturelles de loisir*, Québec, Editeur officiel, 1980, p. 35. Cependant cette conclusion est quelque peu "trompeuse" puisque les régions métropolitaines de Montréal et de Québec ont également un taux égal ou supérieur à la moyenne provinciale. Voir page 36.

28. Cette partie s'inspire du chapitre rédigé par Danielle LAFONTAINE. Voir Hugues DIONNE et al., *op. cit.*, pp. 380-565.
29. A Los Angeles, une station de radio AM, KNS-radio ne diffuse que de l'information: information internationale, nationale, californienne, information sportive, information économique, etc... Or cette information ne dépasse généralement pas le niveau des manchettes: il s'agit d'une "information-capsule". Cet exemple est un cas limite mais il semble bien que les média électroniques affectionnent particulièrement les manchettes. Enfin, par rapport aux journaux, combien de lecteurs ne lisent que les gros titres?
30. Cette pré-enquête fut réalisée à l'été 1978 sous la direction de Hugues DIONNE et de Benoît LEVESQUE. Rita GIGUERE assurait la coordination de cette enquête à laquelle ont également participé Bernard DUVAL et Lucie PARENT.
31. LAFONTAINE, Danielle, *Ibidem*.
32. LEVESQUE, Benoît, "Les communications et le développement en régions périphériques", dans *Possibles*, vol. II, no 2, mars 1978.

Dans des entrevues que nous avons réalisées auprès des organismes populaires de la région, il apparaissait que plus un organisme se définissait comme organisme de lutte, plus un tel organisme se montrait critique à

l'égard des mass média. Voir Benoît LEVESQUE, Yves LEGER, Michèle DESBIENS. "Sens politique de l'animation sociale et des communications dans les organismes communautaires et coopératives" in Benoît LEVESQUE (ed), *Animation sociale et entreprises communautaires et coopératives*, Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1979.

33. INGBERG, H. écrit à ce sujet que "dans le fonctionnement social et culturel actuel une partie de la population est sous-informée, incapable de décoder l'information, de la recherche, et par conséquent de l'utiliser en la transformant en action" cité dans Armand MATTELART et Jean-Pierre PIEMME, *Télévision: enjeux sans frontières. Industries culturelles et politique de la consommation*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1980, p. 162.
34. QUERE, Louis, "Le paradoxe d'une presse politique sans politique. Aperçus sur l'histoire de la presse régionale", dans *Média et Société. Raison présente*, no 61, 1982, p. 41.
35. C'est ce que révèle les discussions qui ont présentement cours en France autour de la ré-organisation de la radio-télévision d'Etat. Voir Yves DE LA HAYE et Bernard MEIGE, "Les socialistes français aux prises avec la question des média. Pour une réflexion sur les enjeux fondamentaux de la consommation sociale aujourd'hui", dans *Média et Société. Raison présente*, no 61, p. 10.
36. GITLIN, Tood, "News as Ideology and Contested Area: Toward a Theory of Hegemony, Crisis, and Opposition", in *Socialist Review*, no 48, vol. 9, no 6, pp. 11-54.
37. C'est ce que montre bien l'analyse de contenu des actualités télévisées. Voir la recherche de J.P. DESAULNIERS, SOHET et HUBERT, "Les actualités télévisées, le monde

recréé au service du pouvoir", dans *La parole, ça se prend*, Montréal, ICEA/CEQ, 1979. Pour la France, voir l'ouvrage récent d'Hervé BRUSINI et de François JAMES, *Voir la vérité. Le journalisme de télévision*, Paris, PUF, 1982. Enfin, une thèse récente montre bien les seigneurs de la presse (directeur de chaîne et de journaux, chroniqueurs, éditorialistes, rédacteurs en chef et chefs de service) forment un milieu fortement intégré à la haute bourgeoisie et qu'ils partagent ainsi une idéologie du consensus et de l'intégration sociale. Voir Rémy RIEFFEL, *L'Elite des journalistes: légitimité et conformité*, Paris, Institut d'études politiques, 1982 (thèse de 3ième cycle).

38. L'information pratiquée par les médias, selon Louis QUERE, n'aurait que "l'apparence de la vérité": "elle ne se meut pas dans le domaine du vrai mais de vraisemblable". De plus, comme "elle est à la fois fabrication et feinte", le réel qu'elle institue est "le produit d'un montage". Il est un simulacre. Non seulement parce qu'il est fabriqué de toutes pièces, mais aussi parce qu'il feint d'avoir ce qu'il n'a pas, à savoir un indice de réalité et de vérité". QUERE, Louis, *Des miroirs équivoques. Aux origines de la consommation moderne*, Paris, Aubier, 1982, pp. 158-159, (Collection BABEL par P. BEAUD, P. FLICHY et B. MIEGE).
39. C'est la thèse d'Herbert SCHILLER qui a été formulée avec force dans *The Mind Managers*, Boston, Beacon Press, 1974. Cette thèse est également présente dans Herbert I. SCHILLER, *Information in the Age of the Fortune 500*, Norwood (N.J.), ABLEX Publishing, 1981, 187 p.
40. Cela ressort de la plupart des analyses critiques citées précédemment. Voir aussi Claude COLLIN pour qui "Le message latent du journal télévisé est le suivant: ne vous inquiétez pas, tout va bien, le journal télévisé a lieu chaque jour, le présentateur est toujours là. On peut considérer qu'il s'agit là d'une énorme entreprise de dépolitisation". COLLIN, Claude, "Des radios en

situation de lutte ou comment se frayent de nouveaux schémas de communication?" *Média et Société. Raison présente*, no 61, 1982, pp. 60-61. Voir aussi COLLIN, Claude, *La radio, instrument d'intervention sociale et politique*, Grenoble, Université de Grenoble III, 1980, (thèse de 3ième cycle, sciences de l'Information et de la Communication).

41. Selon Jean-Marie PIEMME et Armand MATTELART c'est dans l'information que les luttes de classes présentes dans la culture de masse "s'objectivise le plus nettement en des opinions et en des façons de faire contradictoires". PIEMME, J.-M. et A. MATTELART, *op. cit.*, p. 55.
42. PIEMME, Jean-Marie et Armand MATTELART, *op. cit.*, p. 205.
43. LIOHTMAN, Richard, "Marx's Theory of Ideology", in *Socialist Revolution*, 23, April 1975, pp. 52-53.

NOTES DE RECHERCHE

Du développement communautaire au développement régional : le cas du B.A.E.Q.

Hugues Dionne

La région est une société imaginaire que l'on veut faire exister. L'unité géographique choisie doit s'enrichir de "socialité", se donner une conscience commune et une coopération. Cette consistance ou cette "régionalité" sert à baliser l'action administrative de l'Etat en fournissant une base sélective à son intervention. Des agents d'encadrement de la population doivent cimenter cette société à construire par participation. L'expérience du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (B.A.E.Q.) est utilisée ici pour illustrer en partie un tel processus.

Les diagnostics courants de l'expérience du B.A.E.Q. retiennent surtout son caractère "technocratique" et sa politique de relocalisation des paroisses marginales.

Et pourtant! Il s'agissait d'une expérience-pilote d'intervention qui devait engager la population à participer au redressement socio-économique de tout un territoire. Des énergies franches ont été déployées pour animer et mobiliser la population à une telle entreprise. Un travail d'encadrement et de mobilisation s'est articulé chez de jeunes

intellectuels désireux de provoquer le développement permanent et démocratique au sein d'un territoire en situation de sous-développement. Durant trois ans (1963-1966), il y eut plus de vingt-cinq animateurs sociaux qui se sont acharnés à mettre sur pied des comités locaux d'aménagement dans chaque paroisse du territoire (215 localités), des comités de zones et des comités régionaux de consultations, il y eut des stages de formation auprès de six à sept cents leaders du milieu, des opérations majeures de recyclage de la main-d'oeuvre, des débats importants sur l'aménagement, le développement régional, des procédures inédites de consultation, de concertation et de participation. L'expérience-pilote s'insérait dans la dynamique du développement participationniste et démocratique à partir des techniques d'action communautaires les plus récentes¹.

Mon intention n'est pas de faire l'apologie du B.A.E.Q., ni d'occulter les difficultés d'une mobilisation de la "base" dans le projet. On s'arrête trop souvent à un diagnostic simple et somme toute volontariste du refus chez certains fonctionnaires potentiels de prendre en considération les demandes populaires.

Prenant appui sur les éléments historiques, j'ai déjà voulu² dégager la logique de développement qui sous-tend l'opération du B.A.E.Q., indiquer comment l'approche régionaliste est née, dans ce cadre, de la crise de la ruralité et faire voir le rôle majeur des intellectuels et de l'animation sociale dans ce travail de persuasion des bienfaits de l'approche régionaliste. Je veux ici indiquer certains éléments de cette démarche, surtout de manière narrative.

1. De la question rurale à la question régionale

Le B.A.E.Q. est une expérience-charnière de développement régional et d'encadrement populaire au Québec. Le B.A.E.Q. est né de la dissolution de la ruralité québécoise. La société rurale en crise inquiétait hommes politiques et intellectuels au début des années soixante. Le programme ARDA pour le relèvement des territoires agricoles est élaboré dans ce contexte. Le problème des disparités territoriales, de l'exode rural vers les grands centres urbains, de la pauvreté

chez les populations marginalisées monopolise des chercheurs québécois qui tentent d'articuler des solutions pour un développement "équilibré" et "rationnel" du territoire québécois. Les perspectives de décentralisation industrielle, la nécessité de solutionner la crise rurale en donnant consistance socio-économique à des territoires élargis sont envisagées comme des recours nécessaires. Ainsi le renforcement des régions apparaît comme une solution de développement intégré pour le Québec alors que l'exode rural amplifie les principaux centres urbains, en particulier la région montréalaise. Le Conseil d'orientation économique du Québec tente un travail de planification québécoise au début des années soixante. Le Bas Saint-Laurent a déjà une tradition importante de recherche d'aménagement: le Conseil d'orientation économique du Bas Saint-Laurent (C.O.E.B.) convainc l'Etat québécois d'en faire un territoire-pilote de planification et d'aménagement³. Ce qui lui est accordé à condition d'intégrer dans le projet la Gaspésie et les Iles-de-la-Madeleine. S'organise alors, sous la direction de l'élite régionale du changement⁴, le Bureau d'aménagement avec la collaboration de spécialistes-chercheurs universitaires et d'animateurs sociaux.

L'équivoque des perspectives, des objectifs, des significations conceptuelles, des stratégies éclate aussitôt. Chez certains, il importe de découvrir la logique de développement de l'ensemble territorial pour mieux sélectionner les interventions et les initiatives locales pertinentes; chez d'autres, il faut passer immédiatement à l'exécution de divers projets locaux d'aménagement désirés par la population surtout rurale.

Les discours du B.A.E.Q. sont divisés, les animateurs sont surtout sensibles aux demandes d'action, les aménagistes-chercheurs insistent sur la "logique régionale à découvrir". En fait, il appert que tous les agents d'encadrements (aménagistes, chercheurs, animateurs) sont en accord avec les perspectives de planification démocratique et régionale qui sont à la base du discours du B.A.E.Q. La différenciation est d'ordre stratégique. Les premiers animateurs insistent sur l'importance d'un travail de persuasion à partir d'actions locales, les aménagistes-chercheurs veulent donner la priorité au plan d'ensemble tout en habilitant la population à participer de manière permanente à la solution régionale; la plupart

des animateurs engagés à la deuxième et troisième année du B.A.E.Q. adopteront cette position.

La cohérence territoriale d'ensemble (la région-plan) constituait le nouveau paradigme d'intervention. La région devenait l'entité logique à faire exister, elle servait de mesure-étalon quant à la pertinence des actions à entreprendre, des interventions à réaliser. Le développement régional devient une solution raffinée de développement communautaire, cette dernière approche étant qualifiée de trop individualiste et trop restreinte à l'égard des défis économiques à relever et de la cohérence globale à conserver⁵.

C'est l'articulation de ce projet régional de développement qui devient dominant au B.A.E.Q. Les initiatives populaires ne sont pas refusées en principe. Au contraire, elles sont simplement reportées dans l'attente d'une grille de sélection plus adéquate. Le BAEQ tente de formuler simplement une solution administrative. L'élaboration de l'esquisse du plan et du plan lui-même devait servir comme toile de fond à la programmation des projets présents et à venir considérés comme nécessaires au développement de la région.

Une des conditions essentielles de ce développement régional possible est celle de la participation de la population. Les agents d'encadrement du B.A.E.Q. (chercheurs, aménagistes, animateurs) ont effectivement tenté d'habiliter la population à cette participation au développement et élargir cette participation à toute la "communauté" régionale et à toutes les classes sociales, tant urbaines que rurales. Les structures régionales de représentations, les procédures de consultation et d'exécution, la volonté de créer cette "conscience régionale", de provoquer à une dynamique territoriale de développement en fonction de nouvelles concentrations de population, l'élaboration d'une hiérarchisation urbaine, le renforcement de la mobilité de la main-d'oeuvre régionale, la création d'activités dynamiques nouvelles, surtout industrielles, la distribution spatiale nouvelle de ces mêmes activités, voilà autant d'éléments de consistance régionale à établir⁶.

Il s'agissait alors de structurer cette concertation et cette interdépendance régionale de base. La question

rurale devient une question régionale. Régler le problème rural de départ exige l'élaboration d'une solution de croissance équilibrée de tout le territoire, en particulier le renforcement de ses pôles urbains. De ce fait, le B.A.E.Q. fortifie le processus de déruralisation; la problématique rurale se déplace au niveau de la question régionale et urbaine.

2. La modernité comme support à l'encadrement

Le B.A.E.Q., dès sa première année d'existence, établit ses objectifs régionaux: un optimum de population doit jouir d'une utilisation optimum des ressources d'un territoire; et ces deux optimums ne seront atteints que par une organisation socio-économique appropriée. Or, disent les agents d'encadrement, les ressources sont mal connues, elles ne sont pas exploitées de façon "rationnelle" et concurrentielle, les centres de décision sont inefficaces. Il faut établir une aide gouvernementale basée sur un plan global d'aménagement intégré du territoire. L'Etat doit intervenir ici en fonction d'une cohérence d'ensemble (développement de la région) plus large et globale que le cadre local et communautaire (développement communautaire). La région devient le nouveau niveau d'engagement de l'Etat, préoccupé de renforcer son intervention économique à partir de nouvelles bases sélectives. Il faut rappeler que cette hypothèse de développement (région-plan) était envisagée comme étant la solution la plus réaliste susceptible de faire vivre une population de 325 000 personnes sur le territoire de l'Est du Québec. Il fallait donc moderniser les modes d'exploitation et de production, réaménager l'espace régional, développer un sentiment d'appartenance (conscience régionale) pour impliquer la population, restructurer l'administration gouvernementale pour une intervention plus rationnelle.

Cette version régionale acquiert par surcroît les qualités d'une solution qui serait "rationnelle" et moderne. L'intervention régionaliste a été légitimée par la modernité. Les intellectuels-intervenants ont majoritairement appuyé leurs discours et leurs projets sur une analyse dualiste du changement. D'une organisation traditionnelle, il fallait passer à une organisation moderne. Cette modernité avait

par ailleurs ses règles et ses conditions. Le projet, qualifié facilement aujourd'hui de technocratique, ne pourrait bien que refléter cette intentionalité régionaliste et moderne, que signifier cette conviction d'une région à construire et d'une ruralité à remplacer par une dynamique moderne. La ruralité est qualifiée de "traditionnelle" et s'oppose à l'urbanité et la "régionalité" qui apparaissent comme étant la solution moderne.

Cette vision globale de l'organisation de la société est directrice de l'intervention des agents d'encadrements du B.A.E.Q. Il est certain que cette polarisation structure la compréhension du changement social et du développement à provoquer. La logique moderne à établir a comme corollaire une dépréciation du potentiel culturel et structurel du milieu et une sur-valorisation des capacités sociales de cette modernité. L'intervention du B.A.E.Q. a d'abord visé le milieu rural où se concentraient les productions "traditionnelles" et artisanales telles l'agriculture, la forêt et la pêche. La proposition de modernisation industrielle présupposait une socialisation aux exigences nouvelles de développement dû aux handicaps et incapacités culturelles diagnostiqués dans la société "traditionnelle". Les intellectuels parlent à ce niveau de mentalité de dépendance, du manque de rationalité, de l'attitude conservatrice de fermeture à l'innovation technologique, de l'incapacité à comprendre le calcul scientifique, du savoir pratique dépassé par les exigences logiques de planification régionale et d'aménagement global. Ils opposent la mentalité traditionnelle à la mentalité d'aménagement, la culture traditionnelle à la culture moderne d'aménagement, l'attitude de dépendance et de soumission à la capacité de participation. L'opération-pilote de développement régional oblige donc à cette conversion culturelle pour habiliter les individus à cette maîtrise active du changement (open mind) et leur permettre d'acquérir un contrôle "rationnel" du développement. A ce niveau, l'intervention du B.A.E.Q. a voulu faciliter la désarticulation culturelle du milieu rural. Le savoir pratique et expérimental n'avait plus de statut; il devenait désuet et devait être remplacé par le savoir scientifique et technique.

L'animation sociale avait comme mandat de socialiser à cette mentalité moderne et régionale. Devant faciliter cette

conversion culturelle, et compte tenu du diagnostic anémique à l'égard du milieu rural, on peut plus facilement comprendre l'impossibilité pour l'animation sociale de mobiliser à un processus "endogène". Il fallait d'abord socialiser la population à ce projet de société moderne et régionale. Les animateurs sociaux ont pour la plupart travailler en ce sens.

C'est cette rationalité moderne partagée qui rendait possible l'acte de participation. Il fallait en arriver à rendre égalitaire cette capacité de décision auprès de tous les acteurs régionaux. Une compréhension "rationnelle" entre les divers groupes du territoire deviendra possible en permettant un accès plus égalitaire aux connaissances, à l'information, en créant plus de "sociabilité" grâce à des techniciens de la relation qui vont renouer les fils, recréer des communications dans cet univers anémique. Les agents d'encadrement du B.A.E.Q. ont eu cette volonté manifeste de provoquer un élargissement de l'élite régionale. Ils ont souhaité déborder l'élite en place, échafauder une structure institutionnelle de participation à base régionale.

Les agents d'encadrement du B.A.E.Q., engagés dans cette entreprise de modernisation, extérieurs à la région, travaillent donc à l'organisation du consentement et de la concertation régionale. Ils fournissent une cohérence "théorique" pouvant favoriser la déstabilisation des rapports sociaux en milieu rural. Ils introduisent une nouvelle harmonie de "région", tout en légitimant une expansion de l'Etat et en articulant un nouveau savoir sur la société qui serait indépendant de tout intérêt partiel. La possibilité historique de promouvoir un projet nouveau de société et de pouvoir se situer en dehors des rapports sociaux régionaux assure à ces agents d'encadrement un grand pouvoir technique de définition et d'arbitrage. La prétention à la neutralité, à l'apolitisme, l'insistance sur les aspects techniques et scientifiques de la démarche en vue de la modernité qui apparaissait comme inéluctable, la conviction de devoir socialiser à une rationalité nouvelle, permettront finalement l'élaboration de cette nouvelle culture professionnelle d'encadrement de la population et de gestion du social. Cette culture professionnelle agit de manière extrêmement banale dans des rites d'encadrement. Elle oblige discrètement à des pratiques et des consciences nouvelles de société participante et aménagée dont les systèmes

de signification sont souvent détachés de l'expérience sociale et culturelle directement vécue. Elle peut aussi exercer une expropriation de l'espace et du temps, briser certaines appartenances et solidarité communautaires, obliger à des types de solutions. La raison régionale et moderne pour solutionner la crise rurale n'a-t-elle pas obligé sous cette forme à de nouvelles consciences et de nouvelles pratiques de développement?

Le caractère univoque de l'entreprise a éclaté quelques années après le B.A.E.Q. alors que des mobilisations populaires s'organisent en milieu rural (Opérations-Dignité) en refus de fermeture de leur territoire au nom de cette cohérence et de cette logique régionale à développer. La population revendique un droit de vivre dans son espace rural. Pour ce faire, elle exige certains contrôles de gestion des ressources du territoire et la possibilité de les aménager de façon intégrées et interdépendantes.

Dans ce contexte, on est en droit de se demander si un tel mouvement n'est pas la manifestation d'une volonté de développer une spécificité rurale nouvelle et d'un refus de la solution régionale telle que prise en charge par l'Etat. Les mobilisations populaires poseraient surtout la question d'une néo-ruralité.

Si tel était le cas, l'expérience du B.A.E.Q. nous aura révélé ce passage violent à la modernité alors qu'il fallait, dans cette optique, organiser et renforcer la dissolution culturelle et politique de la société rurale et accélérer son absorption dans les rapports capitalistes de production de l'économie industrielle. Les intellectuels engagés dans l'entreprise du B.A.E.Q. ont cru en majorité que la perspective régionaliste était une solution univoque, le seul passage, la seule transition possible.

Le développement régional, en fournissant un cadre spatial élargi d'intervention et en garantissant une cohérence et un

contrôle nouveau des facteurs de développement face à la crise de l'économie rurale, permet donc à l'Etat l'élaboration de critères de sélection des projets à entreprendre et des initiatives à promouvoir. En cela, le développement régional est un raffinement du développement communautaire. L'interprétation moderniste, l'utopie de participation, la logique régionaliste ont servi de points de référence majeurs à ce travail des agents d'encadrement du B.A.E.Q. qui ont dû élaborer des cohérences de changement aptes à signifier les tâches de développement à réaliser.

NOTES

1. Les expériences françaises d'enquête-participation (par exemple: Economie et Humanisme), les expériences américaines de développement communautaire (par exemple: Tennessee Valley Authority) servaient de points de repère. Voir aussi MEISTER, A. *Participation, animation et développement*. Ed. Anthropos, Paris, 1969.
2. Cette note de recherche découle d'un travail de thèse de doctorat sur le sujet actuellement déposé à l'Université Laval.
3. Conseil d'orientation économique du Bas Saint-Laurent, *La région pilote d'aménagement de l'Etat du Québec*, Mont-Joli, mars 1963.
4. Pour Louis QUERE, une élite régionale de changement est celle qui tente, sur une base spatiale, de substituer un système social par un autre. Voir QUERE, L., *Elites dirigeantes et mouvement national en Bretagne*, Documents généraux du GRIDEQ no 6, GRIDEQ-UQAR, mai 1980.

5. LEBEL, J.-C., *Le B.A.E.Q.: une voie d'approche originale au problème des disparités régionales*. Conférence prononcée devant la Commission française du conseil canadien du Bien-Etre, Ottawa, 14 juin 1965.
6. Ces principaux éléments constituent les divers cahiers du Plan de développement. Voir BAEQ, *Plan de développement*, 10 cahiers, Mont-Joli, Juin 1966.

Le répertoire des populations municipales et paroissiales de l'Est du Québec

Antonio Lechasseur

Une publication prochaine¹ mettra à la disposition des chercheurs l'ensemble des statistiques de population accessibles pour chacune des municipalités et des paroisses religieuses situées sur le territoire compris à l'est de La Pocatière. Ainsi, se retrouvent dans un seul ouvrage les données de population publiées dans les Recensements du Canada de 1851 à 1981 pour au-delà de trois cents municipalités.

Ce qui fait l'intérêt du répertoire c'est qu'il réunit également les données de population contenues dans les Rapports annuels des paroisses. Ces rapports, sous forme de questionnaire, étaient remis chaque année à l'évêque du diocèse par les curés de paroisse, les missionnaires et les desservants. Peu connus jusqu'ici, leur utilisation par divers groupes de recherche comme ceux de la Mauricie et du Saguenay commence à en révéler toute la richesse².

L'ouvrage se divise en trois parties principales:

- Avant-propos et introduction méthodologique;
- Les fiches techniques;
- Les annexes.

L'avant-propos et l'introduction présentent en détail les raisons qui ont conduit à la préparation d'un tel travail et la méthodologie retenue. Notre répertoire se veut une contribution à la recherche historique et sociologique sur les régions du Québec. L'étude du nombre d'hommes et de femmes vivant ou ayant vécu sur un territoire donné nous a semblé une excellente entrée en matière. Les chiffres de population qui y sont colligés permettent déjà certaines analyses intéressantes quant à l'évolution de la marche du peuplement dans l'Est du Québec. Ces milliers de données mises en rapport les unes aux autres et avec les renseignements de type démographique (natalité, mortalité, fécondité, migrations, etc) introduisent à l'étude en profondeur des autres réalités de la vie sociale. La mesure de la présence humaine questionne obligatoirement sur les raisons et les conditions de son processus évolutif passé et contemporain. Ainsi, des périodisations plus pertinentes de l'histoire du Québec deviendront possibles. Les projets d'Histoire du Bas-Saint-Laurent et de Pénétration du capitalisme dans l'Est du Québec, actuellement en cours, trouveront dans ce répertoire statistique bon nombre de renseignements utiles à leurs analyses.

Les fiches techniques sont en fait les dossiers contenant l'ensemble de l'information colligée pour chaque municipalité du territoire et pour chaque localité religieuse. Il s'agit du corpus principal de cet ouvrage de plus de 800 pages. Chaque fiche technique se présente de la même façon:

- le nom de la localité: nom actuel, précision sur le statut juridique et dates indiquant la période d'existence;
- aspects juridiques et territoriaux: chronologie de l'histoire juridique et des mutations territoriales de la localité;
- les statistiques de population: recensements et rapports annuels des paroisses;
- éléments d'histoire: les descriptions d'Hormisdas Magnan et orientations bibliographiques pour chaque localité mentionnée en titre;
- renvois.

J'expliquerai maintenant chacun de ces éléments dans le but d'informer l'utilisateur éventuel sur la documentation qu'il y trouve.

Les fiches techniques se présentent en ordre alphabétique selon le nom actuel (ou le dernier) de la localité municipale ou paroissiale. Compte tenu des multiples changements qui en affectent l'évolution juridique dans l'Est du Québec depuis le milieu du XIXe siècle, nous avons séparé les renseignements relatifs à la municipalité et à la paroisse pour une même localité étudiée: souvent elles ne correspondent pas à la même unité spatiale et leur nom est parfois différent. Nous avons également respecté le statut juridique des municipalités. Par exemple, plus d'une fiche technique a été nécessaire dans le cas des municipalités de village qui s'érigent en ville.

La première partie des fiches contient l'ensemble des références à l'histoire juridique et à l'évolution territoriale des localités de la région. Ainsi, une chronologie des événements entourant l'existence officielle d'une localité (date d'érection canonique, date d'incorporation, changement de nom) est rédigée à partir des modifications des limites territoriales de la municipalité ou de la paroisse (fusion, démembrement, annexion, etc.). Ces informations revêtent une très grande importance puisqu'elles permettent d'interpréter spatialement les nombreuses fluctuations de population. Pour réaliser cet imposant dossier sur l'évolution municipale régionale, nous avons eu accès au fichier de la Direction générale du domaine territorial au ministère de l'Energie et des Ressources à Québec. Pour les paroisses, les missions et les dessertes, nous avons dépouillé les registres des Insinuations ecclésiastiques dans chacun des évêchés du territoire: La Pocatière, Rimouski et Gaspé.

Sur les fiches techniques viennent ensuite les renseignements de population: à tous les dix ans de 1851 à 1951 et ensuite à tous les cinq ans pour les municipalités et sur une base annuelle pour les paroisses. Dans le même volume, on retrouve donc toutes les statistiques publiées dans les recensements du Canada concernant l'ensemble des municipalités de l'Est du Québec. A cela s'ajoutent les statistiques que le curé de paroisse transmettait annuellement à l'évêché après avoir effectué sa visite paroissiale. Ainsi, nous croyons rendre accessibles, sous une forme condensée, des informations jusqu'ici dispersées et qui sont régulièrement reconstituées par bon nombre de chercheurs. Ces compilations réalisées

par les uns finissent rarement par servir aux autres. A ce chapitre, notre répertoire représente un pas en avant qui vise à mettre fin aux dédoublements inutiles et conserver les acquis de la recherche régionale. Cependant, l'utilisation des données tirées des Recensements du Canada et des Rapports annuels des paroisses appelle quelques réserves; nous les avons présentées en détail dans l'introduction méthodologique.

Pour compléter les fiches techniques nous présentons sous la rubrique "Eléments d'histoire" deux types d'information: d'abord les descriptions faites sur les paroisses religieuses de l'Est du Québec par Hormisdas Magnan au début du siècle dans son Dictionnaire historique et géographique des paroisses, missions et municipalités de la Province de Québec⁵ et, ensuite, des "orientations bibliographiques" destinées à guider l'utilisateur dans sa recherche sur la localité.

Les descriptions de H. Magnan sont d'un certain intérêt en ce qu'elles présentent brièvement l'histoire d'une paroisse pour en préciser l'état de colonisation. Evidemment, seules les localités religieuses nées avant 1923-24 sont décrites par l'auteur.

Enfin, nos dossiers paroissiaux et municipaux se terminent par des renvois que la toponymie régionale rend tout à fait nécessaires. Par exemple, sur la fiche de la municipalité de ville de Cabano, un renvoi est fait à la fiche de la paroisse de Saint-Mathias-de-Cabano. Rares sont les personnes qui ont en tête certains patronymes religieux difficiles de la région comme la Décollation-de-Saint-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte et les Stigmates-de-Saint-François-d'Assise-de-l'Alverne!

Plusieurs annexes ont été préparées afin, surtout, de faciliter la consultation du répertoire et de le compléter. On retrouve dans cette dernière partie des annexes sur la population totale des districts de recensement⁴ de l'Est du Québec, des tableaux sur les populations non municipalisées (Réserves indiennes, territoires non organisés) et une dizaine d'index donnant la liste des localités de la région selon leur statut juridique ou leur appartenance à un diocèse. Un index alphabétique général termine l'ouvrage.

En somme, nous croyons que cet instrument de recherche facilitera la tâche de ceux qui travaillent en recherche régionale, que ce soit sur le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie ou les Iles-de-la-Madeleine. Bien qu'il n'est pas sans lacune, le Répertoire des populations de l'Est du Québec constitue néanmoins une étape dans l'utilisation de matériaux nouveaux dans la perspective d'un renouvellement de la connaissance en histoire régionale.

NOTES

1. *Les populations de l'Est du Québec. Répertoire statistique des populations municipales et paroissiales du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine des origines à 1981* par Antonio LECHASSEUR et Jacques LEMAY.

En attendant la publication, une photocopie du manuscrit a été déposée pour fin de consultation au centre de documentation du Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec (GRIDEQ), à l'Université du Québec à Rimouski.

2. Voir en particulier: Jean ROY, Daniel ROBERT et Louise VERREAULT-ROY, *Les populations municipales et paroissiales de la Mauricie. Dossier Statistique, 1851-1971*, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1980, 230 p. (Les Cahiers du Groupe de recherche sur la Mauricie, 3). Et le tout récent ouvrage de Christian POUYEZ, Yolande LAVOIE et al., *Les Saguenayens. Introduction à l'histoire des populations du Saguenay, XVIIe-XXe siècles*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1983, xxxiii-1025 p.; voir la présentation des sources en pages 5 à 66.

3. Arthabaska, Imprimerie d'Arthabaska Inc., 1925, 738 p.
4. Tels qu'ils se présentent à chacun des recensements.

Pour une nouvelle histoire du Québec

Le Bas-Saint-Laurent et les histoires régionales

Antonio Lechasseur

L'historiographie québécoise témoigne d'un intérêt certain pour les études régionales; une proportion importante des recherches des dix dernières années porte sur l'un ou l'autre des aspects de la naissance et du développement des régions du Québec depuis 1850. Cela s'inscrit tout à fait dans la volonté d'une nouvelle génération d'historiens intéressés à traiter des problèmes historiques québécois dans des cadres spatiaux plus restreints.

En fait, la nouvelle histoire du Québec s'approprie les régions dans le but de nuancer, et peut-être même de dépasser notre historiographie traditionnelle à la fois "centrée" sur et produite dans nos deux grandes villes - Québec et Montréal. Parmi les plus importantes entreprises en recherche historique menées sur le Québec figurent les projets des équipes de Gérard Bouchard sur l'histoire des populations saguenayennes, de Normand Séguin sur l'histoire économique-sociale-culturelle de la Mauricie, et, depuis peu, de l'Institut québécois de recherche sur la culture avec son programme-cadre des "histoires régionales". Sans être sortie de Montréal et Québec, l'histoire a gagné les régions aidée en cela d'abord par la

régionalisation du réseau universitaire au début des années 1970 et, ensuite, par la naissance de l'IQRC pour qui l'histoire est un moyen d'appréhender la culture. L'histoire régionale devient petit à petit un autre temps et surtout un autre lieu de l'historiographie québécoise.

C'est dans ce courant qu'il faut situer les projets d'histoire régionale menés par l'IQRC depuis 1980 dont l'Histoire de la Gaspésie de Marc DESJARDINS, Yves FRENETTE et Jules BELANGER constitue la première réalisation d'un programme qui s'échelonnnera sur plus d'une quinzaine d'années. En s'impliquant dans un domaine comme celui-là, l'Institut s'est donné pour objectif de réaliser des synthèses sur l'histoire de chacune des régions du Québec, histoires qui s'adressent à la fois au grand public et aux spécialistes. Chaque projet, d'une durée de deux ou trois ans, doit permettre la rédaction d'un ouvrage accessible qui concoure au renouvellement de l'historiographie québécoise. Après tout, la nouvelle histoire du Québec tient tout autant aux efforts de recherche fondamentale qu'aux tentatives de synthèse. La diffusion des connaissances est un élément capital dans cette réappropriation de l'histoire. D'ailleurs, l'équipe de Paul-André LINTEAU, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT l'a bien démontré avec l'Histoire du Québec contemporain. Fernand HARVEY, responsable du programme-cadre, supervise actuellement des projets sur les Laurentides, les Cantons-de-l'Est et le Bas-Saint-Laurent en plus de préparer le terrain dans d'autres régions comme l'Outaouais, Charlevoix et la Côte-Nord.

Le projet d'Histoire du Bas-Saint-Laurent¹ est le dernier en date à être mis en branle. Ses activités s'étendront de septembre 1983 à décembre 1985. Le volume de synthèse devrait paraître au cours des premiers six mois de 1986 dans la collection "Les régions du Québec" aux éditions du Boréal Express.

Souvent appelé Bas du fleuve ou Bas de Québec, le Bas-Saint-Laurent est, comme les autres régions, difficile à délimiter parfaitement sur une carte géographique. Après plusieurs consultations et maintes discussions, il nous semble possible de définir le Bas-Saint-Laurent comme le territoire qui s'étend *grosso modo* de Notre-Dame-du-Portage aux environs de Capucins sur le rebord sud de l'estuaire du Saint-Laurent, lequel comprend les vallées du Témiscouata et de la Matapédia.

Il s'agit en fait d'un territoire qui correspond en tout point au comté de Rimouski de 1829. Il est compris, pour sa plus grande part, dans les limites actuelles du diocèse de Rimouski, lesquelles ont été établies en 1922. C'est une région du Québec encore très rurale bien que l'urbanisation y ait connu une certaine évolution depuis 1950.

Nous aurons à clarifier et mettre en évidence différences et ressemblances par rapport au reste du Québec. D'ores et déjà, l'approche retenue privilégie certains traits de son évolution: encore objet de colonisation dans les années 1940, le Bas-Saint-Laurent rassemble alors plusieurs traits d'une société rurale qui possède néanmoins une structure industrielle embryonnaire axée surtout sur une ressource naturelle, le bois.

Nous avons adopté un plan de recherche découpant l'histoire régionale en périodes d'une cinquantaine d'années. Avant 1800, le peuplement de la côte sud de Québec se concentre principalement dans la zone de l'Islet et de Kamouraska. De là, plusieurs contingents de colons partent s'établir sur le littoral bas-laurentien surtout après 1800. Pour la période antérieure, nous ferons état de la présence amérindienne, des témoignages des premiers européens à fréquenter l'Estuaire (Basques, explorateurs et missionnaires) et des premières concessions de seigneuries.

C'est au tournant du XIXe siècle que l'augmentation de la population commence à être significative. C'est à ce moment que les anciennes seigneuries de l'Islet et de Kamouraska, devenues trop étroites, déversent leurs excédents démographiques plus à l'Est alors que les ressources forestières du Bas-Saint-Laurent (surtout le pin) intéressent de plus en plus des marchands de Québec compte tenu de l'ouverture des marchés anglais. La période 1800-1850 est donc celle du peuplement des basses terres et l'époque du début de la coupe du bois.

Vers 1850, avec l'épuisement du pin et la fermeture des marchés, nous croyons observer un ralentissement important des activités forestières dans la région. Elles ne reprennent vraiment que dans les dernières années du siècle au cours d'une conjoncture bien différente. La seconde moitié du XIXe siècle est surtout celle de l'amélioration des voies de

communications permettant ainsi la colonisation de zones encore peu accessibles. De nombreuses routes sont construites, alors que des quais sont érigés et que le chemin de fer parcourt toute la région dès 1876. Le peuplement s'étend maintenant à une seconde puis à une troisième rangée de paroisses en bordure du fleuve bien que l'augmentation de la population soit relativement faible.

Le XXe siècle s'ouvre sur une restructuration complète du secteur forestier. Le territoire régional est partagé entre quelques monopoles forestiers qui bâtissent de grandes scieries à l'embouchure des rivières. On s'intéresse désormais à d'autres espèces comme le sapin et l'épinette. Le système agro-forestier devient en quelque sorte l'épine dorsale de l'économie bas-laurentienne. C'est l'ère de la "colonisation pour le bois". Jusqu'ici à peu près vides, les vallées de la Matapédia et du Témiscouata connaissent une forte croissance démographique. Ce processus d'occupation du sol se poursuit au cours de la crise économique des années trente.

C'est vers la fin des années 1940 que des signes de déstructuration de la société rurale et du système agro-forestier commencent à être perceptibles. La coupe abusive pratiquée depuis le début du siècle engendre des problèmes d'approvisionnement en matières ligneuses ce qui se traduit à court terme par la fermeture de plusieurs usines. C'est à la même époque que l'oekoumène bas-laurentien atteint son extension maximum. L'agriculture connaît elle aussi des heures difficiles à partir de 1950. Ces problèmes, dont la plupart des groupes sociaux sont bien conscients, entraînent un autre mouvement d'exode. Le volume de la population régionale ne se stabilise que dans les toutes dernières années.

C'est dans ce cadre chronologique, dressé ici à très grands traits, que nous voulons aborder l'essentiel du passé des Bas-laurentiens. Dans chacune de ces grandes périodes, il sera tour à tour question de population, d'économie, d'organisation sociale, de culture et d'idéologies.

Afin de respecter les délais prévus, le groupe a retenu l'échéancier suivant: réaliser au cours de 1984 une première série de synthèses portant sur chacune des périodes des XIXe et XXe siècles puis, en 1985, procéder à la préparation

d'études sectorielles dans des champs jusqu'ici peu exploités et qui tiennent aux préoccupations des membres de l'équipe.

La démarche mise de l'avant bénéficie largement des séminaires organisés régulièrement par l'Institut sur des questions préoccupant tous les projets d'histoire régionale comme par exemple le problème des frontières ou certaines conceptions théoriques de la région. Ces réunions donnent l'occasion aux diverses équipes de confronter leurs hypothèses de travail et les résultats auxquels elles sont parvenues. Situer et comparer l'évolution du Bas-Saint-Laurent aux autres régions du Québec, et peut-être même à certaines régions du Nouveau-Brunswick, permettra d'affiner la recherche et l'analyse.

Avec la réalisation des projets d'histoire des régions du Québec, une nouvelle histoire du Québec contemporain devra être rédigée. Elle apportera au moins un éclairage sur l'ensemble du territoire québécois ce qu'on ne pouvait faire jusqu'ici faute de recherches et de synthèses. Après tout, près de la moitié de la population de la province vit à l'extérieur de Québec et de Montréal.

Sans prédire l'avenir, nous soutenons l'hypothèse que l'histoire régionale, telle qu'elle se manifeste aujourd'hui, devrait renouveler l'historiographie québécoise. En somme, avait dit Lucien FEBVRE,

... je n'ai jamais su pour ma part et je ne sais toujours qu'un moyen, un seul, de bien comprendre, de bien situer la grande histoire. Et c'est d'aborder de posséder à fond, dans tout son développement, l'histoire d'une région...²

C'est dans cette perspective, partagée par un nombre grandissant d'historiens, que s'inscrivent nos travaux.

NOTES

1. Ce projet est financé conjointement par l'Institut québécois de recherche sur la culture, l'Université du Québec à Rimouski et des participations financières du milieu régional bas-laurentien. Y participent les chercheurs suivants: Jacques LEMAY, responsable, professeur à l'UQAR, Antonio LECHASSEUR, chercheur à l'IQRC et candidat au doctorat à l'UQAM, Yvan MORIN, professeur d'histoire au Cégep de Rimouski et Bruno JEAN, professeur de sociologie de l'UQAR. Guy MASSICOTTE, Nive VOISINE, Lorraine BOIVIN et Claude OTIS y collaborent. Jocelyne BERUBE-SASSEVILLE et Jean-Charles FORTIN y sont rattachés à titre d'assistants.
2. FEBVRE, Lucien. *Pages offertes à M. Charles Oursel*. Dijon, 1942.

Le Conseil d'orientation économique du Bas Saint-Laurent et les stratégies de développement régional.

Éléments de problématique et résultats préliminaires

Jacques Lemay

De nombreux motifs m'incitaient à entreprendre une telle étude. En premier lieu, je m'intéressais depuis un certain temps déjà aux expériences de développement qui avaient émergé de la société régionale au cours des décennies antérieures, par exemple: le phénomène de la colonisation de l'arrière-pays bas-laurentien durant la période de la crise de 1930 ou encore celui de l'implantation de coopératives agricoles sur le territoire. A cet égard, le COEBSL représentait pour moi une valeur exemplaire, surtout en tant que premier organisme de concertation de développement issu de la dynamique régionale.

Egalement, l'étude du COEBSL m'offrait une excellente occasion de comprendre la conjoncture régionale de l'époque. En effet, en retraçant à travers son action et ses préoccupations, les principales mutations que traversait le monde rural, j'étais convaincu que l'histoire du COEBSL était inséparable de son temps.

Plus globalement, l'étude de cet organisme, me permettait

d'appréhender au moins d'une façon toute empirique, le fait régional. La région, qu'est-ce que c'était dans les années '50? Interrogation naïve peut-être, mais également fondamentale qui prend un caractère d'urgence aujourd'hui. En effet, au moment où un certain nombre d'éléments étaient en train de changer aux niveaux social, économique et même culturel, il me paraissait tout indiqué de s'interroger sur les valeurs essentielles, de rechercher des critères, de définir de nouveaux paramètres particuliers à cette région.

Finalement, la production scientifique issue du COEBSL m'avait toujours fasciné par son étonnante qualité. En effet, dans le contexte québécois de l'ère duplessiste, où les études régionales étaient pratiquement inexistantes, le COEBSL avec des moyens de fortune avait produit des études importantes sur la population, les sols, les transports et l'économie du Bas-Saint-Laurent en plus de rédiger une quinzaine de mémoires et de rapports substantiels à l'attention des gouvernements, portant sur divers problèmes: l'éducation, l'industrie, le commerce, l'électricité et le tourisme dans la région.

1. Les options fondamentales de cette recherche

1.1 La définition des objectifs

Devant la variété des problèmes qui se posaient, devant l'abondance et aussi l'hétérogénéité des sources, il fallait opérer des choix. L'objectif premier retenu pour cette phase de la recherche fut de tenter de définir le plus précisément possible ce que fut le COEBSL, par l'étude des fonctions économiques, politiques et idéologiques qu'il a effectivement remplies à l'égard du développement régional.

Pour ce faire, il fallait d'abord retracer le processus de formation du COEBSL, examiner son réseau d'influences en terme d'individus et de groupes, reconstituer la structure et son fonctionnement. Dans un second temps, il me semblait important d'examiner la signification d'un tel organisme en relation avec les structures économiques, politiques et même idéologiques qui prédominaient à l'époque. Quelles revendications le COEBSL a-t-il exprimées? Quelles solutions a-t-il

entrevues? Avec quels objectifs et quels moyens? En clair, comment a-t-il élaboré ses stratégies de développement pour la région?

1.2 Le cadre géographique

Le territoire couvert par notre étude s'étend aux comtés de Rimouski, Matane, Matapédia, Rivière-du-Loup et Témiscouata, bien que l'aire d'intervention du COEBSL ait varié dans le temps et l'espace régional. En effet, à l'origine son action s'était limitée aux comtés de Rimouski, Matane et Matapédia en touchant partiellement le comté de Gaspé-Ouest puisqu'elle atteignait les municipalités de Cap-Chat et de Sainte-Anne-des-Monts. En 1959, le COEBSL élargit ses cadres pour comprendre les comtés de Rivière-du-Loup et Témiscouata, tout en cédant les municipalités gaspésiennes.

1.3 Les limites chronologiques

Bien que le COEBSL existe légalement depuis le 26 mai 1956, (date de sa fondation) jusqu'au 18 septembre 1968 (date de l'abandon de sa charte), nous avons essentiellement porté nos efforts sur l'analyse de la première partie de son histoire, soit depuis 1956 jusqu'au mois de juillet 1963, moment où le B.A.E.Q. est créé et où, par convention, le COEBSL cède au second organisme ses droits pour exécuter les recherches en vue de l'élaboration d'un plan d'aménagement pour toute la région de l'Est du Québec. A partir de cette date, l'action du COEBSL est bien différente et se retrouve à la remorque du B.A.E.Q., à qui on attribue le rôle de concepteur et de réalisateur, sur un espace élargi qui comprendra alors non seulement le Bas-Saint-Laurent mais également la Gaspésie et les Iles-de-la-Madeleine.

2. Les matériaux de base et la méthodologie

Les principaux fonds d'archives du COEBSL ont constitué la source première de notre étude (procès-verbaux des directeurs, de l'exécutif, des comités de travail, des congrès et assemblées générales, études, rapports, mémoires, etc...).

Une analyse de cette documentation nous a permis d'identifier les idées-forces, les intérêts socio-économiques et idéologiques soutenus au sein du COEBSL, et proposés à la population et à différentes instances gouvernementales. Cette étude systématique nous a permis de comprendre leur perception de la problématique régionale.

Pour reconstituer les caractères essentiels de l'économie et de la société bas-laurentienne, les données tirées des recensements fédéraux et de l'Annuaire Statistique du Québec offraient des ressources abondantes.

Un dépouillement systématique des articles à caractère socio-économique puisés à partir des hebdomadaires régionaux (ceux de Rimouski, celui d'Amqui, Matane, Rivière-du-Loup et Mont-Joli) pour la période de 1950 à 1965 nous a permis de constituer un fichier important sur les questions touchant aux structures de l'économie et de la société régionale.

La constitution de ce fichier a été particulièrement utile pour suivre d'une part l'évolution des prises de positions du COEBSL, mais surtout pour examiner comment celles-ci étaient retransmises, interprétées et même critiquées par la presse régionale dans les différentes sous-régions qui composent le territoire.

Au niveau méthodologique, notre étude a d'abord tenté de reconstituer, de l'intérieur, la vie de l'organisme à travers l'importante documentation mentionnée plus haut, en suivant l'évolution de sa pensée, de ses prises de conscience et de ses décisions, et plus particulièrement en distinguant les fonctions économiques, politiques et idéologiques de son action. Un pareil type d'analyse ne pouvait être concluant que s'il était confronté à une analyse de la dynamique régionale qui existait alors et dont il fallait maintenant cerner les principales caractéristiques.

3. Résultats préliminaires

Dans ce qui suit, il s'agira moins de décrire et d'expliquer longuement les conclusions de la recherche qui d'ailleurs n'est pas terminée, mais de présenter brièvement, à partir

d'un certain nombre de pistes de réflexion, des résultats préliminaires concernant l'origine et la mise en place de la structure du COEBSL, et ensuite, de présenter un bref bilan des actions menées aux niveaux économique, politique et idéologique dans la région.

3.1 L'émergence du COEB

Les principales données statistiques et les analyses de l'époque nous présentent un Bas-Saint-Laurent en pleine période de transformation. L'exode agricole ou rural qui suit la seconde guerre mondiale constitue le phénomène le plus marquant de cette mutation: non seulement les structures démographiques s'en trouvent modifiées, mais aussi la vie sociale et économique s'en retrouvent bouleversées et désorganisées. En fait, l'exode n'est que la traduction dans les faits de l'éclatement du système agro-forestier qui se produit alors: l'agriculture marginale des nouvelles paroisses cède devant les obligations d'une agriculture mécanisée et de marché, tandis que les grandes compagnies, après un pillage systématique de la forêt, amorcent un mouvement de repli, soit en réduisant substantiellement leurs effectifs ou soit en fermant tout simplement leurs installations dans la plupart des comtés. La société régionale semble se désagréger: c'est tout un équilibre humain avec ses modes de vie, ses moeurs, ses coutumes, sa façon de comprendre le monde, qui se transforme. C'est dans ce contexte d'urgence, qu'est créé le COEBSL, à Mont-Joli, le 26 mai 1956.

Il est instructif pour nous de constater que cette fondation est l'aboutissement d'une suite de tentatives avortées afin de créer un conseil d'orientation économique pour la région. L'analyse de l'échec du précédent conseil d'orientation en 1953 tient, semble-t-il, essentiellement à trois séries de causes: d'abord le faible recrutement de ses membres issus exclusivement des petites villes du territoire (Cabano, Amqui, Mont-Joli, Sayabec, Rimouski), habituellement représentées par un commissaire industriel ou un gérant de municipalité; en second lieu, la présence d'intérêts économiques dominants, tels les compagnies forestières, représentées par l'association forestière régionale et Jules-A. Brillant, représentant de la

grande bourgeoisie régionale et enfin, des objectifs trop limités qui étaient "de favoriser et d'orienter le développement et l'expansion industrielle de la région¹.

La fondation du COEB de 1956 relève d'une toute autre problématique. Il a pour buts principaux "d'unir toutes les forces économiques de la région (...) d'orienter le développement économique de la région en fonction de ses ressources naturelles, de sa situation géographique et de son facteur humain, afin de lui assurer une prospérité réelle et durable (...) de grouper les associations, organismes et corporations désireux de travailler en coopération pour le développement économique de la région" (Charte du COEB). On y retrouve donc, à côté des Chambres de commerce, les corporations municipales des comtés du secteur rural et les corporations municipales des villes. Egalement, se retrouvent associés à cette fondation, les représentants d'organismes qui proviennent, selon une ventilation géographique respectueuse du cadre régional, les secteurs urbains et ruraux; sans compter une foule d'organismes influents dont notamment la corporation des agronomes du Bas-Saint-Laurent, les Sociétés Saint-Jean-Baptiste et les syndicats ouvriers.

Cet élargissement de la base sociale de l'organisme se reflète aussi dans le financement, assuré par les municipalités urbaines et rurales du territoire, au prorata de leur population, ainsi que par les devises des autres organismes-membres.

En élaborant une telle structure, les auteurs de cette charte avaient l'intention manifeste d'éliminer le rôle hégémonique que les compagnies forestières ou encore un Jules A. Brillant auraient pu jouer dans leur organisme.

De plus, l'étude de la composition sociale du bureau de direction réaffirme le principe de faire participer, aux décisions de l'organisme, tous les secteurs de l'économie et toutes les sous-régions du territoire du Bas-Saint-Laurent.

3.2 Les interventions du COEBSL

Maintenant examinons brièvement par secteur, les principales actions menées par le COEBSL dans la conjoncture régionale de l'époque.

3.2.1 Au niveau de la structure socio-économique du Bas-Saint-Laurent

D'abord dès 1957, le COEBSL se donne un programme d'action en confiant à des universitaires de Laval, M.M. Jean-Marie Martin, doyen alors de la faculté des Sciences Sociales et Yves Dubé, économiste, le mandat de mener une vaste enquête économique sur la région. Les résultats se traduiront par le dépôt de rapports volumineux portant sur la situation de l'agriculture dans le Bas-Saint-Laurent (J.M. MARTIN et Yves DUBE), une étude démographique par Yves Martin, une enquête sur les transports par Pierre Camu, un rapport et des cartes de possibilités d'utilisation des sols (par Yves DUBE et MAILLOUX). En plus, on amorcera certains dossiers sur les problèmes de l'éducation, l'électricité, la sidérurgie, l'industrie forestière, etc...

En même temps, s'élabore au sein du COEBSL une stratégie de développement régional: on pense moderniser l'agriculture pour activer, grâce à des modes de transport mieux adaptés, le commerce avec la Côte-Nord industrielle. Fort des résultats préliminaires obtenus des principales enquêtes en cours, le conseil pense déjà se lancer rapidement dans une phase de réorganisation complète des structures économiques régionales.

Cependant, cette démarche ne va pas sans heurts et tiraillements: en raison des délais impliqués pour la conduite des études, on retrace l'existence de vifs débats qui se déroulent au sein du COEBSL, risquant à tout moment de provoquer sa disparition. Les principaux litiges portent sur la sur-représentativité des Chambres de commerce, au détriment des organismes comme les syndicats et l'U.C.C., et sur les frais encourus par les commandites de recherche. En clair, on reproche au COEBSL de soutenir des intérêts socio-économiques qui reflètent davantage les préoccupations et la "rationalité" économique des Chambres de commerce que ceux des organismes d'agriculteurs et de travailleurs.

3.2.2 Au niveau de la structure politique de l'époque

Une première analyse menée sur la signification du COEBSL

en relation avec les structures administratives et politiques de l'époque nous montre que l'ensemble des propositions et mesures proposées vont dans le sens d'une remise en cause des structures politiques régionales de l'époque. En effet, ce qui semble réunir les membres du COEBSL, malgré les différends passagers, ce sont l'étude des problèmes communs de la région et une capacité d'action propre: problèmes et capacité qui les soustraient en partie au déterminisme de l'échelon politique local du député de comté. Ce qui leur permet en revanche de se frayer un accès direct vers les capitales.

Ministres et haut-fonctionnaires des deux gouvernements sont continuellement mis en alerte par les prises de positions et les mémoires du COEBSL qui leur sont destinés. De plus, politiciens et technocrates sont fréquemment sollicités pour prononcer des conférences en région ou assister aux congrès annuels des membres. Ainsi se constitue au fil des années, un impressionnant réseau de relations entre le COEBSL et les appareils gouvernementaux de la province et du fédéral.

La création, en 1961 du Conseil d'orientation du Québec (COEQ), représente un bon point pour le COEBSL, puisqu'il lui permet de trouver en cet organisme un interlocuteur privilégié au niveau provincial.

De toute façon, comme groupe de pression, le COEBSL ne manque aucun événement pour affirmer sa présence à tous les échelons de la vie politique. Il présente des mémoires bien élaborés devant la Commission Royale d'enquête fédérale sur les transports; devant la Commission d'enquête sur l'enseignement agricole et agronomique; devant le Comité d'étude sur l'enseignement technique et professionnel; devant l'Honorable André Rousseau, ministre de l'Industrie et du Commerce; devant la Commission Royale d'enquête sur l'enseignement.

Cependant, son plus grand exploit semble avoir été le mémoire présenté en mars 1963, intitulé La région-pilote d'aménagement de l'Est du Québec à l'intention de l'Honorable Jean Lesage et de son cabinet. Ce mémoire est important parce qu'il fixe certaines coordonnées qui détermineront dans une large mesure la forme et l'activité de l'organisme de planification qui sera mis sur pied. Il recommande d'abord de

"reconnaître officiellement comme "région-pilote" le Bas-Saint-Laurent et les territoires complémentaires, lesquels constitueront une région complète d'aménagement". Il laisse par ailleurs au gouvernement le soin de définir la superficie globale du territoire d'aménagement. Il demande également pour le COEBSL et son équivalent dans les "territoires complémentaires", le mandat de former un Bureau d'aménagement.

Le mémoire insiste tout particulièrement sur la nécessité de la "participation des populations locales" à l'aménagement du territoire. On demande aux "cadres actuels du territoire" c'est-à-dire aux agronomes, aux ingénieurs forestiers, aux sociologues, aux économistes et aux autres spécialistes travaillant dans la région, de s'associer aux aménagistes et de constituer des comités d'étude du milieu bio-physique, social et économique. En même temps, les simples citoyens seront invités à recueillir des données dans leur localité respective. Pour soutenir l'enthousiasme de la population et lui prouver "la ferme détermination des autorités", le mémoire recommande d'entreprendre immédiatement l'exécution de certains projets concrets: comme par exemple, la restauration forestière d'un secteur donné.

La réponse du gouvernement provincial ne devait pas tarder à venir. Dans une lettre du 29 mai 1963 adressée à Me Georges-Henri Dubé, alors président du COEBSL, le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, M. Alcide Courcy, invitait le COEBSL, en collaboration avec les représentants de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine "à former un Bureau d'aménagement", à recruter des spécialistes et à procéder à "enquête-participation" en vue d'élaborer un "programme d'aménagement" pour le territoire-pilote.

En juillet de la même année, le B.A.E.Q. était officiellement fondé. Cependant, même si on peut constater que le rôle exercé par le COEBSL a été considérable durant cette période, on peut également considérer cette question d'un angle différent. En effet, il est possible de montrer que l'appropriation de la "question régionale" par le COEBSL ne fut pas indépendante des configurations sociales qui spécifiaient la région. Une réponse à cette question demanderait un développement beaucoup trop long pour cet article.

3.2.3 Au niveau de la structure idéologique de l'époque

Même si, sur ce point, notre recherche n'est pas achevée, l'analyse des procès-verbaux, des rapports, de certains mémoires nous indique que le COEBSL a joué un rôle moteur dans la formulation et le renouvellement d'une idéologie de développement régional. Autrefois, on avait l'habitude d'identifier le développement régional en terme de progrès de colonisation et d'agriculture familiale. Avec la constitution du COEBSL, on parle maintenant d'aménagement, et de planification économique.

Au congrès du COEBSL, tenu à Rivière-du-Loup en 1960, toute la problématique tourne autour des moyens modernes de transport comme façon de désenclaver l'économie régionale. A celui de Matane en 1961, on discute des avantages de l'agriculture mécanisée et commerciale. On s'adresse volontiers à des entrepreneurs qui doivent moderniser leur exploitation en adoptant les innovations techniques, seul moyen de conserver leur patrimoine agricole. Les discours sont teintés d'une toute nouvelle rationalité économique. Au congrès d'Amqui, tenu en octobre 1962, le thème retenu est le réaménagement rural, condition essentielle de progrès pour le Bas-Saint-Laurent.

La planification proposée par le COEBSL découle de considérations sur l'économie moderne et affirme la supériorité de la planification comme mode de gestion d'une telle économie. On propose le recours à la planification pour remédier aux problèmes structurels de l'économie bas-laurentienne (dépeuplement de la forêt, régression du secteur agricole ou faiblesse du secteur industriel). Présentée comme la panacée à tous les problèmes, la planification reste cependant une notion peu expliquée: on préfère la considérer davantage comme un processus souple de la croissance économique et des intérêts régionaux de concertation.

On se rend rapidement compte que le vocabulaire passe-partout concernant le développement ou la croissance régionale provient, en grande partie, des réflexions de certains membres et surtout des études produites par les spécialistes pour le compte du COEBSL.

Cependant comme toute idéologie, celle du COEBSL a connu certains points de résistance. Cette résistance vint d'abord de la classe bourgeoise bas-laurentienne, particulièrement puissante qui, en plus de ne pas favoriser la création du Conseil d'orientation en 1956, a cherché par la suite à le réduire à peu de choses. Pour elle, la structure du COEBSL ne pouvait déboucher sur les vrais problèmes, d'où sa préférence pour des perspectives plus limitées et personnelles.

Résistance aussi de l'élite cléricale, et de ses alliés naturels logés dans les coopératives et l'U.C.C. de l'époque. A l'indifférence s'ajoute ici, à certains moments, une opposition nette qui s'est exprimée entre autre, par la création d'une structure rivale, la Société diocésaine d'établissement rural, qui n'a d'ailleurs guère été fructueuse. Par la suite, la coopération entre le COEBSL et l'élite cléricale s'est enfin réalisée mais est restée toujours fragile.

De semblables analyses sont évidemment loin d'épuiser le sujet, et je reconnais sans peine les faiblesses et les lacunes de mes constatations préliminaires. Mais je n'avais l'intention que de me livrer à une première reconnaissance et de poser quelques jalons. Cette étape de la recherche sur le COEBSL est maintenant dépassée. Puissent, en tout cas, ces prises de positions susciter réflexions et discussions pour une meilleure connaissance des organismes et des structures du milieu régional.

NOTES

1. Correspondance du Comité provisoire d'orientation Economique du Bas-Saint-Laurent, lettre circulaire, 18 août 1953, p. 2.

Technologies, travail et travailleurs

Nicole Thivierge

1. Le projet de recherche¹

On ne saurait ignorer l'ampleur de l'impact des changements technologiques sur l'organisation du travail et sur les conditions imposées aux travailleurs. Alors que les politiques gouvernementales et institutionnelles sont axées sur le "virage technologique" au nom du progrès, on peut s'interroger sur les problèmes soulevés comme la détérioration des conditions de travail et de la qualité de vie, la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée et le chômage technique. Pourtant le phénomène n'est pas nouveau. Depuis la première révolution industrielle québécoise le progrès technologique avait déjà enclenché un processus d'altération de la nature du travail: en transformant ainsi les manières de produire il risquait dès lors d'affecter l'existence même des travailleurs. Notre recherche vise donc à identifier l'impact de ces changements technologiques allant même jusqu'à découvrir les raisons qui ont justifié l'introduction de ces technologies nouvelles au Québec, de la fin du XIX siècle jusqu'à nos jours. Nous avons privilégié trois secteurs de l'industrie québécoise: la papeterie, la métallurgie et le textile. On sait que l'industrie du

papier a longtemps été la première quant à la valeur de ses exportations, qu'elle a occupé une partie importante de la main-d'oeuvre et qu'actuellement on y investit largement pour la modernisation technologique. Quant à l'industrie métallurgique on connaît son importance dans une économie moderne autant par les capitaux investis et les profits générés que par les salaires versés à une main-d'oeuvre hautement qualifiée. A l'inverse, nous avons retenu l'industrie du textile, un secteur "mou", qui emploie une main-d'oeuvre nombreuse, moins qualifiée et qui doit à tout prix se moderniser pour faire face à une concurrence extérieure féroce. En fait, ces trois industries ont connu des mutations technologiques importantes à la fin du XIXe siècle et sont présentement aux prises avec la nécessité de moderniser leurs équipements.

Il existe une vision "objective" de la technologie. Elle viendrait augmenter la productivité et la rentabilité de l'entreprise. La machine viendrait remplacer le travail humain dans les conditions les plus dangereuses, les plus difficiles ou les plus monotones. Il ne s'agirait, en somme, que d'appliquer la mécanique là où on trouvait autrefois une série de mouvements originant de la force physique d'un individu. Les auteurs "optimistes" envers les innovations technologiques vont même jusqu'à les considérer comme des facteurs humanisant du travail. Ainsi RITCHA² célèbre la libération de l'homme de la production directe:

les fonctions de la production directe remplies par la force de travail simple, disparaissent progressivement; au sein de la production directe, la technique évince l'homme de ses fonctions directes d'exécution, de manutention et de manipulation

tout en ignorant la détérioration des conditions de travail et le chômage entraîné par l'introduction de ces nouvelles technologies. De son côté, Yvette LUCAS conviendra que tous les aspects de l'existence des travailleurs peuvent être modifiés:

En englobant l'intégration croissante de la science, de la technologie et de la production, la révolution scientifique et technique influence en même temps tous les aspects de la vie en société contemporaine, y compris l'organisation industrielle,

*l'éducation, la vie quotidienne, la culture, la psychologie des individus, les relations entre la nature et la société*³.

Pour nous, la division scientifique du travail et la mécanisation des opérations, en plus de viser un accroissement de la productivité, poursuivent d'autres objectifs. Aussi avons-nous l'intention de nous pencher attentivement sur la gestion du travail. Dans son article "Origines et fonctions de la parcellarisation des tâches. A quoi servent les patrons?"⁴, S.A. MARGLIN avance que ce n'est pas tellement la supériorité technique qui amène la division parcellaire du travail. L'organisation hiérarchique du travail viserait moins l'efficacité que l'accumulation: s'interposant entre le producteur et le consommateur, l'organisation capitaliste permet de dépenser pour l'expansion des installations, des équipements, ce que ne pourrait se permettre un artisan isolé. La division capitaliste du travail ne vient pas au jour à cause d'une supériorité technique, mais parce qu'elle garantit à l'entrepreneur un rôle essentiel de coordonnateur d'efforts séparés de plusieurs travailleurs qui permettent d'arriver à un produit marchand. L'ouvrier perd tout contrôle de son travail au profit de l'employeur. Cette prise en main par l'entrepreneur permet à ce dernier l'accumulation du capital, l'accroissement des moyens de production.

La mécanisation découle d'ailleurs de ce même phénomène. Elle ne s'est pas développée d'elle-même, spontanément, selon une dynamique qui lui serait propre, mais dans le contexte du travail aliéné, forcé, assujéti à un but qui lui est étranger.⁵ Les techniques nouvelles introduites dans les entreprises capitalistes ne visent pas à augmenter la productivité "en général", mais plutôt à augmenter la productivité des travailleurs pour le capital, car les ouvriers, dépossédés du produit de leur travail, n'ont guère de raison d'y mettre spontanément du leur. Les travailleurs ne font pas que perdre la propriété des moyens de production, ils perdent aussi le contrôle de ces moyens, c'est-à-dire la capacité, de part leur savoir-faire, de faire fonctionner les équipements sans le concours d'un encadrement hiérarchique composé de techniciens, d'ingénieurs. Ceux-ci, en plus d'un rôle technique qu'il convient d'analyser, exercent un rôle politique: séparer les travailleurs du contrôle des moyens et du processus de production.

Notre étude cherche donc à découvrir comment l'histoire de la technologie se confond avec l'histoire de la déqualification des ouvriers. Nous croyons que l'introduction des technologies nouvelles dans les milieux de travail vise la désappropriation du travailleur de son savoir, de son contrôle sur les étapes de fabrication, donc de son pouvoir. Quand les technologies nouvelles exigent de nouvelles qualifications, ce sont plutôt des sous-spécialisations sans autonomie, sans contrôle sur la production, le contrôle étant transféré, à des non-ouvriers. Au bout de la ligne du progrès technologique, l'automation ne vient-elle pas confier à des machines ces fonctions de contrôle? Bien sûr on ne peut imaginer la classe ouvrière subissant tout ce processus sans réagir. Les travailleurs tentent de recréer leurs métiers, de se doter de nouveaux savoirs qui pourraient leur redonner le contrôle de la production. C'est d'ailleurs souvent au cours de ce processus de déqualification opéré par la parcellarisation des tâches et la mécanisation que les grèves éclatent. Il serait facile de trouver dans l'histoire du travail au Canada des dizaines d'exemples pour appuyer cette assertion, notamment dans l'industrie papetière. On peut d'ailleurs prétendre que la gestion de l'introduction des innovations technologiques figurera dorénavant en bonne place dans les conventions collectives.

Par une enquête empirique - archives gouvernementales, syndicales et patronales ainsi que des enquêtes orales auprès des employés à différents niveaux de la hiérarchisation du travail -, nous vérifions comment la direction scientifique du travail, c'est-à-dire la parcellarisation et la mécanisation, a retiré le contrôle effectif des opérations de travail pour le confier à des non-ouvriers.

Nous tentons également de découvrir si les travailleurs ont établi des stratégies de restructuration de nouveaux métiers, ont accaparé de nouveaux savoirs susceptibles de se muer en pouvoirs, dans le cadre de la négociation des conditions de travail, notamment. Nous avons débuté notre enquête dans le secteur de l'industrie des pâtes et papier et déjà quelques résultats bien que très fragmentaires, nous permettent de croire que nous pouvons vérifier nos hypothèses.

2. Quelques résultats dans l'industrie des pâtes et papier

2.1 La production de la pâte mécanique

Nous devons souligner au départ que pour toute la période d'avant 1930, nous nous référons surtout aux archives de la Compagnie de pulpe de Chicoutimi. Le fonds Dubuc, conservé au dépôt régional des Archives Nationales de Chicoutimi contient des archives concernant les moulins de Val-Jalbert, de Chicoutimi et de Chandler mais aussi de la Fédération ouvrière. Nous avons aussi consulté certains journaux. Les quelques renseignements déjà recueillis sur la Mauricie sont venus confirmer ces premières données.

Nous savons qu'à l'origine le personnel cadre des moulins, pour les diverses compagnies, se composait d'étrangers: des Acadiens venus du Nouveau-Brunswick, des Canadiens-anglais de diverses provinces, des Américains, mais aussi de beaucoup d'Européens. Par exemple, les premiers opérateurs de défibreurs étaient norvégiens. Assez rapidement cependant des Québécois francophones vont prendre la relève, car il leur sera assez facile d'apprendre tous les secrets de la fabrication de la pâte mécanique. Ainsi dès 1901 c'est un ingénieur-mécanicien formé sur le tas à Chicoutimi qui aménage la rivière à Jonquière de manière à en exploiter l'énergie hydraulique pour le "moulin" à pulpe. Il agit aussi comme consultant auprès de divers autres promoteurs de la province. Quelques années plus tard, soit en 1906, des mécaniciens (machinistes) travaillant aux usines de Chicoutimi fondent un atelier de fabrication et de réparation d'équipement pour les pulperies de la région et perfectionnent considérablement les machines existantes. Après le premier conflit mondial, la Compagnie de pulpe de Chicoutimi, qui aura alors absorbé l'atelier, sera en mesure de fabriquer toute la gamme d'appareils et de machines servant à la production de pâtes mécanique.

A l'échelle de la province, les innovations dans le secteur de la pâte mécanique sont mineures durant la période 1900-1930. La source d'énergie principale demeure la force hydraulique même si elle tend à être remplacée par l'électricité. De nouvelles machines font leur apparition sur le marché: le tambour-écorceur, le défibreur à magasin et le

tamis centrifuge. Elles permettent d'augmenter la capacité de production des "moulins", tout en éliminant des tâches particulièrement dangereuses comme l'écorceuse manuelle qui a précédé le tambour-écorceur dans les usines. L'écorceuse manuelle s'était gagnée le surnom d'"arracheuse de pouces". Mais un écorceur à tambour remplace une douzaine d'écorceurs anciens, et leur douzaine d'opérateurs. Ces nouveaux équipements n'entraînent pas une réorganisation complète des tâches. Malgré ce qui précède, notons que les conditions de travail demeurent pénibles: on travaille dans une chaleur étouffante, pieds nus dans quelques pouces d'eau quelle que soit la saison. Les conditions de travail sont particulièrement difficiles pour les chargeurs de meules, ces opérateurs qui doivent alimenter en billes les défibreurs. Par contre, les revendications des ouvriers, pour toutes les organisations syndicales dont nous avons fait l'étude, ne disent pas un mot des conditions de travail et ne concernent que les salaires.

En fait, la transformation du bois en pâte mécanique n'exige pas des travailleurs des connaissances techniques bien poussées, ou une habileté particulière. En une journée, un ouvrier peut apprendre à faire fonctionner n'importe quelle machine d'une pulperie. Les mécaniciens, qui veillent au bon fonctionnement de ces appareils, représentent le principal corps de métier employé dans ces moulins. Ce sont nettement ceux dont les occupations demandent le plus de compétence. Quant au personnel technique, il est assez réduit et se compose de techniciens de laboratoire appelé "testers", qui sont responsables du contrôle de la qualité de la pulpe, surtout de son degré d'humidité, et d'ingénieurs-mécaniciens qui voient aux améliorations à apporter aux machines.

Les renseignements dont nous disposons, notamment sur les pulperies de Donohue Bros. (1943) et John Breaky (1949), indiquent qu'encore à ces époques il y a peu de changements dans la machinerie et le procédé de fabrication. Cependant, l'utilisation des machines apparues avant 1930 se généralise de même que l'énergie hydraulique est remplacée par l'électricité, ajoutant un plus grand nombre d'électriciens. D'ailleurs, à mesure qu'augmentent le nombre des techniciens "testers" et des électriciens, les personnes des différents corps de métier seront de plus en plus nombreux dans les usines de pâtes et papiers; ce sont indiscutablement les personnes jouissant du plus haut niveau de compétence.

2.2 La production de la pâte chimique

Grâce à l'étude des archives du moulin de Chandler, en Gaspésie, nous avons pu connaître les problèmes liés à la production de la pâte chimique, depuis le début du siècle. Une entrevue avec Antoine DUBUC, qui a occupé différentes fonctions dans cette usine entre 1917 et 1922, dont celle de gérant, est venu compléter l'information recueillie précédemment dans les fonds d'archives, particulièrement riches sur les questions de main-d'oeuvre.

La production de la pâte chimique est nettement plus complexe que celle de la pâte mécanique. En plus des hommes de métier qui doivent veiller au bon fonctionnement de l'équipement, elle requiert un certain nombre d'ouvriers spécialisés. Il y a d'abord les "cooks" qui sont responsables de la cuisson des copeaux de bois dans les digesteurs, pour les réduire en pâte, et ceux que l'on désigne du nom de "papermakers", qui opèrent les séchoirs à pâte chimique. Ces séchoirs fonctionnent sur le même principe que les machines à papier. Le recrutement de cette main-d'oeuvre particulièrement qualifiée est assez difficile. A Chandler, on a engagé des "papermakers" franco-ontariens. Quant aux mécaniciens, on les a fait venir de Chicoutimi. La main-d'oeuvre locale, que Antoine DUBUC appelait avec mépris les "morues", formait la main-d'oeuvre non-qualifiée. Elle connaîtra une promotion lorsque celui-ci, voulant couper court aux luttes ethniques dans le "moulin", congédie d'un seul coup tous les ouvriers Irlandais, les forçant ainsi à quitter la ville. Chandler est bien représentatif de la situation au Québec. Et on retrouvait en 1925 des colonies acadiennes importantes dans les villes papetières de Trois-Rivières et du Cap-de-la-Madeleine.

Pour améliorer l'efficacité du moulin de Chandler, DUBUC a dû faire appel aux services d'un expert européen qui occupa les fonctions de directeur technique. Il était aussi responsable du moulin de Port-Alfred. Avec ce suédois, LINDBOM, c'est la science "officielle" qui fait son entrée dans les moulins administrés par les Dubuc. Les rapports qu'il a rédigés nous permettent d'analyser l'émergence du personnel technique et scientifique dans les usines, un moment crucial dans l'évolution de la technologie qui est lourd de conséquences pour les travailleurs. En effet, les chimistes, les

ingénieurs et les techniciens s'approprient peu à peu les principales phases du processus de production, reléguant les ouvriers à un simple rôle d'exécutant, malgré la compétence que ceux-ci avaient acquise sur le tas. Encore une fois, le cas de Chandler illustre une situation générale. C'est la fin d'une époque. Le savoir-faire basé sur l'habileté ou l'expérience cède le pas à la standardisation. Grâce à une série d'instruments mis au point dans les laboratoires, il devient possible de contrôler les différentes variables qui affectent la qualité du produit fini. A partir de ce moment, le travail des employés se résume à appliquer des consignes. De plus, la venue du personnel technique crée une nouvelle catégorie de personnel, séparée par le salaire et le prestige du reste des ouvriers, et qu'on peut soupçonner de sympathiser avec les cadres. Cela n'est pas sans modifier l'allure des relations de travail, nettement à l'avantage du patronat.

En ce qui concerne l'équipement utilisé dans la production de la pâte chimique, les innovations sont assez peu importantes. Comme la plupart des moulins de la province, ceux de Chandler et Port-Alfred s'équipent vers 1920 de tours Jenssen, qui permettent de produire d'une manière plus efficace l'acide servant à la cuisson des copeaux. A partir de 1930 se répand l'usage des chaudières électriques pour la production de la vapeur injectée dans les digesteurs. Il faut noter enfin l'augmentation de la capacité de ces digesteurs. Ces innovations ont peu d'impact sur la main-d'oeuvre. Les tâches demeurent dangereuses: Antoine DUBUC ne sera pas appelé au combat lors du premier conflit mondial car un digesteur avait explosé lors d'une cuisson de copeaux (cuisson à l'acide et à la vapeur), lui abîmant suffisamment les poumons pour qu'il soit réformé. DUBUC admit alors que de tels accidents se produisaient tous les mois... sans compter les vapeurs d'acide toujours présentes dans le "moulin", d'autant plus dangereuses qu'elles étaient invisibles.

L'accroissement de la capacité des machines à papier a obligé les manufacturiers de défibreurs et de digesteurs à améliorer les performances de ces machines. D'où l'apparition sur le marché de défibreurs à alimentation continue et de digesteurs à circulation continue. On a cherché à rendre plus efficaces les procédés de fabrication de la pâte. L'expérience la plus intéressante dans ce domaine concerne

la production de pâte mécanique au moyen de raffineuses à partir de 1945 et par le procédé thermo-mécanique depuis quelques années. Ce dernier procédé permet de produire du papier-journal sans l'addition de pâte chimique et permet aux entreprises de satisfaire aux normes anti-pollution. Cependant, son adoption élimine des postes de travail. Elle oblige aussi les travailleurs affectés à ces machines à un nouvel apprentissage. C'est une transformation qui s'est opérée tout récemment dans plusieurs "moulins". Nous devons rencontrer un contremaître de la Domtar à Donnacona dont la fonction consiste à former les futurs opérateurs des machines servant à la production de pâte thermo-mécanique.

2.3 La production du papier

Jusqu'ici les archives nous ont conduits à privilégier la production de la pâte de bois avant 1930. L'étude du fonds de la Consolidated Bathurst va nous permettre de rétablir les choses, car les usines regroupées par ce groupe financier avaient intégré les trois productions: pâte mécanique, pâte chimique et papier.

En fait, le phénomène le plus spectaculaire de l'évolution de la technologie dans le secteur du papier consiste en l'accroissement de la vitesse des machines à papier. Entre 1928 et 1958, la capacité de production de l'industrie québécoise double. Or, on installe très peu de nouvelles machines durant cette période. Cette augmentation du rendement des machines, installées par la plupart entre 1920 et 1930, entraîne une véritable mutation des opérateurs.

A l'origine, les opérateurs des machines à papier étaient les employés les plus prestigieux d'une usine, à cause de leur compétence technique qui permettait une négociation facile: souvent issus de l'extérieur du Québec, difficilement remplaçables, ils pouvaient imposer des échelles de salaire. Aussi les industriels tinrent-ils à rompre cette dépendance, en permettant à des Québécois d'apprendre ce métier. Lors d'une grève tenu à Shawinigan par les "papermakers" Américains, le gérant les réduisit tous au chômage et les remplaça par des Québécois francophones. Plus tard, il admit que la chute de la production, inévitable lors de la période d'adaptation de ces nouvelles équipes, a coûté 50 000,00\$ à la compagnie.

En général, il semble que les "papermakers", qui jouissaient d'un statut particulier dans les "moulins", aient résisté plus longtemps à l'offensive des scientifiques que les ouvriers spécialisés travaillant à la pâte chimique. Ils furent les premiers, et pendant longtemps les seuls, à se syndiquer dans les entreprises. Chacune des équipes opérant une machine à papier était dirigée par un "boss machine tender", assisté par quatre ou cinq personnes selon les usines. Vers 1945, la fabrication du papier avait encore un caractère nettement artisanal, mais l'augmentation de la vitesse des machines amena divers perfectionnements, y compris des systèmes de contrôle automatiques. Les ouvriers voyaient la cadence augmenter, les obligeant à se plier au rythme des machines. Mais ce n'est qu'à la fin des années 1960 que les machines évolueront vraiment, et avec les années 1970 elles seront couplées à des ordinateurs. Par exemple, l'unique machine à papier de l'usine d'Amos, construite il y a quelques années, produit plus que les six machines de Grand-Mère.

Pour souligner la perte de contrôle de l'ouvrier sur la fabrication, prenons l'exemple des "back tenders". Ces ouvriers évaluaient la sécheresse de la feuille de papier et sa tension dans le rouleau en frottant celui-ci de la paume ou en le frappant doucement avec un maillet. Cette expertise ne signifie plus rien quand un ordinateur contrôle le séchage et l'enroulement de la feuille.

Les "papermakers" ont pu préserver leur statut dans l'usine en faisant inscrire dans les conventions collectives une échelle de salaire indexée à la vitesse et à la largeur de la machine à papier. Mais c'est une bien faible consolation qui d'ailleurs ne saura tenir face aux nouveaux équipements contrôlés par ordinateur. Aucun jeune "papermaker" ne saurait encore produire du papier au toucher, au son ou à la vue comme autrefois.

Après quelques mois de recherches nous avons constaté la possibilité de vérifier nos hypothèses. Nous avons également découvert que l'impact des innovations technologiques de ces industries déborde le cadre strict de la production directe pour déboucher sur le milieu naturel et social. En effet, l'histoire de l'implantation de ces industries démontre leur lien étroit avec le développement des régions québécoises:

le papier et l'aluminium dans le Saguenay, le textile dans les Cantons de l'Est, le papier et la métallurgie dans la Mauricie, etc... Le cas de la région de l'Est du Québec, par exemple, présenterait le scénario suivant: après avoir accaparé la forêt, menaçant ainsi l'industrie locale du sciage, l'industrie papetière a transformé une génération de pêcheurs et de bûcherons en ouvriers d'usine. Par la suite, au fur et à mesure des changements, elle a remplacé une partie de ces travailleurs locaux par des étrangers plus qualifiés et dernièrement par des machines couplées à des ordinateurs. Confrontés au chômage, ces ouvriers peuvent toujours retourner au métier de leur père, la pêche, mais les industries papetières ont entretemps pollué les cours d'eau. Une affaire à suivre...

NOTES

1. Cette recherche, subventionnée par le Conseil de Recherches en Sciences humaines du Canada et le Fonds institutionnel de recherche de l'Université du Québec à Rimouski, est effectuée par un groupe de chercheur-e-s - Jean-Pierre CHARLAND, de l'Université d'Ottawa, Jacques SAINT-PIERRE et Nicole THIVIERGE de l'Université du Québec à Rimouski - ainsi que des étudiant-e-s de l'Université d'Ottawa, de l'UQAM et de l'UQAR.
2. RITCHA. *La civilisation au carrefour*. Paris, Ed. Anthropos, 1969.
3. LUCAS, Yvette. *La révolution scientifique et technique*. Paris, Ed. Sociales, 1981, pp. 18-19.
4. GORZ, A. *Critique de la division du travail*. Paris, Seuil, 1973.
5. GORZ, A. "Le despotisme à l'usine et ses lendemains", dans GORZ, *Critique de la division du travail*, op. cit.

ANNEXE

Les thèses de maîtrise en développement régional à l'UQAR

Jean Larrivée

Au fil des ans, quelques thèses de maîtrise ont été complétées par des étudiant-e-s des différentes cohortes. Actuellement, on dénombre une douzaine de manuscrits soutenus et acceptés; à ceux-ci s'ajoutent quatre thèses qui nécessitent certaines corrections avant de recevoir l'approbation finale. Dans les prochains mois, d'autres textes s'ajouteront si l'on tient compte qu'une vingtaine de sujets de recherche sont en gestation.

Parmi les thèses finalisées ou en voie de l'être, on note une prépondérance pour les thèmes économiques. Habituellement, les analyses portent sur un ou deux secteurs d'activité tels l'agriculture, la forêt, la pêche ou le tourisme. Certains auteurs s'intéressent à des initiatives de développement d'organismes les plus divers. Au plan méthodologique, la majorité des étudiant-e-s privilégie l'analyse documentaire d'ouvrages généraux ou spécialisés, d'archives, d'articles de journaux et de revues. Trois personnes ont recours à des questionnaires tandis que cinq autres préfèrent les entrevues semi-dirigées.

Afin de mieux cerner la diversité des thèmes, voici dans l'ordre la liste des thèses finalisées, des manuscrits déposés et des sujets encore à l'étude. Dans les trois cas, le classement alphabétique d'auteurs prévaut.

Un merci spécial à madame Charlotte Bérubé-Rouleau, secrétaire du deuxième cycle, pour sa collaboration soutenue lors de l'inventaire de ces thèses de maîtrise.

1. Les thèses complétées

BROCHU, Guy. *Aménagement de l'environnement, développement touristique et économie rurale*. Université du Québec à Rimouski, thèse de maîtrise en développement régional, septembre 1982, 168 p.

Membres du jury: Gilles BRIEN, directeur de recherche
Claude LASSUS, président
Armel BOUTARD, Université du Québec à Montréal.

Dans une première partie, Guy BROCHU aborde des considérations générales comme le développement économique et l'impact environnemental. Le premier chapitre traite du concept d'environnement tandis que le deuxième chapitre porte sur l'approche environnementale et la gestion de l'espace. L'aménagement et le développement touristique constituent la deuxième section de l'ouvrage; l'auteur s'interroge sur le tourisme comme facteur de développement. La thèse se termine par une étude préliminaire d'impact appliquée à la municipalité de Notre-Dame-du-Lac.

COTE, Alain. *La place et le rôle de la Coopérative du Bas Saint-Laurent dans la régulation des changements dans la production et la transformation des produits agricoles du Bas Saint-Laurent (1960-1980)*. Université du Québec à Rimouski, thèse de maîtrise en développement régional, 1983.
(Publiée dans les Cahiers du GRIDEQ no 12, décembre 1983).

Membres du jury: Benoît LEVESQUE, directeur de
recherche
Benoît TREMBLAY
Jacques LEMAY
Paul LAROCQUE, président

Après une phase de modernisation et de spécialisation dans l'industrie laitière, la Coopérative agricole du Bas Saint-Laurent, pour demeurer concurrentielle, a dû consolider son marché en achetant plusieurs usines du Bas Saint-Laurent, de la Côte-Nord, du Nouveau-Brunswick et de Québec. Malgré ses tentatives d'autonomiser son développement et malgré son imposant chiffre d'affaires, la Coopérative agricole du Bas Saint-Laurent reste une entreprise dépendante au niveau de l'écoulement de sa production. Les orientations économiques de la Coopérative et des paliers gouvernementaux ont privilégié une partie des agriculteurs.

GABOURY, Jean. *Le Réveil Rural. Etude d'un appareil idéologique d'état dans ses rapports avec les transformations de l'agriculture, 1940-1951.* Université du Québec à Rimouski, thèse de maîtrise en développement régional, mai 1982. 101 p.

Membres du jury: Benoît LEVESQUE, directeur de thèse
Jacques LEMAY
Alcide DAIGNEAULT, Cégep Rimouski

L'auteur conclut que "Le Réveil Rural a été un élément principal dans la diffusion de l'information agricole et conséquemment, un pivot dans les transformations de l'agriculture québécoise durant la dite période". Jean GABOURY arrive à cette conclusion après avoir défini le concept des appareils idéologiques d'Etat et après avoir dépouillé plusieurs centaines de textes de l'émission radiophonique le Réveil Rural. Il termine son mémoire par une analyse de l'idéologie rurale de 1940 à 1950.

JUTRAS, Johanne. *Le Conseil régional de développement de l'Est du Québec.* Université du Québec à Rimouski, thèse de maîtrise en développement régional.
(Publiée dans les Cahiers du GRIDEQ no 8, octobre 1981).

Membres du jury: Serge COTE, directeur de recherche
Paul LAROCQUE, directeur de recherche
Hugues DIONNE, président
Lionel ROBERT, CRD de Québec

Le C.R.D.E.Q. représente l'une des premières formes tangibles de l'idéologie de la participation véhiculée de 1960 à 1979 en rapport avec le développement socio-économique du Québec. Johanne JUTRAS démontre que le C.R.D.E.Q. est un organisme servant de courroie de transmission à l'Etat, pour la diffusion, à la périphérie, du modèle des pôles de croissance qui favorise le développement économique des grands centres. L'image de la courroie de transmission n'est pas à sens unique. Non seulement le C.R.D.E.Q. a-t-il véhiculé les politiques de l'Etat auprès des régionaux, mais il a aussi, acheminé auprès des instances gouvernementales les échos des luttes menées ici.

LEJEUNE, Albert. *La modernisation des pêches en région périphérique*. Une application de l'analyse de Galtung du projet Kerala (Indes) à la modernisation de la pêche commerciale au Hareng dans la péninsule Acadienne (N.-B.) de 1964 à 1981. Université du Québec à Rimouski, thèse de maîtrise en développement régional, mai 1982. 297 p.

Membres du jury: Jean-François ABGRALL, directeur de
recherche
Claude RIOUX, président
Joseph-Yvon THERIAULT, Université
d'Ottawa.

Dans son mémoire, Albert LEJEUNE tente de répondre à deux questions: "pourquoi une modernisation aussi rapide de la pêche commerciale au hareng s'est-elle produite dans la région? Est-il raisonnable et souhaitable d'envisager une limite à la dépendance structurelle de la région de la Péninsule Acadienne, dans le domaine des pêcheries?" Dans les dernières pages de sa thèse, Albert LEJEUNE s'interroge sur le développement d'une science "régionale" contre les sciences de la région...

MAFFONE, Nicole. *La transformation du poisson en Gaspésie, les conditions de travail, ressources et marchés: une dépendance pour le travail et la production.*

Université du Québec à Rimouski, thèse de maîtrise en développement régional, novembre 1983, 309 pages.

Membres du jury: Serge COTE, directeur
Paul LAROCQUE, co-directeur
J.-Louis CHAUMEL, président
J. PELTIER, UQAM

Pour les travailleurs(euses) des usines de poisson de la Gaspésie, les conditions de travail finissent par miner leur santé: machines bruyantes, humidité, mains dans l'eau froide contribuant à l'apparition de l'arthrite, des rhumatismes, de la surdité, de maux de tête, etc. Comme si cela ne suffisait pas, les employé(e)s sont mal rémunéré(e)s et le travail est irrégulier.

Les contraintes et les stratégies de l'industrie des pêches en Gaspésie, notamment de Pêcheurs-Unis, affectent les conditions de travail et de rémunération des employé(e)s d'usines.

MORIN, Luc. *Les coopératives de crédit et d'épargne à l'Ile Maurice et à l'Ile Rodrigue, un outil de développement alternatif et autocentré?* Université du Québec à Rimouski, thèse de maîtrise en développement régional, février 1981, 197 pages.

Membres du jury: Benoît LEVESQUE, directeur de recherche
Robert CARRIER, co-directeur de recherche
Paul LAROCQUE, président
Gabriel GAGNON, sociologue, Université de Montréal.

L'auteur se demande comment les coopératives de crédit et d'épargne peuvent favoriser le développement communautaire "axé sur les besoins essentiels des populations". Après avoir analysé l'importance de la coopération dans l'économie des îles Maurice et Rodrigue, Luc MORIN scrute en profondeur les Crédit Unions: il constate que les possibilités d'investir à des fins de développement communautaire sont plus

élevées à l'Ile Rodrigue compte tenu que le capitalisme est moins développé. La mainmise de l'Etat freine l'innovation de ce type de coopérative.

PIGEON, Jean-Guy. *L'Union catholique des cultivateurs, ses précurseurs, sa fondation et l'apport du clergé à sa pénétration en région rimouskoise (1930-1940)*. Université du Québec à Rimouski, thèse de maîtrise en développement régional, mars 1983, 134 pages.

Membres du jury: Pauline COTE, directrice de thèse
Velitchko VELIKOV, président
Fernand HARVEY, Institut québécois de
recherche sur la culture.

"Quel a été le rôle du clergé dans la naissance et la survie de l'Union catholique des cultivateurs?" Voilà la question essentielle de ce mémoire. Jean-Guy PIGEON affirme que sans cet appui, l'U.C.C. n'aurait pas survécu. Après avoir montré les premiers jalons du syndicalisme agraire au Québec, l'auteur analyse les débuts de l'U.C.C. et son implantation dans le diocèse de Rimouski.

PROULX, Louise. *Un réseau d'exploitation forestière vu de l'intérieur: la compagnie Price sur la Rimouski, (1930-1940)*. Université du Québec à Rimouski, thèse de maîtrise en développement régional, février 1982, 122 p.

Membres du jury: Jean-Claude ST-AMANT, directeur de
recherche
René HARDY, UQTR
M. LAMONTAGNE, président

Durant la première moitié du XXe siècle, le travail en forêt constitue une activité économique importante pour une bonne partie des travailleurs de la région, notamment les agriculteurs et les journaliers. "Le mémoire basé en majeure partie sur le témoignage de ces forestiers reconstitue, l'espace d'une décennie, le réseau d'exploitation forestière organisé par la Compagnie Price Brothers dans le bassin-versant de la Rimouski". Louise PROULX nous fait découvrir le "vécu ouvrier" en analysant les opérations forestières, les techniques, les outils et le rôle de l'entrepreneur.

ROY, Gilles. *Animation sociale et formation dans une expérience de développement régional intégré: le J.A.L.* Université du Québec à Rimouski, thèse de maîtrise en développement régional, août 1983, 256 pages.

Membres du jury: Hugues DIONNE, directeur de thèse
Bruno JEAN, président
Alcide DAIGNEAULT, Cegep Rimouski

Ayant participé activement à l'expérience du JAL, Gilles ROY analyse une démarche concrète de survie en évaluant "les mécanismes de base utilisés, soit l'animation sociale et la formation". L'auteur utilise "le quotidien d'une expérience précise pour questionner des théories courantes et mettre en valeur une approche communautaire du développement axé prioritairement sur la valorisation de la ressource humaine par le biais du tandem animation sociale et formation".

ROY, Louise. *L'ouverture de la vallée de la Matapédia 1850-1900: le rôle du clergé et des compagnies forestières.* Université du Québec à Rimouski, décembre 1982, 152 pages.

Membres du jury: Pauline COTE, directrice de thèse
Gilles BRIEN, président
Fernand HARVEY, Institut québécois de recherche sur la culture.

Pourquoi les gens ont-ils colonisé la vallée de la Matapédia "pour le bois ou pour l'agriculture"? L'arrivée des compagnies forestières attirent de nouveaux colons. Parallèlement, le clergé et l'Etat favorisent l'implantation d'agriculteurs. Selon Louise ROY, "deux types sociaux différents iront coloniser la Vallée, l'un pour le travail forestier et l'autre pour l'agriculture". Certains pratiquent deux activités selon le modèle agro-forestier surtout dans les hautes terres de la vallée de la Matapédia.

SAINTONGE, Jean. *Les interrelations entre les industries des pâtes et papiers et du sciage et le développement économique de l'Est du Québec de 1950 à 1980.* Université du Québec à Rimouski, thèse de maîtrise en développement régional, décembre 1981, 214 pages.

(Publiée dans les Cahiers du GRIDEQ no 10, novembre 1982).

Membres du jury: Serge COTE, directeur de recherche
Hélène TREMBLAY, co-directrice de
recherche
Paul LAROCQUE, président
François GAGNE, M.E.R.

Cette thèse montre comment l'industrie des pâtes et papiers a maintenu en état de soumission l'industrie du sciage et quels ont été les effets sur le développement économique. La dominance de l'industrie des pâtes et papiers s'est exercée en deux phases; dans un premier temps en contrôlant l'accès à la matière première et ensuite, par le biais de l'achat des résidus du sciage. Cette situation a eu plusieurs conséquences sur le développement économique de l'Est du Québec: blocage du développement d'une bourgeoisie industrielle régionale, destructuration de l'espace régional et extraversion de l'économie régionale.

2. Les thèses déposées (exigeant des corrections)

BLAIN, François. *La dynamique entre la pêche côtière et la pêche hauturière: le cas du Québec et de la Norvège*. Université du Québec à Rimouski, thèse de maîtrise, novembre 1983.

François ABGRALL, directeur
Louis GOSSELIN, co-directeur

BONNEVILLE, Jean. *Espace et politique: le projet d'implantation papetière dans la vallée de la Matapédia 1976 - 1981*. Université du Québec à Rimouski, thèse de maîtrise en développement régional, 1982, 234 pages.

Serge COTE, directeur
François GAGNE, co-directeur

Cette thèse de maîtrise retrace les événements qui ont abouti à une mobilisation populaire pour l'implantation d'une papeterie dans la vallée de la Matapédia. Cette idée n'est

nouvelle, le Syndicat des producteurs de bois a revendiqué à plusieurs reprises que le bois soit transformé dans notre région. Cela diminuerait les frais de transports et profiterait davantage aux membres du Syndicat des producteurs de bois, tout en apportant des retombées économiques intéressantes. Malgré le refus de l'Etat qui propose plutôt deux projets de remplacement, la mobilisation des Matapédiens a créé une dynamique politique nécessaire au développement des régions périphériques.

CHOUINARD, Yvan. *La forêt privée et le développement régional: "hors des groupements, point de salut!"*. Université du Québec à Rimouski, thèse de maîtrise en développement régional, août 1983, 188 pages.

Robert CARRIER, directeur de thèse
François GAGNE, co-directeur

"La forêt privée constitue une ressource importante de l'entité régionale Bas Saint-Laurent/Gaspésie et un atout majeur pour le développement régional. La présente recherche s'attarde à mieux comprendre les réticences du propriétaire non regroupé et le rôle des structures qui l'entourent". Quelques suggestions pour un nouvel agencement des intervenants au niveau de la forêt privée complètent ce mémoire."

ARTEAU, Gaston. *La problématique des secteurs économiques du territoire de la commission de développement économique Port-Daniel-Percé*. Université du Québec à Rimouski, thèse de maîtrise en développement régional, février 1982, 199 pages.

Gilles BRIEN, directeur
J. François ABGRALL, président - B. VACHON, UQAM

Cette thèse constitue une synthèse socio-économique du territoire de la commission de développement économique Port-Daniel-Percé: l'agriculture, les pêches, la forêt, les mines et le tourisme forment les principaux chapitres de ce document. En guise de conclusion, l'auteur propose une série de recommandations dans chacun des secteurs analysés.

3. Les sujets de recherche en préparation¹

BARRETTE, Jean-Pierre. *Les implications du développement du mode de production capitaliste sur la déstructuration et la restructuration de l'économie régionale: théorisation et cas de la Mauricie - Bois-Francs (1956-1980).*

Serge COTE, directeur de recherche.

Le moment régional du procès d'internationalisation du capital et la circulation de la plus-value nécessités par l'accumulation capitaliste et leurs implications sur le développement des forces productives et le déploiement spatial de l'économie au niveau de la région.

BOIVIN, Lorraine. *Le tourisme à l'Isle-Verte: facteur de développement.*

Velitchko VELIKOV, directeur de recherche.

Il s'agit de confirmer ou d'infirmer, selon le potentiel en place et de la mentalité des insulaires, si le tourisme à l'île peut s'avérer une injection économique rentable pour le milieu, une source de vitalisation autant pour l'agriculture que pour la pêche, un facteur de développement régional.

BOUCHARD, Jean-François. *Analyse critique des tentatives gouvernementales de réorganisation spatiale dans l'Est du Québec, à partir des indices de hiérarchisation des municipalités.*

Clermont DUGAS, directeur de recherche.

Analyse comparative des indices gouvernementaux de hiérarchisation des municipalités de l'Est du Québec à des fins d'aménagement du territoire et de développement régional - Recherche des modèles théoriques expliquant ou s'opposant à cette procédure d'organisation de l'espace.

BOUCHER, Bernard. *La culture populaire et le développement régional.*

Micheline BONNEAU, directrice de recherche.

Analyser la place de la culture populaire en tant que production des symboles d'une collectivité dans une perspective de prise en charge, d'une autodétermination du développement; l'impact des dominations culturelles.

BOUCHER, Jocelyn. *Sur une contribution des services d'éducation des adultes au développement régional.*

Micheline BONNEAU, directrice de recherche.

Il s'agit d'identifier la contribution des services d'éducation des adultes au développement régional, avant la concertation des intervenants sur cette question, et après la concertation.

COTE, Bernard. *Le rôle que peut jouer le tourisme dans le processus de développement régional.*

Velitchko VELIKOV, directeur de recherche.

Après l'étude de trois macro-modèles de développement et pôle de croissance et théories de développement déséquilibré, faire une esquisse de modèle de développement touristique régional et essayer une application.

DOUCET, Diane. *Répercussions de la municipalité régionale de comté sur le pouvoir local et l'organisation de l'espace.*

Clermont DUGAS, directeur de recherche.

Il s'agit d'étudier l'impact du regroupement des municipalités rurales et urbaines sur le pouvoir local. Cette nouvelle scène politique qui se caractérise par la MRC est issue de la loi 125

(loi sur l'aménagement et l'urbanisme). Il s'agit également de vérifier si le type d'aménagement véhiculé par cette loi pourra entraîner le développement dans un territoire comme la MRC Rimouski-Neigette.

FAVREAU, Richard. *Le transport en commun dans une région à population dispersée: le cas de celle de Rimouski.*

Clermont DUGAS, directeur de recherche.

Cerner la relation transport en commun / organisation de l'espace dans la MRC de Rimouski-Neigette; identifier les besoins de la population en ce domaine; étudier le contexte juridico-politique; proposer des scénarios d'intervention au chapitre des transports en commun dans la région.

FUGERE, Owen. *Dynamique des relations politiques d'un organisme de développement communautaire: le cas de la Société d'exploitation des ressources de la Vallée (S.E.R.V.).*

Hugues DIONNE, directeur de recherche.

Analyse de la dynamique interne de l'organisme en faisant ressortir le degré de cohésion et/ou de divergence dans les discours selon les catégories d'acteurs concernés (administrateurs, personnel de bureau, salariés-actionnaires, etc.). Méthodologie: enquêtes, entrevues.

GAGNON, Claudel. *Les tendances du développement touristique dans l'Est du Québec du régime français à nos jours.*

Velitchko VELIKOV, directeur de recherche.

Tracer un portrait complet de l'évolution du secteur tourisme par rapport aux variables sociologiques, historiques, économiques, technologiques, etc... qui ont conditionné son évolution.

JOBIN, Jean-Marie. *Le syndicalisme agricole en Gaspésie et le développement de la ferme familiale.*

Clermont DUGAS, directeur de recherche.

Je fais brièvement l'historique du mouvement syndical agricole et agro-forestier en Gaspésie à partir de 1952 jusqu'à ce jour. En deuxième partie, je vais traiter de la situation des petites fermes en Gaspésie et des prévisions de développement de la ferme familiale.

LAGACE, Huguette. *Féminisme et régionalisme dans l'arrière-pays: nature, portée, impact, apport à l'émergence d'une nouvelle culture politique chez les femmes.*

Micheline BONNEAU, directrice de recherche.

La présence et l'influence simultanée de deux mouvements sociaux dans un milieu véhiculant les mêmes types de valeurs ont-ils favorisé l'émergence d'une nouvelle culture politique chez les femmes, conditionnant ainsi leur type d'insertion au développement régional.

LANDRY, Marcel. *La télévision éducative, un outil de développement régional?*

Hugues DIONNE, directeur de recherche.

Etude du rôle de Radio-Québec (Région Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine) dans le développement régional et des conditions d'exercice de ce rôle.

LAPRISE, Jacques. *Le rôle social des entreprises exogènes en milieu périphérique: le cas de la Fraser Inc., d'Edmundston.*

Serge COTE, directeur de recherche.

Rôle social de la Fraser dans le développement de la ville et son analyse. Etude de l'orientation

des contributions "sociales" de la Fraser selon variables géographiques et linguistiques. Apport théorique sur le sujet.

LAUZON, André. L'Etat et la pénétration des rapports sociaux capitalistes de production dans le processus de développement de la région de la Baie-James.

Serge COTE, directeur de recherche.

Expliqué le processus d'ensemble du développement de cette région: la question indienne, la question hydro-électrique, la question ouvrière subordonnée à l'appareil d'Etat et aux sociétés d'Etat qui gèrent le développement de la Baie-James.

LEBEL, Suzanne. Milieu de vie, niveau de vie et autosuffisance dans le monde rural: le cas des comtés de Rimouski et du Témiscouata.

Clermont DUGAS, directeur de recherche.

La pauvreté dans le monde rural doit être analysée d'un point de vue quantitatif, i.e. en regard du faible revenu des familles et de leur consommation réduite de marchandises, mais aussi d'un point de vue qualitatif, en prenant en considération le milieu naturel comme cadre de vie et le degré d'autosuffisance que l'accès aux ressources naturelles permet d'atteindre; c'est à partir de ces considérations que j'essaierai d'évaluer le niveau de vie en milieu rural.

PROVOST, Pierre. La radio communautaire dans les régions périphériques, un outil de développement régional. Le cas de CIEU-MF: La Bonne Aventure.

Hugues DIONNE, directeur de recherche.

Analyser les objectifs, les volontés de développement, de prise en charge, d'outil de communica-

tion et de propriété collective de la radio communautaire à partir d'un cas précis la Bonne Aventure CIEM-MF en Gaspésie. Vérifier si elle répond aux objectifs qu'elle s'est tracée.

QUENY, Gilles. Potentiel apicole de la Baie des Chaleurs.
Velitchko VELIKOV, directeur de recherche.

L'apiculture peut devenir un complément important à l'agriculture sur le long de la Baie des Chaleurs. Compte tenu de notre géologie, géomorphologie, pédologie, de notre climat et de la végétation naturelle, comment l'apiculture peut contribuer à développer l'apiculture.

SAINT-MAURICE, Linda. La loi de l'aménagement et de l'urbanisme (loi 125): un enjeu socio-politique pour les pouvoirs local, régional et national.

Jean-Claud ST-AMANT, directeur de recherche.

Voir si cette législation tend à soustraire des pouvoirs politiques locaux en les transférant aux paliers supra-municipaux et national par la voie de la structure MRC, du mode de représentativité et du financement. Voir si cette valorisation du pouvoir supra-municipal dépasse les simples tâches technico-administratives. Voir si cette législation constitue une loi de décentralisation.

TREMBLAY, Alain. Intégration de la petite production agricole à la société industrielle: le cas d'un village du comté de Rimouski.

Benôit BEAUCAGE, directeur de recherche.

La forme de la ferme familiale est celle qui par excellence permet l'intégration de la production agricole au marché. Le rapport relatif entre les prix agricoles et les prix industriels favorise un transfert de valeur, en faveur du secteur agro-industriel.

VANEY, Maurice. *Analyse de la dynamique socio-économique d'une S.E.R.*

Hugues DIONNE, directeur de recherche.

Processus d'implantation et de développement d'un organisme de gestion en commun en vue de l'aménagement intégré des ressources. Dynamique à l'oeuvre à l'interne et dans les rapports à l'externe.

VOYER, Normand. *La loi 90 (zonage agricole) dans les régions périphériques. Implications et conséquences dans l'Est du Québec.*

Hugues DIONNE, directeur de recherche.

Notre région (Est du Québec) a été décrétée zone agricole depuis juin 1981. A l'exemple de bien d'autres secteurs d'intervention de l'Etat, peu de recherches ont été effectuées sur l'impact prévisible de l'application intégrale d'une telle loi.

NOTES

1. Le résumé du sujet de la recherche est le texte intégral de chaque étudiant-e.

CAHIERS DU G.R.I.D.E.Q.

- Cahier no 1 : *Bibliographie: les inégalités de développement régional, au Québec et au Canada.* Par Pierre BRUNEAU et Jean LARRIVEE, Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., 1977, 154 p. (Epuisé).
- Cahier no 2 : *Les entreprises de mass média de l'Est du Québec et leur personnel (enquête auprès des patrons).* Par Benoît LEVESQUE, Jean LARRIVEE, Claude MORIN, Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., 1978, 147 p. PRIX: 5,00\$
- Cahier no 3 : *La câblodistribution dans l'Est du Québec (Les entreprises).* Par Hugues DIONNE et al. Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., 1978, 201 p. (Epuisé).
- Cahier no 4 : *L'animation sociale au Québec: bibliographie.* Par Serge LAPOINTE et al. Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., 1978, 91 p. PRIX: 4,25\$
- Cahier no 5 : *Sociographie du personnel spécialisé des mass média de l'Est du Québec.* Par Benoît LEVESQUE et Jean LARRIVEE, Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., 1979, 212 p. PRIX: 5,00\$
- Cahier no 6 : *Le modèle centre-périphérie appliqué à l'Est du Québec.* Par Alain GAGNON, Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., 1979, 156 p. PRIX: 6,00\$
- Cahier no 7 : *L'idéologie du BAEQ et les relocalisés de l'Est du Québec.* Par Pauline COTE, Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., 1981, 193 p. PRIX: 6,00\$
- Cahier no 8 : *Le Conseil régional de développement de l'Est du Québec.* Par Johanne JUTRAS, Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., 1981, 144 p. PRIX: 6,00\$

- Cahier no 9 : *Industrie manufacturière et développement inégal des régions du Québec. Résultats préliminaires et problématique d'une recherche.* Par Serge COTE, Benoît LEVESQUE, Juan-Luis KLEIN et d'autres collaborateurs, Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., janvier 1982.
PRIX: 6,00\$
- Cahier no 10: *Les interrelations entre les industries des pâtes et papiers et du sciage et le développement économique de l'Est du Québec 1950 à 1980.* Par Jean SAINTONGE, Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., novembre 1982. PRIX: 6,00\$
- Cahier no 11: *Aménagement intégré des ressources et luttes en milieu rural.* Par Hugues DIONNE et autres, Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., février 1983, 348 p. PRIX: 9,00\$
- Cahier no 12: *La Coopérative agricole du Bas St-Laurent: un agent de développement.* Par Alain COTE, Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., décembre 1983, 120 p. PRIX: 6,00\$
- Cahier no 13: *Le Témiscouata en toute justice.* Par Pierre BERUBE, Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., décembre 1983, 117 p. PRIX: 6,00\$
- Cahier no 14: *Région, régionalisme et développement régional. Le cas de l'Est du Québec.* Sous la direction de Bruno JEAN et Danielle LAFONTAINE. U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., mai 1983, 358 pages.
PRIX: 8,00\$.

DOCUMENTS GENERAUX DU G.R.I.D.E.Q.

- Document no 1 : *Mémoire du Grideq à la commission Healy sur les études supérieures en sciences humaines au Canada.* Rédigé par Fernand HARVEY. Rimouski, U.Q.A.R., mars 1975. 23 pages. (Epuisé, photocopie à 10¢ la page).
- Document no 2 : *Mission d'exploration en France sur les questions rurales et régionales.* Par Pierre BRUNEAU, Yves DION et Fernand HARVEY. Rimouski, U.Q.A.R., mai 1977, 94 pages. (Epuisé, photocopie à 10¢ la page).
- Document no 3 : *Mission de recherche en France (Bretagne et Pays de l'Adour).* Par Hugues DIONNE. Rimouski, U.Q.A.R., décembre 1978, 47 pages. (Epuisé, photocopie à 10¢ la page).
- Document no 4 : *Mission de recherche au Québec sur les phénomènes de marginalité dans les régions périphériques.* Par Michel CHADEFAUD et Gilbert DALLA ROSA. Pau, Université de Pau, octobre 1978, 7 pages. (Epuisé, photocopie à 10¢ la page).
- Document no 5 : *Mission de recherche en France sur les stratégies de développement régional et le rôle des petites et moyennes villes en région périphérique (du 12 mai au 2 juin 1979).* Par Pauline COTE. Rimouski, U.Q.A.R., mai 1979, 91 pages. (Epuisé, photocopie à 10¢ la page).
- Document no 6 : *Elites dirigeantes et mouvement national en Bretagne.* Par Louis QUERE. Séminaire présenté au Grideq en février 1980. Rimouski, U.Q.A.R., juin 1980, 45 pages. (Epuisé, photocopie à 10¢ la page).

- Document no 7 : *L'aménagement et le développement régional: Pourquoi? Par qui? Comment? Par Jean LARRIVEE. Réflexion suite à un stage en France organisé par l'Office franco-qubécois pour la jeunesse. Rimouski, U.Q.A.R., juin 1980, 45 pages. (Epuisé, photocopie à 10¢ la page).*
- Document no 8 : *L'analyse automatique du discours de Michel Pêcheux: application de cette méthode dans une analyse de quatre arrêtés en conseil sur la relocalisation dans l'Est du Québec. Par Pauline COTE. Rimouski, U.Q.A.R., mars 1981, 76 pages. PRIX: 3,00\$*
- Document no 9 : *L'impact des lois 90 (zonage agricole) et 125 (aménagement-urbanisme) dans l'Est du Québec. Actes du colloque tenu à l'Université du Québec à Rimouski, 27 et 28 mars 1981. Grideq éditeur. Rimouski, U.Q.A.R., juin 1981, 135 pages. (Epuisé, photocopie à 10¢ la page).*
- Document no 10 : *La question du découpage territorial et l'utilisation des statistiques. Par Jean LARRIVEE. Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., janvier 1982, 31 pages. PRIX: 3,00\$*
- HORS SERIE : *La problématique du développement en milieu rural. Grideq éd. Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., 1976. 279 pages et annexes (Epuisé, photocopie à 10¢ la page).*
- Répertoire des centres de documentation et des organismes s'intéressant à l'aménagement et au développement régional ou à des sujets connexes. Par Jean LARRIVEE. Rimouski. U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., août 1980, 31 pages. (Epuisé, photocopie à 10¢ la page).*

*La recherche en développement régional à
l'Université du Québec - 1980-1984.*
Sous la direction de Danielle LAFONTAINE,
Université du Québec à Rimouski, mai 1984,
475 pages. PRIX: 10,00\$

Ces publications sont disponibles à l'adresse suivante:

Secrétariat du GRIDEQ,
Université du Québec à Rimouski,
300 avenue des Ursulines,
Rimouski, (Québec),
G5L 3A1

Téléphone: (418) 724-1440.

LA POLITIQUE DES CAHIERS DU G.R.I.D.E.Q.

Les Cahiers du G.R.I.D.E.Q. veulent être une tribune aussi ouverte que possible où puissent s'exprimer des opinions diverses susceptibles de jeter de nouveaux éclairages sur les problèmes difficiles que confrontent le développement régional.

En accord avec ces objectifs, les Cahiers se font forts d'accueillir et de publier des productions aussi variées que les contributions scientifiques, les analyses idéologiques, les outils et instruments de travail de même que les expériences de développement, les témoignages et les controverses.

Dans cette perspective, les Cahiers du G.R.I.D.E.Q. veulent servir de moyens de diffusion des résultats des travaux de recherche entrepris par les membres du G.R.I.D.E.Q. Selon une même logique, ils se veulent ouverts aux autres membres de la communauté universitaire dans la mesure où leurs travaux rejoignent l'un ou l'autre des objectifs que se sont fixés collectivement les membres du G.R.I.D.E.Q.

Par ailleurs les Cahiers, dans la mesure où ils s'adressent à une clientèle d'origine régionale veulent servir de canal de diffusion aux productions du milieu régional.